

Diss. Parrys
1911

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSOCIATION AGRICOLE
CHEZ LES
MUSULMANS DU MAGHREB

(MAROC, ALGÉRIE, TUNISIE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Samedi 9 Décembre 1911, à 3 heures

PAR

LOUIS MILLIOT

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)
LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS
(CONCOURS DES THÈSES SOUTENUES EN 1910)
DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE SPÉCIALE DES LANGUES ORIENTALES VIVANTES
PENSIONNAIRE DE LA « FONDATION THIERS »

Président : M. LESEUR, professeur

Suffragants { *MM. PILLET, professeur*
PERREAU, professeur

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

Diss. PARIS
1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

L'ASSOCIATION AGRICOLE

CHEZ LES

MUSULMANS DU MAGHREB

(MAROC, ALGÉRIE, TUNISIE)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Samedi 9 Décembre 1911, à 3 heures

PAR

LOUIS MILLIOT

DOCTEUR EN DROIT (SCIENCES JURIDIQUES)

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

(CONCOURS DES THÈSES SOUTENUES EN 1910)

DIPLÔMÉ DE L'ÉCOLE SPÉCIALE DES LANGUES ORIENTALES VIVANTES

PENSIONNAIRE DE LA « FONDATION THIERS »

Président : M. LESEUR, professeur

Suffragants { *MM. PILLET, professeur*
PERREAU, professeur



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

A

MONSIEUR JEAN THOMAS

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE DROIT D'ALGER

Hommage d'affectueuse reconnaissance.

L. M.

PRÉFACE

L'association agricole est, parmi les institutions de la société maugrebine, une de celles qui ont le plus évolué depuis la conquête. Sous l'influence de la civilisation française ses caractères primitifs se sont altérés, et il devient de plus en plus malaisé de les reconstituer. C'est par là, sans doute, qu'il faut expliquer l'absence de toute étude d'ensemble de ce sujet. Les auteurs qui se sont occupés de l'association agricole chez les Musulmans du Maghreb ne l'ont envisagée qu'à des points de vue particuliers, occasionnellement, et sans paraître avoir jamais soupçonné toute l'importance de cette institution.

C'est cette importance que nous nous sommes efforcé de mettre en lumière. On verra plus loin le processus suivant lequel nous y sommes arrivé, comment la solution du problème juridique s'est trouvée commandée par celle d'un autre problème, et pourquoi nous avons dû successivement : situer l'association agricole dans le droit religieux maugrebin ; opposer ce droit religieux au droit

coutumier ; chercher dans le milieu historique les raisons de cette opposition de la théorie et de la pratique du droit de l'association agricole pour dégager le rôle de cette institution dans l'économie maugrebine ; enfin, tracer l'évolution de l'association agricole sous l'influence de la civilisation française.

Depuis longtemps des observateurs patients et consciencieux se sont attachés à l'étude du Maghreb. Nous avons mis à profit les ressources acquises grâce à leurs travaux. Elevé parmi les indigènes d'une des régions de l'Algérie les moins pénétrées par la civilisation française, parlant leur langue, connaissant leurs mœurs, ayant vu se nouer tout autour de nous la plupart de ces associations agricoles dont nous exposons plus loin le régime, nous avons pu, par nous-même, contrôler et mettre au point les observations de nos devanciers. Ces observations, nombreuses, mais éparses et sans coordination, nous cachaient les caractères essentiels de l'association agricole, de même que le feuillage trop touffu d'un arbre en dissimule les maîtresses branches. Nous nous sommes efforcé de dégager ces caractères essentiels et de donner de l'institution une vue d'ensemble.

Hâtons-nous, d'ailleurs, de dire que cet essai de synthèse des questions qui se rattachent à la matière de l'association agricole au Maghreb n'a nullement la prétention d'être un travail achevé. Les résultats de cette étude sont incomplets, en raison même de la difficulté des recherches qu'elle exige. Le passé du Maghreb ne sera peut-

être jamais éclairé, faute de documents. Le présent l'est encore fort mal, tant sont imparfaits les documents que l'on possède. Sur plus d'un point nous avons donc été obligé de reconnaître et d'avouer des lacunes, de poser des questions sans les résoudre. Nous pensons néanmoins que les résultats déjà obtenus sont suffisamment clairs et concluants pour mériter une publication. La précision même des doutes qui sont exprimés en même temps qu'eux nous semble être pour des recherches plus complètes un élément de succès.

Nous adressons l'expression de nos remerciements à M. le Professeur LESEUR qui a bien voulu accepter la présidence de cette thèse, à Messieurs Marcel MORAND, doyen de la Faculté de Droit d'Alger, et Augustin BERNARD, Professeur en Sorbonne, dont les conseils et les indications nous ont été précieux, à tous ceux, enfin, qui nous ont aidé à compléter nos recherches documentaires et nos observations personnelles.

Paris, octobre 1911.

LOUIS MILLIOT.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES SPÉCIAUX

- Abd-er-Rahman ben Abd-el-Kader de Fas.** — *La plantation à frais communs en droit malékite*, trad. Mohammed ben Cheneb, in « Rev. Alg. et Tunis. de législation et de jurisprudence » 1895 I, 162 à 171.
- Chatel.** — *Etude sur les contrats de mghârsâ et de mouçakate*, in « Bulletin de la Direction de l'Agriculture en Tunisie », 3^e trimestre, 1910.
- Hamet (Ismâïl).** — *Etude sur la condition des métayers indigènes en Algérie* (compte rendu du), 1908, II, 515 à 523.
- Lesueur.** — *Les associations agricoles en Tunisie*, Paris-Tunis, 1910, et dans « Bulletin mensuel de l'Office des renseignements agricoles », 1906, 1364 à 1382 et 1518 à 1534.
- Mohammed el Kassar et Mahmoud ben Mahmoud.** — *Note sur le contrat de moghârsâ*, in « Journ. des trib. tunisiens », 1901, 231, 232.
- Montalembert (A. de).** — *La protection et les associations agricoles au Maroc* in « Bulletin du Comité de l'Afrique française » 1907, Supplément 109 à 115.
- Morand (M).** — *Note sous Trib. mixte de Tunisie 2 novembre 1903*, « Rev. Alg. et Tunis. de législat. et de jurisprud. », 1905, II, 143 et 144.

- Peyre (A. de).** — *Les Sociétés indigènes de Prévoyance*, Alger, 1900.
- Saurin (J).** — *Les contrats de culture indigènes en Tunisie*, Paris, Nancy, 1897, 28 à 45.
- Tunisié (La), *Agriculture industrie et commerce*, Berger-Levrault, Paris-Nancy, 1896, 41 à 56.
- Vaffier-Pollet.** — *Les associations agricoles au Maroc*, « Bull. du Comité de l'Afrique française » 1906. Supplément 234 à 239 et 263 à 265.
- Zaouch (Abd el Djelil).** — *La condition des métayers indigènes en Tunisie* « Congrès de l'Afrique du Nord » (Compte rendu du) 1908, II, 489 à 500.

II. — OUVRAGES GÉNÉRAUX ET DIVERS

- Ad-Dardîr (Ahmad ben Mouhammad).** — *Agrab Al-Masâlik*, Boulaq, 1281 (de l'hég.), 2 vol.
- Al-Kharchî (Mouhammad).** — *Commentaire du Moukhtaçar de Khalil avec glose marginale d'Al-A'dawî*. Le Caire, 1308 (de l'hég.), 5 vol.
- Al-Malouy.** — *Tohfat al 'Qouddat*, trad. Michaux-Bellaire, in « Archives Marocaines », 1909, vol. XV, fasc. III.
- Arin.** — *Recherches historiques sur l'usure et les opérations aléatoires*, Thèse droit, Paris, 1909.
- Al-Wancharisî (Ahmad).** — *La pierre de touche des Fetwas*, trad. E. Amar, in « Archives marocaines », vol. XIII, 1909.
- As-Sidjilmasî (Mouhammad).** — *Amal Al-Mouthlaq*, Tunis, 1290 (de l'hég).
- At-Tasoûlî (Ali).** — *Commentaire de la Tohfâ d'Ibn Açim*, 2 vol. Le Caire 1317 (de l'hég).
- Ben Choâib (Aboubekr Abdesselam).** — *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, Tlemcen 1906.
- Bernard (Augustin).** — *Les confins Algéro-Marocains*, Paris, 1911.
- Les capitales de la Berbérie*, Alger, 1905. Extrait du recueil de mémoires et de textes publié par l'Ecole des Lettres et les Médersas en l'honneur du XIV^e congrès des Orientalistes à Alger.

- Bernard (Augustin) et Lacroix (N.)** — *L'évolution du nomadisme en Algérie*, Alger, 1906.
- Bompard (M.)** — *Législation de la Tunisie*, Paris, 1888.
- Bourde (P.)** — *Rapport sur les cultures fruitières et en particulier sur la culture de l'olivier dans le centre de la Tunisie*, 1899.
Rapport sur l'élevage du mouton en Tunisie, Tunis, 1895.
- Boyer-Banse.** — *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*. Thèse droit, Paris, 1902.
La condition économique des populations agricoles indigènes dans le département d'Alger. Extrait du Bulletin de la Société de Géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord, 2^e Trimestre, 1906.
- Bücher.** — *Etudes d'histoire et d'économie politique*, trad. Hansay, Paris-Bruxelles, 1901, Etudes II, VI, VII.
Les formes d'industrie dans leur développement historique, in « Rev. d'économie politique », 1892, t. VI.
La division du travail et la formation des classes sociales, in « Rev. d'économie politique », 1893, t. VII.
- Çawî.** — *Glose (Hâchîd) sur le petit commentaire d'Ad-Dardîr*, Le Caire, 1289 (de l'hég).
- Charani.** — *Balance de la loi musulmane*, trad. Perron, Alger, 1898.
- Charlet (Lieut.)** — *Les palmiers du Mزاب*, in « Bull. de la Société de Géographie d'Alger », 1903.
- C. T. O. C.**, *Code Tunisien des obligations et des Contrats* in « Rev. Alg. et Tunis. de législ. et de jurispr. » 1907, 3^e partie.
- Colin (M.)** — *Quelques questions algériennes*, Paris, 1899.
- Desparmet.** — *Arabe dialectal*, 2^e période, Blida, 1903.
- Durieu de Leyritz.** — *La contrainte par corps en matière musulmane*, in « Rev. Alg. et Tunis. de législ. et jurispr. », 1894, I, 73 et s., 1895, I, 269 et s., 1896, I, 37 et s.
- Ebn Acem.** — *Tohfât-el-Houkkâm*, trad. Houdas et Martel, Alger 1882-1893.
- El-Bokhari.** — *Les traditions islamiques*, trad. Houdas et Marçais Paris, 1903, 1908, 3 vol.
- Enquête sur l'état de la propriété indigène *Rev. Alg. et Tunis. de législ. et jurispr.* 1903, 1^{re} Partie.
- Enquête sur la propriété indigène. Procès-verbaux des séances de la Commission de 1898, Alger 1904.

- Hanoteau et Letourneux.** — *La Kabylie et les coutumes Kabyles*, Paris, 1872-1873, 3 vol.
- Houdas O.** — *L'Islamisme*, Paris, 1904.
- Ibn Salamoûn Al-Kinânî.** — *Kitâb Al-A'qd*, en marge de la Tab-cirâ d'Ibn Farhoûn. Le Caire, 1301 de l'hégire, 2 vol.
- Jaussen (Le P.).** — *Les Arabes au pays de Moab*, Paris, 1908.
- Khalil.** — *Code musulman*, trad. Seignette, Constantine, 1878.
- Ladreit de Lacharrière (J.).** — *L'œuvre française en Chaouïa*. Publication du Comité du Maroc, Paris, 1911.
- Lambert (E.).** — *Etudes de droit commun législatif. Introduction. La fonction du droit civil comparé*, Paris, 1903.
- Larcher (E.).** — *Traité élémentaire de législation algérienne*, Paris-Alger, 1903, 2 vol.
- Marès (R.).** — *Notice agronomique sur la Tunisie*.
- Masqueray.** — *Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie*, Thèse lettres, Paris, 1886.
- Masselot.** — *Les dattiers des oasis du Djerid*, in « *Bull. de la Direct. de l'Agriculture* », Tunis, 1901, VI.
- Michaux-Bellaire et Salmon** — *Les tribus arabes de la vallée du Lekous*, in « *Archives marocaines* », 1906, vol. VI, n^{os} 3, 4.
El Oçar el Kebir, loc. cit., vol. II, n^o 11.
- Minangoin (N.).** — *Culture de l'olivier dans le centre de la Tunisie (exploitation par mrharçis et exploitation directe)* Direction de l'Agriculture et du Commerce, Tunis, 1900.
- Mohammed (El-Bachir) Ettouati.** — *Recueil de notions et d'actes notariés judiciaires et extrajudiciaires*, trad. Abribat, Tunis, 1896.
- Morand (M.).** — *Etudes de droit musulman*, Alger, 1910.
- Musil (A.).** — *Arabia Petroea*, Vienne, 1908.
- Nauphal (de).** — *Système législatif musulman*, Saint-Pétersbourg, 1893.
- Oualid W.** — *Le nantissement immobilier en droit indigène algérien*, Thèse droit, Aix, 1907.
- Pensa H.** — *L'avenir de la Tunisie*, Paris, 1903.
- Peyerimhoff (de).** — *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle de 1871 à 1895*, Alger, 1906, 2 vol.
- Pouyanne (M.).** — *La propriété foncière en Algérie*, Alger, 1900.
- Salmon.** — *Les Fahya*, in « *Archives Marocaines* », 1904, n^o 11.

- Salmon et Bruzeaux.** — *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, in « Archives Marocaines », 1905, vol. III, n° 3.
- Saurin (J.).** — *Le peuplement français en Tunisie*, Paris, 1910.
- Sawas Pacha.** — *Etude sur la théorie du droit musulman*, Paris, 1892-1898, 2 vol.
- Schmoller.** — *La division du travail étudiée au point de vue historique*, « R. d'économie politique », 1889 t. III.
- Snouck Hurgronje.** — *Le droit musulman*, in « Rev. de l'Hist. des religions », 1898, t. XXXVII.
- Van Vollenhoven.** — *Essai sur le fellâh algérien*, Thèse droit, Paris, 1903.
- Vialar (de).** *Les Beni-Messaoud*. Bull. de la société de géographie d'Alger, 3^e trim. 1910.
- Villot.** — *Mœurs, coutumes et institutions des indigènes de l'Algérie*, Alger-Paris, 1875.
- Wan den Berg.** — *Principes de droit musulman selon les rites d'Abou Hanifa et de Chafî* in « Rev. Alg. et Tunis. de légis. et de jurispr. » 1881, I, 166 et s.
- Zeys (E.).** — *Traité élémentaire de droit musulman*, Alger, 1886, 2 vol.
- Zeys (P.).** — *Code annoté de la Tunisie*, Nancy, 1901.

III. — PÉRIODIQUES.

- Archives Marocaines.*
- Bulletin mensuel de l'Office du gouvernement Tunisien.*
- Bulletin du Comité de l'Afrique Française.*
- Exposé de la situation de l'Algérie.*
- Bulletin judiciaire de l'Algérie (1877-1884).*
- Journal des tribunaux Algériens.*
- Journal des tribunaux Tunisiens.*
- Jurisprudence algérienne*, 1830 à 1876 (Recueil d'Estoublon)
- Jurisprudence algérienne* (Répertoire de H. Narbonne, Alger, 1877).
- Rapport au Président de la République sur la situation de la Tunisie.*

Rapport sur les Sociétés indigènes de Prévoyance, de Prêts et de Secours Mutuels.

Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence
(publiée par l'Ecole de Droit d'Alger depuis 1885.)

Statistique générale de l'Algérie.

Statistique générale de la Tunisie.

INTRODUCTION

Sommaire.

- I. — N° 1. Caractère religieux des institutions islamiques. —
N° 2. I^{re} partie : L'association agricole dans le droit religieux.
II. — N° 3. Immutabilité du droit religieux. — Son remplacement progressif par un droit profane. — N° 4. II^e partie :
L'association agricole dans le droit positif maugrebin.
III. — N° 5. III^e partie : L'association agricole dans l'économie
maugrebine.
IV. — N° 6. IV^e partie : L'association agricole depuis l'occupation
française.
Notes bibliographiques 7

I

N° 1. Un des traits distinctifs de l'Islam est le caractère religieux qu'il imprime à toutes les manifestations de la vie. Aucune des grandes religions n'étreint la société d'une emprise aussi large, n'envahit aussi profondément la vie publique et la vie privée.

La société musulmane est une théocratie dont Allah est le chef. Les souverains ne sont que les vicaires

(*Khalifâ*) de Mahomet, le Prophète par qui les volontés immuables d'Allah ont été transmises et révélées aux Croyants. Elles forment le Qoran, vérité universelle et éternelle, pierre angulaire de la religion, guide de la foi comme de la morale, Code civil aussi bien que Code pénal.

Il en résulte une confusion complète entre la vie religieuse et la vie civile, entre le spirituel et le temporel. Dans la conception musulmane, les deux idées se mélangent si intimement qu'on en arrive à ne plus distinguer ce qui appartient à l'une de ce qui est propre à l'autre. L'étude des successions vient sur la même ligne et à côté de celle de l'hygiène et de la prière. La règle légale ne se sépare guère de la règle de conscience, et ce qui est juste ou inique n'est pas autre chose que ce que commande ou interdit la révélation divine. Ainsi le droit se confond avec la morale et la religion. Enfin, la raison humaine étant incapable de discerner par elle-même le bien du mal, la religion y a pourvu par une classification de toutes les actions humaines en : recommandables, licites, blâmables, illicites et réprouvées.

Nº 2. Toutes les institutions de l'Islam sont donc profondément imprégnées de ce caractère général de religion. Conclure un contrat, s'associer avec quelqu'un, c'est, sans doute, accomplir un acte juridique entraînant des obligations pour chacune des parties contractantes ; mais c'est surtout commettre un acte relevant de

la religion. Seule l'observance rigoureuse de règles précises peut assurer à cet acte le caractère licite ou recommandable. Leur négligence peut, au contraire, mettre en péril le salut du Croyant.

Toute institution musulmane se trouvant ainsi frappée au coin de la religion, nous devons, tout d'abord, rechercher et exposer les règles de l'association agricole dans *le fiqh*, c'est-à-dire le droit religieux, pour essayer ensuite d'y dégager le caractère de cette institution.

II

N° 3. Mais le droit religieux, droit révélé, tient de son origine divine une immutabilité presque absolue. Le Qoran, complété par le Sounna, ensemble des traditions concernant le Prophète, expliqué et commenté par les écoles orthodoxes, forme l'éternelle vérité à laquelle tout croyant doit se conformer. Allah y a tout prévu, tout réglementé, explicitement ou implicitement. Partant, toute réforme constitue une hérésie, puisqu'elle porte atteinte à la religion. Qu'une situation nouvelle se présente, qu'un besoin nouveau se crée, il devra y être pourvu suivant les principes qoraniques. Mais ces principes sont, eux-mêmes, intangibles, quand bien même ils ne cadreraient plus avec les besoins sociaux, parce qu'ils représentent le dernier mot de la sagesse divine.

Dans la conception musulmane, c'est alors aux mœurs et non à la religion d'évoluer ; et le véritable progrès consiste dans le retour à la coutume des « vertueux ancêtres », *açhâb* et *thâbi'oân*, dignes disciples du Prophète.

Une pareille conception est la négation absolue de cet axiome que le droit ne résulte pas de la volonté arbitraire du législateur, mais qu'il est, au contraire, la vivante expression des mœurs, le reflet des besoins sociaux du moment. Or, les mœurs du monde islamique actuel et ses besoins sociaux ne sont, ni ceux de la petite poignée d'hommes qui formait, il y a treize siècles, le peuple de Mahomet, ni même ceux des peuples musulmans aux premiers siècles de l'hégire, époque où l'orthodoxie islamique se fonda sur de solides assises. Vouloir lui appliquer, en tous temps et en tous lieux, une seule et même législation, c'est là un véritable nonsens.

C'est pourtant ce à quoi la pure orthodoxie musulmane n'a jamais renoncé. Dès le premier siècle de l'hégire la séparation des pouvoirs temporel et spirituel s'est opérée dans l'Islam ; mais les docteurs l'ont subie sans jamais l'accepter, sans jamais abdiquer leur prétention de dicter leurs devoirs aux adorateurs d'Allah et à leurs chefs. Par cela même ils se sont placés en marge de la vie. Et les milliers de *fouqâhâ* qui se sont adonnés, par la suite, à la théologie, ont toujours étudié et enseigné le droit religieux tel qu'ils le tenaient de

leurs prédécesseurs, tel qu'ils auraient voulu le voir appliquer, et non tel qu'il l'était, c'est-à-dire un droit théorique, idéal, de plus en plus méconnu, et dont les prescriptions tombaient peu à peu en désuétude. Animés d'un saint mépris pour le présent, hypnotisés par la contemplation du passé, ils ont résolument tourné le dos à l'avenir.

Tandis que, peu à peu, la vie se retirait ainsi du droit religieux réfractaire à s'adapter aux besoins sociaux et à les suivre, tout un système juridique indépendant, théoriquement impuissant à apporter aucune réforme à la loi divine, mais qui, en réalité, la supplantait partout où elle ne pouvait plus recevoir application, prenait naissance et se développait, lentement, mais avec la sûreté des phénomènes sociaux. Tantôt, ce sont les ordonnances du souverain qui, partout où le pouvoir central a pu s'organiser fortement, se sont substituées au *fiqh* et ont formé un droit profane local ; tantôt, c'est la coutume locale, née du *consensus omnium* et de la répétition des précédents.

N° 4. Connaissant ce phénomène général de dissociation entre le droit religieux et le droit positif musulmans, nous devons nous demander si, et dans quelle mesure, les prescriptions du droit religieux de l'association agricole sont tombées en désuétude. Nous comparerons, à cet effet, les règles du *fiqh* et celles du droit positif maugrebin formé par la coutume générale du

Maghreb, *l'ourf maghribi*. Nous serons ainsi amené à constater que la matière de l'association agricole est précisément une de celles où se trouve le plus nettement accusé le mouvement d'éloignement du droit religieux par rapport au droit positif, et que cette séparation est ici tellement accentuée que l'évolution accomplie au cours des siècles a abouti au presque complet renversement des prescriptions du *fiqh*.

III

N° 5. Mais alors se posera à nous un troisième problème : cette évolution, si radicale qu'elle en est presque une révolution du droit de l'association agricole, il ne suffit pas de la constater, il faut encore l'expliquer. Quelles sont les causes profondes, lointaines, qui ont amené cette modification importante du régime de l'institution ? Et surtout, quelle est la signification de ce changement de régime ?

Nous irons le demander à l'étude du milieu maugrebin. Dans ce milieu nous nous efforcerons de situer l'association agricole et d'en dégager le rôle et l'importance économiques.

IV

N° 6. Notre tâche serait alors terminée si l'établissement des Français dans l'Afrique du Nord n'était venu troubler profondément l'économie maugrebine. Isolé pendant des siècles, replié sur lui-même, presque sans relations avec l'Occident et l'Orient, le Maghreb mystérieux, anarchique et barbare, a été brusquement pénétré par la civilisation française. Le choc des deux civilisations a eu sa répercussion sur les institutions. Nous nous demanderons, dans une quatrième et dernière partie, quels sont les changements survenus dans le régime de l'association agricole depuis l'occupation française et quels sont ceux à prévoir pour l'avenir.

Notes bibliographiques de l'Introduction.

N° 1. DOUTTÉ, *Religion et Magie*, Introduction, 6, 8, 11; WANDENBERG, *Le droit musulman*, 3 et s.; de NAUPHAL, *Système législatif musulman*, 299 et s.; ARNAUD, *Précis de politique musulmane*, chap. II.

N° 3. SNOUCK-HURGRONJE, *Le droit musulman*. Revue de l'histoire des religions, 1898, t. XXXVII, p. 20 à 22; LAMBERT, *Etudes de droit commun législatif*. Introduction. La fonction du droit civil comparé, 377 à 388.

L'ASSOCIATION AGRICOLE

CHEZ LES

MUSULMANS DU MAGHREB

PREMIÈRE PARTIE

L'association agricole dans le droit religieux.

Sommaire.

N° 7. De quelques caractères généraux du droit musulman : absence de formalisme. — N° 8. Prohibition de l'usure et de l'aléa. Ses conséquences. — N° 9. Analyse et synthèse. — N° 10. Plan de la I ^{re} partie.	
Notes bibliographiques	15

N° 7. A la différence des législations archaïques, et même de nos législations modernes, le droit musulman répugne, en général, à tout ce qui est forme et formalité. La seule volonté suffit à y donner naissance à l'obligation ; la manifestation extérieure de cette volonté n'en est que la condition, non la génératrice. La forme sous laquelle se manifeste l'accord des volontés est abandonnée à l'initiative des parties. S'il arrive que l'emploi de

tel ou tel terme, de tel ou tel geste, soit exigé par la loi, c'est seulement pour qu'il n'y ait aucune équivoque sur la nature du contrat ou le moment de sa formation. Le droit musulman est donc très éloigné des engagements de pure forme du droit romain et des solennités de la *mancipatio* et des procédés *per æs et libram*. A plus forte raison ignore-t-il l'adage : *ex nudo pacto actio non nascitur*.

Faut-il voir dans cette conception de la genèse de l'obligation un trait de l'esprit sémitique, esprit simpliste, pauvre en imagination, également éloigné de la fiction, de l'allégorie et de la représentation figurative, porté au contraire à l'abstraction élémentaire, et dont l'idéalisme a produit le monothéisme sévère de la Bible et du Qoran en face de l'exubérante richesse des mythes indo-européens ? Faut-il y voir, plus simplement, une conséquence de la confusion, dans l'Islam, du jus et du fas ? Comme religion, morale et droit y relèvent du même domaine, comme l'infraction à la règle juridique et au précepte religieux y reçoivent le même nom et une sanction de même nature, il semble naturel que l'absence de formalisme se communique de l'obligation qui découle du précepte religieux à celle qui provient de la règle juridique.

Quoi qu'il en soit, ce caractère du droit musulman aurait dû, semble-t-il, entraîner pour l'obligation des règles larges et libérales, pour le contrat une souplesse lui permettant de se plier à tous les besoins,

pour les contractants, enfin, une complète liberté d'allures.

N° 8. Ainsi en serait-il, en effet, si la matière des obligations ne se trouvait enserrée dans un véritable réseau de prohibitions, dont le but louable est d'assurer la parfaite équité des contrats et l'équivalence absolue des avantages consentis de part et d'autre, mais dont les mailles étroites arrêtent à tout instant la volonté génératrice d'obligations. On peut ramener ces prohibitions à deux chefs : l'usure ou *ribâ*, et l'aléa ou *gharâr*.

L'interdiction de l'usure résulte, sans doute, de la perception très nette qu'eut Mahomet des besoins économiques de son peuple. C'est un fait bien connu que, dans les sociétés primitives, le prêt n'est guère pratiqué que sous une forme d'assistance entre gens de la même famille et de la même classe, ou comme mode d'exploitation entre étrangers ou gens de classes différentes, et qu'il n'a jamais, pour ainsi dire, le caractère productif. Si l'on emprunte, c'est pour sa consommation personnelle et, par conséquent, improductive. Quand vient l'échéance, l'emprunteur, ne pouvant se libérer, est contraint de payer de son corps et de son travail. Dès lors, le prêt apparaît comme un instrument d'exploitation et de ruine.

Quant à l'aléa, sa prohibition paraît fondée sur l'immoralité du gain que ne justifie pas le travail, sur les risques que court le joueur lui-même et qui nécessitent

des mesures de protection à son égard, peut-être, enfin, sur les dangers d'accaparement que présente la spéculation sur certaines denrées de première nécessité dans un pays dont la population est toujours à la veille de la famine.

Il n'y aurait donc rien à redire à ces mesures de conservation sociale, qui dénotent même chez le gérant de Khadidja une éducation économique remarquable, si la doctrine musulmane n'était intervenue pour accomplir une œuvre véritablement néfaste. Plus préoccupés de cas de conscience que d'observation judicieuse, les docteurs musulmans ont rapidement confondu les deux prohibitions, de nature pourtant très différente, confusion regrettable car elle a considérablement obscurci la notion de l'usure en l'élargissant. Talonnés par la crainte de perdre leur salut en transgressant les ordres du Prophète, ils ont analysé et commenté sans fin ses paroles pour leur donner toute leur signification et leur portée. Dans leur dévotion scrupuleuse, dans leur zèle ardent, ils n'ont reculé devant aucune des conséquences des principes ; ils n'ont même pas hésité à les pousser à l'extrême. Il en est résulté tout un système de prohibitions, subtiles mais souvent obscures, parfois même anti-juridiques, dont les règles innombrables interviennent à tout instant pour contrecarrer l'accord des volontés, sans le moindre souci des besoins économiques et de leur évolution.

N° 9. Nous touchons ici à un autre trait caractéristique du droit musulman. La législation musulmane semble s'être formée sous l'impulsion de deux facteurs bien différents. A Mahomet, elle doit des conceptions profondes, des aperçus pleins de finesse et de pénétration, une vision aiguë des nécessités économiques et sociales; à la doctrine musulmane édiflée sur la base du Qoran et de la Sounna, une analyse serrée, souvent très ingénieuse et qui sait fort bien enchaîner les raisonnements juridiques, mais, par contre, une incapacité de pénétrer les rapports généraux et de les dégager pour en faire la synthèse et tirer de celle-ci de féconds enseignements. Tel, un instrument trop perfectionné, mis aux mains d'un enfant incapable d'en comprendre le fonctionnement, et qui s'en serait servi d'une manière puérile.

Le droit musulman n'a jamais atteint l'ampleur du droit romain. Il ne peut même supporter la comparaison avec les imitations, d'ordinaire assez ternes pourtant, qu'ont tentées les législations modernes de l'œuvre magistrale des célèbres juristes de l'époque romaine. Le droit musulman paraît avoir expié sa maturité rapide par un arrêt dans son essor et une vieillesse précoce. La méthode juridique musulmane s'attache, non pas à dégager les principes généraux, mais à prévoir une série d'hypothèses plus ou moins nombreuses, en laissant au juge le soin de décider, par analogie, des espèces non prévues par les textes. Le juriste traite toujours isolé-

ment de chacun des actes juridiques, sans guère chercher à établir une corrélation entre eux. Dès qu'il veut définir une notion de droit sa faiblesse éclate.

N° 10. S'il en est ainsi, on ne doit point s'attendre à trouver dans la doctrine musulmane une théorie générale de l'association agricole. Ibn A'rfa définit la société : « L'aliénation consentie par une personne d'une portion « indivise de sa chose, moyennant une portion indivise « de la chose d'autrui, avec faculté de gérer le tout, » l'apport social pouvant consister, soit en biens, soit en industrie, soit dans les deux à la fois. Les jurisconsultes musulmans se sont fort bien aperçus que certains contrats de culture présentaient la caractère de sociétés. Mais, fidèles à leur méthode, ils se sont contentés de les analyser, sans trop se soucier de mettre en lumière leur nature.

Nous allons commencer par les suivre, et nous étudierons successivement les règles qu'ils ont données de chacun de ces contrats de culture. Puis, nous essaierons d'en dégager, et la nature juridique et les caractères communs.

Nous ne nous occuperons ici que du rite malékite, le seul des rites orthodoxes qui soit généralement suivi au Maghreb. Le rite hanéfite, pratiqué en Tunisie, ne s'applique qu'à un petit nombre d'adeptes, la masse des Musulmans tunisiens se composant surtout de Malékites ; et, d'autre part, la matière de l'association agricole y a

fait l'objet d'une législation spéciale dont nous aurons à nous occuper en détail dans la deuxième partie de cet ouvrage. Le rite dissident ibadite compte également quelques adeptes, mais le Mزاب, où ceux-ci sont groupés, forme un centre agricole insignifiant dans l'ensemble du Maghreb, et les règles de l'association agricole ne paraissent, en outre, y présenter aucune particularité sensible.

Notes bibliographiques.

N° 7. WAN DEN BERG, *Principes du droit musulman selon le rite d'Abou Hanifa et de Chafi'*. Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence, 1891, 1^{re} partie, pages 166, 167.

N° 8. Sur l'usure, cf. ARIN, *Recherches historiques sur l'usure et les opérations aléatoires*, Thèse, Paris, 1909; BENALI FEKAR, *L'usure en droit musulman et ses conséquences pratiques*, Thèse, Lyon, 1908, et PELTIER, *Le livre des ventes du Cahîh d'El Bokhâri*, Alger, 1940, 28, 96.

N° 9. WAN DEN BERG, *Principes du droit musulman suivant les rites d'Abou Hanifa et de Chafi'*. Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence, 1891, 1^{re} partie, pages 166, 167; de NAUPHAL, *Système législatif musulman, Divorce*, 274.

N° 10. Texte cité : KHALIL, *Seignette*, p. 191.

CHAPITRE PREMIER

LA MOUZARA'A (CONTRAT D'ENSEMENCEMENT EN COMMUN)

Sommaire.

N° 11. Nature du contrat. — N° 12. Histoire. — N° 13. Formes licites. — N° 14. Conditions de validité. — N° 15. Moment où il est « noué ». — N° 16. Effets. Prestations réciproques. La main-d'œuvre. — N° 17. Fin du contrat. Annulation. — N° 18. Perte de la récolte. — N° 19. Mauvaise qualité des semences. Fraude dans leur fourniture. — N° 20. Irrévocabilité du contrat « noué ». — N° 21. Définition de la Mouzàra'a	
Notes bibliographiques	32

N° 11. « Il est permis, dit Mohammed Ettouati, de s'associer pour semer. » « C'est la société pour le labour » dit Ad-Dardir. Et Ibn Salamoun : « c'est une société pour l'ensemencement. » Des définitions qui précèdent ressort très nettement la nature de la mouzàra'a : c'est une société contractée pour la culture d'une terre. En revanche, il est peu de matières qui aient fait l'objet de tant de controverses et donné lieu à autant de difficultés. On peut dire qu'il y a presque autant de doctrines professées que d'auteurs ayant écrit sur la question.

N° 12. Tout d'abord, les jurisconsultes musulmans ont eu à se demander si un pareil contrat était licite. On va comprendre leur embarras. La société a pour fin le partage de la récolte. Or, stipuler une quote-part de cette récolte au moment du contrat, c'est stipuler une chose future et inestimable à ce moment ; c'est donc faire une opération aléatoire. Et l'opération n'est pas moins aléatoire si la part de chacun est laissée incertaine. Conclusion : le contrat est illicite.

Dans leur embarras, et devant le mutisme du Qoran, les jurisconsultes se sont adressés à la tradition. De la Sounna un premier point ressort clairement, c'est que l'ensemencement était pratiqué couramment du temps de Mahomet. « Il n'y avait pas à Médine, dit un hadith rapporté par El-Bokhari, une seule des familles des « Mohâdjirs qui ne cultivât au tiers ou au quart. La famille d'Abou Bekr, celle d'Omar, celle d'Ali, avaient « fait des contrats d'ensemencement. Omar traitait dans « les conditions suivantes : s'il fournissait la semence, « il avait droit à la moitié des produits ; si la semence « était fournie par les preneurs, ceux-ci avaient droit à « telle quote-part. » Et d'autres hadiths rapportés par le même auteur impliquent l'existence de la même coutume.

En revanche, les juristes n'ont jamais pu s'entendre sur le point de savoir si Mahomet a prohibé ou non la mouzâra'a. Ici, en effet, les hadiths sont contradictoires. Suivant le texte que nous avons cité plus haut en partie,

« il n'y a pas de mal à ce que, la terre appartenant à « l'un des deux contractants, ceux-ci participent tous « deux aux dépenses et se partagent ensuite les produits ». Le Prophète aurait donc autorisé ce contrat. Il l'aurait lui-même pratiqué en laissant l'oasis de Khaïbar aux Juifs qui l'habitaient, à condition qu'ils soigneraient les arbres, enssemenceraient les terres et percevraient la moitié des produits. Malheureusement d'autres hadiths viennent en contradiction. « Que celui qui possède une « terre, aurait dit le Prophète, la cultive lui-même ou la « donne bénévolement à cultiver à son frère. Si celui-ci « la refuse, qu'il la laisse en jachère ; » et ailleurs : « faire « un acte de générosité à l'égard de l'un de vos frères « vaut mieux pour vous que d'exiger de lui une redevance déterminée ».

Il est évidemment impossible de considérer ces deux derniers textes comme la suite logique du premier ; et l'on comprend les hésitations de la doctrine. Le Prophète a-t-il réellement voulu interdire l'usage de la mouzàra'a ? ou bien ne faut-il voir dans ses paroles qu'un simple conseil, une exhortation, un éloge de la générosité, et non un ordre ? Les deux opinions ont eu leurs partisans. Les uns, considérant la conduite du Prophète envers les Juifs de Khaïbar comme une exception d'importance insignifiante, motivée par le caractère accessoire de la culture des céréales par rapport à celle des palmiers dans une oasis, interdisent absolument la mouzàra'a. Les autres l'admettent, mais la réglementent

rigoureusement, visiblement préoccupés d'éviter toute stipulation de caractère aléatoire.

Notre intention n'est, ni de rechercher la solution de cette controverse obscurcie par le temps, ni même d'exposer en détail les deux thèses en présence. Le Prophète a-t-il vraiment voulu conserver la mouzàra'a, en dépit de son caractère aléatoire? A-t-il voulu, au contraire, la prohiber et y a-t-il eu, par la suite, réaction contre sa prohibition et fléchissement de la doctrine devant les besoins économiques? Toujours est-il que ce contrat a subsisté dans le droit musulman. Mais les controverses qui l'y ont accueilli l'ont marqué d'une empreinte ineffaçable. Les docteurs se sont toujours souvenus des doutes qui s'étaient élevés à l'encontre de sa licéité; et l'on va voir par l'exposé que nous allons en faire que sa réglementation a donné lieu à tout un déploiement de précautions.

N° 13. Pour que la mouzàra'a soit licite, il importe, avant tout, que la plus parfaite équité préside au contrat. L'égalité dans les apports et le partage est la formule la plus simple et la plus commode pour réaliser cette condition. C'est pourquoi le premier type de la société agricole, la véritable mouzàra'a, est, aux yeux des jurisconsultes musulmans, le contrat où chacun des associés fournit la même part des prestations nécessaires : terre, semence et travail — et perçoit la même part de la récolte. C'est pourquoi les mêmes juriscôn-

sultes regardent encore la mouzàra'a comme licite quand les apports sont de nature différente, mais de valeur égale, l'égalité dans le partage étant alors maintenue. De là trois autres combinaisons licites ;

2° Chacun des associés fait l'apport de la moitié de la terre ; mais l'un donne la semence et l'autre la main-d'œuvre, la récolte se partageant par moitié ;

3° L'un fait l'apport de la semence et de la terre, l'autre de la main-d'œuvre ; la récolte se partage par moitié ;

4° Chacun fournit la moitié de la semence ; mais l'un fait l'apport de la terre et l'autre de la main-d'œuvre, la récolte se partageant par moitié. Khalil déclare même licite le contrat dans lequel l'apport de l'un consiste dans la terre et une part quelconque de la semence, l'apport de l'autre dans le complément de la semence et la main-d'œuvre. Mais celui qui fournit la main-d'œuvre ne doit pas, alors, toucher une part de récolte inférieure à sa contribution dans la semence. Autrement dit : s'il a versé le tiers de la semence, il peut recevoir la moitié de la récolte ; mais, s'il a versé les deux tiers et si le partage doit s'effectuer par moitié, la société est illicite. Al-Kharchi justifie cette prohibition en disant qu'en pareil cas « l'excédent de semence représente le loyer de la terre » ; or, il est interdit de louer une terre moyennant un loyer consistant en denrées alimentaires.

Enfin, quand les apports des associés ne sont pas

égaux ou équivalents, il suffit que la part de chacun dans la récolte soit proportionnelle à l'apport. Libre ensuite à l'une des parties de renoncer à cette proportionnalité, à titre de libéralité, aussitôt après l'accord des volontés suivant une opinion, après les semailles suivant une autre. D'où la cinquième forme licite de la mouzâra'a ;

5° L'un des associés apporte à la fois : terre, semences, outils, cheptel, en un mot tout ce qui est nécessaire à la culture ; l'autre fournit le travail moyennant une part variable de la récolte, généralement le cinquième, d'où le nom de *Khammâs* (de Khoms, cinquième) donné à ce dernier, malgré que sa part de récolte puisse aussi bien être le quart, le tiers ou toute autre fraction. Encore faut-il que les parties aient formellement exprimé leur intention de s'associer en se servant de l'expression *chirkâ* (société). Si elles ont employé le terme *idjârâ* (louage), le contrat est vicié, car il y a louage d'industrie moyennant une quote-part des produits, stipulation interdite par le droit musulman. Si, enfin, le contrat ne contient aucune spécification à cet égard, la plupart des jurisconsultes y voient un louage et le déclarent nul. Sahnoûn est seul à soutenir qu'il y a là une société valablement formée.

N° 14. Telles sont les cinq combinaisons admises comme licites par Khalil, la grande autorité du rite malékite, et la plupart des autres auteurs. Mais la validité

du contrat exige encore la réunion d'un certain nombre de conditions :

1° Comme la conclusion d'une mouzàra'a a pour conséquence l'aliénation d'une portion indivise de la chose du contractant, moyennant une portion indivise de la chose de son cocontractant, les parties doivent être capables de contracter à titre onéreux. Exception doit être faite, toutefois, pour la cinquième forme licite de la mouzàra'a, la société au cinquième. Aucune aliénation n'ayant lieu dans ce cas, la capacité d'administrer suffit.

2° Si la terre est louée, soit en commun, soit par l'une des parties, le contrat de louage doit être exempt de toute clause illicite. La terre entre, en effet, en ligne de compte dans le calcul des apports, qu'elle appartienne à l'un des associés, à tous deux ou à un tiers ; et l'on doit pouvoir être assuré qu'elle ne fera pas défaut à un moment quelconque.

3° Enfin, lorsque les associés fournissent chacun une part de la semence, il faut encore que les semences aient été mélangées, si elles sont de même nature. Ad-Dardir, citant à son appui Mâlik et Ibn Al-Qâsim, est pourtant d'avis que le mélange des semences n'est pas indispensable et que la société n'en est pas moins valablement formée si chacun des associés a semé de son côté. Mais Khalil l'exige et il a pour lui l'autorité de Sahnoun qui, après avoir mentionné les deux opinions, se range à la première. Al-Kharchi explique cette exigence par la nécessité de ne laisser subsister aucune équivoque sur

la nature de contrat. Or, si chacun des associés sème séparément ses graines dans un endroit distinct, on n'aperçoit entre eux nulle trace de société ; et si l'un des associés procède seul aux semailles il y a là toutes les apparences d'un louage d'ouvrage.

Lorsque les semences sont de nature différente le mélange n'en est point exigé ; il est censé s'accomplir en terre. A plus forte raison lorsque la mouzàra'à a pour objet, non point des céréales, mais des plantes qui se dépiquent ou prennent par boutures : légumes oignons, poireaux, cannes à sucre, plantes aromatiques, etc.....

Si un différend s'élève entre les parties contractantes au sujet de la nature du contrat, il est tranché en faveur de celui qui soutient, en l'appuyant de son serment, qu'il n'y a pas mouzàra'à. C'est encore là une dérogation au droit commun d'après lequel un contrat doit toujours être présumé exister jusqu'à preuve du contraire.

N° 15. Toutes ces conditions réunies, le contrat n'est pas encore « noué ». Le mouzàra'à constitue un « véhicule de prohibition » car les stipulations auxquelles elle donne lieu sont soumises à un redoutable aléa. Pour la purger de ce vice originel « il est indispensable, dit Al-Kharchî, de la fortifier par une action forte ». C'est pourquoi le contrat n'est point formé dès l'échange des consentements, grave dérogation au droit général des obligations qui se contente d'ordinaire de l'accord des

volontés. Le seul consentement suffirait pourtant d'après Ebn Acem, Ibn Al-Qâsim, Ibn Kinânâ, Ibn Al-Madjichoûn et Sahnoun ; mais l'opinion contraire a généralement prévalu.

« L'action forte » dont parle Al-Kharchi est un commencement d'exécution. Sur sa nature les avis divergent. Dans une première opinion, le contrat est définitivement formé dès le premier labour. Suivant Zeys, la société n'est constituée qu'après le mélange des semences si elles sont de même nature, après les semailles si elles sont de nature différente. Mais l'opinion la plus générale est que le contrat n'est formé que par l'ensemencement, c'est-à-dire, d'après Al-Kharchi, « par le jet du grain sur la terre ». « Jusque-là, dit Khalil, la société est résiliable au gré de chacun. »

Quand les semailles n'ont pu être faites, par suite de désaccord ou d'empêchement survenu, les parties doivent se faire mutuellement raison des prestations déjà effectuées — loyer de la terre, semence et labour. Tel est l'enseignement qui se dégage d'une multitude d'espèces, toujours prévues, exposées et solutionnées isolément par les jurisconsultes musulmans fidèles à leur méthode.

N° 16. Ainsi, parmi les prestations qui font l'objet de la mouzâra'a et que nous avons rangées sous les trois rubriques : terre, semence et main-d'œuvre, la seule formation du contrat implique l'entier accomplissement

des deux premières. Elle suppose, d'autre part, terminés les labours et les semailles.

Les travaux qui suivent : moisson, transport sur l'aire des gerbes, dépiquage, vannage, etc... font généralement l'objet de stipulations particulières. « Quelles que « soient, au sujet du dépiquage et du transport des « grains, les stipulations ajoutées au contrat principal, « on observe ce qui a été stipulé » dit Ebn Acem. Ibn Hâdjib est du même avis. Ibn Al-Qâsim, cité par Ibn Salamoun, autorise l'associé chargé de la main-d'œuvre à assumer seul ces mêmes travaux. Sahnoun prohibe, au contraire, toutes ces stipulations et Al-Kharchî exprime très clairement le même avis en examinant la « question du Khammâs », c'est-à-dire la cinquième forme licite de la mouzâra'â. « Toute stipulation en sus du labour — et « des semailles faut-il ajouter — est nulle ; et il en est de « la coutume comme de la stipulation. Mais il est permis « au Khâmmâs de se charger spontanément d'autre « chose que du labour, par exemple de la garde, de « l'arrosage, de l'arrachage des herbes, de la mois- « son, etc... » Et, en l'absence de toute stipulation, la « main-d'œuvre, dit-il, c'est le labour — et les se- « mailles — et non la moisson et le dépiquage parce « que, cela, c'est de l'incertain. »

Il est à peine besoin d'insister sur l'absurdité d'une pareille conception, qui tendrait à faire de la mouzâra'â un contrat dont l'objet se réduirait aux labours et à l'ensemencement, contrat bizarre, qui prendrait fin aussitôt

formé, et dont les parties ne pourraient retirer un profit quelconque qu'à l'aide d'un nouveau contrat. La crainte de l'aléa, avouée par Al-Kharchî, suffit d'ailleurs à l'expliquer.

Mais l'obligation de celui qui fait l'apport de la main-d'œuvre est bornée aux seuls travaux qui sont la suite logique et nécessaire du contrat. Si, par exemple, la terre a déjà subi un labour au moment du contrat, l'associé n'est point tenu de la rendre dans le même état quand le contrat prendra fin. Ce labour ne pourra même pas faire l'objet d'une stipulation expresse entre les associés; il y aurait là une cause de nullité du contrat. La rigueur de cette prohibition s'explique par ce fait que, dans les pays chauds, il est impossible d'exécuter un labour au moment de la moisson. L'exécution d'une pareille obligation devrait donc être reportée à l'automne et, comme la saison des labours est très courte, l'associé qui aurait satisfait à son engagement risquerait de ne plus pouvoir ensuite se livrer à d'autres labours. Mais la façon du labour peut entrer en ligne de compte dans le calcul des apports, et la valeur peut toujours en être prélevée au cours du partage.

En cas de contestation au sujet de la main-d'œuvre on s'en rapporte au dire de l'agent, appuyé par son serment.

N° 17. Normalement, le contrat prend fin par le partage de la récolte. La tacite reconduction est admise, et

le nouveau contrat considéré comme formé dès l'ensemencement. Certains juriconsultes, parmi lesquels Ibn A'ttab et Achhab, prohibent l'association pour une durée de plusieurs années et, dans le cas où pareille clause a été stipulée, en restreignent l'obligation à une seule année. Il faut voir dans cette opinion rigoriste un nouvel effet de la malveillance des juriconsultes à l'égard de la mouzâra'â.

La mouzâra'â prend également fin par suite de la perte totale de la récolte et par l'annulation pour infraction à une ou plusieurs des nombreuses prohibitions que nous avons énumérées, survenue ou constatée après l'ensemencement ; auparavant, le contrat n'est pas encore formé et il y a seulement lieu à la remise des choses en l'état. La nullité a pour corollaire le partage. Les parts sont égales si les associés se sont partagé également les travaux de culture. Si l'un d'eux en a seul été chargé, la récolte lui appartient tout entière « parce que, dit Al-Kharchî, c'est grâce à son travail qu'elle a poussé » ; mais il doit rembourser à son associé la valeur de son apport.

N° 18. On peut dire, d'une manière générale, que chacun des associés supporte les pertes comme il partage les bénéfices, proportionnellement à son apport.

Quand cette perte est totale et immédiate, c'est-à-dire quand la semence n'a pas levé, l'associé qui est propriétaire ou locataire de la terre ne peut la reprendre

qu'à la condition d'indemniser son co-associé de sa main-d'œuvre. La raison en est qu'il peut encore ensemençer à nouveau et profiter de cette main-d'œuvre dans une certaine mesure. Il n'aurait, par contre, aucune indemnité à verser si la récolte périssait, après avoir poussé mais avant la maturité.

Dans une autre opinion, ce serait, au contraire, l'associé chargé des travaux de culture qui pourrait faire de nouvelles semailles ou céder ce droit à un tiers si le grain n'avait point levé. Cette faculté lui serait retirée si la récolte périssait dans l'intervalle entre l'éclosion et la maturité.

N° 19. Les semences peuvent avoir mal levé ou n'avoir point levé par suite de leur mauvaise qualité. Cette hypothèse a été souvent envisagée par les jurisconsultes, mais toujours accidentellement, sous l'angle des cas particuliers dont ils s'occupaient, et sans jamais faire l'objet d'un exposé d'ensemble.

Un enseignement général nous paraît se dégager de l'amas confus de leurs raisonnements : c'est que la fraude — si fraude il y a dans la fourniture de la semence — n'est point une cause de nullité du contrat. La chose méritait d'être signalée en présence de la malveillance ordinaire des jurisconsultes à l'égard de la mouzàra'a. Nous serions tenté d'expliquer cette apparente contradiction du droit musulman par ce fait que la constatation de la fraude dans la fourniture de la se-

mence intervient généralement alors que le contrat est déjà noué — c'est-à-dire a déjà produit des effets très importants — et qu'alors, si prévenu soit-on contre lui, la meilleure solution paraît être encore de le maintenir et de lui laisser suivre son cours.

Toujours préoccupés d'assurer l'équivalence des apports, les juristes ont, d'ailleurs, eu souci de rétablir l'équilibre rompu par la fraude. Sans les suivre dans le dédale de leurs solutions d'espèces, signalons, à titre d'exemple, un des procédés mentionnés par Al-Kharchî : l'associé dont la semence a été bonne rembourse à son coassocié la moitié de sa mauvaise semence et celui-ci lui rend à son tour la valeur de la moitié de sa bonne semence. On pourra par cet exemple se faire une idée de l'originalité des moyens préconisés par le droit musulman pour assurer ici l'application du principe supérieur d'équité.

N° 20. Nous avons déjà vu que, jusqu'au moment de la formation définitive du contrat — c'est-à-dire jusqu'aux semailles — chacune des parties peut se retirer et reprendre ses apports. Pareille liberté n'existe plus ensuite. Les parties sont irrévocablement liées par des droits et des devoirs réciproques. Si l'une d'elles manque à accomplir son obligation, si, par exemple, elle s'abstient des travaux de culture mis à sa charge aux termes du contrat, l'autre pourvoira à leur accomplissement et le prélèvement de leur valeur sera opéré sur la récolte. La

vente de la terre qui a faill'objet d'une mouzâra'a n'est pas non plus une cause de rupture. L'acheteur qui n'aurait pas été informé de son existence aurait simplement le droit d'option entre le maintien ou la résiliation de la vente.

N° 21. Telles sont les règles générales de la mouzâra'a que nous avons pu dégager des traités de droit musulman, à travers la diversité des hypothèses, la multitude des cas particuliers et l'obscurité des controverses. Après les avoir isolées du désordre des textes nous nous sommes efforcé de les exposer dans leur ordre rationnel et suivant nos méthodes juridiques. Travail ingrat et difficile ! Préoccupés avant tout de distinguer l'acte licite de l'acte illicite, les jurisconsultes musulmans se sont principalement attachés à la solution de questions dont l'intérêt est beaucoup plus théorique que pratique. Par là leurs constructions ont souvent pris un caractère de fiction et de chimère. De là bien des lacunes, bien des points importants non envisagés par les textes. De là, enfin, un manque de suite, d'harmonie, et même de rapport et de conformité, qui fait des règles de la mouzâra'a un assemblage de pièces disparates entre lesquelles le lien de cohésion n'existe pas toujours.

Bornons-nous donc pour l'instant à résumer les traits caractéristiques de la mouzâra'a.

C'est la société pour l'ensemencement et la culture. Elle présente cinq variantes, arbitrairement déterminées,

mais généralement acceptées. Quatre réunissent tous les caractères de la société et varient seulement entre elles par la nature et la quotité des apports des associés. La cinquième, tenue pour société par les jurisconsultes musulmans, participe, en réalité, de la nature de la société et du louage d'industrie et rappelle notre colonage partiaire. Définitivement formé après les semailles, le contrat prend fin par le partage, l'annulation, ou la perte de la récolte.

Notes bibliographiques du chapitre premier.

N° 11. Mohammed-Ettouati, trad. Abribat, 152 ; Ad-Dardir, II, 107, Ibn Salamoûn, 9. — Cf. également ÇAWÎ, *Hâchid*, II, 196 à 199.

N° 12. Textes cités : El-Bokhari, trad. Houdas, II, 93, 94, 95, 98. — Historique de la mouzâra'a : cf. ARIN, *Recherches historiques sur l'usure et les opérations aléatoires*, thèse, Paris, 1909, 116 à 126 ; AL-QASTHALLÂNI, *Commentaire du Cahîh d'Al-Bokhârî*, IV, 199 à 202, 204.

N° 13. KHALIL, *Seignette*, n°s 669, 670, Ebn Acem trad. Houdas, note 1054, Al-Kharchi, IV, 281, 282, 280. Texte cité ; 282. — KHALIL, *Seignette*, n° 666, Mohammed Ettouati trad. Abribat, 153, 154, Ad-Dardir, II, 108, 109, 110, Ibn Salamoûn, 9, 17, Al-Wancharisi trad. E. Amar II, 124 à 126, Al-Kharchi, IV, 282.

N° 14. KHALIL, *Seignette*, n°s 665, 666, 671, Mohammed Ettouati trad. Abribat 152. — KHALIL, *Seignette*, n°s 667, 668, KHALIL, *Perron*, IV, 209, Ibn Salamoûn 16, Al-Wancharisi trad. E. Amar, II, 126, Ad-Dardir, II, 108, Al-Kharchi, IV, 280. — Ebn Acem trad. Houdas vers 1137.

N° 15. Texte cité : Al-Kharchi, IV, 279. — Ebn Acem, trad. Houdas vers 1124, Mohammed Ettouati, trad. Abribat, 152. — Ibn Salamoûn, 10, ZEYS, *Droit musulman*, I, n° 419, Al-Kharchi, IV, 279, Ad-Dardir, II, 107, KHALIL, *Seignette*, n°s 667, 668. —

Textes cités : Al-Kharchi, IV, 279, KHALIL, *Seignette*, n° 664. — Ibn Salamoûn, 12, 13.

N° 16. Ebn Acem, trad. Houdas *vers* 1125, note 1055, Ibn Salamoûn, II, Al-Kharchi, IV, 281, Al-Wancharisi, trad. E. Amar, II, 123. — Textes cités : Al-Kharchi, IV, 282. — Ebn Acem trad. Houdas *vers* 1126, 1127, Ibn Salamoûn, II, Al-Wancharisi trad. E. Amar, II, 122, Ebn Acem trad. Houdas, *vers* 1128, note 1058.

N° 17. Ibn Salamoûn, 10, 11. — KHALIL, *Seignette*, n°s 672, 673, Mohammed Ettouati trad. Abribat, 154. — Texte cité : Al-Kharchi, IV, 283.

N° 18. Ebn Acem trad. Houdas *vers* 1129, 1130, note 1059.

N° 19. Al-Kharchi, IV, 281.

N° 20. Ibn Salamoûn, 17.

CHAPITRE II

LA MOUSAQA (CONTRAT D'IRRIGATION EN COMMUN)

Sommaire.

N° 22. Définition. — N° 23. Histoire. — N° 24. Objet du contrat : « nourriture » des arbres. — N° 25. Exceptions pour certaines plantes. — N° 26. Pour les « terres blanches ». — N° 27. Ca- pacité des parties. — N° 28. Formation du contrat. Formule. N° 29. Obligations réciproques, — N° 30. Durée du contrat. — N° 31. Résiliation. Inexécution. — N° 32. Nullité. — N° 33. Nature de la <i>mousâqâ</i> .	
Notes bibliographiques	48

N° 22. Ibn 'Arfa définit la *mousâqâ* : « le contrat qui a
« pour objet l'entretien des plantes sans autre rémunéra-
« tion qu'une quotité de leurs fruits, et qui est contracté
« sous une autre forme que celle d'une vente, d'un
« louage d'industrie ou d'un pacte conditionnel. » La
mousâqâ a donc pour objet les soins à donner aux cul-
tures ; de là l'exigence d'une formule qui permette de ne
pas la confondre avec le louage d'industrie ou le forfait.
La rémunération du travail se fait au moyen d'une part

des fruits ; de là la nécessité d'éviter toute confusion avec la vente. Enfin, comme l'arrosage est, dans les pays chauds, le premier soin, et l'eau la première « nourriture » des plantes, l'irrigation a donné son nom au contrat.

N° 23. L'existence de la mousàqà dans le droit musulman a besoin d'être justifiée. En effet, ce contrat fait une quadruple brèche à la prohibition générale de l'aléa. Il contient, d'abord, trois stipulations aléatoires au premier chef : un louage d'industrie moyennant un salaire indéterminé ; une location de terre moyennant une part des produits ; une vente de fruits avant leur maturité, bien plus, avant leur existence. D'autre part, le preneur ignore, au moment du contrat, s'il y aura une récolte, et, en admettant qu'il y en ait une, sa quantité. Mais sa licéité ne fait néanmoins aucun doute, parce qu'elle repose sur la conduite du Prophète. Suivant un hadith célèbre Mahomet traita avec les Juifs de l'oasis de Khaïbar, terre conquise et, par conséquent, propriété des Musulmans, et les autorisa à cultiver les palmiers moyennant qu'ils lui remissent la moitié des produits. C'était faire des Juifs les métayers de la communauté ishamique. D'après un autre hadith, les Ansâr (alliés médinois de Mahomet) ayant demandé au Prophète de partager les palmiers entre eux et les Mohâdjirs (Mecquois émigrés avec Mahomet et unis aux Ansâr par un serment de fraternité) celui-ci s'y refusa. Les Ansâr con-

vinrent alors de soigner les arbres et d'en partager les fruits avec les Mohâdjirs. On voit que le Prophète n'était point hostile à la culture à part de fruits.

Prohibés en tant que véhicule d'aléa par Aboû Hani-fâ, qui considérait le traité de Khaïbar, non comme un contrat mais comme une faveur, une concession bénévole, et, par conséquent, une exception que la sainteté du Prophète pouvait se permettre, la mousâqâ a été, néanmoins, admise par les quatre rites. Limitée d'abord aux palmiers, en souvenir de la culture principale à laquelle s'adonnaient les habitants de l'oasis historique, elle s'est étendue sans difficulté aux vignes et à la généralité des arbres fruitiers. Enfin, les jurisconsultes ont estimé que, lorsqu'il y a « nécessité » la mousâqâ peut encore être tolérée pour un certain nombre de céréales, légumes et plantes industrielles.

N° 24. Ainsi, dans son principe, la mousâqâ a pour objet, et pour seul objet, les soins à donner aux arbres d'une plantation en plein rapport, jusqu'à la cueillette des fruits. Les arbres peuvent être ou non sujets à irrigation ; au deuxième cas, on considère comme l'équivalent de l'irrigation les autres soins à donner aux arbres qui s'irriguent naturellement, ou à ceux qui, par leur nature propre ou le climat sous lequel ils vivent, peuvent se passer d'arrosage.

La rémunération de la main-d'œuvre consiste en une part des fruits. Il faut donc : 1° que les arbres soient en

état de porter des fruits ; sinon, la main-d'œuvre ne recevrait aucune rémunération ; 2° que les fruits ne soient pas encore mûrs ; sinon, le contrat serait sans objet et la rémunération injustifiée. Les jurisconsultes ajoutent que les arbres doivent être à tige ligneuse persistante et non de ceux qui périssent tous les ans et se reproduisent par leurs rejetons, comme le bananier ; sinon, le contrat devient aléatoire, car il est impossible de prévoir si tous les plants se reproduiront. Mais ils tolèrent néanmoins le contrat lorsque les arbres prohibés sont en minorité, c'est-à-dire, en nombre inférieur au tiers des autres arbres.

N° 23. Déjà élargi par rapport à la mousâqâ primitive, le contrat s'est encore étendu, par suite de tolérances successives, à la culture des plantes annuelles : les céréales, les cucurbitacées, les légumes « par racines » (oignons, carottes, pommes de terre, etc.), et même à certaines plantes industrielles : cannes à sucre, rose, jasmin, coton, etc... ; cela, en dépit de nombreuses controverses. Mais les jurisconsultes ont alors pris certaines précautions pour empêcher le caractère de la mousâqâ de s'altérer. C'est pourquoi ils exigent, outre les deux conditions générales de la mousâqâ, à savoir : l'état de rapport des plantes et la non-maturité de la récolte : 1° que les plantes, objet du contrat, ne soient pas de nature à se reproduire par elles-mêmes, c'est-à-dire à repousser après avoir été coupées, comme le trèfle et la

luzerne ; il y aurait là, estiment les docteurs, une part d'aléa trop considérable ; 2° que le propriétaire du sol soit empêché de donner ses soins à la récolte, par exemple par suite de maladie ou de voyage nécessaire ; 3° que la récolte soit menacée de perte si les travaux sont interrompus. D'ailleurs, ces plantes pourraient toujours faire l'objet d'une mousâqâ si elles étaient réunies à des arbres à tige ligneuse persistante dans une proportion inférieure au tiers de ceux-ci.

Toutes ces restrictions aboutissent, en somme, à faire de l'extension admise une exception rigoureusement limitée.

N° 26. Mais, si la mousâqâ ne peut être contractée qu'à l'occasion de terrains déjà cultivés et dans le but de donner à ces cultures les soins qu'elles nécessitent, elle comprend, du moins, les terres en friches dites « terres blanches » parce qu'elles reçoivent directement la lumière du soleil — enclavées dans les terres cultivées ou contiguës à ces mêmes terres, lesquelles sont, à l'inverse, appelées « terres noires » à cause de l'ombre que projettent sur le sol les plantes qui les recouvrent.

Encore faut-il que la valeur locative de la terre blanche ne dépasse pas le tiers de celle de la terre noire. Cette première condition réalisée, si la terre blanche n'a pas été mentionnée au contrat, le preneur à mousâqâ a la faculté d'exploiter la terre blanche, à condition de fournir, à la fois, la semence et le travail, et de partager les fruits avec le maître de la terre dans la même

proportion que celle fixée par le contrat pour les terres noires. Si le preneur n'use point de cette faculté, le propriétaire peut cultiver lui-même les terres blanches et en faire siens les produits. Les stipulations des parties peuvent régler, par avance, dans le sens que nous venons d'indiquer, l'une ou l'autre de ces hypothèses; mais elles ne peuvent réserver l'exploitation de la terre blanche à un tiers.

En somme, le régime exceptionnel fait aux terres blanches s'explique par cette considération que l'accessoire doit suivre le principal. La règle est d'ailleurs énoncée tout au long par Ebn Acem et, dans une hypothèse voisine, Khalil s'exprime en ces termes : « La mousâqâ qui a pour objet tel champ comprend les arbres qui s'y trouvent accessoirement. »

N° 27. Les deux contractants doivent être pubères et en possession de toutes leurs facultés; sinon, la mousâqâ peut être consentie par le tuteur. Il est même permis à un Musulman de traiter avec un *dhimmi* (sujet tributaire) s'il n'y a pas à craindre que ce dernier fasse du vin.

La résiliation ne peut être demandée sous le prétexte que le maître de la terre a, depuis le contrat, découvert qu'il a traité avec un débiteur déclaré judiciairement insolvable ou avec un voleur. Il n'avait qu'à se renseigner à cet égard.

N° 28. Le moment de la formation du contrat est controversé. Suivant certains auteurs, la mousâqâ n'est obligatoire que par un commencement d'exécution. Suivant d'autres, il est, de plus, nécessaire que le preneur ait été mis en possession. Mais l'opinion a prévalu que « la mousâqâ est obligatoire par le fait du contrat ». Toutefois, comme il est à redouter que ce contrat ne soit confondu avec le louage d'ouvrage, le pacte conditionnel, et même avec la vente des fruits, il importe que l'intention des parties soit nettement exprimée. « La mousâqâ, dit Khalil, se forme par stipulation suivie de « la réponse : j'arroserai ». Des nombreuses variantes données par les autres jurisconsultes il ressort que cette formule n'a rien de sacramentel. Il suffit qu'elle montre, clairement et sans équivoque, l'intention des parties de conclure une mousâqâ.

On peut, par un seul et même contrat, former mousâqâ à l'occasion de plusieurs cultures d'essences différentes si, par ailleurs, toutes les conditions nécessaires à la licéité du contrat sont remplies et si, d'autre part, les différentes cultures sont soumises aux mêmes clauses, notamment, si les parts de fruits attribuées au preneur sont les mêmes. Au cas contraire, il est nécessaire de dresser autant de contrats qu'il y a de régimes différents.

Enfin, quand la mousâqâ est consentie pour un clos hors vue, il est indispensable de faire une description minutieuse du dit clos et un inventaire complet du capital d'exploitation ; plus généralement, de fournir au premier

tous les renseignements utiles. Les jurisconsultes exigent encore que ce dernier ait le temps de se transporter sur les lieux avant la maturité des fruits, dût-il, en fait, ne pas s'y rendre.

N° 29. La convention doit déterminer la quotité de produits perçue en retour de la main-d'œuvre. Cette redevance doit consister en une part indivise de la récolte, comme la moitié, le tiers, le quart. Mâlik et Ibn 'Arfâ disent même que la totalité des produits peut être réservée à l'agent. C'est du moins ainsi qu'Al-Kharchî explique la définition de la mousâqâ donnée par Ibn 'Arfâ et c'est aussi l'opinion à laquelle il paraît se ranger. Pourtant il y aurait là une donation déguisée sous le couvert de la mousâqâ ; et nous verrons plus loin que ce déguisement constitue une cause de nullité radicale. En tous cas, il est interdit de préciser la redevance quant au poids, au nombre et à la mesure, ou de la limiter aux produits de certains arbres déterminés à l'avance. S'il en était ainsi, les pertes pourraient se trouver complètement à la charge de l'une ou de l'autre des parties.

Le preneur est tenu d'accomplir tous les travaux nécessaires à l'entretien des plantes et déterminés par l'usage. Il accomplit ces travaux au moyen du capital d'exploitation qui lui est remis au moment du contrat, et dont il lui est interdit de stipuler le renouvellement. Il doit entretenir ce capital, remplacer les instruments usés, et pourvoir à la nourriture des esclaves et des ani-

maux attachés au service du fonds, mais non à leur remplacement. Si le capital d'exploitation est insuffisant c'est à lui de se procurer le supplément nécessaire ; il lui était loisible au moment du contrat de formuler toutes les exigences compatibles avec l'importance du clos. En sens inverse, il lui est interdit de retrancher quoi que ce soit du fonds qui lui a été confié.

L'obligation du preneur peut même dépasser l'entretien proprement dit des cultures et s'étendre jusqu'aux travaux d'entretien du fonds : curage, aménagement des canaux d'irrigation, réparation des réservoirs, des murs, des haies et clôtures, etc... Mais on ne peut lui imposer l'accomplissement d'un travail de quelque importance qui resterait acquis au propriétaire, par exemple : le forage d'un puits ou la construction d'un mur.

Les parties fixent d'un commun accord, lors du contrat, leur participation aux impôts. Elles peuvent même convenir de les mettre à la charge d'un seul. En l'absence de stipulation, le montant en est prélevé sur la récolte et le partage s'accomplit ensuite suivant les clauses du contrat.

N° 30. — D'ordinaire la durée du contrat est déterminée par la convention. Cette durée peut comprendre une ou plusieurs récoltes successives ; mais il est également interdit de la fixer à un nombre déterminé de mois ou d'années — l'époque de la récolte pourrait alors ne pas coïncider avec l'expiration de la convention — et de con-

sentir une durée indéterminée ou extrêmement longue. La limite imposée à cet égard aux parties est représentée par la durée des plantes.

Dans le silence de la convention, les parties sont présumées avoir eu l'intention de donner au contrat une durée suffisante pour qu'une récolte puisse être effectuée. Si les cultures qui font l'objet du contrat donnent deux récoltes par an, la mousâqâ expire après la première récolte.

N° 31. L'accord des volontés, qui a noué le contrat, peut également le dénouer, que la convention soit ou non en cours d'exécution ; mais il est interdit aux parties de rien recevoir l'une de l'autre à titre de dommages-intérêts.

L'inexécution des travaux de culture par suite d'un empêchement quelconque de l'agent met également fin au contrat, sous la réserve d'une distinction : Si l'empêchement survient alors que la maturité des fruits est déjà commencée, les fruits mûrs sont vendus et, avec le produit, on prend un ouvrier à gages pour achever les travaux. Au cas contraire, on recherche une personne de confiance qui puisse continuer l'entreprise, au lieu et place de l'agent et moyennant une redevance calculée sur celle de ce dernier. Enfin, s'il n'y a personne qui puisse remplir cet office, le maître de la terre reprend son bien sans avoir à payer aucune indemnité.

La rigueur de cette dernière solution est motivée par

le caractère exceptionnel de la mousâqâ qui doit être complètement exécutée pour que l'agent ait droit à la redevance stipulée.

Si le preneur n'exécute pas tout le travail convenu ou déterminé par l'usage, il subit une réduction proportionnelle de sa part de fruits. Toute facilité lui est, en effet, accordée pour l'accomplissement de ses obligations, puisqu'il lui est permis de céder son lieu et place à un tiers, même de moindre garantie que lui, à charge de certifier la moralité de ce cessionnaire et sous réserve de tous dommages et intérêts en cas d'inexécution de la convention.

La vente du fonds n'entraîne point la résiliation du contrat. Il en est différemment si le fonds appartient à un tiers. La revendication de ce dernier fait tomber le contrat, sous réserve du recours de l'associé qui a été trompé.

N° 32. La mousâqâ étant un contrat d'exception, tout manque de l'une des conditions nécessaires à son existence constitue un vice, toute infraction à l'une des prohibitions dont elle est l'objet forme une stipulation illicite. Autant de causes de nullité, mais dont les effets ne sont pas en tous cas identiques et peuvent, suivant l'énergie de la nullité qu'elles engendrent, être rangées, hiérarchisées, en quelque sorte, en trois catégories.

Tout d'abord, il se peut que le contrat n'ait de la mousâqâ que l'apparence. C'est le cas, prévu par Khalil, où, sous le couvert de la mousâqâ, se déguise un con-

trat illicite de vente ou de louage ; c'est le cas, rencontré par nous plus haut, où la totalité des produits réservée à l'agent fait de la mousâqâ une donation déguisée. En réalité, il n'y a point ici mousâqâ. Le contrat est donc annulé. S'il y a commencement d'exécution, l'agent n'a droit qu'à un salaire calculé sur le taux ordinaire des salaires payés pour les travaux de cette nature.

La mousâqâ peut aussi réunir par ailleurs toutes les conditions requises, mais avoir été pervertie par des stipulations incompatibles avec ses caractères intrinsèques. Par exemple : les parties ont combiné la mousâqâ avec une moughârasâ (contrat de complant), autrement dit, la mousâqâ a été consentie pour des arbres que l'agent doit planter, ou qui ne sont pas encore en rapport. Ici, la mousâqâ doit être annulée « parce que, disent les auteurs, les parties sont sorties du contrat ». Si le contrat n'a pas encore reçu un commencement d'exécution, il est annulé purement et simplement. S'il y a eu, au contraire, commencement d'exécution, le contrat est annulé et remplacé par le contrat « d'équivalence », c'est-à-dire le contrat-type habituellement usité dans la localité, moule dans lequel le droit musulman refond le contrat irrégulier qu'il importe de rendre licite. Dès lors l'hypothèse précitée reçoit la solution suivante : avant le commencement d'exécution, c'est-à-dire l'époque où les arbres donnent des fruits, le contrat est nul, sans plus ; ensuite il se transforme, la moughârasâ en louage d'ouvrage d'équivalence, la mousâqâ en mousâqâ d'équi-

valence. La même règle est appliquée par Al-Kharchî, et des solutions semblables sont dégagées, au cas où la mousâqâ a été combinée avec un contrat de louage ou de vente illicite.

Enfin, les parties peuvent être restées dans les limites du contrat mais, tout en respectant ses caractères intrinsèques, avoir introduit dans la convention une irrégularité de caractère purement extrinsèque. Comme il n'y a, dans ce cas, aucune situation accessoire à régler, la mousâqâ est annulée, lorsqu'elle n'a encore reçu aucun commencement d'exécution; après un commencement d'exécution elle est simplement transformée en mousâqâ d'équivalence, et la quote-part de l'agent est réduite ou augmentée suivant le taux de la redevance normalement consentie dans la localité. Citons, avec Khalil, un certain nombre d'hypothèses où cette règle trouve application : 1° la majeure partie des arbres n'est pas encore en rapport; 2° le maître de la terre s'est engagé à participer à la main-d'œuvre, ou à mettre à la disposition de l'agent des animaux ou des serviteurs que l'importance du clos ne comporte pas; 3° il est stipulé que le maître de la terre recevra à domicile sa part de fruits, ou que l'agent devra soigner gratuitement les cultures d'un autre clos; 4° le contrat comprend plusieurs clos et les stipulations ne sont pas uniformes pour toutes les années ou pour tous les clos; 5° les parties ne sont pas d'accord sur le partage des produits, mais elles sont respectivement impuissantes à établir à preuve de leurs

prétentions, lesquelles manquent, d'ailleurs, de vraisemblance ; 6° il a été convenu que le maître de la terre demeurera sur les lieux loués et participera aux travaux. La mousâqâ implique en effet dessaisissement et mise en possession de l'agent. Mais rien n'empêche les parties de déroger par la suite à cette nécessité de droit.

N° 33. Les jurisconsultes musulmans ne se sont point préoccupés de déterminer la nature du contrat de mousâqâ. Ils le définissent toujours objectivement, pour passer aussitôt à l'étude détaillée des prescriptions restrictives, dont il est l'objet. Tout au plus leur arrive-t-il parfois, au cours de leurs analyses, de faire ressortir certaines différences ou ressemblances avec d'autres contrats similaires, vente de fruits, louage de terres ou d'ouvrage et commandite ; mais ces comparaisons ne portent jamais que sur des points particuliers.

Zeys compare la mousâqâ à une sorte de commandite agricole, le bailleur fournissant le capital, c'est-à-dire la terre et le matériel d'exploitation, le preneur fournissant son industrie, et les fruits constituant les bénéfices à partager. Cet auteur y voit donc une variété de la Société.

Sans aller chercher aussi loin, on peut avancer avec certitude que la mousâqâ forme, dans le droit musulman, une société agricole. Rien ne la sépare, en effet, de la cinquième forme licite de la mouzâra'â, la « société au cinquième ». Si les docteurs musulmans ne se sont

point prononcés sur la nature de la première aussi explicitement que sur la dernière, c'est parce que seul les préoccupait le caractère licite ou illicite de cet acte juridique.

La vérité est que ces deux contrats participent à la fois de la nature de la société et du louage d'industrie, comme notre bail à colonage partiaire. Il est même assez piquant de remarquer que le législateur de 1889, dans son souci de se tenir à l'écart de la controverse séculaire sur la nature du colonage partiaire, en est arrivé, comme les jurisconsultes musulmans dans leur négligence, à une définition objective ! Nous nous en tiendrons d'ailleurs à cette remarque puisque la controverse n'a aucun intérêt en droit musulman.

Notes bibliographiques du chapitre deuxième.

N° 22. Texte cité : Al-Kharchî, IV, 443. — Cf. également, KHALIL, *Seignette*, p. 329, Ebn Acem trad. Houdas, *note*, 1026, Mohammed Ettouati trad. Abribat 160, Ad-Dardîr, II, 158, Ibn Salamoûn, 19. — Cf. également, Çâwî, *Hâchîâ*, II, 281 à 288.

N° 23. — Al-Kharchî, IV, 443. — El-Bokhari trad. Houdas, II, 93, 94, 95. — Al-Kharchî, IV, 443, Charani trad. Perron, 369 à 372, Ebn Acem trad. Houdas, *note* 1030, ARIN, *Recherches historiques sur l'usure et les opérations aléatoires*, 112, 114, 115.

N° 24. KHALIL, *Seignette*, n° 1028, Al-Kharchî, IV, 443, 444, ZEYS, *Droit musulman*, II, n°s 539, 541, Ebn Acem trad. Houdas, *vers*, 1100, 1101, *note* 1036, Mohammed Ettouati trad. Abribat 160, Ad-Dardîr, II, 158, 160, Ibn Salamoûn, 19, 21.

N° 25. KHALIL, *Seignette*, n° 1034, Mohammed Ettouati trad. Abribat 160, Ebn Acem trad. Houdas, *vers* 1097 à 1099, *note* 1030,

vers 1102, note 1036, Al-Kharchî, IV, 446, 447, Ad-Dardir, II, 158, 160, Ibn Salamoûn, 19.

N° 26. Al-Kharchî, IV, 447. — KHALIL, *Seignette*, n°s 1037 à 1039, Ebn Acem trad. Houdas vers 1103 à 1107, note 1038, Ad-Dardir, II, 159, 160, Ibn Salamoûn, 20. — Ebn Acem trad. Houdas vers 1105. — Texte cité : KHALIL, *Seignette*, n° 1040.

N° 27. Mohammed Ettouati trad. Abribat 160, 162, KHALIL, *Seignette*, n°s 1061, 1058, Al-Kharchî, IV, 450, 451, 454.

N° 28. Mohammed Ettouati trad. Abribat, 161. — Textes cités : Ebn Acem trad. Houdas vers 1097, KHALIL, *Seignette*, n° 1030. — Cf. également, Ad-Dardir, II, 158, Ibn Salamoûn, 19, Al-Kharchî, IV, 445. — KHALIL, *Seignette*, n° 1041, Mohammed Ettouati trad. Abribat, 161, Al-Kharchî, IV, 448.

N° 29. KHALIL, *Seignette*, n° 1029, Al-Kharchî, IV, 443, 444, Ebn Acem trad. Houdas vers 1109, 1110, note 1041, 1042, Ad-Dardir, II, 159, Mohammed Ettouati trad. Abribat, 161. — KHALIL, *Seignette*, n° 1059, Mohammed Ettouati 162, Al-Kharchî, IV, 454. — KHALIL, *Seignette*, n°s 1032, 1033, 1031, 1046, Al-Kharchî, IV, 444, 445, 449, Ebn Acem trad. Houdas vers 1108 note 1040, Mohammed Ettouati trad. Abribat, 161, 162, Ad-Dardir, II, 159. — KHALIL, *Seignette*, n° 1044, Al-Kharchî, IV, 448, 449, Ebn Acem trad. Houdas vers 1111, note 1044.

N° 30. Al-Kharchî, IV, 449, 446, 447, KHALIL, *Seignette*, n°s 1035, 1043, 1036, Ebn Acem trad. Houdas vers 1110, note 1043, ZEYS, *Droit musulman*, II, n° 544, Ad-Dardir, II, 159, 160, Ibn Salamoûn, 20.

N° 31. KHALIL, *Seignette*, n° 1047, Al-Kharchî, IV, 449, Ibn Acem trad. Houdas note 1046. — KHALIL, *Seignette*, n° 1048, Al-Kharchî, IV, 450, Ebn Acem trad. Houdas vers 1112 à 1114, note 1045, Mohammed Ettouati trad. Abribat, 162, Ibn-Salamoûn, 22. — Al-Kharchî, IV, 450, KHALIL, *Seignette*, n° 1061, Mohammed Ettouati trad. Abribat, 162. — KHALIL, *Seignette*, n° 1050, Al-Kharchî, IV, 450, ZEYS, *Droit musulman*, n° 546.

N° 32. KHALIL, *Seignette*, n° 1055. — Cf. n° 37. — KHALIL, *Seignette*, n° 1052, 1053, ZEYS, *Droit musulman*, II, n° 547 et page 123 note 3, Ad-Dardir II, 161, Al-Kharchî, IV, 451, 452, 453. — KHA-

LIL, *Seignette*, n^{os} 1056, 1057, 1052, ZEYS, *Droit musulman*, II, n^o 547, Ad-Dardir, II, 161, Al-Kharchi, 453, 454.

N^o 33. ZEYS, *Droit musulman*, II, n^o 538. — Cf. n^o 21. — Cf. différentes formules de mousâqâ dans Mohammed Ettouati trad. Abribat, 163 à 166.

CHAPITRE III

LA MOUGHARASA (CONTRAT DE COMPLANT)

Sommaire.

N° 34. — Définition. Nature. — N° 35. Histoire. — N° 36. Apports réciproques des parties. — N° 37. — Formation du contrat. — N° 38. Exécution. — N° 39. Durée. — N° 40. Partage. Nature du droit du planteur. — N° 41. — Risques. — N° 42. Nullité.
Notes bibliographiques 61

N° 34. C'est le contrat en vertu duquel l'une des parties s'engage à complanter en arbres une terre appartenant à l'autre, moyennant une quote-part du sol et des arbres. En d'autres termes, le propriétaire du sol concède sa terre à charge d'y planter des arbres ; et, quand la plantation aura acquis un certain développement, les deux contractants auront, sur le sol et les arbres, des droits indivis ; ils seront, suivant l'expression arabe, « associés ».

Tout en énonçant que c'est là la véritable forme de la

moughârasâ, Zeys fait remarquer que ce contrat peut également revêtir la forme du louage d'ouvrage quand la rémunération consiste en numéraire, ou en objets mobiliers quelconques, ou celle du pacte conditionnel, quand le travail est accompli à tant le plant. En réalité c'est la plantation, et non la moughârasâ — qui peut être opérée aussi bien au moyen d'un louage d'ouvrage et d'un pacte conditionnel que d'une société; et la remarque pourrait aussi bien alors s'appliquer à la mousâqâ et à la mouzâra'â. Nous ne saurions d'ailleurs insister plus longtemps sur une vérité aussi banale. L'intérêt en est d'éclairer une confusion que nous avons jugé utile de relever. Zeys en conclut, en effet, que la moughârasâ « n'a pas d'existence propre » et forme une sorte de contrat inommé, empruntant tour à tour la physionomie du louage d'industrie, du pacte conditionnel et de la société. Or, il n'en est rien. Il n'y a moughârasâ qu'aux termes de la définition que nous avons donnée plus haut et qui montre la véritable nature de ce contrat : une variété de société agricole, une société à complant.

N° 35. Les auteurs sont d'accord pour reconnaître le principe de licéité de la moughârasâ dans le hadith suivant, rapporté par El-Bokhari : « Chaque fois qu'un Musulman quelconque plante un arbre ou sème une graine, il aura à son actif comme aumône tout ce qui aura été mangé du produit de cette plante par un qiseau,

« un homme ou un quadrupède. » Il faut, à notre avis, une certaine bonne volonté pour voir dans ce hadith autre chose qu'une exhortation à la culture ; et l'argumentation nous paraît inspirée, plutôt que de saine logique, du désir de justifier l'existence de la moughârasâ.

On éprouve, d'ailleurs, un certain étonnement devant le silence gardé par un grand nombre d'auteurs à l'égard de ce contrat qui, pourtant, ne laisse pas de jouer son rôle dans la vie économique des Musulmans. Nous venons de citer le seul hadith que l'on ait pu rattacher à cette matière. Khalil, dans son Moukhtaçar, ne mentionne la moughârasâ que pour la prohiber lorsqu'elle est combinée avec la mousâqâ. Et, ni les grands maîtres dont il a résumé les doctrines, ni, surtout, ses nombreux commentateurs, n'ont eu souci de combler cette lacune.

Nous venons de refuter l'opinion qui voudrait faire de la moughârasâ une sorte de contrat innomé, empruntant tour à tour la physionomie du louage d'industrie, du pacte conditionnel et de la société. A plus forte raison ne pouvons nous, avec Zeys, expliquer par là l'omission de la moughârasâ par les auteurs musulmans.

Nous y voyons plutôt des raisons d'ordre historique. Les pays musulmans ont toujours été peuplés en majeure partie par des nomades. Dans les oasis, le terrain, âprement conquis sur le désert, présente trop de valeur pour qu'on consente à en concéder la moitié à seule fin

de s'épargner la peine de le planter d'arbres. Enfin, l'insécurité générale n'était pas faite pour inciter au développement des plantations. Pour toutes ces raisons, la moughârasâ ne devait être qu'exceptionnellement contractée et l'on comprend qu'elle n'ait point, tout d'abord, éveillé les craintes des juriconsultes à l'endroit de sa licéité. Plus tard, avec l'extension de l'Islam, la société à complant a trouvé des champs d'application à la fois plus nombreux et plus favorables. Même alors, le gros des docteurs, imbu de traditionalisme et préoccupé avant tout de suivre la voie tracée par les prédécesseurs, a pu se permettre d'ignorer une institution que les maîtres avaient passée sous silence ou prohibée à cause de son caractère aléatoire. Mais ceux que leurs fonctions, leurs voyages, ou leur résidence en pays de moughârasâ avaient mis à même de voir pratiquer ce contrat, ne pouvaient plus longtemps l'abandonner au domaine exclusif de la coutume.

La moughârasâ est ainsi entrée dans le droit musulman. Mais, ici encore, l'éternelle préoccupation des docteurs : la crainte de l'aléa, est intervenue pour exercer de fâcheuses restrictions.

N° 36. La moughârasâ est une société dans laquelle l'apport de l'une des parties est représenté par la terre à complanter d'arbres. Dans la mouzâra'a et la mousâqâ la terre doit simplement être mise à la disposition de l'agent, condition qui peut être réalisée, aussi bien par

un locataire que par un propriétaire. Dans la moughâ-rasâ il est de toute nécessité que cette terre soit la propriété de celui qui en fait l'apport, puisque le planteur en devient copropriétaire à l'expiration du contrat. S'il en est ainsi, cet apport en pleine propriété ne peut consister qu'en terre *melk* (propriété privative). Le détenteur d'une terre *arch* ne peut, en effet, consentir aucun contrat de louage, d'échange, d'hypothèque ou autre impliquant le titre de propriétaire. Il n'a droit aux fruits de la terre qu'autant qu'ils ont été perçus par lui. Jusque-là, il a seulement le droit de les percevoir. En un mot, il n'a, sur la terre *arch*, qu'un simple droit d'usufruit incessible, une possession héréditaire limitée aux moyens de culture. Quant à la terre de *hobous* (fondation pieuse), elle ne peut pareillement faire l'objet d'une moughârasâ, le premier effet du *hobous* étant de la rendre bien de main morte et, par conséquent, inaliénable. Ainsi, toute moughârasa contractée à l'occasion d'une terre *arch* ou *hobous* doit être annulée ; et tout commencement d'exécution donne lieu à l'application des règles de la plantation sur le terrain d'autrui.

L'apport du planteur consiste dans la main-d'œuvre, c'est-à-dire tous les travaux nécessaires aux arbres, y compris la fourniture des plants. Sont seuls admis à former l'objet du contrat les arbres à tige ligneuse, persistant au moins pendant plusieurs années. Si l'arbre disparaissait tous les ans, le propriétaire qui aurait cédé

une partie de son terrain ne serait pas assuré de retirer en échange un avantage certain. Sous réserve de cette exigence, la moughârasâ est licite pour tous les arbres.

On peut, également, mettre à la charge du planteur les dépenses accessoires d'entretien, telles que l'établissement de clôtures, l'enlèvement de quelques broussailles, mais non des travaux nécessitant des dépenses élevées, comme de forer des puits, d'élever un mur ou de débroussailler la terre à complanter.

N° 37. Les textes sont généralement muets sur le moment de la formation du contrat. Abd-er-Rahmân ben Abd-el-Qâder signale pourtant une controverse entre deux opinions; l'une, d'après laquelle un commencement d'exécution serait nécessaire; l'autre, reconnaissant, au contraire, à la moughârasâ le caractère obligatoire par le seul fait du contrat. Encore ne s'attarde-t-il même pas à prendre parti. De ce silence général nous concluons qu'il n'y a point lieu de faire ici une exception à la règle générale suivant laquelle le seul consentement des parties suffit à la formation de l'obligation.

N° 38. Dans l'exécution de la convention le planteur a le droit de s'en tenir strictement aux travaux déterminés par l'usage ou par le contrat. Il a, en revanche, le devoir de s'abstenir de toute utilisation de la terre contraire à sa destination. Aussi lui est-il interdit de faire des cultures dans les intervalles compris entre les

arbres sans autorisation du propriétaire. Réciproquement, ce dernier ne peut en aucune manière entraver le développement des plantations; et c'est pourquoi les cultures dans les intervalles lui sont également interdites, à moins que ce ne soit l'usage de la région.

L'empêchement d'exécuter le contrat n'est point une cause de résiliation. Le planteur peut conserver ses droits, s'il lui plaît; mais la charge des dépenses faites pour assurer l'exécution du contrat lui incombe. Il peut, aussi, céder son lieu et place à un tiers sans le consentement du propriétaire, ou abandonner ses droits à ce dernier moyennant le remboursement de son travail.

N° 39. La durée de la convention est limitée à l'époque où la plantation est en plein rapport, moment désigné en arabe par l'expression *ith'âm*. Mais, si elle ne peut dépasser cette limite, du moins est-il licite de la fixer à une autre période moins avancée de la croissance des arbres, telle que la moitié, le tiers, le quart, ou encore telle hauteur. Ainsi se trouve évitée une iniquité: le propriétaire n'aura point cédé une part de sa terre sans en recevoir l'équivalent, puisque les arbres ont eu tout le temps de pousser. D'autre part, les arbres n'ayant point encore produit au moment de l'expiration du contrat, le planteur n'aura point reçu, en sus de sa part de terre et d'arbres, une certaine quantité de fruits, ce qui constituerait une vente prohibée de fruits avant

leur maturité. Aussi l'ith'âm est-il pris pour terme de la moughârasâ dans le silence de la convention.

Les règles que nous venons d'énoncer sur la durée de la moughârasâ exigent pour leur application que les arbres soient d'une essence unique. Comment pourrait-on déterminer l'époque où prendrait fin la convention si tels arbres se développaient plus rapidement que tels autres ? Certains auteurs admettent pourtant que les arbres soient d'essences différentes si leur croissance et leur production sont séparées par de courts intervalles.

N° 40. La rémunération du travail du planteur consiste en une part de la terre et des arbres — et non de la terre ou des arbres, ce qui serait une stipulation illicite. Cette part doit être déterminée, mais indivise — quart, tiers ou moitié — et non individuellement désignée. Il est interdit, par exemple, de stipuler que le planteur deviendra propriétaire de telle parcelle, car les arbres de la parcelle désignée pourraient avoir seuls péri à l'expiration du contrat et le planteur se trouver frustré de tout ou partie de la rémunération de son travail.

Ainsi, tant que le développement explicitement ou implicitement stipulé n'a pas été atteint par les arbres le planteur n'a droit à rien. Dès que les arbres ont atteint le point de croissance voulu, il devient copropriétaire indivis du sol et de la plantation, dans la proportion convenue entre les parties. A partir de ce moment, il est

libre de demeurer dans l'indivision, d'exiger le partage en nature, s'il est possible, ou la vente, afin de toucher sa part dans le prix.

En résumé, le planteur est, dès le contrat, copropriétaire de la part indivise stipulée, sous la condition suspensive d'opérer les plantations et de les amener à un certain degré de croissance. Ce moment venu, et tant que le partage n'est pas intervenu, il est copropriétaire indivis du sol et des plantations. C'est donc à tort qu'il a été jugé à plusieurs reprises par les tribunaux français d'Algérie et de Tunisie que le planteur n'acquiert de droit réel sur le terrain complanté que par le partage, lequel est, non pas déclaratif, mais simplement attributif de propriété (Trib. Tunis, 10 août 1892. « Revue algérienne et Tunisienne de la législation et de jurisprudence 1893 ». 2^e partie 373, Trib. Alger, 16 janvier 1893, « Rev. Alg. et Tunis. 1893. » 2. 377, Tribunal mixte de Tunisie, 13 mars 1894. « Journ. des trib. français tunisiens 1895. » 28. 2 novembre 1903. « Revue Alg. et Tunis. 1905 ». 2. 145 et « Jour. des Trib. français tunis. 1905 ». 243, 24 janvier 1904 « Journ. des trib. franç. tunis. 1904 », 269.)

Des difficultés peuvent s'élever pour la constatation du terme de la moughârasâ, de ce fait que, dans toute plantation, la croissance de certains arbres est plus rapide que celle des autres. Si ces arbres sont en minorité et disséminés, le planteur en fait les fruits siens, mais continue à s'occuper de la plantation. S'ils sont en minorité, mais forment un groupe à part dans la plantation, le plan-

teur en devient aussitôt copropriétaire indivis et cesse ses soins à leur égard ; mais la moughârasâ continue pour le reste de la plantation. S'ils forment enfin la majorité, les deux parties deviennent copropriétaires indivis de tout le sol et de tous les arbres, et la moughârasâ prend fin aussitôt.

N° 41. Jusqu'à l'échéance du terme fixé par la convention, les risques sont pour le planteur. Son droit de copropriété étant suspendu par la condition d'opérer les plantations et de les amener à un certain degré de croissance, si cette condition vient à défaillir, son droit se trouve, par là-même, empêché de prendre naissance. Il en est ainsi, non seulement au cas de perte totale des plantations, mais même lorsque quelques arbres clairsemés ont poussé. Au contraire, après l'arrivée du terme convenu, la perte des arbres est supportée par les deux contractants qui étaient devenus copropriétaires des arbres et demeurent copropriétaires du sol.

N° 42. Sont cause de nullité : tout défaut de l'une des conditions de validité du contrat, toute infraction à l'une des prohibitions que nous avons énoncées. Si les choses sont encore entières, le contrat est annulé et les parties sont replacées dans la même situation que si elles n'avaient pas contracté. S'il y a commencement d'exécution la question est controversée.

L'opinion préférée est celle d'Ibn A'ttab, d'après la-

quelle le planteur recevra le salaire que reçoivent ses pareils pour des plantations semblables.

Dans les contestations sur la validité du contrat le dire de celui qui la soutient est prépondérant, un contrat devant toujours être présumé vrai jusqu'à preuve du contraire. On s'en rapporte au contraire à l'usage local au cas de désaccord sur la rémunération du planteur.

Notés bibliographiques du chapitre troisième.

N° 34. ZEYS, *Droit musulman*, II, n° 550, 549. — Cf. également Ebn Acem trad. Houdas, *note* 1047. — Cf. Ibn-Salamoûn, 23 à 25, Mohammad As-Sanoûsi, 123 à 126.

N° 35. Texte cité : El-Bokhari trad. Houdas, II, 91. — ZEYS, *Droit musulman*, II, n° 549. — Sur la moughârasâ dans le rite hanéfite cf. *Note sur le contrat de moughârasâ*, par Mohammed el-Kassar et Mahmoud ben Mahmoud, in « Journ. des Trib. Tunisien 1904 », 232 à 234.

N° 36. *Terre arch : Procès-verbaux des délibérations du Conseil supérieur du Gouvernement Général de l'Algérie*, 1882, 462 et s.; POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 252 et s. — Hobous : Mohammed el-Kassar et Mahmoud ben Mahmoud *Note sur la moughârasâ* « Journ. des Trib. Tunisiens 1904 », 231 ; ZEYS, *Droit musulman*, II, n° 636, Mohammed Ettouati trad. Abribat, 167, Abd-er-Rahman ben Abd-el-Qader de Fas trad. Mohammed ben Cheneb « *Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurispr.* 1895 », I, 168. — Mohammed Ettouati trad. Abribat, 166, 167, Ebn Acem trad. Houdas *note* 1048, Abd-er-Rahmân ben Abd-el-Qâder de Fas trad. Ben Cheneb « *Rev. Alg. et Tunis.* 1895 », I, 165, 166.

N° 38. Al-Wancharisî trad. E. Amar, II, 133, 134, Abd-er-Rahmân ben Abd-el-Qâder trad. ben Cheneb, « *Revue Algérienne et Tunisienne de législat. et de jurispr.* 1893 », I, 166, 169.

N° 39. Ebn Acem trad. Houdas *vers* 1116, *notes* 1049, 1050, Mohommed Ettouati trad. Abribat, 167, Abd er-Rahmân ben Abd-el-Qâder trad. ben Cheneb « *Revue Algérienne et Tunisienne de législ. et de jurisp.* 1895 », I, 165, Mohammed el-Kassar, Mahmoud ben Mahmoud « *Journ. des Trib. Tunisiens* 1904 » 231, Al-Wancharisi trad. E. Amar, II, 131.

N° 40. ZEYS, *Droit musulman*, II, n° 551. — Ebn Acem trad. Houdas *vers* 1116, *note* 1049, Mohammed Ettouati trad. Abribat, 167, ZEYS, *Droit musulman*, II, n° 552. — *Note* Morand sous Trib. mixte de Tunisie, 2 novembre 1903, « *Revue Algérienne et Tunisienne de législ. et de Jurisp.* 1905 », I, 143. — Ebn Acem trad. Houdas, *note* 1050.

N° 41. Abd-er-Rahmân ben Abd-el-Qâder trad. Ben Cheneb, « *Revue Algérienne et Tunisienne de législ. et de jurisprud.* 1895, I, 169, Ebn Acem trad, Houdas *note* 1050, Al-Wancharisi trad. E. Amar, II, 137, 138, Abd er-Rahmân ben Abd-el-Qâder trad. Ben Cheneb, « *Revue Algérienne et Tunisienne de législ. et de jurisp.* 1895 », I, 169, 170.

Cf. un acte de moughârasâ dans Mohammed Ettouati trad. Abribat, 167, 168, 169.

CHAPITRE IV

L'ASSOCIATION AGRICOLE DANS LE DROIT RELIGIEUX

Sommaire.

N° 43. La société pour l'élevage. — N°s 44 et 45. — L'association agricole dans le droit religieux.

N° 43. Il est permis d'hésiter lorsqu'on se demande si la mouzâra'à, la mousâqâ et la moughârasâ ne constituent point les seuls types de sociétés agricoles reconnus comme licites par le droit musulman. Les auteurs ne font jamais de la société pour l'élevage l'objet d'une étude spéciale. Dans la matière du louage d'ouvrage, à propos des contrats de garde des troupeaux, certains auteurs mentionnent, il est vrai, une forme de contrat qui présente l'apparence d'une société : la vente d'une partie d'un troupeau à condition que l'acheteur se chargera d'entretenir la part du propriétaire pendant une période de temps déterminée. Mais le prix doit être certain, fixé au comptant ou à terme, et il est interdit de le

faire consister en produits du troupeau. Il est pareillement interdit de stipuler que l'acheteur devra s'occuper du croît. Enfin, dès avant l'expiration du délai fixé, l'acheteur doit pouvoir disposer de sa part. En un mot, il s'agit ici, non pas d'une société d'élevage, mais d'une vente d'un troupeau sous la condition résolutoire de garder un autre troupeau. Ibn Salamoun signale pourtant comme licite la mise en commun de leurs bestiaux par deux propriétaires, qui conviennent, en outre, de partager les frais de garde et d'entretien ainsi que le croît. Il autorise même la prise à charge par l'un d'entre eux de tous les soins, garde et entretien ; mais les formules d'actes de société pour l'élevage, données par Mohammed Ettouati, supposent toute la mise en commun du cheptel et le partage des travaux, des frais et des bénéfices, et Al-Wancharisi semble être du même avis, car il ne tolère que sous cette forme la société pour l'élevage des abeilles. Il est de fait que ce type de société respecte l'équivalence des apports et leur proportionnalité aux bénéfices, deux principes également chers aux jurisconsultes musulmans, et c'est pourquoi nous l'admettons bien volontiers. Du mutisme général des auteurs à l'égard de toute autre forme de société, nous concluons, au contraire, que le droit musulman prohibe les formes de notre bail à cheptel, où la rémunération des services du preneur consiste en une part du croît. Cette prohibition est, d'ailleurs, symétrique de celle de la rémunération du travail de la terre moyennant une

quote-part des fruits ; et son fondement juridique est également la crainte de l'aléa. Seuls des textes formels pourraient donc motiver une exception.

Nous n'insisterons pas plus longtemps sur la société pour l'élevage car sa place effacée dans le droit musulman correspond à son importance économique. L'éleveur par excellence est le nomade. Or, la vie nomade favorise la cohésion du groupe familial et nous verrons que l'indivision qui s'ensuit est un milieu peu favorable au développement des relations d'individu à individu. L'élevage du bétail est la grande industrie familiale à laquelle chacun collabore. Quand la famille n'y peut suffire, on prend seulement des bergers. Cette importance du contrat de gardiennage explique sans doute les copieux développements dont il est l'objet dans les traités de droit musulman et leur mutisme à l'égard de la société pour l'élevage.

N° 44. La mouzâra'a, la mousâqâ, la moughârasâ et la société pour l'élevage, sont donc bien les seules formes licites de la société agricole dans le droit religieux. Plus généralement, elles y constituent même les seules formes de l'association agricole.

Le droit religieux paraît, en effet, complètement ignorer la notion d'association, au sens proprement juridique du mot, c'est-à-dire de contrat par lequel plusieurs personnes mettent en commun leur activité et, au besoin, des revenus ou des capitaux, dans un but autre

que le partage des bénéfices. La religion musulmane aurait dû pourtant, semble-t-il, favoriser puissamment la naissance et le développement de cette institution avec toutes ses conséquences fécondes. Inlassablement, Mahomet a répété aux croyants : « Aimez-vous les uns les autres. » « Les fidèles, a-t-il dit, forment une société d'amis ». « Les créatures sont associées pour la vie de ce monde ; » et, pour marquer l'unité d'Allah et montrer son majestueux isolement : « Il n'a point d'associé ». Certaines institutions, comme la *zakât* (aumône légale) et, plus tard, le hoboûs (fondation pieuse) montrent que ce ne sont point là de simples exhortations et que la religion musulmane est véritablement imprégnée de l'idée d'entr'aide. Si cette religion était appliquée dans son esprit et dans sa lettre le monde islamique formerait une seule et vaste association. Malheureusement, *zakât* et hoboûs ont été rapidement détournés de leur but primitif ; et, si la pratique de la charité a toujours été observée dans l'Islam, c'est grâce à l'initiative privée et en tant que règle de conscience. Ainsi, le droit religieux semble n'avoir jamais connu et réglementé, en matière agricole, que des sociétés à but lucratif et non des associations proprement dites, à but désintéressé.

N° 45. Il semble, du moins, que nous n'ayons qu'à nous reporter à l'exposé de chacun des contrats qui précèdent pour en dégager les principes directeurs et en constituer la théorie de la société agricole.

Mais rappelons-nous d'abord que les jurisconsultes musulmans ne procèdent point suivant nos méthodes, qu'ils ne s'attachent pas à dégager les principes généraux, à définir des notions de droit pour en tirer ensuite toutes les déductions qu'elles comportent, mais à prévoir un plus ou moins grand nombre d'hypothèses, en laissant au juge le soin de solutionner par analogie les espèces non prévues. Rappelons-nous encore que, dans le droit musulman, la matière des obligations est dominée tout entière par la prohibition du gain illicite, d'où découlent une foule de restrictions à la liberté de contracter. Et retraçons maintenant le cours des raisonnements poursuivis par les docteurs musulmans.

L'ensemencement en commun, l'irrigation en commun, la plantation en commun et l'élevage en commun constituent des actes distincts, qui ont retenu à des degrés divers leur attention de pieux fidèles, toujours préoccupés de pourchasser le gain illicite sous toutes ses formes. Ils se sont tour à tour demandé si chacun de ces actes était licite et, dans l'affirmative, à quelles conditions il l'était. Ils ont raisonné objectivement, suivant leur procédé favori, c'est-à-dire en se plaçant dans des cas déterminés qu'ils solutionnaient individuellement, sans jamais s'occuper d'en extraire une règle générale. A plus forte raison n'ont-ils jamais tenté de rapprocher et de comparer entre eux, pour en formuler les principes communs, les contrats qu'ils venaient d'étudier séparément. Est-ce à dire qu'ils n'en aient

point entrevu le caractère commun? Les textes que nous avons eu l'occasion de citer prouvent, à eux seuls, d'une manière certaine, que leurs auteurs ont eu conscience du lien qui les rattache à la matière de la société. Mais il n'est point douteux que ce caractère commun n'a jamais attiré ni fixé longuement leur attention. Lorsqu'on a pu se dégager du chaos des textes, la lecture des traités de droit musulman laisse l'impression très nette que la mouzâra'a, la mousâqâ, la moughârasâ et l'élevage en commun constituent, dans l'esprit des jurisconsultes musulmans, autant de matières naturellement distinctes et séparées, dont le véritable caractère commun est d'être des « véhicules de prohibition ». Et, si nous voulions à tout prix en dégager les idées essentielles, ce n'est point une théorie de la société agricole qui en sortirait, mais une contribution à l'étude de la lutte contre le gain illicite dont ils forment simplement quatre épisodes.

Notes bibliographiques du chapitre IV.

N° 43. Ibn-Salamoûn, II, 27, AT-TASOULI, *Commentaire de la Tohfâ d'Ibn Acim*, II, 183, SIDJILMASI, *Amal-Al-Moutlaq*, 330. Al-Malouy *Tohfât al Qouddât* trad. Michaux-Bellaire, 367 à 371, Mohammed Ettouait trad. Abribat, 157 à 159, Al-Wancharisî trad. E. Amar, II, 102, 94, 95. Sur la garde des troupeaux, cf. ZEYS, *Droit musulman*, II, n° 567.

N° 44. Qoran XXXVIII, 20 à 23. — Zakât et Hoboûs cf. HOUDAS, *L'Islamisme*, 143, 148, 149, 151, 152, DOZY, *Essai sur l'histoire de l'Islamisme*, trad. Chauvin, 133 et s.

DEUXIÈME PARTIE

L'association agricole dans le droit positif.

Sommaire.

N° 46. Le fiqh et le droit vivant. — N° 47. La société agricole. Théorie et pratique. — N° 48. L'action du pouvoir séculier. — N° 49. La coutume dans le droit musulman. — N° 50. L'ourf maghribi. — N° 51. Plan de la 2^e partie.

N° 46. Nous avons déjà montré dans notre introduction le mouvement spontané d'éloignement qui sépara le droit vivant du droit théorique enseigné par les docteurs musulmans. Le lien de dépendance qui, dans l'Islam, rattache le droit à la religion au point de les confondre tous deux dans le fiqh, devait amener l'immobilisation de tout le système juridique musulman. Fermée la « porte de l'Idjtihâd » c'est-à-dire, tarie la source de l'interprétation personnelle — la production juridique se trouvait amenée du même coup à cet état de complet repos, dont la contemplation, selon le

mot de Snouck-Hurgronje, « fait penser à la tranquillité d'un cimetière ». Le résultat inéluctable en fut la dissolution de plus en plus accentuée entre la théorie et la pratique du droit. Un véritable dédoublement s'opéra. D'une part le droit religieux, représenté par la doctrine des jurisconsultes, dont la vie se retirait peu à peu depuis qu'avait été frappée d'interdiction l'activité créatrice de la science. Réfractaire à s'adapter aux besoins nouveaux et à les suivre à travers leurs variations, le nombre s'accroissait de jour en jour de ses dispositions dont l'application devenait lettre morte. Tandis que, lentement mais avec la sûreté des phénomènes sociaux, prenait naissance et se formait tout un système juridique indépendant, théoriquement impuissant à apporter aucune réforme à la loi divine, mais qui la supplantait, en réalité, dans toutes les matières où celle-ci ne pouvait plus être appliquée.

N° 47. La matière des obligations est une de celles où le phénomène est le plus sensible. Les docteurs continuent imperturbablement à frapper de nullité des types de contrats depuis fort longtemps reconnus et sanctionnés par le droit positif, sans que leurs prohibitions aient d'autre influence que celle attachée à l'observance de la discipline religieuse. Rien d'étonnant, d'ailleurs, à ce que toute cette matière du droit religieux musulman soit passée dans le domaine de la législation idéale. Le seul exposé des règles de la société agricole nous

permet de juger l'œuvre des jurisconsultes musulmans ; et force nous est de reconnaître les déplorables conséquences des errements qu'ils ont suivis. L'association agricole correspondait, non seulement à une tendance naturelle de la race arabe, mais encore à une véritable nécessité, faite de toutes les contingences sociales. Loin de favoriser cette tendance, loin de s'attacher à adapter le droit aux nécessités du moment, ils ont prétendu remonter le torrent fatal des mœurs impies. Ils se sont véritablement ingéniés à multiplier les obstacles dans une matière que le bon sens commandait d'abandonner au libre jeu des accords, à paralyser la volonté des parties en l'obligeant à couler toutes les conventions dans des moules rigides, arbitrairement déterminés et fixés une fois pour toutes. Leur imagination de théologiens n'a point su discerner la chimère et l'utopie du produit authentique de la vie juridique. Ils ont tout mêlé, tout obscurci. Et les dispositions qu'ils édictaient, à peu près inapplicables dès l'origine, sont vite devenues de véritables anachronismes.

N° 48. Dans les états musulmans où le pouvoir a pu fortement s'organiser, les ordonnances du souverain se sont substituées au fiqh dans toutes les matières où celui-ci tombait en désuétude ; et il s'est opéré un partage d'attributions entre les juridictions religieuse et séculière. Le statut personnel et les successions relèvent généralement de la première et, dans cette matière, le

droit religieux est à peu près intégralement observé. La matière des obligations et des droits réels relève, au contraire, de la juridiction séculière, qui juge d'après le droit profane local, tout en conservant un petit nombre de principes révélés. Ainsi en est-il en Tunisie où la matière qui nous occupe avait déjà fait l'objet, bien avant l'occupation française, de plusieurs réglementations du Gouvernement beylical et se trouve, depuis peu, régie par le Code Tunisien des Obligations et des Contrats.

Partout ailleurs, c'est la coutume qui s'est substituée au *fiqh*, la coutume locale, faite du *consensus omnium* et qui puise son énergie et sa force dans la répétition des précédents.

N° 49. Le rôle réservé par le droit musulman à cet organe particulier de la production des normes juridiques est assez indécis. Sawas Pacha définit la coutume « la « manière dont les membres d'une société entière agissent « en un cas donné, à condition, toutefois, que cette manière d'agir soit consacrée par le temps » (c'est-à-dire par une durée minima de trois générations). La validité de la coutume repose sur la parole du Qoran : « suis la voie des fidèles », et sur le hadith : « ce que les croyants ont considéré comme beau est également beau devant Dieu ». Elle constitue l'une des sources « dépendantes » du droit musulman, c'est-à-dire l'une des sources auxquelles peut puiser le juge pour étayer sa sentence, mais

qui sont elles-mêmes assises sur les quatre sources fondamentales du droit musulman : Qoran, Sounna, Idjmâ' et Qiyyâs. Snouck-Hurgronje admet également qu'il doit être tenu compte de l'ourf ou *d'dâ* qu'il définit : « la coutume régnante du pays », « lorsqu'il s'agit d'adapter certains préceptes généraux à une région déterminée ».

Certains textes pourraient, à la rigueur, induire en doute. Suivant les uns, devrait être suivie toute coutume non contraire aux textes sacrés. Suivant d'autres, l'autorité basée sur la coutume vaudrait celle qui se fonde sur un texte. D'autres, au contraire, ne voudraient en tenir compte qu'en cas de nécessité absolue. D'autres, enfin, s'appuient sur l'autorité de Mâlik pour fonder l'opinion que la coutume peut l'emporter, en cas de conflit avec une source principale. Mais les controverses élevées à ce sujet ne révèlent pas un caractère assez général pour qu'il soit permis d'attribuer à l'ourf la valeur des *ouçoûls*, sources fondamentales du droit.

N° 50. La coutume du Maghreb. — l'ourf maghribi — offre de prime abord une déconcertante diversité ; mais il n'est pas difficile à l'analyse historique d'y découvrir deux courants directeurs de tendance exactement opposée. Les invasions arabes ont traversé le Maghreb de l'Est à l'Ouest. Les Moudjahids ont d'abord occupé les Hauts Plateaux, les plaines et les vallées d'accès facile, puis, lentement pénétré par une sorte d'endosmose les populations autochtones. Partout où leur domination a

pu s'affirmer, ils ont imposé aux vaincus leurs institutions et leurs coutumes. Partout ailleurs, les Berbères que leurs sommets inaccessibles abritaient contre l'envahisseur ont embrassé la religion islamique, mais conservé leurs vieilles institutions, tout entières réglées par un droit coutumier.

L'histoire du Maghreb détermine donc les deux limites extrêmes du domaine où l'ourf maghribi exerce son influence. Dans les villes, les vallées, les Hauts-Plateaux et les plaines, la notion de la coutume tend à se rapprocher de la définition que donne de l'ourf le droit musulman, et son rôle consiste, non pas tant à modifier le droit, qu'à le compléter et l'adapter aux besoins des populations. Dans les régions montagneuses, comme la Kabylie et l'Atlas Marocain, où les institutions du vieux droit berbère se sont conservées pures, la coutume constitue, au contraire, le seul instrument de législation. — Chaque agglomération obéit à une coutume générale, plus ou moins modifiée, suivant les besoins locaux, par des décisions de l'assemblée votante, la djema'à. Et ce droit coutumier est précisément caractérisé par un remarquable esprit d'individualisme. Les conventions y sont librement consenties suivant les besoins de chacun, sans formalité d'aucune sorte, sans entrave provenant d'une subordination à un groupe quelconque.

Entre ces deux extrêmes se place toute la foule innombrable et diversement nommée des coutumes intermédiaires — *d'dá, o'urf, zayy, qáidá, thourqá* — sollicitée

à la fois par la force attractive qu'exerce l'évolution des populations maugrebines dans le sens de l'arabisation et le pouvoir rétenteur de l'individualisme qui caractérise le génie berbère. Suivant que la résultante des deux forces est dirigée dans un sens ou dans l'autre, chacune de ces coutumes est plus ou moins arabisée ou berbérisée.

N° 51. Mais cette diversité de la coutume ne va-t-elle pas constituer un obstacle invincible à toute étude d'ensemble ?

Il paraît, en effet, d'autant moins possible de suivre les formes de l'association agricole à travers toutes les variantes de l'ourf maghribi, que la coutume du Maghreb, faite de l'ensemble des coutumes apportées par les différentes races qui se sont fondues au creuset des invasions, n'a jamais été l'objet d'une codification. En pays musulman, la seule loi qui puisse être écrite est la loi basée sur le Qoran. Quant aux usages agricoles, ils sont peu connus du cadî qui prend généralement conseil d'experts agricoles pour trancher les contestations relatives à la culture. Les coutumes berbères sont elles-mêmes rarement consignées par écrit. Avant la conquête française les Kânoûns de Kabylie étaient le plus souvent confiés à la mémoire des vieillards.

La difficulté est pourtant plus apparente que réelle. Nous allons voir que partout, au Maghreb, le droit de l'association agricole est sensiblement le même. Les différences de détail, que nous signalerons, d'ailleurs, à

l'occasion, n'altèrent en rien cette unité. Bien mieux ! la grande distinction entre le droit berbère et le droit arabo-berbère, si profonde par ailleurs, s'atténue ici, au point que, le plus souvent, les deux coutumes se confondent.

Peut-être trouverons-nous, plus loin, quand nous examinerons le rôle et la portée économiques de l'association agricole au Maghreb, l'explication de cette unité insolite. Pour l'instant nous nous contenterons de préciser les formes de l'association agricole dans le droit positif maugrebin et de mettre en relief ses dissemblances par rapport au vieux droit religieux. Pour éviter des redites inutiles, nous passerons sous silence les règles du *fiqh* qui ont survécu, laissant au lecteur le soin de se reporter à notre première partie.

Notes bibliographiques.

N° 46. Cf. Introduction, n° 3. — Texte cité : SNOUCK HURGRONJE, *Le droit musulman*, « Revue de l'Histoire des Religions », t. XXXVII, 1898, 13. — LAMBERT, *La fonction du droit civil comparé*, I, 284, 377 et s.

N° 47. SNOUCK-HURGRONJE, *Le droit musulman*, « Revue de l'Histoire des Religions », t. XXXVII, 1898, 21 et 22. LAMBERT, *La fonction du droit civil comparé*, I, 377 et s.

N° 48. LAMBERT, *La fonction du droit civil comparé*, I, 384, 386, 387. — Formation de la coutume : cf. MICELI VINCENZO, *La forza obbligatoria della consuetudine considerata nelle sue basi sociologiche et giuridiche*, Perugia, 1899.

N° 49. SAWAS PACHA, *Théorie du droit musulman*, II, 73, 74, 94, 95, SNOUCK-HURGRONJE, *Le droit musulman*, Revue de l'Histoire

des Religions, T. XXXVII, 1898, 188, Al-Malouy *Tohfât al-Qouddât*, trad. Michaux-Bellaire, in Archives Marocaines 1909, vol. IV, fasc. III, 290, 291, 320, IBN KHALDOUN, *Prologomènes*, trad. de SLANE, III, 6, IBN FARHOUN, *Tabcîrât Al-Houkkâm*, I, 53.

N° 50. SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, Archives Marocaines, 1905, vol. III, fasc. III, 331 à 334, Al-Malouy *Tohfât al-Qouddât*, trad. Michaux-Bellaire, Archives Marocaines, 1909, vol. XV, fasc. III, 289 à 293, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 136 à 139.

N° 51. SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, Archives Marocaines, 1905, vol. III, fasc. III, 334, 335, Al-Malouy *Tohfât al-Qouddât*, trad. Michaux-Bellaire, Archives Marocaines, 1909, vol. XV, fasc. III, 289 et s.

CHAPITRE PREMIER

LA MZARA'A (1)

Sommaire.

N° 52. *Mzâra'a* et *cherkâ*. Plan du chapitre.

I. — Premier groupe des contrats de société pour l'ensemencement.

§ 1. — *Khammâsâ*. — N° 53. Définition et généralités. — N° 54. Formation du contrat. — N° 55. Obligations du *fellâh*. — N° 56. Obligations du *Khammâs*. — N° 57. De l'*akhammâs* chez les Kabyles. — N° 58. Responsabilité. Contestations. — N° 59. Inexécution des obligations. Maladie, absence, décès, etc. — N° 60. Partage. — N° 61. Fin de la *khammâsâ*. — N° 62. *Akhammâs a'zri*.

§ 2. — Société au demi-quint (*nouç khoms*). — N° 63. Son utilité.

II. — Deuxième groupe des contrats de société pour l'ensemencement.

§ 1. — Contrats de la première forme licite de la *mouzâra'a*. — N° 64. Société *bel-ferâ*, *amriri*, *toucherka-n-tefellaht*.

§ 2. — Contrats des deuxième, troisième et quatrième formes licites de la *mouzâra'a*. — N° 65. Renvoi. — N° 66. *Kedhia'*. — N° 67. Variantes illicites. — N° 68. *Amenacef*.

(1) Forme vulgaire de l'expression littérale *mouzâra'a*. *Mou-sâqâ* et *moughârasâ* donnent respectivement : *msâqâ* et *mghârsâ*.

§ 3. — Formes spéciales. — N° 69. *Société bel-khobzá*. — N° 70. *Asedheref*. — N° 71. *Airi-n-temguert bouzguer*. — N° 72. *Thikchi-n-ezzeria*'.

III. — Coup d'œil rétrospectif. — N° 73. *Mouzâra'à* et *Mzâra'à*.
Différences.

Notes bibliographiques. 105

N° 52. Le terme lui-même de *mzâra'à* est peu usité. Dans la langue courante, il sert souvent à désigner une forme particulière du contrat. Mais l'appellation générique n'est guère connue que du petit nombre des lettrés. La masse ignorante des Maugrebins la remplace par l'expression, plus générale encore, *cherkâ*, société.

Le contrat se présente, en effet, sous des formes nombreuses et variées, si variées qu'il est parfois difficile d'en dégager les caractères distinctifs et de les ramener à la notion primitive. On peut dire qu'il n'est pas une seule combinaison que la pratique ne réalise d'une manière plus ou moins fréquente. Il n'est donc pas étonnant que bon nombre de ces formes n'aient point reçu de désignation particulière. Il est moins étonnant encore que les Maugrebins ne se soit pas contentés de l'expression *cherkâ*, commode mais vague. Le concept de société était, à la fois, trop général et trop obscur pour leur esprit simpliste et ils ont éprouvé le besoin d'en individualiser les formes les plus courantes.

Il nous est impossible d'envisager toutes les combinaisons de la *mzâra'à*. Ce serait, d'ailleurs, tomber dans le travers que nous avons si souvent reproché aux juris-

consultes musulmans. Nous étudierons seulement les formes les mieux définies et, en même temps, les plus pratiques. Pour la clarté de l'exposition, nous les classerons en deux groupes : dans le premier nous rangerons les contrats dans lesquels l'apport de l'un des associés consiste uniquement en main-d'œuvre ; dans le deuxième, les contrats dans lesquels les deux associés participent d'une autre manière quelconque à l'apport social. Cette classification se justifie en bonne logique : nous avons montré, dans notre première partie, que, sous la rubrique mouzàra'a, se trouvent confondues cinq formes de contrat arbitrairement choisies, dont quatre ont effectivement le caractère de société ; mais la cinquième, la khammàsà, bien que tenue par les jurisconsultes musulmans pour une société, participe en réalité de la société aussi bien que du louage d'ouvrage. Nous ne faisons ici que mettre à profit cette observation.

I

Le premier groupe, celui des contrats dans lesquels l'apport de l'un des associés consiste uniquement en main-d'œuvre, comprend la Khammàsà — ou société au quint — et la société au demi-quint (nouç khoms). Cette dernière forme est peu usitée. La khammàsà est, au contraire, le contrat de culture de beaucoup le plus important au Maghreb. Aussi a-t-il été réglementé par la coutume jusque dans ses moindres détails.

§ I. — *Khammâsâ*.

N^o 53. — L'un des associés, appelé fellâh (cultivateur) fait l'apport de la terre, des semences, des instruments aratoires, du cheptel, en un mot tout ce qui est nécessaire à la culture. L'autre, le khammâs-akhammâs chez les Berbères — parfois appelé aussi harrâth (laboureur) et a'zzâb (fermier) lorsque l'exploitation est éloignée de la demeure du fellâh — se charge de la main-d'œuvre moyennant une quote-part de la récolte. Cette part consiste, généralement, dans le cinquième des récoltes provenant des cultures d'automne, et le quart des récoltes provenant des cultures de printemps. Mais elle peut varier, être du tiers ou du quart, par exemple.

La société serait nulle, et remplacée par un louage d'ouvrage, si la part du Khammâs ne consistait pas dans une part des produits de la récolte, ou encore si cette part était fixée d'avance à une quantité déterminée de produits, par exemple un certain nombre de mesures de grains.

Le nombre des khammâs est déterminé par la superficie à exploiter. On prend généralement un khammâs par *sekkâ*, superficie que peuvent labourer deux bœufs pendant une saison de labour et variant, suivant les terrains, de six à dix-huit hectares. Cette mesure, dénommée aussi *djebdâ* ou *zouâdjâ*, prend en Tunisie, le nom de *mechââ*. Pendant les années de disette, un fellâh peut ai-

sément trouver cinq khâmmâs pour quatre sekkâs, voire même quatre pour trois. Le khammâs supplémentaire est alors chargé des soins à donner aux bêtes et remplace le khammâs malade ou absent.

A moins que leurs parcelles de terrain ne soient éloignées les unes des autres, il est rare que les khammâs d'un même fellâh travaillent isolément. Des arrangements interviennent entre eux, destinés à faciliter leurs travaux en organisant une coopération. Dans ce cas, les récoltes sont considérées comme un produit collectif, et partagées, non pas suivant le travail individuel de chacun d'eux, mais par tête. Le choix du khammâs semeur est alors réservé au fellâh, à cause de l'importance de ce travail.

Inversement, il n'est pas rare qu'un khammâs se lie avec deux propriétaires qui ont déjà conclu entre eux une société ayant pour objet le terrain qu'il cultivera. Très fréquemment aussi, l'un des deux associés prend un khammâs pour l'aider ou le suppléer.

N° 54. — Le contrat se forme par simple convention verbale et sans témoins spécialement requis. On n'en appelle que lorsqu'un prêt est consenti par le fellâh au khammâs, ou lorsque le contrat comporte des conditions exceptionnelles. En Kabylie, on ajoute la récitation de la première sourate du Qoran. Au Maroc, le contrat est souvent passé devant la djema'a. Il n'est guère rédigé par écrit que dans le cas où l'exploitation est située loin

de la demeure du fellâh, car il importe alors à ce dernier de toujours pouvoir établir sa propriété sur le cheptel et les instruments aratoires.

Aussitôt l'accord intervenu, le khammâs reçoit du fellâh un prêt-avance, appelé *sarmîâ* en Algérie, *moûnd* au Maroc, dont la composition et le montant sont déterminés par les usages locaux et qui consiste en argent liquide, en vêtements et en provisions de bouche. Les versements sont échelonnés sur les trois périodes principales de travail : labours, sarclage et moisson ; et lorsque la quotité des avances a été dépassée le fellâh peut refuser au khammâs tout crédit. Dans aucun cas les avances ne doivent porter intérêt. Cette pratique de la *sarmîâ*, d'un usage général au Maghreb s'explique par le complet dénuement des laboureurs à qui les avances permettent de vivre en attendant les récoltes.

Comme dans le droit religieux le contrat n'est rendu définitif que par un commencement d'exécution. Jusqu'à là, le lien de société n'a pas été noué entre les deux parties et le khammâs peut toujours reprendre sa liberté en restituant les avances. En revanche, aussitôt le travail commencé, il ne peut rompre la société formée qu'en perdant tout droit à son cinquième, et même à la valeur du travail effectué. Il y a pourtant, en Kabylie, quelques exceptions à ce principe de nécessité d'un commencement d'exécution. Ainsi le Kânoûn des Aït Fraouçen punit également d'une amende le fellâh qui, ayant promis de prendre quelqu'un pour akhammâs, ne le fait

pas, et celui qui s'engage comme akhammâs, puis refuse de tenir son engagement.

N° 55. Quand le lieu de l'exploitation est éloigné, il est d'usage que le fellâh aide le khammâs à y transporter ses bagages et ses provisions. La mesure de cette aide est soigneusement spécifiée dans le Code Tunisien des Obligations qui en fait un droit pour le khammâs.

Le lieu et le genre des cultures sont généralement stipulés et le khammâs a le droit de se refuser à exploiter tout autre terrain que celui mentionné au contrat. Dans le Nord du Maroc, le khammâs est tenu de labourer celle des terres du fellâh que celui-ci lui désigne, à condition qu'elle soit située dans le district.

C'est au fellâh qu'il appartient encore de donner au terrain la première préparation, c'est-à-dire de défricher. Dans certaines régions, le fellâh doit même enlever les quelques broussailles qui encombrant le terrain. Mais il peut s'exonérer de cette obligation en adjoignant au khammâs un aide appelé *mgâla'*. Il est alors considéré comme ayant deux khammâs, et ceux-ci se partagent trois dixièmes de la récolte. Cette coutume est plus particulièrement suivie dans le département d'Oran.

N° 56. Le khammâs doit, d'abord, arracher, couper et incinérer les herbes nuisibles. Il laboure, ensemence, soigne les bêtes à lui confiées, les nourrit aux frais du fellâh et les lui restitue aussitôt le travail terminé. Pen-

dant tout ce temps, il ne peut interrompre son ouvrage sans l'assentiment du propriétaire, sauf, en Kabylie, pour remplir ses devoirs de membre de la djema'a. La journée de travail, variable avec les saisons, dure du lever au coucher du soleil, avec une courte interruption pour les repas, et repos les vendredis et jours de fête. Au Maroc, il est d'usage d'accomplir les travaux en commun pour mieux en assurer la sécurité. Partout, d'ailleurs, les khammâs se partagent les travaux par équipes ; au bout de chaque semaine les équipes échangent leurs travaux.

Les labours terminés, le khammâs doit tous les travaux qui sont nécessaires avant la complète maturité de la récolte ; irrigation, clôture, surveillance des champs, protection des récoltes contre les oiseaux et animaux nuisibles, etc... Dans les intervalles que lui laissent ces occupations, il est libre de travailler ailleurs, s'il lui plaît. Au printemps il doit encore sarcler les cultures. Si les mauvaises herbes sont en trop grande quantité, le fellâh lui adjoint des ouvriers, des femmes le plus souvent, qui reçoivent pour salaire le produit du glanage.

Quand la maturité des récoltes est arrivée, le khammâs doit moissonner, préparer l'aire à battre, dépiquer, vanner, confectionner et garder les meules de foin et de paille, enfin transporter le grain dans les dépôts affectés à l'exploitation. Au commencement de la moisson le khammâs est seul à moissonner. Mais, dès la maturité complète de la récolte, des moissonneurs sont nécessaires

pour le seconder. Le salaire de ces derniers consiste souvent dans un prélèvement en nature effectué sur la récolte et supporté par les parties, chacune au prorata de ses droits. Plus rarement le salaire des moissonneurs est mis à la charge du fellâh ou du Khammâs.

En Oranie, le khammâs et le mgâtâ' ou khammâs auxiliaire moissonnent comme ils ont labouré, ensemble. Si le fellâh n'a point adjoint au khammâs un mgâtâ' pour les labours, il lui en doit toujours un pour les moissons et ce dernier reçoit comme paiement un dixième de la récolte. En Kabylie, le fellâh participe lui-même aux travaux de la moisson.

En cas de nécessité le khammâs est aidé par les moissonneurs dans la confection des meules et dans le dépiquage.

La garde de l'aire pendant la nuit, pour éviter l'incendie et le vol, est généralement assurée par le khammâs. Au Maroc, l'insécurité oblige à adjoindre au khammâs un ou plusieurs membres de la famille du fellâh.

Le khammâs ne doit aucun autre travail. L'ensilage est à la charge du fellâh. De même, le khammâs n'est point tenu de labourer la réserve du fellâh ni de faire aucune corvée de labour supplémentaire. Comme pour tous les travaux extraordinaires, un salaire lui serait dû.

N° 57. Chez les Berbères la situation de l'akhammâs est plus douce à bien des égards. Tout d'abord, le fellâh participe à certains travaux. Ainsi, lorsque la charrue a

fait son œuvre, le propriétaire travaille au désherbage avec l'akhammâs. Il en est de même pour tous les travaux qui se font à la pioche et ceux qui sont considérés comme accessoires : clôturé, dépiquage, emmagasinage, transport des gerbes du champ à l'aire. Si pourtant le fellâh a un mulet, le transport se fait à l'aide du mulet par les soins de l'akhammâs. En pays de plaine, le transport se fait par le ministère des *ineqqalen*, ouvriers agricoles, qui sont payés par prélèvement sur une partie de la récolte.

L'akhammâs, il est vrai, assume parfois des travaux qui ne lui sont pas, en général, impartis dans d'autres régions. C'est ainsi qu'il doit faire les labours nécessaires pour ameubler les vergers, à raison de trois façons pour les figuiers et deux pour les oliviers, sans avoir aucun droit à aucune part de la récolte des vergers ; mais l'akhammâs est nourri par le fellâh tout le temps que durent les travaux, et, le jour où l'on commence à atteler les bœufs, ce dernier envoie un repas pour toute la famille de l'akhammâs, qui, en outre, dîne avec lui les jours de fêtes religieuses et de distribution gratuite de viande (*timecheret*). L'akhammâs doit encore labourer la réserve (*a'zlad*) du fellâh ; mais, en revanche, celui-ci lui donne également une réserve et lui fournit bœufs et semence pour la cultiver. Il en est de même si l'akhammâs possède un morceau de terre labourable, chacun des trois labours qu'il est d'usage de donner à la terre ne dépassant pas une journée. S'il s'agit d'un verger

planté d'oliviers, le fellâh n'est point tenu de prêter ses bœufs.

Les avantages faits à l'akhammâs Kabyle sont donc, pour une part, la compensation de travaux supplémentaires ; pour l'autre part, ils s'expliquent par la difficulté des travaux accomplis en montagne. Dans les vallées, ou lorsqu'il n'y a point de vergers à cultiver, l'akhammâs n'est point nourri par le fellâh pendant les travaux.

N° 58. La responsabilité du khammâs est peu étendue. Il ne répond, ni de l'usure des instruments, consécutive des travaux, ni des cas fortuits, ni de la force majeure : grêle, gelée, inondation, sécheresse, incendie — mais, dans ces derniers cas, il perd sa part de récolte. En définitive, il ne répond que de la perte par sa faute dûment établie.

Les contestations qui naissent entre le fellâh et le khammâs — comme toutes celles qui naissent des contrats agricoles en général — sont tranchées par l'opinion des experts (*qawwâm*, *amîn*) choisis par les parties ou désignés par le cadî, lequel est peu au courant des usages agricoles. Au Maroc, un arbitre spécial le *chikh el-fellâhâ*, choisi par l'autorité, tranche spécialement avec l'aide des qawwâms, les contestations relatives à la culture des céréales.

N° 59. Lorsque, par suite de maladie, d'absence ou de toute autre cause, le khammâs se trouve empêché d'ac-

complir ses obligations, il doit se faire remplacer à ses frais. S'il n'a pas d'argent pour payer son remplaçant, le fellâh doit le lui avancer et la somme est prélevée sur la récolte. Si le khammâs ne se fait point remplacer, s'il met de la mauvaise volonté au travail, s'il cultive mal, s'il refuse de travailler, s'il vole, le fellâh a le droit de le licencier. Mais le khammâs conserve son droit à sa part de récolte, prélèvement fait des dépenses occasionnées par son départ. Dans certaines tribus kabyles, l'akhammâs perd tout droit à la récolte. Dans d'autres, il lui est accordé un franc par journée de travail. Parfois, on lui conserve sa part, mais on en retranche un franc par chaque journée de travail qu'il aurait dû faire. Enfin, dans la plupart des tribus kabyles, le fellâh a toujours le droit de renvoyer sans motif son akhammâs en lui remboursant le cinquième de la récolte du terrain par lui cultivé au moment du renvoi. Chez les Arabo-Berbers le fellâh ne peut congédier ainsi son khammâs. En revanche, ce dernier ne peut rompre à son gré l'association. Il lui faut achever les travaux nécessaires en cours d'exécution et restituer les avances qu'il a reçues. En Kabylie l'akhammâs qui abandonne son travail sans excuse est, en outre, frappé d'une amende.

Ni le décès du fellâh, ni celui du khammâs avant la récolte ne mettent fin au contrat. Les héritiers le continuent jusqu'au partage définitif. Ceux du khammâs doivent choisir parmi eux quelqu'un qui prenne la place du défunt et en assume les travaux. En cas de refus de

leur part, le bénéfice des travaux déjà exécutés est perdu. Si les héritiers sont en bas âge, une personne étrangère est chargée d'exécuter les travaux à leurs frais.

N° 60. Immédiatement après le dépiquage, sur l'aire même, la totalité de la récolte, prélèvement fait de l'impôt, parfois aussi d'une mesure de grain réservée pour les pauvres, se partage entre le fellàh et le khammàs dans une proportion variable. Généralement, le khammàs reçoit le cinquième des récoltes provenant de cultures d'automne, et le quart des cultures de printemps. Quand les khammàs sont plusieurs, la part qui leur revient dans la récolte se partage entre eux par tête. Dans certaines régions du département d'Oran cette part est de trois onzièmes. En Kabylie, la part des récoltes provenant de cultures de printemps est du tiers ; d'autre part, le fellàh concède parfois à l'akhammàs la jouissance d'un olivier et un panier de figues.

Sauf dans les montagnes où les pâturages sont rares, les khammàs n'ont généralement aucun droit à la paille et aux glanes dont le produit est pourtant important car, au Maghreb, la moisson se fait partout à la faucille. Les glanes sont souvent la rémunération du travail de sarclage accompli par les femmes au printemps. Les riches propriétaires les abandonnent gratuitement aux glaneuses ; les autres partagent à moitié avec elles. En Kabylie l'akhammàs prend le tiers, et même, dans cer-

taines tribus, la moitié du produit du glanage, des criblures et du grain resté sur le sol de l'aire.

N° 61. Après le partage, et restitution faite des avances reçues du fellâh, la société se trouve dissoute de plein droit et le khammâs peut évacuer les lieux ou conclure un nouveau contrat. La khammâsâ est généralement conclue pour un an, d'octobre à octobre, temps nécessaire pour faire les deux récoltes d'automne et de printemps. Il est de coutume de renouveler le contrat à la fin de l'été ; mais la tacite reconduction est le cas le plus fréquent.

Le fellâh reprend ses avances au khammâs par prélèvement sur la part de récolte de ce dernier. S'il n'est pas complètement désintéressé, le khammâs qui ne trouve ni argent ni caution est tenu, sous peine d'incarcération, de renouveler son contrat de société avec le même fellâh jusqu'à parfaite libération. Celui qui l'engagerait serait tenu de payer pour lui ou de donner caution au fellâh créancier, quand bien même il aurait ignoré la dette du khammâs et lui aurait déjà fait des avances. Au cas de refus, ce dernier devrait retourner au service de son créancier, sauf le recours du fellâh trompé.

Ce n'est là que l'application pure et simple des principes qui régissent en droit musulman la matière de la contrainte par corps. Mais une difficulté s'élève en Algérie, du fait de la loi du 22 juillet 1867, abolitive de la

contrainte par corps. Cette loi s'applique-t-elle aussi bien aux indigènes qu'aux Européens ? Bien qu'aux termes de l'article 2, alinéa final, du décret du 17 avril 1889, le juge doive tenir compte des coutumes et usages des parties dans l'interprétation des conventions et l'application des faits, la jurisprudence algérienne, après quelques hésitations, a jugé que le khammàs n'est point contraignable pour dette provenant d'avances à lui faites par le fellâh parce que, « dans les matières qui ne sont pas purement musulmanes, il ne saurait être admis d'usages « contraires au droit civil français » (trib. Blida, 28 mars 1889, « Journ. de la jurisp. de la Cour d'appel d'Alger « 1889-396 »).

Jusqu'à ces derniers temps l'Administration Tunisienne était venue en aide au fellâh, en lui permettant de demander au caïd l'emprisonnement du khammàs récalcitrant. Mais une circulaire de l'Ouzara du 19 mars 1910 (n° 23) a défendu aux caïds l'emploi de cette mesure administrative. Les affaires de ce genre devront être désormais déferées aux tribunaux régionaux.

N. 62. En Kabylie, il existe une autre catégorie d'akhammàs. C'est l'akhammàs a'zri, ou akhammàs serviteur, un véritable garçon de ferme dont les gages consistent dans une partie de la récolte. Il doit tout son temps au fellâh, qui est libre de l'employer à toute autre tâche que la culture, à condition d'en faire accomplir les travaux à ses frais. L'akhammàs n'est tenu que de sup-

porter les prélèvements en nature alloués dans les vallées aux ouvriers agricoles qui servent à transporter les gerbes.

La part de l'akhammas a'zri est d'un sixième de récolte pour les cultures d'hiver, et d'un quart pour les cultures du printemps. Par ailleurs, toutes les autres règles de la khammâsâ lui sont applicables.

§ 2. — *Société au demi-quint (nouç-khoms).*

N. 63. Enfin on rencontre parfois une autre variété d'association : la société au demi-quint (nouç-khoms), ainsi nommée parce que l'associé n'y a droit qu'au dixième de la récolte. C'est là, du reste, la seule différence qui la sépare de la khammâsâ. Cette forme de société n'est guère usitée que lorsque le khammâs est un jeune homme inexpérimenté dans la culture. La réduction de sa part représente une sorte de prime d'assurance contre les risques que court le fellâh en lui confiant ses cultures.

II

Le deuxième groupe des contrats de mzâra'â se distingue par une infinie variété. La plupart sont innomés, simplement désignés par l'appellation générique cherkâ

(société). Mais nous pourrions néanmoins en individualiser un certain nombre grâce au droit berbère où nous trouverons leurs symétriques ou similaires nettement distingués.

§ 1. — *Contrats de la première forme licite
de la mouzâra'd.*

N. 64. On se souvient que le droit religieux n'a admis tout d'abord la mouzâra'à que lorsque les associés fournissaient part égale dans tous les apports, moyennant part égale dans la récolte. Toutes les autres formes ne sont que des extensions tolérées.

Cette forme de société est spécialement dénommée « société au bœuf » (bel-ferd) lorsque deux cultivateurs, possédant un champ d'étendue à peu près égale, mais n'ayant respectivement qu'un bœuf de labour, s'associent, labourent ensemble leurs deux champs avec la paire de bœufs, fournissent par moitié le surplus des apports nécessaires à l'exploitation, et partagent la récolte dans la même proportion.

En Kabylie, le contrat prend le nom d'amriri. Il se nouait autrefois entre deux Kabyles de çofs (partis) différents, ou entre un Kabyle et un marabout, de manière à faire bénéficier chacun des associés de la protection de l'autre, et à garantir la culture commune de tout danger en cas de guerre. C'était donc une société avec assurance

mutuelle. Depuis la conquête cette utilité a disparu. Dans la langue berbère, pénétrée sur bien des points par l'arabisation, le vieux terme *amriri* s'est trouvé faire double emploi avec le mot arabe *cherkâ* et, de nos jours, il est oublié dans bien des tribus. Mais le contrat n'en est pas moins demeuré très pratiqué.

Quand les deux associés ne sont pas propriétaires du terrain de culture et le louent en commun, l'*amriri* devient la *toucherka-n-tefellaht*. Le loyer de la terre est alors prélevé sur la récolte avant le partage.

§ 2. — *Contrats des 2^e, 3^e et 4^e formes licites de la mouzâra'a.*

N° 65. Les 2^e, 3^e, 4^e formes licites de la *mouzâra'a* qui diffèrent seulement de la 1^{re} en ce que les apports des associés ne sont point de même nature, tout en demeurant de valeur égale, se rencontrent aussi dans la pratique. Nous n'aurions rien à ajouter ici aux règles posées dans la 1^{re} partie de cet ouvrage, si la quatrième forme n'était réglementée, en Kabylie, sous le nom de *Kedhia'*, par des dispositions spéciales.

N° 66. Le véritable *kedhia'* est le contrat par lequel un des associés s'engage à fournir la terre et la moitié de la semence, l'autre les bœufs, les instruments aratoires, le travail et le complément de la semence ;

moyennant quoi, deux cinquièmes de la récolte sont attribués au premier et trois cinquièmes au second. Lorsque la terre doit être cultivée en *bechnâ* (millet), le maître de la terre n'a droit qu'au tiers de cette récolte qui exige des soins spéciaux. D'autre part, il arrive souvent que l'associé ne fournit pas personnellement la main-d'œuvre et en charge un akhammâs moyennant le tiers de la part qui lui revient. Enfin, l'une des parties fait souvent à l'autre, pour la durée de la convention, l'avance de la semence, pratique usitée d'une manière générale dans tout le Maghreb.

Le transport des récoltes du champ jusqu'à l'aire se fait à frais communs, au moyen d'ouvriers agricoles qui sont rétribués en nature et nourris par l'associé chargé de la main-d'œuvre.

Les criblures, le produit du glanage et les grains restés sur le sol de l'aire se partagent dans la même proportion que la récolte. Si le travail est fait par un akhammâs, celui-ci a droit à la moitié des criblures, des glanes et du fond de l'aire. Le reste se partage entre les deux associés.

La durée du contrat est d'une saison de culture, sauf au cas de défrichement. Le Kedhia' se prolonge alors deux années, et même plus, suivant les conventions. Il n'y a jamais renouvellement tacite.

Si l'associé chargé de la main-d'œuvre meurt, et si ses héritiers ne présentent point des garanties suffisantes, l'autre associé peut restreindre le contrat à la

portion de terrain déjà cultivée. Il a le même droit envers son associé si celui-ci est en demeure de remplir ses engagements, ou si son travail n'est pas satisfaisant.

Les apports des associés, et, par suite, le mode de partage de la récolte, sont susceptibles de varier avec les tribus. Parfois, l'un des associés ne fournit que la terre et n'a droit qu'au tiers des grains, quelquefois même au cinquième. Ou bien, il fournit le terrain et toute la semence, et reçoit, en échange, les deux tiers de la récolte ou les quatre cinquièmes suivant les tribus. Ces deux dernières variantes du *kedhia'* sont illicites d'après les principes du droit musulman.

De même que l'*amriri*, ce contrat n'est plus connu que sous l'appellation générique de *cherká* dans une partie de la Kabylie.

N° 67. Les 2^e, 3^e et 4^e formes de la *mouzâra'a* présentent dans la pratique un grand nombre de variantes, illicites dans le droit religieux, mais qui n'en sont pas moins usitées parmi les populations maugrebines. Elles se caractérisent par le partage à moitié de la récolte, qui les fait uniformément dénommer : *cherká ben-nouç* (société à moitié).

C'est, tout d'abord, la société dans laquelle l'un fournit la terre, et l'autre, la semence, les outils et le cheptel. Les associés procèdent ensemble aux travaux de culture mais prennent plus généralement un *khammâs*. Ils

se partagent alors les avances à faire à celui-ci, ainsi que la surveillance des travaux, la garde et le glanage. Après prélèvement de l'impôt et du quint dû au kham-mâs ils se partagent la récolte par moitié.

Souvent, aussi, le propriétaire de la terre possède les semences et veut participer à la culture, mais instruments et bœufs lui manquant, il recherche un associé qui puisse lui en faire l'apport.

Ou bien encore, l'un fournit les instruments et les bœufs, l'autre la semence ; et chacun fournit la moitié du terrain à cultiver.

Enfin, il arrive que le propriétaire se contente de fournir son terrain et que l'associé soit obligé de labourer avec ses bêtes et d'ensemencer avec son grain ; ou bien, à l'inverse, que l'un des associés se contente de fournir la semence et que l'autre fournisse le terrain, labour et travail. Mais c'est le cas le plus rare. Il n'y a qu'un cultivateur dans le besoin pour consentir des conditions aussi onéreuses, puisque, le propriétaire dans le premier cas, le prêteur de semence dans le second, ne fournissent, ni le travail, ni les bêtes et n'en prélèvent pas moins la moitié de la récolte. Généralement, chacun des associés fournit la moitié de la semence.

N° 68. L'ameñacef est, en droit kabyle, une autre variante illicite de la société à moitié. L'une des parties fournit la terre, la moitié de la semence et le travail, l'autre la deuxième moitié de la semence et les bœufs.

La récolte se partage également, ainsi que les grains et la paille.

La nourriture des bœufs est à frais communs pendant les labours. Si l'un des animaux vient à mourir, la perte en est supportée par le seul propriétaire ; mais ce dernier n'est pas obligé de le remplacer, et l'amenacef se trouve restreint à la partie du terrain déjà cultivée.

L'amenacef est régi par les mêmes règles que le kedhia', en ce qui concerne l'avance des semences, le décès de l'un des associés et l'inexécution du contrat.

L'amenacef peut recevoir quelques modifications. Parfois, un seul des associés fournit toute la semence ; ou bien le maître des bœufs coopère à la culture. Dans ce cas, la répartition de la récolte est réglée par la convention des parties.

§ 3. — *Formes spéciales.*

Ce sont : la société bel-khobzâ, l'asedheref, l'aïri-ntemguert-bouzguer et la thikchi-n-ezzeria'.

N° 69. La société bel-khobzâ (pour le pain) est le contrat dans lequel l'un des associés fournit la terre, l'autre les bêtes de labour, les instruments aratoires et la main-d'œuvre. Cette société coïncide donc avec une des formes du kedhia' kabyle. Le maître de la terre a droit seule-

ment au « pain » (khobzà), c'est-à-dire, au cinquième des récoltes provenant de cultures de printemps.

Cette forme de société convient particulièrement au propriétaire qui se désintéresse de la culture de sa terre. Il n'est, d'ailleurs, pas rare que son associé ne cultive point par lui-même et prenne khammàs.

N° 70. L'asedheref a une physionomie toute kabyle.

L'une des parties s'engage à prêter une somme d'argent à l'autre et à fournir, en outre, une paire de bœufs et la moitié de la semence. L'autre associé fournit la terre, le reste de la semence et une paire de bœufs. Le travail est accompli en commun et la récolte se partage par moitié, ainsi que la paille.

Les intérêts engagés sont considérables puisque les cultures exigent deux paires de bœufs. D'autre part, il est nécessaire de constater le prêt. Aussi le contrat est-il passé devant témoin. L'accord intervenu, on récite la lère sourate du Qoran.

Les bœufs de labour périssent pour le compte de leur propriétaire qui doit les remplacer ; sinon, la récolte se partage dans la proportion des labours exécutés par chacune des parties.

L'argent prêté ne produit pas d'intérêts. L'apport de la terre est censé en représenter le montant.

La durée du contrat est, en principe, limitée à une année ; mais elle se prolonge tant que le prêteur n'a pas été remboursé. Dans beaucoup de tribus kabyles ara-

bisées l'asedheref est maintenant confondu avec les autres formes de sociétés agricoles dans l'appellation générique *cherkâ*.

N° 71. L'*aïri-n-temguert* bouzguer (prêt du cou du bœuf) se forme entre deux Kabyles dont chacun dispose d'une étendue de terrain inférieure à une *thaïouga* (étendue de terrain que peuvent labourer deux bœufs pendant une saison) et dont l'un seulement possède une paire de bœufs. Chacun des associés fournit la moitié de la semence et du travail. La récolte — paille et grain — se partage par moitié.

L'un des bœufs est à la charge de l'associé non propriétaire pendant tout le temps des labours. S'il vient à mourir par sa faute il en doit la valeur.

Le maître des bœufs fournit, en général, moins de terre que son associé, ou reçoit de lui, en prêt, une certaine somme d'argent. Dans ce dernier cas, l'*aïri* se contracte dans la même forme que l'asedheref, c'est-à-dire par devant témoins et avec récitation de la *fât'hâ*. Le prêt n'est d'ailleurs en aucun cas une condition essentielle du contrat.

La durée de l'*aïri* n'est jamais que d'une année. Si le prêt n'est pas remboursé, la société ne continue pas comme l'asedheref.

N° 72. La *Thikchi-n-ezzaria'* (société pour la semence) se contracte fréquemment, non seulement en Kabylie

mais partout dans le Maghreb où elle est souvent appelée *cherkâ-bel-mzâra'a*. Elle est pourtant prohibée par la loi religieuse, et reprouvée comme forme d'usure par l'opinion publique.

L'un des associés fournit la terre, les bœufs, les outils et la main-d'œuvre. L'autre fournit simplement la semence, et reçoit en partage le tiers de la récolte, ou bien prélève la semence puis reçoit le quart de la récolte.

La durée du contrat est d'une année.

III

N° 73. De la mouzâra'a à la mzâra'a les différences sont sensibles. On peut les résumer en disant qu'en passant du *fiqh* à l'ouf, du droit religieux au droit coutumier, le domaine du contrat s'est tout à la fois rétréci et élargi.

Dans le droit religieux, il est difficile de limiter d'une manière précise le champ d'application de la mouzâra'a.

Et si nous l'avons définie, dans notre première partie, « la société pour l'ensemencement et la culture », c'est parce que nous avons nous-même envisagé l'hypothèse d'une mouzâra'a ayant pour objet « non point des cé-
« réales, mais des plantes qui se dépiquent ou prennent
« par boutures ; légumes, oignons, poireaux, cannes

« à sucre, plantes aromatiques, etc... » Certains auteurs du rite hanéfite admettent même que la mouzàra'à peut s'étendre aux arbres. Pour ceux-là, la Moughàrasà n'est licite que si le propriétaire conserve son terrain, et si les associés se partagent simplement les arbres et les fruits. Or, il n'y a ici que l'apparence d'une moughàrasà. Il y a, en réalité, une mouzàra'à dans laquelle les arbres tiennent lieu de semences, et ces mêmes arbres et leurs fruits sont considérés comme les produits à partager.

Dans le droit coutumier, au contraire, le contrat a son objet nettement défini. La mzàra'à est la société pour la culture des céréales. C'est l'association de grande culture. Par contre, à l'intérieur de ces limites, le domaine du contrat s'est étendu. On peut dire qu'il a regagné en profondeur ce qu'il avait perdu en largeur. L'arbitraire qui avait présidé au choix des formes licites a disparu. L'égalité des apports, leur équivalence et leur proportionnalité à la part des associés dans la récolte, tous ces principes également chers aux docteurs musulmans ne sont plus respectés. Plus de formalités pures : exigence du mélange des semences ou prononciation du mot cherkà (société) ; plus d'entraves gênantes à la volonté souveraine des parties. Dans la mzàra'à la forme licite avoisine sans distinction l'illicite.

Notes bibliographiques du Chapitre premier

N° 52. Cf. 1^{re} partie, n° 24.

N° 53. Cf. 1^{re} partie, n° 13. C. T. O. C., art. 1369, 1370, SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 343. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 459. SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 344, C. T. O. C. art. 1371. BEN CHOAÏB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemçen*, 13. La Tunisie, 43. BEN CHOAÏB, *op. cit.*, 13, Décret du 25 çafar 1291 (13 avril 1874), art. 11, in. ZEYS, *Code annoté de la Tunisie*, I, 7., BEN CHOAÏB, *op. cit.*, 14, 15. SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 343.

N° 54. MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les tribus arabes de la vallée du Lekkous*, 287, SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 341. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 457. BEN CHOAÏB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemçen*, 20, 15. DESPARMET, *Arabe dialectal*, 2^e partie 124, de VIALAR, *Les Beni Messaoud*, 299, C. T. O. C. art. 1387, SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 345, 346, MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *op. cit.*, 287, 288. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 457, MASQUERAY, *Formation des cités chez les peuplades sédentaires de l'Algérie*, Thèse-Lettres, Paris, 1886, 280, 286; cf. un acte de prêt-avance à un Khammâs dans MOHAMMED ETTOUATI, trad. ABRIBAT, 174, 175. SALMON et BRUZEUX, *op. cit.* 345, 346, BEN CHOAÏB, *op. cit.*, 15, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 457 et note 3.

N° 55. Décret du 25 çafar 1291, art. 36 et 48 in ZEYS, *Code annoté de la Tunisie*, I, 7 et s..., C. T. O. C. art. 1376, de VIALAR, *Les Beni Messaoud*, 299, 300. SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 344. DELPHIN, *Recueil de textes pour l'arabe parlé*, 172, de VIALAR, *Les Beni Messaoud*, 300.

N° 56. C. T. O. C. art. 1376, 1378, BEN CHOAÏB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemçen*, 13, 14, 18, 20, 21, DESPARMET, *Arabe dialectal*, 2^e partie, 124, MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les tribus arabes de la vallée du Lekkous*, 288, 299, 291, SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 346 à 349, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 458, 461, DELPHIN, *Recueil de textes pour l'arabe parlé*, 175. C. T. O. C. art. 1376,

1386, BEN CHOËB, *op. cit.*, 19, DESPARMET, *op. cit.*, 124, 125, SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 347. BEN CHOËB, *op. cit.*, 19, DESPARMET, *op. cit.*, 124, 125. SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 347, 348, C. T. O. C. art. 1385, KEBAILI, *Notes de l'agriculture du caïdat de Sousse*, Bulletin Direct. agriculture, VI, 1901, 267, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 458, DELPHIN, *op. cit.* 172, BEN CHOËB, *op. cit.*, 20, 21, MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *op. cit.*, 289, 291, SALMON et BRUZEUX, *op. cit.* 347 à 349. C. T. O. C. art. 1377, 1378, cf. 1^{re} partie. nos 16, 29, 36.

N° 57. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 458 à 460. Cf. également de VIALAR, *Les Beni Messaoud*, 299, 300.

N° 58. SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 349, C. T. O. C. art. 1383, SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 335, 336. Sur l'institution des *qawwam*, cf. encore Al-Malouy. trad. MICHAUX-BELLAIRE, « Archives Marocaines 1909 », vol., XV, fasc. III, 292, 293 et SALMON, *Les Fahcy*, « Arch. Maroc. 1904 », N° 2, 217 ; Sur l'*amin*, cf. BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières*, 39.

N° 59. BEN CHOËB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 16, 17, DESPARMET, *Arabe dialectal*, 2^e partie, 124, C. T. O. C. art. 1380, 1381, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 460, 461, MASQUERAY, *Formation des cités chez les peuplades sédentaires de l'Algérie*, Thèse-Lettres, Paris, 1886, 267, 279, 286. BEN CHOËB, *op. cit.*, 22, C. T. O. C. art. 1394, SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 350, 351, MASQUERAY, *op. cit.* 314, 319, HANOTEAU et LETOURNEUX, II, *La Kabylie*, II, 461. SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 351.

N° 60. BEN CHOËB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 22, 23, DESPARMET, *Arabe dialectal*, 2^e partie, 125, SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 351, C. T. O. C. art. 1389, BOYER-BANSE *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, Paris, 1902, 109, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 459, 460. SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 351 à 353, MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les trib. arabes de la vallée du Lekkous*, 290, KEBAILI, *Notes sur l'agriculture du caïdat de Sousse*, Bulletin Direction agriculture, VI, 1901, 267, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 459.

N° 61. SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit cou-*

tumier du Nord-Marocain, 353, BEN CHOAÏB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 23, C. T. O. C. art. 1393, DESPARMET, *Arabe dialectal*, 2^e partie 124. Décret du 25 çafar 1291, art. 30, 31, 35, dans ZEYS, *Code annoté de la Tunisie*, I, 7 et s....., Décret du 14 Moharram 1304 (12 octobre 1886) dans BOMPARD, *Législation de la Tunisie*, II, et note I, SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 353, MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les tribus arabes de la vallée du Lekkous*, 287, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 460, C. T. O. C. art. 1372. LARCHER, *Législation Algérienne*, I, n° 389, p. 679, DESPARMET, *Arabe dialectal*, 2^e partie 125, cf. DURIEU de LEYRITZ, *La contrainte par corps en matière musulmane*, « Rev. Alg. et Tunis. de législation et de jurisprudence », 1894, I, 73 et s.....

N° 62. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 462.

N° 63. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 354, 355.

N° 64. Cf. 1^{re} partie, n°s 13 et 12. SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 339. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 450, 451, II, 457.

N° 65. Cf. 1^{re} partie n° 13 et Décret du 25 çafar 1271, art. 14, 18, 19, 19 et 15 dans ZEYS, *Code annoté de la Tunisie*, I, 7 et s.....

N° 66. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 451 à 453.

N° 67. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 355, 356. DELPHIN, *Recueil de textes pour l'arabe parlé*, 174, note 3.

N° 68. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 453 454 ; cf. également Décret 25 çafar 1291, art. 13 dans ZEYS, *Code annoté de la Tunisie*, I, 7 et s.....

N° 69. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 357.

N° 70. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 455.

N° 71. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 455, 456.

N° 72. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 456, de VIALAR, *Les Beni-Messaoud*, 302.

N° 73. Cf. 1^{re} partie n°s 21, 14 Mohammed el Kassar et Mahmoud ben Mahmoud. *Note sur le contrat de moughârasâ*, in, « Journ. des trib. tunisiens », 1904, 232, 233. Cf. 1^{re} partie, n°s 13, 14, 13.

CHAPITRE II

LA MSAQA (1)

Sommaire

N° 74. Généralités. — N° 75. Preuve. — N° 76. Apport de l'associé principal. — N° 77. La main-d'œuvre. — N° 78. Le partage. — N° 79. Risques. — N° 80. Fin de la société. — N° 81. Différence entre la msâqâ et la mousâqâ. — N° 82. Elargissement de la notion de mousâqâ. — N° 83. Pénétration de la mzâra'â et de la msâqâ.
Notes bibliographiques 119

N° 74. Les expressions *mzâra'â* et *msâqâ*, d'ailleurs symétriques, ont suivi la même fortune. La dernière, comme la première, est tombée en désuétude. Impuissante à traduire à elle seule le lien de droit qu'elle recouvre habituellement, elle a été remplacée par le terme générique *cherkâ* (société) et chacun des associés a été appelé *chrik*. Ces appellations, trop compréhensives, demandaient à leur tour une précision. La langue courante

(1) Forme vulgaire de l'expression mousâqâ.

en a alors usé à l'égard de la msâqâ comme de la mzâra'a. L'associé chargé de la main-d'œuvre, qui reçoit généralement le quart des produits (*rob'a*), a été appelé *rebbâ'* ; puis, le contrat est devenu la *rebbâ'd*, appellation qui lui est demeurée acquise alors même que la rémunération de la main-d'œuvre est moindre ou supérieure au quart. Mais ce nom de *rebbâ'* est plus particulièrement donné au jardinier, cultivateur de légumes. L'associé pour la culture des vergers, dont la part est très variable, est simplement appelé *chrik* et l'association : *cherkâ bennouç*, *beththolth*, etc... (société à moitié, au tiers, etc...) Enfin, l'entretien des palmiers est généralement rémunéré par le cinquième de la récolte, d'où le nom de *khammâs* donné à l'associé pour cette culture.

En Kabylie, la société est dénommée *thanat't'afth* ou *tha'mmalth* (tromperie, moquerie) parce que le maître de la culture est toujours censé être dupé par son associé.

N° 75. Le contrat se forme, en général, sans témoins et sans écrit. Chaque contrée a ses usages particuliers auxquels sont censées se soumettre les parties, en l'absence de stipulations spéciales, et auxquels on se réfère au cas de contestations sur les clauses du contrat. Pourtant, dans le Nord-Marocain où l'éducation juridique des populations est relativement avancée, le contrat est habituellement constaté par écrit.

N° 76. Le fellâh apporte à la société le terrain de culture et tout ce qui est nécessaire à l'exploitation : bêtes de labour et de trait, instruments de travail, sementes, etc... Il remplace le matériel usé et les bêtes mortes ou malades et subvient, d'une manière générale, aux dépenses d'entretien de l'exploitation. Il doit, enfin, faire à son associé des avances consistant en grains et en vêtements, dont la quantité est réglée par la coutume et qui lui permettront de vivre en attendant la récolte. Aux grandes fête religieuses, il est parfois d'usage qu'il fasse au même associé des dons en nature, par exemple, un mouton pour *a'ïd-el-kbîr*.

Quand l'associé peut attendre la récolte sans recourir aux avances du fellâh, il obtient des conditions plus avantageuses de partage.

N° 77. L'associé doit donner ses soins à la terre et aux arbres, comme le ferait le propriétaire lui-même. Il doit fumer, irriguer, enlever les mauvaises herbes, tailler, élaguer, émonder, greffer les arbres à fruits, féconder les dattiers et les autres arbres de même nature, moissonner, dépiquer, veiller à la conservation des récoltes. Sauf les lendemains des nuits de garde et les vendredis et jours de fêtes musulmanes, il doit travailler du lever au coucher du soleil. Il cueille les fruits et les légumes arrivés à maturité et en fait part à son associé, si celui-ci désire les recevoir en nature, ce qui est le cas le plus fréquent. Sinon, il lui faut encore porter au marché les produits,

frais ou préparés par lui : figues, raisins secs, etc... et les vendre pour en partager ensuite le prix. A ce sujet le contrat contient souvent des stipulations particulières qui exonèrent plus ou moins le preneur des frais de transport ; par exemple, il est convenu que le propriétaire lui fournira une bête de somme pour transporter les produits au marché. Mais, en l'absence de toute clause additionnelle, les frais sont à sa charge.

L'associé est encore tenu d'accomplir, outre les travaux de culture, tous ceux que nécessite le service immédiat de l'exploitation, comme : curer les canaux et rigoles d'irrigation, entretenir les murs en terre, soigner les animaux qui lui ont été confiés, réparer leurs harnachements, etc... Tous les travaux autres que ceux d'entretien proprement dits doivent lui être payés.

S'il met de la négligence à exécuter ses obligations, un ouvrier choisi par le maître de la terre accomplira sa besogne à ses frais. S'il y a empêchement, par suite de maladie ou impossibilité d'exécuter seul le travail entrepris, il est tenu de se faire remplacer ou aider, toujours à ses frais.

Avec l'assentiment du fellâh, qui peut s'y opposer, l'associé peut céder tout ou partie de son contrat ; il répond alors de son remplaçant. Mais il ne peut, ni céder sa part avant la récolte, ni constituer nantissement sur cette part.

N° 78. Les droits des parties sur les récoltes varient

suivant la région, l'espèce, la qualité des cultures et les difficultés d'exploitation.

La part du rebbâ', cultivateur de légumes, oscille de la moitié au quart. Il en est de même, en général, pour le partage des fruits ; mais cette part est diminuée pour certains arbres dont la récolte n'arrive à maturité que l'hiver : oliviers, citronnier, mandariniers, orangers. Elle descend alors jusqu'au huitième, et même au douzième et au seizième.

Enfin, la culture des palmiers suit encore un régime à part. Autrefois, le khammâs devait partout toucher le cinquième des dattes en échange de son travail — d'où son nom — et, dans bien des régions, ces conditions n'ont pas changé. Dans d'autres, comme le Djerid, cette part est descendue au huitième ; mais elle est, en réalité, relevée d'une manière sensible par un certain nombre de rétributions supplémentaires : dattes tombées par l'effet du vent, régimes de dattes rémunérant en sus les travaux extraordinaires du khammâs pendant la cueillette, dattes abandonnées après la récolte, etc... Dans le Mzab, au contraire, la part du khammâs s'est de beaucoup relevée, par suite de la difficulté des cultures et de la rareté de la main-d'œuvre. Elle varie de la moitié aux quatre cinquièmes de la récolte.

Le partage se fait généralement en nature. Lorsque les associés sont d'accord pour vendre les fruits et les légumes, chacun d'eux se réserve le droit de prélever sur la récolte les produits nécessaires à leur alimentation.

Le surplus est vendu et le prix partagé entre eux. Le fellâh à qui son associé doit de l'argent pour avances à lui faites a le droit de rétention jusqu'à paiement complet ou cautionnement. Il peut, d'autre part, obliger le même associé à continuer la société jusqu'à complète libération de sa dette. L'associé qui s'y refuserait y serait contraint par corps en pays non occupé par les Français.

Le bois provenant de la taille des arbres se partage dans les mêmes proportions que la récolte, à moins que ce travail n'ait été fait par un ouvrier au compte du fellâh, auquel cas le bois revient tout entier à ce dernier.

Quand le terrain de culture est étendu, le fellâh prend plusieurs associés qui travaillent en commun. La part qui représente la rémunération de la main-d'œuvre se partage alors entre eux par tête.

Les impôts et les charges publiques sont, le plus souvent, prélevés sur la récolte avant le partage, quelquefois payés par le seul propriétaire.

N° 79. La perte totale de la récolte par cas fortuit est supportée par les deux associés. La perte partielle se répartit entre eux au prorata de leurs droits dans le partage. Si la perte partielle est due à la négligence ou la faute du preneur, la valeur en est prélevée sur sa part.

Les contestations qui s'élèvent entre les parties sont tranchées par des arbitres (qawwâms) désignés par le cadi.

Dans le Nord du Maroc il existe même un arbitre spécialement chargé des contestations qui s'élèvent à propos des contrats de *msâqâ*. C'est le *chikh al-fellâh't al-Kho-dhrâ*.

N° 80. Dans les conditions ordinaires, le contrat est conclu pour une durée d'une année et renouvelable au gré des parties. Il y a tacite reconduction quand le propriétaire laisse, sans opposition, l'associé labourer le verger ou piocher le jardin. Dans la pratique, le contrat se renouvelle souvent ainsi et, dans certaines régions, il n'est pas rare de le voir durer dix à quinze ans.

Le contrat prend également fin par le commun accord des parties, la destruction de la totalité ou de la majeure partie du fonds, et l'impossibilité où se trouve l'associé d'exécuter le contrat et de trouver un remplaçant. Mais, dans ce dernier cas, le preneur a droit à une rémunération proportionnelle au travail accompli. Si même l'empêchement survient au moment où la maturité des fruits est commencée, il a droit à sa part de récolte.

La mort de l'associé dissout la société si aucun des héritiers ne prend sa place. Dans ce cas, si l'on constate, après le règlement de comptes, que le défunt a touché une quantité de produits dont la valeur est supérieure à son travail, ses héritiers sont tenus à restitution.

La mort du *fellâh* ne met point fin au contrat et la société continue avec les héritiers.

N° 81. On peut, maintenant, se rendre compte des différences qui séparent la msâqâ de la mousâqâ, le droit coutumier du droit religieux.

Sévère aux contrats aléatoires, la doctrine musulmane avait rigoureusement limité son champ d'application à l'entretien des cultures arbustives à tige ligneuse persistante — exceptionnellement des cultures potagères. Le droit coutumier a brisé ce cadre étroit, rompu les barrières élevées par les docteurs, élargi le domaine de la mousâqâ. La msâqâ s'y applique à tous les arbres fruitiers et à toutes les plantes potagères; en Kabylie, on contracte même la thanat't'afth pour l'exploitation des forêts de chênes à glands doux et des prairies. Elle ne se borne plus à l'entretien des plantations déjà levées, dont le maître ne peut continuer à s'occuper; elle comprend leur culture proprement dite, si bien que l'on va parfois jusqu'à contracter msâqâ pour la formation d'une pépinière.

La coutume a, par ailleurs, adouci la rigueur de certaines règles. Ainsi nous l'avons vue dissoudre la société quand l'associé est empêché de travailler et dans l'impossibilité de trouver un remplaçant, mais lui accorder, en ce cas, la rémunération de son travail que lui refuse la doctrine. A ce même associé, elle donne encore droit à sa part de récolte lorsqu'il est empêché d'exécuter ses obligations au moment où la maturité de la récolte est déjà commencée, alors que le droit religieux le lui refuse et n'oblige le fellâh à lui donner aucune compensation.

Enfin, la pratique des avances a introduit dans la msâqâ un élément juridique de nature étrangère au contrat. Et cette combinaison fréquente de la msâqâ avec le prêt de consommation, si elle n'en altère point la notion, n'en apporte pas moins à la situation respective des parties des modifications considérables.

N° 82. Il y a plus encore. Le contrat que nous venons d'étudier constitue la forme courante de la msâqâ, la msâqâ-type. Malgré quelques différences il ne s'éloigne point, quant au fond, de la mousâqâ du droit religieux. Il reste dans sa nature, un colonage partiaire ; et c'est pourquoi nous lui avons conservé la dénomination de msâqâ, peu employée dans le langage courant. Mais il existe d'autres formes de msâqâ, moins fréquentes, moins usitées, sans doute, mais qu'il nous est impossible de passer sous silence, précisément parce qu'elles accusent davantage le curieux phénomène d'éloignement du droit coutumier par rapport au droit religieux, de la pratique par rapport à la doctrine. Ces formes se caractérisent, en effet, par une altération de la notion primitive de la mousâqâ. Les unes sont de véritables sociétés, par exemple : le fellâh participe aux travaux de culture et son associé fournit, outre la main-d'œuvre, un apport plus ou moins considérable, des bêtes, la semence. Parfois, au contraire, la msâqâ se rapproche du louage d'ouvrage : ainsi, l'associé doit partager son temps entre les travaux de culture et le service de son associé dont il

est, par conséquent, une sorte de serviteur. Sa situation est alors comparable à celle de l'akhammàs a'zri.

N° 83. Nous avons déjà dit que, dans sa nature juridique, la mousâqâ ne se sépare en rien de la cinquième forme licite de la mouzâra'â, toutes deux participant, à la fois, de la nature du louage de service et de la société.

Dans le droit coutumier les contrats de mzâra'â et de msâqâ en arrivent aisément à se pénétrer réciproquement, et l'on rencontre telles cultures à part de fruits qu'il est difficile de faire entrer dans le domaine de l'un plutôt que de l'autre.

Étymologiquement et historiquement, la mousâqâ est le contrat d'irrigation. Mais, dans certaines régions du Maghreb, les céréales elles-mêmes ne peuvent être cultivées que si elles sont arrosées et les fellâhs exigent souvent de leurs associés qu'ils emblavent une partie de la terre, jardin ou verger. La circonstance que des céréales sont cultivées par irrigation, et dans un verger ou un jardin, n'est-elle pas susceptible de déterminer la nature du contrat intervenu entre les parties ? En d'autres termes, n'y a-t-il pas ici msâqâ et non mzâra'â ?

A l'inverse, il existe à peu près partout, au Maghreb, de grands champs de pastèques, melons et courges, appelés *behîrâ* et, dans certaines régions *sânîâ*, labourés et ensemencés, au printemps, suivant des conventions obéissant presque identiquement aux règles du contrat

de Khammâsâ, sur lequel ces conventions sont, d'ailleurs, le plus souvent greffées. Quand les labours d'automne sont terminés, le khammâs procède à de nouveaux labours ; parfois, même, un ou deux khammâs sont détachés d'une exploitation à cette fin, et récoltes de printemps et d'automne se partagent entre tous. Quand la culture des behirâ est l'objet d'un contrat spécial, les apports des parties sont les mêmes que dans la Khammâsâ, la pratique des avances est également suivie, enfin la part du *bahhâr* varie du sixième au tiers. La culture du tabac appelle les mêmes remarques. Etant donné que la doctrine musulmane, elle-même, a de bonne heure admis que l'irrigation n'est point une condition essentielle de la mousâqâ, il nous semble difficile de considérer comme une msâqâ la société formée pour la culture du tabac ou d'une behirâ.

Pratiquement la controverse n'offre pas plus d'intérêt qu'elle ne souffre de difficulté. Chaque culture obéit à des usages locaux fortement enracinés, auxquels les parties contractantes se réfèrent tacitement, et les modifications que celles-ci apportent à la coutume font toujours l'objet de stipulations particulières.

Il est, au contraire, important de bien marquer la pénétration de la msâqâ dans le domaine de la mzâra'â, car elle accuse le caractère factice de la distinction faite par les docteurs musulmans entre la mouzâra'a et la mousâqâ. La mzâra'â et la msâqâ se rejoignent dans le droit positif maugrebin en une véritable échelle de so-

ciétés agricoles formée de deux séries de nature et de régime juridiques légèrement différents.

Notes bibliographiques du Chapitre deuxième.

N° 74. SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 378 ; MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les tribus arabes de la vallée du Lekkous*, 294 ; MASSELOT, *Les dattiers des oasis du Djerid*, 143 ; CHARLET, *Les palmiers du Mزاب*, 73. — HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 444 et note 1.

N° 75. C. T. O. D. art. 1399, 1400, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 445, 446, SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 378.

N° 76. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 378 ; MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les tribus arabes de la vallée du Lekkous*, 294 et s. ; BEN-CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 25, 26, 32, C. T. O. C. art. 1403.

N° 77. BEN-CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 27, 31, 32, 34, C. T. O. C. art. 1403 ; SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 382, 378, 380 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 445. ; BEN-CHOAIB, *op. cit.*, 27 ; MASSELOT, *Les dattiers des oasis du Djerid*, 143, C. T. O. C. art. 1408.

N° 78. MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les tribus arabes de la vallée du Lekkous*, 294 et s. ; SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 378, 379 ; BEN CHOAI, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 26, 27, 28 ; R. MARÈS, *Notice agronomique sur la Tunisie*, 80, 87 ; MASSELOT, *Les dattiers des oasis du Djerid*, 173. — CHARLET, *Les palmiers du Mزاب*, 76, 77 ; MASSELOT, *op. cit.*, 144, 145. — BEN-CHOAIB, *op. cit.*, 28, 29 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 445 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 380. — BEN-CHOAIB, *op. cit.*, 29, 31, 34, C. T. O. C. art. 1409.

N° 79. — C. T. O. C. art. 1410, SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude de droit coutumier du Nord-Marocain*, 382 ; MASSELOT, *Les*

dattiers des oasis du Djerid, 143 ; BEN-CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 29, 30 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 383.

N° 80. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 445, C. T. O. C. art. 1401, SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 378. — C. T. O. C. art. 1412, 1413, 1414, 1415 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 832, 383 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, II, 445.

N° 81. Cf. I^{re} partie, n°s 22, 24, 25, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 446 et note 1, cf. I^{re} partie, n° 29.

N° 82. BEN CHOAIB, *Usages du droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 33, 34 ; MASSELOT, *Les dattiers des oasis du Djerid*, 143, cf. chapitre I^{er} n° 62.

N° 83. BEN CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 26. — Sur les behîrât, cf. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 354 ; BEN CHOAIB, *op. cit.*, 36, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 459 ; Cf. encore de VIALAR, *Les Beni-Messaoud*, 301. — Culture du tabac, cf. DESPARMET, *Arabe dialectal*, 2^e période, 125, 126.

CHAPITRE III

LA MGHARSA

Sommaire.

N° 84. Définition. Appellation. Preuve. — N° 85. Apports réciproques des parties. — N° 86. Durée du contrat. — N° 87. Droits des associés au partage. — N° 88. Causes de résiliation. — N° 89. *Alegem-en-thamgharsith*. — N° 90. Faibles différences entre la moughârasâ et la mghârsâ. Explication.
Notes bibliographiques. 128

N° 84. Un propriétaire livre son terrain à un associé qui s'engage à le planter d'arbres fruitiers, à condition qu'au bout d'un certain temps la propriété des arbres et du terrain sera partagée entre eux dans une proportion déterminée ; tel est le contrat généralement connu au Maghreb sous le nom de *mghârsâ* (1), et de *thamgharsith* chez les Berbères. Toutefois, dans le Nord du Maroc, le planteur est appelé *rebbâ'à* et la *mghârsâ* est consi-

(1) Forme vulgaire de l'expression moughârasâ.

dérée comme une forme de la rebbâ'a, qui comprend donc, à la fois, la mghârsâ et la msâqâ.

Par suite de l'importance des intérêts en jeu, le contrat est presque toujours rédigé par écrit (Trib. Tunis, 18 mars 1903, « Journal des Trib. Tunisiens, 1903 », 234). En Kabylie, l'existence du contrat ne peut être prouvée que par témoins et, à défaut, par le serment du propriétaire.

N° 85. Le propriétaire livre la terre. Le planteur, rebbâ' dans le Nord Marocain, *mghârsî* en Tunisie et, plus généralement, *chrik* (associé) fournit les plants, les bêtes, les instruments, et se charge de tout le travail de la plantation. Mais le propriétaire lui impose encore fréquemment certains travaux supplémentaires, tels que constructions de puits, de murs et de canaux d'irrigation.

Comme le planteur dispose rarement des capitaux nécessaires, lesquels sont considérables, étant donné l'éloignement de l'époque du partage, le propriétaire lui fait souvent des avances, échelonnées suivant les besoins. Ce prêt doit être gratuit, mais le remboursement en est toujours dû, sur la simple réclamation du propriétaire, sans que le mghârsî puisse exciper de la mghârsâ pour en retarder le paiement. En fait, ce remboursement ne s'effectue que lors de la dissolution de la société. Si le planteur ne peut alors se libérer, le propriétaire se rembourse sur la part de terrain et d'arbres qui lui revient.

Pendant les premières années, le planteur a le droit de cultiver, entre les arbres, des céréales, des légumes ou des fleurs. Le propriétaire a, sur ces cultures intercalaires, droit à une part proportionnelle à la quantité de semences fournies par lui. Ici se trouvent donc combinée avec la mgharsâ, une mzâra'â ou une msâqâ. En Kabylie, si le planteur ensemeince le terrain, il ne peut le faire que suivant les règles du Kedhia'.

A partir de la sixième année, le droit de faire des cultures intercalaires est supprimé, car elles deviendraient nuisibles aux arbres.

N° 86. La durée du contrat varie avec les régions et les essences, sans dépasser, d'une manière générale, le moment où les arbres commencent à produire (ithâ'm). Le terme maximum est de huit ans dans le Nord du Maroc, où il paraît avoir été fixé pour éviter qu'au bout de dix ans le planteur ne revendique la propriété entière du terrain et de la plantation. En Kabylie, le partage du sol complanté se fait, à moins de conventions contraires, quatre ans après que les arbres ont commencé à donner leurs fruits. Les fruits de la première année appartiennent en totalité au planteur. Sur ceux des autres années, il prélève d'abord une part proportionnelle au droit de propriété qui doit lui être plus tard imparti ; le reste se partage suivant la proportion adoptée pour la tha'mmalth. Enfin, le terme de l'association est parfois fixé à une certaine hauteur que devront atteindre les

arbres. Ainsi, pour les palmiers, la mghârsâ prend souvent fin lorsque les arbres ont atteint une hauteur telle qu'un âne chargé de ses deux paniers de fumier puisse passer sous les branches.

N° 87. La part de terrain et d'arbres qui revient au planteur est généralement de moitié. Elle oscille des deux tiers, dans le Mزاب où la culture des palmiers est particulièrement difficile et la main-d'œuvre rare, au septième, en Kabylie où le terrain a une grande valeur et la main-d'œuvre est abondante. Les lots sont tirés au sort quand la plus grande partie des arbres est en rapport.

Dans leur composition, il est tenu compte de la valeur des arbres, telle partie du terrain pouvant contenir plus de plants stériles, ou plus ou moins productifs, que telle autre. S'il arrive que le terrain, objet de la mghârsâ, contienne déjà des arbres en plein rapport, le propriétaire peut demander à son associé de leur donner ses soins, moyennant une part de leurs produits, en d'autres termes, de contracter pour ces arbres une msâqâ. Mais ils n'en demeurent pas moins sa propriété et, lors du partage, il doit être tenu compte de leur valeur. Au cas de désaccord entre les parties à ce sujet, il y a lieu à arbitrage.

En Kabylie, la propriété est très morcelée et la propriété d'arbres sur le terrain d'autrui (*abandou*) est, au contraire, chose fréquente. A moins qu'ils ne forment

sur le terrain, objet de la mghârsâ, un groupe distinct, auquel cas ils sont compris dans le lot attribué au propriétaire, les arbres disséminés deviennent abandon.

N° 88. Le planteur n'étant propriétaire d'une part des arbres et du terrain qu'à l'arrivée du terme fixé par le contrat, ses créanciers n'ont, jusque-là, aucune action du chef de leur débiteur. Avant la même époque ce dernier ne peut ni vendre, ni constituer nantissement sur cette part. En revanche, il peut céder son contrat, à moins qu'il n'ait été stipulé qu'il l'exécutera personnellement. Le propriétaire peut, au contraire, disposer de sa part, mais la mghârsâ demeure toujours en vigueur et il doit avertir son ayant cause de son existence.

La mort du planteur ne dissout pas la mghârsâ. Les héritiers la continuent en choisissant parmi eux quelqu'un pour remplacer le défunt. Au cas contraire, les arbitres estiment le travail et évaluent la somme à payer par le propriétaire.

La mauvaise volonté évidente (1) et l'incapacité du planteur sont des causes de rupture de la société. Des experts évaluent alors le travail effectué et le montant en est payé au planteur par le propriétaire, déduction faite des avances reçues de lui. En Kabylie, la résiliation a lieu sans indemnité. Cependant, dans quelques tribus,

(1) Jusqu'en 1909 le propriétaire pouvait s'adresser à l'Administration tunisienne qui emprisonnait le mghârsâ négligent. Depuis, cette pratique a été supprimée. (Cf. N° 61).

on alloue une somme minime pour chaque arbre lorsque l'abandon de la plantation n'a lieu qu'au bout de trois ans. Si le délaissement a eu lieu alors que la moitié des arbres portaient déjà des fruits, le propriétaire doit rembourser la valeur du travail pour les arbres frugifères.

N° 89. En Kabylie le greffage des plantations est parfois l'objet d'un contrat de société appelé *alegem-ent-thamgharsith*. Un propriétaire d'oliviers sauvages confie le soin de les greffer à un associé qui reçoit, en échange, la propriété d'un certain nombre d'arbres mis en rapport. Les arbres ainsi attribués au greffeur deviennent *abandou*. Quelquefois même le partage n'est pas consommé, la propriété demeure indivise, et le greffeur prend sur la récolte une part proportionnelle à son droit de propriété.

Ce contrat n'est, en somme, qu'une variété de la *thamgharsith* dont il suit la règle. Très usité autrefois, il disparaît de plus en plus, à mesure que se répand l'art du greffage.

N° 90. De la *moughârasâ*, à la *mghârsâ*, les différences sont moins sensibles que de la *mouzâra'â* et de la *mousâqâ* à la *mzâra'â* et à la *msâqâ*. Toujours à l'avant-garde du droit coutumier, la coutume berbère se distingue du *fiqh* par la prolongation de la *thamgharsith* au delà du moment où les arbres commencent à produire, par une sévérité

plus grande à l'égard du planteur, en cas d'inexécution de ses obligations, enfin, par l'existence de l'aleqem-enthamgharsith. Dans les coutumes arabo-herbères on peut signaler, comme dans la mzâra'â et la msâqâ, la pratique des avances et la combinaison fréquente de la mghârsâ avec la mzâra'â et la msâqâ. Dans le Nord du département de Constantine nous avons nous-même constaté quelques cas de mghârsâ sur terre arch, dans lesquels la rétribution du planteur consistait seulement dans une part des arbres, le détenteur de la terre ne pouvant en disposer ; mais le fait est tout à fait exceptionnel.

Cette singularité de la moughârasâ s'explique par ce que nous avons dit de son apparition tardive dans le droit religieux. Longtemps ignorée du fiqh et exclusivement régie par la coutume, ses règles se sont imposées à certains jurisconsultes, qui ont ainsi discuté des règles positives, pratiques, et non dégagées de toutes pièces des principes fondamentaux du droit religieux. Peut-être aussi ceux qui, les premiers, ont fait entrer la moughârasâ dans le domaine du fiqh, des magistrats pour la plupart, à ce qu'il semble, avaient-ils, sans être complètement sortis de l'ornière de la tradition, un sens plus aigu de la réalité. Toujours est-il que la mghârsâ, institution coutumière, tard consacrée par le droit religieux, n'a subi, en définitive, au cours de son aller au fiqh et de son retour à l'ourf, aucune déformation importante.

Notes bibliographiques du chapitre troisième.

N° 84. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 447 ; SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 384. — HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, II, 447, 448 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 384 ; BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières*, 40 ; BEN CHOIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 38. — Cf. de VIALAR, *Les Beni-Messaoud*, 301. — Cf. aussi, CHATEL, *Etude sur les contrats de mgharsa et de mouçakate*, 543.

N° 85. BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières*, 36, 38, 39 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 448 ; CHARLET, *Les palmiers du Mzab*, 75 ; SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 386 ; BOURDE, *op. cit.*, 33, 39 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 448. ; Cf. CHATEL, *Etude sur les contrats de mgharsa et de mouçakate*, 544 et s.

N° 86. Cf. I^{re} partie, n° 39 ; SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 384 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 448 ; BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières*, 39 ; BEN CHOIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 38 ; CHARLET, *Les palmiers du Mzab*, 75 ; Cf. CHATEL, *Etude sur les contrats de mgharsa et de mouçakate*, 544.

N° 87. BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières*, 39 ; CHARLET, *Les palmiers du Mzab*, 75 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 448, « Journal Officiel Tunisien 1893 », 257, 258 ; BOURDE, *op. cit.*, 39. — SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 385, notes 1 et 2 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 448, 449. — Cf. CHATEL, *Etude sur les contrats de mgharsa et de mouçakate*, 544, 545, 546.

N° 88. Cf. I^{re} partie, n° 38 et 40, C. T. O. C. art. 1420, 1422, 1423 ; SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 387, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 449 ; BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières*, 40 ; BOURDE, *op. cit.*, loc. cit., C. T. O. C. art. 1420 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 449 et note 1 ; MASQUERAY, *Formation des cités chez les*

populations sédentaires de l'Algérie, 296, 297 ; Cf. CHATEL, *Etude sur les contrats du mgharsa et de mouçakate*, 547, 548, 549.

N° 89. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 449, 450 ; De VIALAR, *Les Beni-Messaoud*, 301.

N° 90. Cf. 2^e partie, n^{os} 89, 86, 88, 85. — Cf. 1^{re} partie, n° 35.

CHAPITRE IV

LA SOCIÉTÉ POUR L'ÉLEVAGE (CHERKA FI-L-MAWACHI).

Sommaire

N° 91. La société pour l'élevage dans le fiqh et dans l'ourf. —	
N° 92. Objet. Preuve. Contestations. — N° 93. Formes. —	
N° 94. — Devoirs de l'associé-éleveur. — N° 95. Ses droits sur	
les produits des animaux. — N° 96. Sur leur travail. — N° 97.	
Durée du contrat. — N° 98. Le partage. — N° 99. Responsa-	
bilités et risques. — N° 100. Causes de dissolution. — N° 101.	
Le contrat de garde des troupeaux.	
Notes bibliographiques.	pages 141

N° 91. D'une manière générale la doctrine ignore ou déclare illicite la société pour l'élevage ; et si de rares auteurs l'admettent, ce n'est qu'exceptionnellement et en prenant soin d'y réduire à son minimum la part de l'aléa. Nous en avons déjà expliqué les raisons dans notre première partie. L'association pour l'élevage n'a jamais pris dans la société maugrebine une place assez importante pour s'imposer aux jurisconsultes musulmans et les mettre dans l'obligation de la consacrer. Elle correspon-

dait pourtant à des besoins économiques très réels. Aussi a-t-elle toujours été pratiquée, en dépit des prohibitions du droit religieux.

N° 92. Toutes les espèces d'animaux domestiques — sauf ceux dont le commerce est interdit par la loi religieuse, tel le porc — peuvent être donnés à cheptel à condition d'être susceptibles de croître ou de profit. Mais le contrat d'élevage ne se restreint point au bétail. Dans tout le Maghreb on rencontre fréquemment des cheptels d'abeilles. En Kabylie, il existe même des associations pour l'élève des animaux de basse-cour, poules, canards, etc...

Le contrat est également passé dans les formes authentique et sous seing privé, verbalement, devant l'assemblée des notables, ou même sans témoins. Dans ce dernier cas, qui est fréquent, la coutume régionale régit tacitement les rapports des parties. La preuve par témoins ou écrite est plus particulièrement exigée lorsque des clauses spéciales sont insérées dans la convention, par exemple, lorsque l'estimation du fonds est majorée pour compenser un avantage fait à l'associé-éleveur, ou bien lorsque la société pour l'élevage est combinée avec une *mzâra'â* ou une *msâqâ*.

Dans le Nord-Marocain où le contrat se constate toujours par écrit, Salmon et Bruzeaux expliquent ce fait par l'origine des tribus qui habitent la région, autrefois tribus militaires, non propriétaires du sol, appelées à se

déplacer d'un moment à l'autre, pour lesquelles aucune culture durable n'était donc possible et dont les troupeaux constituaient la principale ressource ; d'où l'importance considérable prise par les sociétés pour l'élevage, importance que révèle précisément la forme adoptée par le contrat. Ingénieuse lorsqu'elle justifie l'essor pris par l'élevage dans le Nord-Marocain, l'explication ne nous paraît pas topique pour la coutume de la preuve écrite. Cette pratique, également courante en Tunisie, nous semble plutôt tirer son origine de la nature de la société pour l'élevage, contrat de bonne foi où la fraude est particulièrement facile à commettre et difficile à constater. Elle dénote simplement, chez les populations qui en font usage, une éducation juridique relativement avancée.

Les contestations qui s'élèvent sont tranchées par des experts suivant les usages locaux. Dans le Nord-Marocain il existe même un arbitre spécial pour les contestations relatives au bétail, le *chikh al-kessâbâ*.

N° 93. La forme de société la plus usitée est celle dans laquelle un propriétaire confie ses animaux à un associé qui s'engage à les nourrir et à les soigner, moyennant une part dans le croît des animaux et dans leur plus-value. Ce contrat est dit *d'âzîbâ* lorsque, la région ne contenant que des pacages insuffisants, ou point de pacages, le troupeau est envoyé dans une autre région, sous la garde de l'associé.

Souvent, aussi, chacun des associés fait l'apport d'une partie du fonds, soit en nature, soit en capital, et le bénéfice net, défalcation faite des frais, est partagé entre les associés. Cet apport peut même se trouver réalisé par la vente que fait un propriétaire à son associé d'une partie de son troupeau, avec faculté de paiement par annuités calculées de telle manière que le dit associé puisse, avec les produits du troupeau, se libérer avant la fin de l'association. Dans cette deuxième forme d'association, les produits utiles ou le travail des animaux sont souvent abandonnés à l'associé-éleveur, en compensation des soins qu'il donne au cheptel.

N° 94. L'associé-éleveur doit soigner le cheptel et veiller à sa conservation, soit par lui-même, soit à ses frais. L'inexécution de cette obligation est une cause de dissolution de la société. Si la négligence a causé la perte d'une part du cheptel, l'éleveur est tenu de la réparer et une indemnité déterminée par les experts peut être prélevée sur sa part, lors du partage. Il est également responsable des dégâts commis par les animaux confiés à ses soins.

Il doit tenir son associé au courant des naissances et des morts, le prévenir de la tonte des moutons afin qu'il y assiste, châtrer et réserver les mâles pour la reproduction.

Il ne peut disposer d'aucune bête du troupeau, fonds ou croit, sans le consentement de son associé. Il ne peut,

enfin, céder sans autorisation le cheptel à qui que ce soit, sous peine d'en répondre en son propre nom et, le cas échéant, de dommages et intérêts. Cependant, lorsque le cheptel devient trop important pour être laissé entre les mains d'un seul éleveur, ce dernier, après entente avec son associé, peut en confier une part à un tiers, moyennant un salaire fixé d'avance ; mais il demeure responsable jusqu'au partage définitif.

N° 93. Pendant la durée de la société, l'éleveur a droit à un certain nombre de produits utiles provenant du cheptel :

Tout le petit lait ;

Tout le lait des vaches ; mais il doit fournir, par tête de vache, à son associé, une quantité déterminée de beurre fixée par la coutume. En Kabylie, cette redevance est remplacée par une majoration d'un tiers dans la valeur des vaches estimée au jour du contrat ;

Tout le lait des chèvres ;

La moitié du lait des brebis. Dans quelques coutumes kabyles la valeur des brebis, estimée au jour du contrat, est majorée d'un cinquième représentant la valeur du lait ainsi abandonné à l'éleveur ;

La moitié de la laine des moutons ;

Tout le fumier des animaux.

Le prix des animaux vendus est remis au propriétaire et vient en déduction de l'estimation primitive ou du prix d'achat.

N° 96. Les animaux destinés à l'élevage ne doivent fournir aucun travail. Il est interdit à l'éleveur, sous peine de résiliation, et même, dans le Nord-Marocain, sous peine de prison, de faire travailler les bêtes pour son propre compte. A moins, toutefois, que la société ne soit contractée, à la fois, pour l'élevage et pour une exploitation, auquel cas les bénéfices de l'élevage et de l'exploitation doivent faire l'objet de clauses spéciales. D'autre part, le propriétaire de bœufs destinés à l'élevage peut toujours autoriser l'éleveur à s'en servir pour les labours, moyennant une part de la récolte. Là encore il y a *mzâra'â* — ou *msâqâ* — combinée avec une société pour l'élevage. D'ailleurs, si l'associé-éleveur a fait travailler les bœufs sans autorisation, leur propriétaire a toujours droit à la moitié de la récolte obtenue par leur travail, indépendamment de la possibilité d'obtenir la résiliation de la société. En Kabylie, le travail des bœufs, autorisé par leur propriétaire, est rémunéré à raison de tant de mesures de grain par tête de bœuf, c'est-à-dire qu'il y a louage — et non *mzâra'â* — combiné avec la société pour l'élevage. Ici la coutume berbère est donc plus conforme aux règles du droit religieux que la coutume arabo-berbère !

La prohibition générale du travail du cheptel souffre exception pour les chevaux et les juments. On peut les monter et les employer au dépiquage et aux transports ; toutefois, les juments ne doivent pas être pleines. En Kabylie, l'estimation des chevaux et des juments au mo-

ment du contrat est majorée en proportion de la valeur du travail espéré, et l'associé-éleveur peut, ensuite, les faire travailler à son gré, pourvu qu'il n'en résulte pas quelque dommage.

N° 97. La durée du contrat varie avec les espèces d'animaux qui sont l'objet de la société et suivant l'intérêt des parties dont la convention fait loi. Dans les tribus berbères la coutume a pourtant fixé un minimum de durée, et la société ne peut être dissoute qu'au bout de trois ou quatre ans. Dans quelques villages Kabyles, les parties peuvent rompre à leur gré le contrat, mais l'associé qui a fourni des capitaux ne peut les réclamer qu'après l'expiration du terme légal. Dans les mêmes villages, lorsque le capital social a été majoré, au moment du contrat, d'une valeur représentative des produits abandonnés à l'éleveur, ce dernier ne peut se prévaloir de cette augmentation de son capital que si la société est arrivée au terme légal.

En l'absence de toute stipulation relative à sa durée, la société est censée contractée pour une période telle que les animaux puissent atteindre leur complet développement. Celui des associés qui veut, à un moment quelconque, provoquer la dissolution de la société, doit toujours consulter l'autre qui, à moins de motif grave et légitime, a le droit de s'y refuser. D'après l'application de ce principe, le propriétaire du cheptel qui se trouverait dans la gêne, pourrait vendre les bêtes, même

à perte. Mais si, de sa propre volonté et sans motif légitime, l'un des associés amène la dissolution de la société, il peut être condamné des dommages-intérêts.

N° 98. La part des associés consiste en une partie du croît et de la plus-value. Cette part est variable ; mais la société est nulle s'il a été stipulé que l'éleveur supportera la perte totale, survenue sans sa faute, ou bien qu'il prendra une part plus grande dans la perte que dans le profit, ou encore que le propriétaire du cheptel prélèvera, à la fin de la société, un apport plus considérable que celui qu'il y a mis. A ce dernier point de vue, il y a lieu, pourtant, de rappeler que, dans les tribus berbères, les majorations d'apport sont fréquentes et n'infirmen rien le contrat.

La perte et le gain de la société se calculent d'après la différence entre l'estimation du cheptel, faite au moment de la conclusion du contrat, et le prix de vente ou la nouvelle estimation faite en fin de société. Prélèvement fait des apports, le surplus est partagé entre les parties suivant la proportion convenue. L'associé qui a seul fait l'apport du capital peut prélever, en capital ou en nature, jusqu'à concurrence de la première estimation, des bêtes de chaque espèce. Au cas où, par suite de pertes faites au cours de la société, le nombre des bêtes est insuffisant pour le rembourser, le même associé n'a droit à aucune indemnité de la part de l'éleveur.

Si l'un des associés veut retenir un certain nombre de

bêtes, il peut les choisir avant la vente. Faute d'entente amiable, le prix en est fixé au cours du marché ou par les experts. Si tous deux veulent conserver un certain nombre de bêtes, une partie du troupeau, suffisante pour amortir le capital d'achat, est tout d'abord vendue ; puis, il est fait du reste deux lots d'égale valeur qui sont tirés au sort.

Dans le cas particulier où l'apport social de l'éleveur consiste en une partie de troupeau vendue avec faculté de paiement par annuités, le cheptel se partage, en fin de société, suivant les proportions convenues, si l'associé-éleveur s'est déjà libéré ; au cas contraire, retenue est faite du complément sur sa part de bénéfices.

N° 99. L'associé-éleveur n'est responsable, ni de la mort naturelle des animaux, ni de leur mort survenue par cas fortuit ; mais il doit prouver qu'il n'a commis aucune faute antérieure ayant pu amener cette perte. Il faut, de plus, qu'il rapporte à son co-associé la peau et les restes des bêtes crevées. Ce dernier est, à son tour, tenu de prouver la faute qu'il impute à l'éleveur.

L'éleveur ne répond pas de la maladie des animaux. La perte vient simplement en déduction des bénéfices sociaux.

Si une épizootie a décimé le troupeau, le propriétaire peut reprendre à son associé les bêtes qui restent, mais il n'a droit à aucune indemnité pour les bêtes mortes. Si une grande sécheresse survient, il est d'usage que les

associés vendent le troupeau pour éviter la disette et procèdent au partage. S'il n'y a point de bénéfices, l'éleveur n'a droit à aucune indemnité pour sa peine.

L'éleveur est responsable du rapt s'il ne prouve qu'il n'a été précédé d'aucune négligence de sa part. Il doit, aussitôt, prévenir son associé et prendre les mesures nécessaires pour rentrer en possession des animaux volés. La *bchârdâ*, c'est-à-dire la somme remise à l'individu qui les fait retrouver, est prélevée sur les bénéfices ou ajoutée au capital.

N° 100. Peuvent entraîner la dissolution de la société avant l'arrivée du terme fixé :

1° La mort de l'associé-éleveur si aucun de ses héritiers ne prend son lieu et place. Le fonds est alors estimé et le bénéfice, s'il y en a, remis à la succession ;

2° L'inexécution des clauses du contrat, et, notamment, la négligence ou l'incapacité de l'associé-éleveur. Dans ce cas le fonds est immédiatement vendu et la société liquidée ;

3° La perte totale du fonds ;

4° L'infraction de l'associé-éleveur à la prohibition de se servir, pour un travail quelconque, des bêtes destinées à l'élevage.

N° 101. Presque ignorée de la doctrine musulmane, la société pour l'élevage forme donc, au contraire, une institution parfaitement établie et réglementée dans le

droit coutumier maugrebin. Elle y occupe pourtant une place beaucoup moins importante que le contrat de garde des troupeaux. Nous en avons déjà exposé les raisons : au Maghreb l'élevage est surtout le fait du nomade, qui y travaille, aidé des membres de sa famille ou de bergers.

Le véritable contrat, le contrat-type d'élevage est donc le contrat de garde des troupeaux. Dans la doctrine, ce contrat est de la nature du louage d'ouvrage (*idjârâ*) et, sous cette rubrique, les docteurs lui consacrent, en effet, de copieux développements. Mais, ici encore, le droit positif se sépare du droit théorique, le droit coutumier du droit religieux.

La rétribution du berger ne prend qu'assez rarement la forme de salaire proprement dit, en argent ou en nature. D'une manière générale, le berger reçoit, au moment du contrat, une certaine quantité de grains et de vêtements, ou la somme nécessaire à leur achat ; mais une part variable dans les produits utiles du troupeau-lait, beurre, laine, etc... et dans le croît, lui est en outre réservée. Grains et vêtements sont destinés à assurer sa subsistance en attendant qu'il le puisse par ses propres ressources ; c'est donc une part considérable de sa rétribution qui, dès la formation du contrat, lui est ainsi versée et acquise. Mais sa part dans le croît et les produits du troupeau n'est pas moins importante et lui permet souvent, au bout de quelques années, de devenir à son tour propriétaire d'un troupeau. En d'autres termes,

le contrat de garde des troupeaux, louage d'ouvrage dans le *fiqh*, revêt souvent, dans le droit coutumier, la forme d'un contrat participant, à la fois, de la nature du louage d'ouvrage et de la société ; mais sa ressemblance avec la société, est moins apparente qu'avec le louage d'ouvrage.

Notes bibliographiques du chapitre quatrième.

N° 91. Cf. 1^{re} partie, n° 43.

N° 92. C. T. O. C. art. 1428, BEN-CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 46 ; SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 576 ; MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les tribus arabes de la vallée du Lekkous*, 298 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 468, 463. — Sur les cheptels d'abeilles, cf. HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, II, 468 ; BEN CHOAI, *op. cit.*, 46, 47 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 376, 377 ; MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *op. cit.*, 298. — HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, II, 464 ; BOURDE, *Rapport sur l'élevage des moutons en Tunisie*, 13 ; PENZA, *L'Avenir de la Tunisie*, 92 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 361, note 1. — HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, II, 465 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 364.

N° 93. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 463 ; BEN CHOAI, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 41 et note 16, 42, C. T. O. C. art. 1427 ; SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 366, 367. — Contrat d'âzibâ, cf. BEN CHOAI, *op. cit.*, note 16 ; BERNARD et LA-CROIX, *Evolution du nomadisme*, 36 ; PENZA, *L'Avenir de la Tunisie*, 92 ; BOURDE, *Rapport sur l'élevage du mouton en Tunisie*, 14. — SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 370 à 373 ; MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les tribus arabes de la vallée du Lekkous*, 300, 302 à 304.

N° 94. SALMON et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 372, 363, 368, 370. — Responsabilité pour les dégâts, cf. Décret du 25 çafar 1291 (13 avril 1874) art. 21

dans ZEYS, *Code annoté de la Tunisie*, 7 et s. Trib. Ouzara 7 juin 1897 « Journ. des trib. Tunisiens 1897 », 368. — SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 368, 372 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 464, C. T. O. C. art. 1439 ; BEN CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 43. — C. T. O. C. art. 1430 ; BEN CHOAIB, *op. cit.*, 43 ; BEN CHOAIB, *op. cit.*, 45 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 362.

N° 95. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 369 ; BOURDE, *Rapport sur l'élevage du mouton en Tunisie*, 15 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 463 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 373 ; BEN CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 44 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 370, C. T. O. C. art. 1436 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *op. cit.*, II, 463 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 370 ; BEN CHOAIB, *op. cit.*, 41 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 362, C. T. O. C. art. 1436 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 464 ; PENSA, *L'Avenir de la Tunisie*, 92 ; BOURDE, *op. cit.*, 15.

N° 96 ; SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 361, 367, 368, contra C. T. O. C. art. 1436, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 463.

MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les tribus arabes de la vallée du Lekkous*, 304 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 463.

N° 97. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 362, 370, 372 à 376 ; MICHAUX-BELLAIRE et SALMON, *Les tribus arabes de la vallée du Lekkous*, 304, 305 ; BEN CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 42 ; MASQUERAY, *Formation des cités sédentaires chez les populations de l'Algérie*, 293 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 464, 465 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 362 ; MASQUERAY, *op. cit.*, 301 ; BEN CHOAIB, *op. cit.*, 43 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 464.

N° 98. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 363, 367, C. T. O. C. art. 1429, à 1430, 1437 ; BEN CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 44, C. T. O. C. art. 1441 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 362, 369 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 464, 465 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 369, 374, 371.

N° 99. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 363, 368 ; BEN CHOAIB, *Usages de droit coutu-*

mier dans la région de Tlemcen, 44, C. T. O. C. art. 1435 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 464 ; SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 363, 364 ; BOURDE, *Rapport sur l'élevage du mouton en Tunisie*, 15 ; MARÈS, *Notice agronomique sur la Tunisie*, 21, C. T. O. C. art. 1433, et 1432, 1434 ; BEN CHOAIB, *op. cit.*, 42, 44. — SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 364, 363, 365.

N° 100. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 363 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 465 ; BEN CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 42, 45. — Cf. n° 99. Cf. n° 96.

N° 101. Cf. I^{re} partie, n° 43. — Contrat de garde (idjâra). Cf. AL-MALOUY, *Tohfât-al-Qouddat*, trad. Michaux-Bellaire, ZERS, *Droit musulman*, II, n° 567 ; AL-WANCHARISI, *La pierre de touche des fetwas*, tran. Amar 6 ; BOURDE, *Rapport sur l'élevage du mouton en Tunisie*, 13, 14. — Cf. DESPARMET, *Arabe dialectal*, 2^e période, 126.

CHAPITRE V

L'ASSOCIATION AGRICOLE DANS LE DROIT POSITIF MAUGREBIN

Sommaire.

N° 102. Les sociétés agricoles dans le fiqh. Rappel. — N° 103. Le rôle de la coutume. — N° 104. La société agricole dans le droit coutumier. — N° 105. L'association agricole. — N° 106. Autorité morale du fiqh.	
Notes bibliographiques.	151

N° 102. Nous avons vu que, dans le droit religieux, la matière de la société agricole est tout entière dominée par la prohibition de l'aléa. Aux yeux des jurisconsultes musulmans, tout contrat de ce genre comporte un risque, une incertitude, un « véhicule de prohibition ». La société agricole est donc illicite ; tel est le principe posé tout d'abord par le fiqh. De là cette sévérité des jurisconsultes, cette rigueur dont nous avons, dans notre première partie, mesuré l'étendue, montré et déploré les effets. Nous y avons vu la matière de la société agricole

former une série d'exceptions que les docteurs ont successivement tolérées, mais après les avoir entourées d'une foule de restrictions destinées à pallier les redoutables effets de l'aléa. Entre les exceptions ainsi admises, il est souvent difficile d'apercevoir le lien, le rapport de conformité. Le caractère de société qui leur est reconnu expressément ou tacitement par le droit musulman, incontestable chez les unes, n'apparaît pas avec la même évidence chez les autres. Les règles auxquelles elles obéissent diffèrent sensiblement de l'une à l'autre ; et, d'ailleurs, nulle part le rapprochement n'en est fait. Nulle part un essai de généralisation, de systématisation. Partout, au contraire, le détail, l'analyse, souvent ingénieuse mais forcément incomplète, d'hypothèses particulières et soigneusement isolées. Et quand nous avons nous-même, malgré l'obscurité des détails et leurs lacunes, voulu nous élever de l'analyse à la synthèse, nous n'avons abouti qu'à constater l'inexistence, dans le fiqh, de principes généraux régissant l'association agricole, l'impossibilité d'en dégager des règles par lui posées, et que toute cette matière n'y constitue point un tout homogène et complet, un ensemble nettement détaché et se suffisant à lui-même. Exceptions simplement tolérées à l'application de la règle prohibitive de l'aléa, les règles des sociétés agricoles ne se conçoivent, logiquement, que comme une dépendance de la théorie générale du lucre illicite.

N° 103. Incomplète, obscurcie par les détails inutiles et les controverses sans fin, toute cette législation, œuvre de théoriciens absorbés par la poursuite d'un idéal religieux devant lequel s'effaçaient les réalités, est rapidement devenue presque intégralement inapplicable. La coutume est alors intervenue. Le droit religieux la destinait à un rôle purement complétif et, par conséquent, de pur accessoire ; mais, souple instrument de législation, pouvant épouser toutes les formes, réaliser toutes les combinaisons, satisfaire tous les intérêts, la coutume devait fatalement substituer ses règles à celles du *fiqh*, dans cette matière de la société agricole où le simple bon sens commandait de laisser libre carrière à la volonté des parties.

Le rôle joué ici par la coutume est considérable. Nous avons exposé en détail les modifications par elle apportées au *fiqh* dans la matière des sociétés agricoles. Contemplée dans son ensemble, l'œuvre de la coutume prend plus d'importance encore. L'étau des prohibitions s'est desserré. Les limites arbitraires tracées à la *mouzâra'a* et à la *mousâqâ* ont été franchies. *Mzâra'a* et *msâqâ* se pénètrent, se confondent, tant leurs domaines primitifs se sont élargis. On peut maintenant s'associer pour la culture sous une multitude de formes et de conditions, licites ou non. La *moughârasâ* qui semblait, tout d'abord, avoir fait exception à ce mouvement d'évolution, apparaît elle-même comme une institution coutumière qui s'est imposée au *fiqh* et que, sur le tard, les

jurisconsultes ont dû consacrer comme licite. Enfin, la société pour l'élevage se révèle tout à coup avec une importance insoupçonnée. Le principe du fiqh que la société agricole est illicite, et tolérée seulement à titre d'exception, se trouve donc complètement renversé dans le droit coutumier.

N° 104. Le caractère essentiel et distinctif de la société agricole, impossible à dégager dans le droit religieux, apparaît alors dans la communauté des pertes et des gains. Du moment où les contractants se proposent la poursuite d'un gain et le partage des profits comme des pertes, il y a société. Du moment où la rémunération de l'une des parties est fixe et sa collaboration assurée contre les risques de perte, mais privée des chances de gain, il y a, non pas société, mais louage d'ouvrage ; il y a un salarié, non un associé.

A la lumière de ce criterium, projetée sur la foule innommée des contrats agricoles, le domaine de la société gagne de proche en proche, s'étend à l'infini, telles ces ondes concentriques que détermine la chute d'une pierre à la surface d'une eau tranquille. On la rencontre sous des formes inattendues : société pour le greffage des arbres, société pour la garde des troupeaux ; et même sous des formes auxquelles il est difficile de reconnaître de prime abord le caractère de société agricole ; telle, cette khammâsà particulière dans laquelle le khammâs doit, non pas des travaux agricoles déterminés, mais ses

services au fellâh, qui est libre de les employer où bon lui semble. On la retrouve enfin sous les plus humbles contrats agricoles : les femmes sarclent au printemps les mauvaises herbes, moyennant une part de la récolte ; les glaneuses reçoivent une part des glanes. Toute une gamme de contrats s'étage ainsi, de la société au louage d'ouvrage, se rapprochant de ce dernier, mais sans jamais l'atteindre, sans jamais perdre le caractère essentiel et distinctif de la société : la communauté des pertes et des gains.

N° 103. Il y a plus : Nous avons vu que la religion musulmane est profondément imprégnée de l'idée d'entr'aide, mais que le droit religieux semble n'avoir jamais connu et réglementé, en matière d'association agricole, que des sociétés à but lucratif, et non des associations proprement dites, à but désintéressé. Nous allons trouver, au contraire, dans le droit coutumier des groupements se rapprochant sensiblement de nos associations agricoles. Telles sont : la sarhâ, la construction et l'aménagement des silos et la twizâ.

La *sarhâ*, ou garde des troupeaux à tour de rôle, est une coutume marocaine. Dans les villages où les bêtes sont en trop petit nombre pour être réunies en un troupeau gardé par un berger commun, les habitants qui possèdent du bétail s'entendent pour en former un troupeau commun que chacun d'eux doit mener paître, à tour derôle, sous sa responsabilité.

La construction de silos, qui nécessite un travail considérable, est généralement opérée en commun par tous les hommes d'un douar ou d'une fraction. Les silos sont ensuite répartis entre les familles. Certains silos sont parfois destinés à former un fonds de réserve, alimenté par des dons généreux en nature, et distribué, pendant les années de disette, aux plus nécessiteux.

La *twizâ* est un prêt mutuel de services. Un musulman, ayant besoin d'aide pour accomplir un travail pressant ou au-dessus de ses forces, fait appel à la bonne volonté de ses voisins. Ceux-ci se rendent en troupe chez lui, achèvent rapidement l'ouvrage au milieu des chants et des rires joyeux, et un repas pris en commun récompense les travailleurs de leurs peines. La *twizâ*, acte d'assistance fraternelle, prenant naissance dans les sentiments de charité et de mutualité, n'engendre aucune obligation légale de rendre un service réciproque ; mais, en fait, l'assistance est toujours rendue dès que le besoin s'en fait sentir. Celui qui s'y refuserait s'exposerait à des mesures de rétorsion.

La *sarhâ* et la construction en commun de silos sont de véritables associations. La *twizâ* est certainement plus qu'une simple réunion passagère de personnes n'ayant entre elles aucun engagement ; celles-ci se réunissent souvent, toujours les mêmes et dans le même but, et demeurent unies par le lien et la solidarité du clan. Ce lien ne saurait toutefois être assimilé à l'obligation qui découle de notre contrat d'association ; il est, à la fois, de

nature plus lâche et d'objet moins précis. La touizâ ne forment qu'une quasi-association.

Quoi qu'il en soit, on pourrait à bon droit s'étonner du petit nombre des groupements maugrebins à forme d'association. Mais nous trouverons plus loin l'explication de ce phénomène : certaines des sociétés agricoles que nous avons considérées jusqu'à présent comme uniquement contractées dans un but lucratif, ont toujours assuré à leurs membres aide et assistance mutuelles.

N° 106. On peut alors se demander ce qui demeure des règles posées par le fiqh, et si l'intérêt de notre 1^{re} partie, exception faite pour quelques rares survivances, n'est pas purement historique.

Mais le droit musulman est un droit-religion auquel la révélation a conféré le caractère de vérité immuable, et dont l'abrogation ne peut se concevoir d'aucune façon, formelle ou tacite. La végétation coutumière a donc recouvert le vieux arbre nouveau du fiqh sans l'étouffer. Aux yeux du croyant, la règle religieuse a conservé toute sa force. Sa conscience et le souci de son salut lui commandent d'y obéir, si son intérêt l'incite à suivre la coutume.

Nombre de pieux Musulmans s'y conformeraient donc et les suggestions de l'intérêt profane n'auraient pour eux rien d'irrésistible, n'étaient leur ignorance et l'impossibilité d'appliquer intégralement des règles dont nous avons d'ailleurs montré toute l'obscurité.

Notes bibliographiques du chapitre cinquième.

N° 102. Cf. 1^{re} partie, nos 8, 12, 21, 23, 45.

N° 103. Cf. 2^e partie, nos 74, 81, 82, 83, 90 et 1^{re} partie, n° 35.

N° 104. Cf. 2^e partie, nos 89, 101, 62, 82, 56, 57, 60.

N° 105. Sarha : cf. SALMON et BRUZEUX, *Contrib. à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 391. — Silos : cf. SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 392 à 394 ; BEN CHAOIB, *Usages du droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 51 à 53. — Twizâ : Cf. SALMON et BRUZEUX, *op. cit.*, 397, 398 ; de VIALAR, *Les Beni-Messaoud*, 310 ; DESPARMET, *Arabe dialectal*, 2^e période 129, HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 498, 499.

TROISIÈME PARTIE

L'association agricole dans l'économie maugrebine.

Dans l'histoire du droit musulman, la désuétude des règles du droit religieux de l'association agricole et leur remplacement par les règles d'un droit positif, formé de l'ensemble des coutumes maugrebines, ne sont point des phénomènes isolés. Nous avons vu, au contraire, qu'ils se rattachent au mouvement général de dissociation qui sépara le *fiqh*, droit-religion, législation théorique, idéale, quasi-immuable, et le droit positif, né des besoins économiques et sociaux en continuelle évolution. Mais peu d'institutions offrent le spectacle d'une antinomie aussi prononcée entre le *fiqh* et le droit positif. Ici, l'opposition est nettement accusée, la contradiction directe ; les règles posées par l'ourf maghribi renversent complètement les principes du droit religieux.

Une évolution aussi radicale décèle l'influence de

causes profondes. Le droit positif étant l'expression des besoins économiques et sociaux en désaccord avec les prescriptions du droit religieux, nous irons demander ces causes à l'étude du milieu maugrebin. Dans ce milieu, nous nous efforcerons de situer l'association agricole ; nous rechercherons son origine, sa formation, son fonctionnement, son rôle et son importance économiques. Ainsi se dégageront la signification et la portée de toute cette évolution juridique.

COUP D'ŒIL SUR L'HISTOIRE GÉNÉRALE DU MAGHREB

Sommaire.

N° 107. Etat économique de l'Afrique septentrionale à l'époque des premières invasions arabes. La légende. — N° 108. La vérité historique. Prospérité pendant l'occupation romaine, du II ^e au IV ^e siècle. Décadence. — N° 109. Les invasions arabes. L'invasion hilalienne. — N° 110. Ruine des cultures. — N° 111. Retour au nomadisme. Son étendue. — N° 112. L'agriculture maugrebine. Demi-sédentaires. Sédentaires. — N° 113. Etat politique du Maghreb au X ^e siècle. Unité de religion. Synthèse des deux races. — N° 114. Anarchie politique. — N° 115. L'influence des circonstances géographiques.	
Notes bibliographiques.	page 163

N° 107. Quand les premières armées musulmanes envahirent l'Afrique septentrionale, les conquérants, émerveillés de sa fertilité, la surnommèrent « la Verte » (Al-khadhrâ). Au dire des historiens arabes, on pouvait, à cette époque, cheminer de Tripoli à Tanger à l'ombre d'une forêt d'arbres fruitiers, à travers une ligne ininterrompue de villes et de villages.

Mais il faut faire la part de l'exagération orientale, bien explicable, d'ailleurs, si l'on songe que les envahisseurs, sortis des déserts de l'Arabie, n'avaient jusqu'alors rencontré sur leur route que les mornes étendues de l'Egypte et de la Tripolitaine.

N° 108. La vérité historique est tout autre.

La domination romaine avait, il est vrai, ouvert pour l'Afrique Septentrionale une ère de prospérité. Du ⁱⁱ^e au ^{iv}^e siècle de notre ère, le pays, pacifié, avait été pénétré par la colonisation, sillonné de routes, peuplé de villes, et d'immenses domaines s'étaient couverts de cultures. Rome s'y approvisionnait de blé ; et la principale richesse du pays consistait dans ses cultures fruitières, dont les produits — l'huile principalement — étaient exportés et écoulés dans tous les pays méditerranéens. Ces ressources faisaient vivre une nombreuse population indigène sédentaire, colons à part de fruits et esclaves noirs venus du Soudan. Les nomades avaient été absorbés par la colonisation et fixés au sol, ou refoulés très bas, vers le désert.

Mais cette prospérité ne s'était pas uniformément répandue à l'intérieur de l'Afrique Septentrionale. La pénétration romaine avait procédé de l'Est à l'Ouest, et les régions orientales, les plus rapidement pacifiées, étaient, en même temps, les mieux organisées et les plus prospères. La Numidie et la Maurétanie Césarienne étaient déjà moins favorisées que la Proconsulaire. La

Tingitane, à peine entamée, conserva toujours, selon le mot de Masqueray, des « réserves de barbarie ».

Vinrent la décadence de l'empire romain, l'invasion des Vandales, les troubles donatistes — deux siècles de massacres et d'incendies — et la dévastation fut bientôt telle que les magnifiques plaines de la Numidie centrale retournèrent à l'état de steppe.

Où les cultures avaient été respectées, le désastre n'était pas moindre. L'Afrique romaine produisait beaucoup pour l'exportation; or, que de fois, pendant trois siècles, les routes de Rome et de Constantinople avaient été coupées.

N° 109. Les premières invasions musulmanes ne purent guère apporter de changement sensible à ce déclin économique. Les petites armées syriennes lancées par les Khalifes sur « l'Occident perfide » n'avaient fait que traverser le pays en un galop furieux, ou s'y concentrer momentanément dans quelques places fortes. La véritable invasion, autrement redoutable, autrement importante, se produisit au XI^e siècle.

A cette époque, les tribus de Hilal et de Soleim — deux cent mille à un million de nomades — passent au Maghreb. Véritable marée montante, la horde en migration gagne de proche en proche, pénètre successivement dans les Hauts-Plateaux, les plaines d'accès facile, se répand dans les vallées ouvertes. Les tribus arabes s'y superposent, s'y juxtaposent aux tribus berbères, ou les

refoulent devant elles, obligeant les indigènes à se réfugier dans les massifs montagneux du Maroc, des deux Kabylies, de l'Aurès, ou dans les oasis, à la lisière du désert.

N° 110. Avec l'invasion hilalienne, l'Afrique du Nord entre dans la période des dévastations les plus complètes qu'elle ait jamais subies. L'immigration arabe et l'installation sur le sol du Maghreb de ces tribus nomades, guerrières et pillardes, habituées aux massacres et aux rapines, n'allaient point, on le devine, s'opérer pacifiquement. Leur venue ouvre une ère de grandes et petites guerres, razzias, coups de main, représailles. Le paisible historien Ibn Khaldoun nous les montre avec horreur, « plus redoutables que des nuées de sauterelles », abattant les maisons, incendiant les récoltes, coupant les arbres, comblant les puits. Et, d'autre part, cette masse énorme de nomades transportée sur le sol du Maghreb y conserva ses goûts, ses habitudes, son genre de vie, plus nuisibles encore au pays que les troubles, les pillages et la dévastation. La dent des troupeaux, moutons, chèvres, chameaux, paracheva, consumma la ruine de l'agriculture maugrebine.

N° 111. Quatre siècles durant, du ^x^e au ^{xv}^e, les tribus arabes gagnent lentement de l'Est à l'Ouest, s'introduisent comme des coins dans les tribus autochtones, les soumettent peu à peu, les islamisent, fusionnent avec

elles et les ramènent à l'état pastoral, ou les obligent à se retirer dans les montagnes. Quatre siècles durant, ce régime de terreur universelle sévit sur le Maghreb, accentuant le retour à la barbarie. Alors disparurent les derniers vestiges de la civilisation romaine ; et sur les ruines de villes autrefois populeuses, sur l'emplacement des riches cultures fruitières de la Byzacène et de la Numidie centrale, la horde nomade se reforma.

Gardons-nous pourtant de l'exagération. De même qu'il nous a fallu, plus haut, limiter sévèrement dans le temps l'influence de l'invasion arabe, et montrer qu'au cours des siècles qui l'ont précédée, la prospérité due à l'occupation romaine avait été, déjà, fortement entamée, de même, il nous faut ici limiter dans l'espace l'extension du nomadisme. L'Afrique du Nord, haute terre soumise à l'influence alternative d'un bassin d'évaporation, la Méditerranée, et d'un foyer de chaleur, le Sahara, doit à ces conditions climatiques spéciales, une division en trois zones bien distinctes : le Tell, pays des cultures ; la steppe, pays des graminées et des pasteurs nomades ; et le désert, où de rares oasis forment des îlots de végétation. Il y a donc toujours eu, dans l'Afrique du Nord, des espaces occupés par des nomades et d'autres occupés par des sédentaires ; mais les frontières de ces zones n'ont rien d'immuable et, suivant l'état de paix ou de guerre, de sécurité ou d'insécurité auquel elles sont soumises, de vastes régions peuvent, tour à tour, se couvrir de cultures ou retourner à leur

aridité première. C'est ainsi que, du ^xⁱ^e au ^{xv}^e siècle, l'insécurité fit gagner à la steppe des étendues considérables sur la zone des cultures.

N° 112. Pendant ce temps, les sédentaires ont, eux-mêmes, moins perdu en nombre qu'en étendue, la plupart s'étant retirés devant les nomades. Au milieu de la mêlée confuse des groupements déplacés par l'invasion, qui s'agrègent, se morcellent, s'entredétruisent pour se substituer les uns aux autres, l'agriculture demeure la grande et presque seule pourvoyeuse de tous leurs besoins ; mais cette agriculture prend, elle-même, un caractère essentiellement chétif et précaire. Toujours exposé aux incursions et aux pillages, toujours dans l'incertitude du lendemain, l'homme des plaines et des vallées peut difficilement s'adonner à la culture et se fixer définitivement au sol. Demi-nomade, demi-sédentaire, il se meut dans des espaces restreints, poussant devant lui ses troupeaux, l'œil inquiet toujours fixé sur l'horizon, ne s'arrêtant que le temps de labourer, semer et récolter hâtivement, sur les terres les plus faciles à cultiver, la maigre récolte nécessaire à sa faim. On ne trouve d'agglomérations vraiment sédentaires que dans les montagnes. A l'étroit sur leurs pics stériles, astreints à un rude labeur pour fertiliser un sol ingrat, à de rudes combats pour protéger leur indépendance, les montagnards s'attachent étroitement à leurs terres.

N° 113. Au ^{xv}^e siècle l'invasion arabe est terminée. Les envahisseurs ont, peu à peu, pénétré les tribus autochtones, les ont islamisées, puis se sont fondues avec elles ; le Maghreb est entièrement converti à l'Islam, et l'ensemble de la population forme le groupe arabo-berbère. Seuls, émergent encore de cet ensemble, véritables îlots ethniques, quelques groupes de Berbères dont la race s'est conservée pure dans les massifs montagneux.

N° 114. A ce moment, l'unité de religion et la synthèse des races devaient, semble-t-il, appeler l'unité de direction. Or, non seulement le Maghreb n'a jamais obéi à une direction politique unique, mais encore les souverains qui s'y sont partagé le pouvoir n'ont jamais exercé leur autorité — d'ailleurs peu effective, bornée le plus souvent à la perception de l'impôt — que sur une faible partie du territoire. Les populations maugrebines n'ont donc jamais senti entre elles d'autre lien que celui de la religion, trop faible pour maintenir la cohésion entre leurs intérêts divers. Ni l'idée de patrie, ni l'idée de race maugrebine n'ont pu s'éveiller. Divisé, au contraire, en une infinité de tribus, parfois groupées en fédérations, mais toujours divisées elles-mêmes en douars, fractions, *çofs* et familles, le Maghreb a toujours été le foyer par excellence d'incessantes hostilités. L'invasion terminée, la guerre de groupes s'y est substituée à la guerre de races.

N° 115. Non qu'à certains moments des tribus puissantes et des hommes hardis n'aient tenté la formation d'états, et même de réaliser l'unité politique du Maghreb. Mais ces groupements, nâtivamente formés et mal desservis par les circonstances géographiques, n'ont jamais pu durer. La géographie de l'Afrique du Nord n'offre, nulle part, un centre naturel appelé à devenir le noyau d'un grand état. Les deux principaux agents de civilisation, la mer et le fleuve, y font simultanément défaut. On n'y rencontre aucun de ces grands fleuves dont les larges vallées ouvrent l'intérieur d'un pays à la civilisation maritime. La côte, elle-même, battue par les vents du Nord, n'offre que rarement les abris que réclame la navigation. Divisé, enfin, par deux chaînes de montagnes parallèles, en bandes longues et étroites, communiquant difficilement entre elles et tronçonnées en une série de compartiments, le Maghreb semble avoir été destiné par la nature au morcellement politique. « L'Afrique du Nord, dit Augustin Bernard, n'échappe « au morcellement que pour être plongée dans l'uni- « versel et faire partie de vastes empires comme l'em- « pire romain, l'empire arabe... » Or, l'invasion hilarienne marque la rupture des relations avec l'Orient aussi bien qu'avec l'Occident. Dans le Maghreb replié sur lui-même, isolé, mystérieux, impénétrable à toute civilisation extérieure, véritable Chine aux portes de l'Europe, la mêlée confuse des tribus va continuer durant des siècles.

Notes bibliographiques (I).

N° 107. EN NOUAIRI, *Appendice à l'Histoire des Berbères d'Ibn Khaldoun*, trad. de Slane, I, 341 ; Ibn Chabat, cité par Rousseau, trad. du cheikh Et-Tidjani 65 ; IBN KHALDOUN, *Histoire des Berbères*, trad. de Slane, I, 214 ; EL-KAIRAOUANI, *Histoire de l'Afrique*, trad. Pellissier, 25, 54.

N° 108. GSELL, *La colonisation de l'Afrique du Nord dans l'antiquité* in Congrès de l'Afrique du Nord, 1908, I, 139 à 141 ; BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières de la Tunisie*, 12 à 17 ; MASQUERAY, *Coup d'œil sur l'Histoire de l'Afrique Septentrionale*, 219 et s. ; Augustin BERNARD, *Les capitales de la Berbérie*, 13 ; MASQUERAY, *op. cit.*, 214 et s. ; BOURDE, *op. cit.*, 18, 19, 20.

N° 109. BERNARD et LACROIX, *Evolution du nomadisme en Algérie*, 24, 25.

N° 110. MASQUERAY, *Coup d'œil sur l'Afrique Septentrionale*, 219 et s. ; BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières de la Tunisie*, 20, 22 à 24 ; IBN-KHALDOUN, *Hist. des Berbères*, trad. de Slane, I, 34 et s. ; BERNARD et LACROIX, *Evolution du nomadisme en Algérie*, 26 ; BOURDE, *op. cit.*, 22.

N° 111. BERNARD et LACROIX, *Evolution du nomadisme en Algérie*, 24, 25, 26, 28.

N° 112. MASQUERAY, *Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie*, 15 ; Augustin BERNARD, *Les capitales de la Berbérie*, *passim*.

N° 115. Augustin BERNARD, *Les capitales de la Berbérie*, 5 à 9, 25, 26 ; texte cité ; p. 9.

II

LA COMMUNAUTÉ FAMILIALE

Sommaire.

N° 116. Nécessité du groupement agricole.

I. — La communauté familiale. — N° 117. Le prototype du groupement agricole. La communauté familiale. — N° 118. Son fonctionnement. — N° 119. Son existence dans le milieu berbère primitif. Son développement à la suite de l'invasion hilalienne.

II. — Evolution de la communauté familiale. — N° 120. Causes générales de la dispersion des communautés familiales. — N° 121. Causes particulières au milieu maugrebin. Formation de la tribu. — N° 122. Régime de la propriété. Indivision. — N° 123. Réaction sur la tendance à la dispersion. Régime successoral. Insécurité. — N° 124. Résultante des deux tendances contraires : l'association agricole.

Notes bibliographiques. 173

N° 116. La difficulté des temps et des lieux impose comme une nécessité le régime du groupement. Isolé, l'individu se sent faible et sans appui. Le goût d'indépendance naturel à l'homme et les suggestions de l'in-

térêt personnel sous toutes ses formes se trouvant alors réfrénées par le principe supérieur de conservation, le besoin d'assurer son existence pousse cet individu à se joindre à un groupe.

Il ne faut pas aller chercher plus loin l'origine, la cause première de la tendance à l'association, remarquable parmi les populations du Maghreb. Chez les Maugrebins tout va par groupements. En politique nous les avons déjà vus former la confédération, la tribu, le douar, la fraction, le çof, la famille. Dans la vie civile l'association va se plier à tous les intérêts et prendre toutes les formes ; mais elle s'exercera surtout dans le domaine de l'agriculture, grande et presque seule pourvoyeuse de tous les besoins.

I. — La communauté familiale.

N° 117. Il est naturel que l'individu demande tout d'abord aide et protection à ceux qui lui sont unis par les liens du sang. Le prototype de l'association agricole au Maghreb est donc la famille.

Au milieu du chaos des grands remous de l'invasion hilalienne la famille, ordonnée comme un régiment, disciplinée comme un équipage, paraît être le seul groupement organisé qui subsiste. La lignée des mâles, autour d'un chef commun, en forme le noyau. En suite vient le personnel nécessaire à la culture et à la garde des

troupeaux, recruté parmi les femmes et les enfants, auxquels on adjoindra — car plus le groupement est compact et plus la famille est riche et puissante — des esclaves, des étrangers, membres dissidents ou dissociés de groupements étrangers. Intimement unie par le danger qui menace à tout instant la vie de ses membres, incapable de subsister dans l'humble dévouement des faibles aussi bien que le courage des forts, la famille met tout en commun : richesse et pauvreté, douleur et joie.

Ainsi constituée, la famille forme un groupe considérable, fortement organisé. Hommes, femmes, enfants, plusieurs générations confondent leurs efforts sous la direction d'une autorité commune. Les membres de la famille n'ont pas seulement à cultiver le sol et à en récolter les fruits ; ils transforment encore les matières premières pour les rendre propres à l'utilisation ; ils fabriquent même les outils rudimentaires nécessaires à leur travaux. Pour obvier à cette multiplicité et à cette diversité d'occupations, le travail est réparti en tenant compte de l'âge, du sexe, des forces et des aptitudes. Chacun joue son rôle particulier dans la production et les travaux d'entretien. Mais, en même temps, l'imperfection de l'outillage et des procédés de travail nécessite continuellement la coopération de tous les membres de la famille pour atteindre certaines fins économiques.

A cette production en commun correspond une consommation en commun. Le capital agricole, insignifiant,

et les procédés de culture en usage, trop rudimentaires, ne donnent que des rendements minimes et aléatoires. L'économie des consommations en commun y remédie : à l'intérieur de la famille, le partage se fait en proportion des besoins et non des droits de chacun ; et la répartition des risques sur un grand nombre de têtes atténue l'effet des pertes dues à l'insécurité, et des mauvaises récoltes dues aux intempéries.

De cette communauté générale d'intérêts naissent des sentiments profonds de fraternité, de solidarité, d'obéissance et, de subordination. La liberté individuelle est inconnue. L'individu sacrifie à la famille son indépendance ; il lui voue son existence ; il n'est qu'un grain de ce bloc de granit. L'homme sans famille est, pour ainsi dire, hors la loi ; il n'a aucune personnalité juridique ou économique ; en cas de besoin il ne trouverait d'aide nulle part ; s'il était tué, personne ne se dresserait pour le venger.

N° 118. Il est peu probable que la communauté familiale ait été importée par les Arabes. Le milieu favorable à sa formation existant au Maghreb dès avant leur arrivée, le moule primitif devait s'en trouver depuis fort longtemps chez les autochtones, conservé parmi les populations que la conquête romaine n'avait jamais réussi à soumettre. Mais l'invasion hilalienne a puissamment contribué au développement de cette institution. Elle y a aidé, d'une manière directe, en transportant sur le sol

du Maghreb une masse énorme de nomades pillards et guerriers, dont les habitudes et le genre de vie impliquaient tout naturellement la formation en communauté familiale. Elle y a aidé plus encore, mais d'une manière indirecte, par l'ère d'insécurité générale qu'elle a ouverte. Des tribus entières ont été converties au nomadisme. Dans la zone même des cultures, nombre de tribus demi-sédentaires, dont les récoltes et les troupeaux étaient particulièrement exposés aux incursions des nomades ou des montagnards, ont dû adopter l'organisation la plus à même d'assurer la protection des personnes et des biens.

II. — Evolution de la communauté familiale

N° 119. Quand l'adoucissement des mœurs a fait progressivement disparaître la pratique des guerres privées et rendu l'existence plus sûre, quand les progrès réalisés dans l'art de la culture promettent à l'homme des récoltes plus certaines et plus abondantes ; quand, enfin, les relations et les transactions entre individus de groupes différents peuvent librement s'établir et se multiplier, alors la famille se disperse, ses membres n'éprouvant plus avec la même intensité le besoin de vivre groupés pour toujours pouvoir se prêter main-forte.

Quelque grave et persistant que soit le désordre général, quelque discipliné que soit le groupe familial,

une loi fatale veut que chacun de ces petits états se dissolve, peu à peu, pour donner naissance à des groupements nouveaux. C'est que l'individu ne saurait périr. Si inféodé, si attaché qu'il soit au groupe dont il fait partie, il lui échappe toujours, dès que se présente l'occasion d'agir en homme libre, et dès qu'il croit pouvoir le faire sans léser l'intérêt et l'honneur de ses frères.

N° 120. L'histoire nous a suffisamment montré que le Maghreb n'a jamais connu, ni paix, ni sécurité durables. Encore faut-il remarquer que l'insécurité, quelque générale qu'elle fût, n'y a point sévi partout et en tous temps avec la même intensité. Il est bien certain, tout d'abord, que si la guerre et le pillage s'accordaient avec le genre de vie du nomade au point de constituer pour lui, non seulement une habitude, mais encore une véritable industrie, le demi-sédentaire était déjà grandement occupé par ses cultures; le sédentaire, enfin, qui leur demandait entièrement sa subsistance, guerroyait surtout pour les protéger. Il est non moins certain qu'après les conflits aigus soulevés, du xi^e au xv^e siècle, par la pénétration hilalienne, le Maghreb est entré dans une période sensiblement moins agitée. A cette époque, les groupements, déplacés par l'invasion, qui s'entreheurtaient en un véritable chaos, ont fini par se juxtaposer ou se fondre et se reformer en tribus. Le lien tribal resserre le contact entre les différents groupes — qu'unit, d'ailleurs, fréquemment, une

communauté d'origine renforcée de mariages de famille à famille — par une communauté générale d'intérêts qui fait de la tribu une petite nation, une petite patrie. Dans ce milieu, la solidarité des intérêts devait fatalement amener une politique d'apaisement. Toutes les fois que des circonstances particulières, comme le nomadisme ou le voisinage de tribus guerrières, n'exigeraient pas la concentration permanente des forces combattives de chaque groupe familial, l'individu pourrait donc profiter de cette sécurité relative pour s'affranchir, dans une certaine mesure, de la tutelle familiale.

N° 121. Or, la communauté d'existence et d'intérêts, malgré les avantages capitaux qui s'attachaient à sa conservation, malgré l'étroite solidarité qu'elle engendrait entre les membres de la même famille, ne laissait pas de porter gravement atteinte à l'esprit éminemment personnel et individualiste qui constitue la marque, souvent observée, du caractère sémitique. L'organisation patriarcale de la famille n'était point assise sur une propriété collective, sur une institution analogue à la *Zadruga* slave, mais sur une indivision qui groupait un nombre variable d'individus. Chaque copropriétaire n'en demeurait pas moins, aux termes formels de la loi musulmane, maître absolu de sa part indivise, libre, par conséquent, de réclamer le partage. L'indivision ne pouvait donc se maintenir qu'à la condition de reposer sur le bon vouloir de chacun. Dès lors que les circons-

tances extérieures n'allaient plus commander impérieusement l'agrégat, une tendance à la dissociation devait se faire jour au sein de la communauté familiale.

N° 122. Le régime de la propriété, après avoir subi l'influence de l'organisation familiale, allait, il est vrai, influencer sur elle en retour et réagir contre cette tendance à la dispersion. Le droit successoral musulman rend, en effet, le partage définitif à peu près impossible. La formation des lots, déjà très difficile quand la succession est simple, par suite du calcul des réserves, du privilège de masculinité et de la part successorale en pleine propriété accordée au conjoint, devient véritablement irréalisable quand les fractions sont tant soit peu compliquées. Quand le partage intervient, il est provisoire et non définitif. Il substitue simplement à l'indivision proprement dite l'indivision après partage, laissant subsister entre les membres de l'ancienne communauté familiale le lien de la copropriété.

Mais, surtout, la sécurité ne fut jamais, au sein même de la tribu, que chose très relative. Indépendamment des attaques du dehors, d'incessants conflits d'intérêts civils et politiques mettaient souvent aux prises les différentes subdivisions des tribus, douars, fractions de douars, çofs, et jusqu'aux familles d'une même fraction. Dans ce milieu où chaque unité devait constamment se préoccuper d'équilibrer ses forces à celles de l'unité voisine, la liberté et l'indépendance

individuelles ne pouvaient guère que demeurer à l'état de tendance.

N° 123. De même qu'en mécanique la résultante de deux forces qui s'exercent dans des sens différents est une troisième force, distincte des deux composantes, de même, ici, les deux tendances opposées — tendance au groupement, tendance à la dispersion — ont eu pour résultat l'association agricole.

La communauté familiale ne s'est point émiettée et dispersée dès que les germes d'anarchie qu'elle portait dans son sein ont trouvé le milieu favorable à leur action dissolvante.

Au sein de la tribu, la solidarité des intérêts avait pu amener, dans une certaine mesure, l'accord et l'entente entre les contribuables et la diminution des guerres privées. L'insécurité, provenant des périls extérieurs n'avait rien perdu de sa rigueur. L'histoire du Maghreb est la relation d'incessantes hostilités de tribu à tribu, une suite ininterrompue d'attaques à main armée, marquées par le pillage des troupeaux et des récoltes. Pour protéger le travail et le travailleur, la personne de l'agriculteur et sa fortune, il demeurerait indispensable d'être en nombre. C'est pourquoi les groupements primitivement formés sur la seule base du lien familial allaient se reformer sur une autre base : l'association. Le régime du groupement subsisterait. Le groupement seul changerait.

Notes bibliographiques (II.)

N° 116. Cf. MORAND, *La famille musulmane*, n° 43, p. 87, 88.

N° 117. MASQUERAY, *Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie*, 21, 22, 23 ; SALMON, *Les Fahya*, « Archives Marocaines », vol. 1, n° 206.

N° 118. BÜCHER, *Etude*, II, 51 à 54 ; POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 185 à 187 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 468 à 473.

N° 119. Cf. MORAND, *La famille musulmane*, n° 43, p. 87, 88.

N° 120. Cf. chapitre précédent. — Sur la formation de la tribu cf. VILLOT, *Mœurs, coutumes et institutions des Indigènes de l'Algérie*, 343 ; BERNARD et LACROIX, *L'Evolution du nomadisme en Algérie*, 277, 278 ; A. BERNARD, *Les confins Algéro-Marocains*, 81 à 84.

N° 121. RENAN, *Histoire des langues sémitiques*, 470 ; POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 185 à 187, 236, 237, 309 à 312 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie et les coutumes Kabyles*, II, 468 à 473 ; KHALIL, *Seignette*, n°s 955, 956 ; BOYER BANSE, *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, 107.

N° 122. POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 237, 238.

III

L'ASSOCIATION AGRICOLE

Sommaire

- N° 125. Dangers de la dispersion des communautés familiales et moyens de les éviter.
- I. — N° 126. Les communautés temporaires de travail. — N° 127. Leur rôle économique. — N° 128. Leur insuffisance.
- II. — N° 129. L'esclavage. Son rôle effacé dans le milieu maugrebin. N° 130. Le servage. Son incompatibilité avec le caractère démocratique de la société musulman. Son remplacement par l'association agricole. — N° 131. Les « associés ». Le fellâh. Nécessité pour lui de l'association agricole. — N° 132. L'associé agricole. — N° 133. Rôles multiples de l'association agricole. — N° 134. Sa physionomie principale. Les domaines respectifs de l'association agricole et de la communauté familiale au Maghreb. — N° 135. Causes de la fixation générale de la rémunération de l'associé au cinquième. — N° 136. Exceptions à la règle générale. Leurs causes.
- Notes bibliographiques. 189

125. La dissolution des communautés familiales aurait eu de funestes conséquences si l'affaiblissement des sentiments d'union et de solidarité avait été immédiate-

ment suivi de l'apparition de la famille des sociétés modernes, réduite à un couple, avec des enfants et des serviteurs, et formant une économie indépendante. La nouvelle unité de production aurait eu sa puissance et ses aptitudes économiques diminuées. Il en serait probablement résulté un renoncement à l'économie domestique autonome, peut-être, même, un retour accentué vers la barbarie.

Pour éviter ces suites redoutables deux moyens s'offraient :

1° Conserver entre les membres dissociés des grandes familles le lien familial ; laisser substituer les anciens groupements : communauté familiale et tribu, mais comme groupements plus lointains, plus relâchés, moins cohérents, et leur confier les travaux économiques auxquels ne suffirait plus la famille dorénavant réduite. La chose était d'autant plus aisée que le lien de la copropriété demeurait le plus souvent entre les copartageants, par suite du caractère provisionnel du partage ;

2° Elargir artificiellement le cercle de la nouvelle famille par l'admission, dans son sein, d'éléments étrangers non apparentés par le sang : esclaves, associés.

1

N° 126. Nous avons déjà rencontré les communautés temporaires de travail quand nous avons étudié le ré-

gime juridique de l'association agricole. Elles forment des collectivités économiques partielles, destinées à accomplir, dans des circonstances données, des travaux disproportionnés aux forces de la famille ou qui, exécutés par elle isolément, entraîneraient une dépense de force improductive. Parfois, ces travaux intéressent au même degré tous les groupements d'une même agglomération ; telle la sarhâ ou garde des troupeaux, et la construction en commun des silos. Parfois, il s'agit simplement d'une besogne trop lourde ou trop pressante pour qu'une famille seule puisse la mener à bonne fin : labours à opérer, moissons à terminer ; telle la twizâ. Dans tous ces cas se forment, aussitôt, des communautés de travail qui se dissolvent dès que se trouve terminée la tâche en vue de laquelle elles se sont créées. Aujourd'hui on aide tel membre de la tribu, demain tel autre.

N° 127. Les communautés temporaires de travail ont rendu aux populations maugrebines de sérieux services. Elles constituaient une véritable ressource pour des êtres économiquement faibles, pauvres en capital et dépendant étroitement du sol dont ils disposaient. De plus, l'homme primitif n'aime guère à travailler seul, livré à ses pensées ; et moins il est civilisé, et plus il lui est difficile de se résoudre à un travail prolongé et régulier, où il ne doit compter que sur lui-même. Dans ce travail en commun, chacun trouvait des compagnons

avec qui il pouvait parler, plaisanter, rire, chanter. Cette satisfaction, donnée à l'instinct de sociabilité, s'alliait d'ailleurs très bien au principe de l'économie. On travaillait plus longtemps en compagnie qu'on ne l'aurait fait seul ; et, par suite de l'émulation, on travaillait mieux. Le travail n'était plus une fatigue mais un plaisir et, en fin de compte, il en résultait un accroissement de production.

N° 128. Mais, quels que soient les services rendus par cette institution, la somme des besoins qu'elle peut satisfaire est trop peu considérable pour que la communauté temporaire de travail ait empiété sur l'autonomie économique de la famille. En dehors de certains besoins bien déterminés, en vue de la satisfaction immédiate desquels ces associations étaient établies, c'était à chaque famille de produire par elle-même tout ce qui était nécessaire à sa consommation.

II

N° 129. Nous n'avons pas à traiter ici la question de savoir si l'esclavage n'a pas été une des causes plutôt qu'une des conséquences de la rupture de l'ancienne communauté familiale. Toujours est-il qu'un moyen était dès lors trouvé pour la famille de conserver son écono-

mie autonome, tout en marchant dans la voie de l'extension et du raffinement des besoins. Les travaux pourraient être concentrés et répartis à l'intérieur de la famille en proportion du nombre des esclaves. De très grands champs pourraient être livrés à la culture. Certains travaux techniques — culture de la terre, élève du bétail, par exemple — pourraient être confiés pour toute leur vie aux mêmes esclaves, dont les aptitudes particulières se trouveraient ainsi développées.

Dès avant leur arrivée au Maghreb les Arabes connaissaient l'esclavage comme droit de guerre. Après leur installation dans l'Afrique du Nord, leurs expéditions au Soudan leur fournirent des esclaves noirs en abondance. Aujourd'hui encore, malgré l'abolition de l'esclavage, en Algérie et en Tunisie, de véritables chasses à l'homme sont organisées dans l'Afrique centrale, et des caravanes entières d'esclaves sont acheminées vers le Maroc et la Tripolitaine. Il semble donc que l'institution de l'esclavage aurait dû jouer, dans l'histoire sociale, et même politique, du Maghreb, un rôle aussi important que dans l'ancienne Rome. Elle aurait dû, notamment, avoir pour conséquence la division des propriétaires en deux classes bien distinctes, riches et pauvres, le riche dépossédant le pauvre de sa terre et le réduisant à l'état de prolétaire, d'où la constitution d'immenses latifundia, et la concentration, entre les mains de quelques propriétaires, d'énormes troupeaux d'esclaves.

L'esclavage n'a jamais joué au Maghreb ce rôle considérable. En pays musulman cette institution est soumise à un régime particulier. La manière de vivre et le système d'éducation diffèrent fort peu entre le maître et l'esclave. Leurs relations sont empreintes d'un caractère familial. Le préjugé de couleur est, pour ainsi dire, inexistant et les unions sont fréquentes entre Musulmans et femmes noires. La concubine esclave « mère d'un enfant », est affranchie, et son enfant tenu pour légitime. Enfin, l'affranchissement de l'esclave est une œuvre pie, recommandée par la religion et imposée par elle pour le rachat de certaines fautes. Ainsi l'affranchissement fonctionne, en quelque sorte, automatiquement. L'affranchi demeure ensuite sous la tutelle de son patron ; le plus souvent, ils continuent à vivre l'un près de l'autre, se prêtant un mutuel appui, unis par le lien quasi-familial de l'association.

N° 130. A côté de l'esclavage l'histoire des sociétés offre, généralement, une forme plus douce de dépendance : le servage, caractérisé par une existence plus libre et mieux protégée par la loi, et par des prestations en nature dues au seigneur ou à l'Etat. Un trait bien connu de la structure sociale des sociétés musulmanes est, au contraire, l'égalitarisme.

La communauté musulmane forme une société d'un caractère nettement démocratique. Tous les Musulmans possèdent les mêmes droits, et nul ne jouit, par le seul

fait de sa naissance, d'un véritable privilège. Les qualités physiques, morales et intellectuelles peuvent faire le prestige d'un homme plus grand que celui de ses semblables. Dans la tribu certains clans, dans le clan certaines familles, peuvent acquérir un prestige et un ascendant particuliers. Un chef, grâce à sa valeur, grâce au nombre de ses parents et « suivants », peut exercer, sur toute une tribu, et même au delà, une influence considérable, avoir ses partisans, ses alliés, ses tributaires. Il n'est jamais que *primus inter pares*, car, à l'intérieur du clan, tous les hommes libres se valent, le cheikh comme le pâtre, et le prix du sang est le même pour tous.

Quand la nécessité du progrès économique conduira à l'extension de l'économie autonome, on verra l'homme libre non propriétaire chercher à s'incorporer dans une famille. On verra, de même, le petit propriétaire mettre sa personne et sa terre sous la protection d'un homme puissant dont il recevra aide et secours aux jours de détresse. Les divers rapports économiques qui naîtront de ces relations pourront établir entre protecteur et protégé une inégalité de fait réduisant ce dernier à une véritable servitude. Mais jamais il ne s'ensuivra un lien de dépendance reposant sur une hiérarchie de classes. Derrière le protecteur et le protégé il y aura, non un seigneur et son serf, mais des égaux, des « associés ».

N° 131. La physionomie de ces « associés » se présente ainsi avec des caractères bien tranchés.

Le fellâh, ou propriétaire foncier, est souvent un homme de grande famille, descendant plus ou moins lointain et authentique de guerriers valeureux ou de pieux marabouts. Plus souvent encore, c'est simplement un homme hardi, « fils de son bras », que d'heureuses expéditions ont placé dans l'aisance ou enrichi. Dans ce milieu agité où fermentent des éléments si divers sans cesse désunis, rarement assemblés en levées tumultueuses attendant la victoire d'un homme prédestiné, tout esprit aventureux peut aspirer à être un grand chef. Ce futur grand chef est un homme d'âge moyen, à la tête d'une fortune importante qui le rend indépendant : plusieurs charrues, des champs d'orge, de blé, de fèves, des vergers de figuiers ou d'oliviers, un troupeau nombreux et des douros enfouis sous la terre. Quelques bons avis donnés à propos, et il devient « maître du conseil ». Qu'il ramène des bœufs isolés ou conduise des représailles lucratives, le voilà « maître du bras », « maître de la poudre ». Que la guerre éclate, il est désigné pour en être un des chefs. Il fournit des armes, des subsides. Vainqueur, il pille les récoltes des ennemis, plante sa lance sur la « terre ensoleillée » de la tribu vaincue, arrondit son domaine, double et triple le nombre de ses khammâs et de ses partisans.

Tout fellâh est, non seulement un homme plus ou moins riche, mais encore un homme plus ou moins influent, prenant une part plus ou moins considérable à la direction des affaires politiques. Par là, nombre de

soucis le retiennent au dehors et l'obligent à se décharger sur autrui de l'exécution, et même de la surveillance des travaux agricoles. Son train de dépenses est important. Sa maison est toujours ouverte aux hôtes de passage. Il vient en aide à toute une foule de besogneux et de parasites qui, en retour de ses largesses, s'attachent à sa personne et forment le clan, jamais assez nombreux, de ses partisans dévoués. Comme il ne peut songer à se procurer par voie d'échange ses subsistances, il doit lui-même produire tout ce qui est nécessaire à sa consommation. Les membres de sa famille et ses esclaves sont ses premiers et principaux auxiliaires. Mais plus ses besoins augmentent, plus les espaces qu'il doit ensemençer s'étendent, et plus s'accroît le nombre des auxiliaires indispensables. En l'absence de main-d'œuvre salariée, force lui est donc d'accepter le concours d'associés pour la récolte.

N° 132. L'associé agricole est, au contraire, un homme obscur auquel, ni la naissance, ni la valeur personnelle, n'ont conféré influence et richesse. A l'origine, c'est un esclave affranchi demeuré auprès de son patron, un ancien propriétaire dépouillé de sa fortune par suite d'un concours de circonstances malheureuses, un petit propriétaire cherchant à mettre sa personne et ses biens sous la protection d'un autre plus puissant. C'est, toujours, un homme incapable de gérer une économie propre. Et, comme il n'existe dans ce milieu, ni

entreprise, ni industrie louant du travail moyennant salaire, cet individu ne peut assurer son existence qu'en s'incorporant à une économie autonome en qualité d'associé.

N° 133. L'union formée entre le fellâh et son associé déborde ainsi le cadre étroit de la société agricole. Tout d'abord ce contrat recouvre et remplace le louage d'ouvrage ; le fellâh cherche à se procurer la main-d'œuvre nécessaire à ses travaux, et l'associé sa subsistance. Mais les relations qui s'établissent entre eux ne sauraient être comparées à celles du patron et de l'ouvrier de nos sociétés modernes, qui n'unissent leurs efforts que pour le fait et le temps de la production, reprennent aussitôt après leur indépendance, et ont si peu conscience de coopérer à une œuvre commune que leurs intérêts sont en perpétuel conflit. Dans la société maugrebine employeur et employé partagent la même insécurité, la même incertitude du lendemain, la même situation instable. Cette soumission à une commune vicissitude et la nécessité de s'unir pour la combattre nouent étroitement leurs intérêts et les rendent indissolubles. Si, en droit, leurs obligations réciproques sont celles d'associés, au sens juridique du terme, c'est-à-dire de personnes ayant constitué un fonds commun en vue du partage des bénéfices réalisés, en fait, il y a entre eux, non seulement une société proprement dite, à but lucratif, mais encore une association d'aide et de protection mutuelles.

A son associé, le fellâh donnera l'appui de sa puissance et de sa richesse. Il protégera sa personne avec le secours de ses partisans. Il lui procurera les capitaux qui lui manquent pour s'établir et se marier. Dans les années de disette ou de grande calamité, il le mettra à l'abri de la famine en lui avançant les ressources nécessaires pour attendre la récolte suivante. Plus généralement, il l'assistera, dans la mesure de ses forces, toutes les fois que besoin en sera.

De son côté, l'associé agricole fait siens les intérêts du fellâh. Plus ce dernier est riche et plus sa situation personnelle est assurée. Aussi défendra-t-il, non seulement les cultures à la conservation desquelles il est immédiatement intéressé parce qu'une part doit lui revenir, mais, d'une manière générale, tous les biens de son associé. Et, comme la force est le grand moyen de conservation aussi bien que d'acquisition des richesses ; comme l'instabilité des situations est telle que quelques heures suffisent pour passer de l'aisance à l'extrême pauvreté ; comme, au sein même de la tribu, nul n'est à l'abri des exactions du plus fort s'il n'est puissant en même temps que riche, l'associé épousera du fellâh toutes les querelles. Dans les guerres, aussi bien que dans les conflits que soulèvent les rivalités incessantes de famille à famille, on le verra toujours prendre les armes pour soutenir sa cause et lui apporter l'appui de son bras.

Mais le lien qui unit le fellâh à son associé n'est pas seulement plus fort que celui qui découle d'un simple

contrat ; il est aussi plus durable. La coïncidence de leurs intérêts, qui les a fait se chercher et s'associer, n'est ni fortuite, ni passagère. Le temps n'agit que pour la raffermir, en faisant naître entre eux, à la longue, des sentiments d'affection quasi-familiale. L'association en arrive ainsi à durer toute la vie des associés, à se continuer même de pères en fils, prolongeant, en quelque sorte, la famille dans le présent, et la perpétuant dans l'avenir.

N° 134. Partout où le climat le permettait, la culture des céréales représentait, pour chacun des groupements autonomes, la grande ressource, le grand moyen de se procurer les subsistances nécessaires. Seuls les habitants des hautes montagnes et des oasis, régions soumises à de trop basses ou trop hautes températures, et les nomades des steppes surchauffées par l'haleine du désert, demandaient leurs moyens d'existence, les premiers aux cultures fruitières et potagères, les derniers à l'élevage.

L'immense majorité des groupements agricoles s'était donc spécialement organisée en vue de la culture des céréales. Aussi la khammâsâ était-elle de beaucoup la forme la plus pratique et la plus courante de l'association agricole au Maghreb, l'association-type. La même forme d'association se retrouve, sous le nom de msâqâ et avec quelques altérations de régime, dues à la différence des conditions économiques, dans les hautes terres de la Kabylie et de l'Atlas marocain et dans les oasis où les cé-

réales sont remplacées, partiellement ou totalement, par les cultures fruitières.

Dans la steppe, pays par excellence de l'élevage, les nomades vivaient des produits de leurs troupeaux, parcourant en tous sens d'immenses étendues suivant les lois de la transhumance. Ce genre de vie s'accordait avec des habitudes invétérées de rapine et de pillage, et des traditions guerrières. L'insécurité, beaucoup plus redoutable ici que partout ailleurs, nécessitait, au sein de la horde, l'existence de groupements beaucoup plus compacts que chez les sédentaires ; et l'association y avait gardé sa forme primitive, particulièrement énergique, de communauté familiale.

N° 133. C'est une loi bien connue que le cours général des salaires baisse et tend vers le minimum indispensable à la satisfaction des besoins du travailleur toutes les fois que l'offre du travail excède la demande. Le nombre des associés — c'est-à-dire, des gens incapables de gérer une économie propre et obligés de recourir à l'association pour assurer leur existence — était forcément considérable au Maghreb, où la force, grand moyen d'acquisition de la richesse, n'était pas à la portée de tous. On peut en déduire que le cinquième de la récolte, qui constitue la rémunération généralement accordée à l'associé, représente en même temps le taux minimum d'entretien.

On a, d'ailleurs, souvent montré que, de nos jours, en

Algérie et en Tunisie, un khammâs ne peut guère commencer chaque année qu'une étendue dont la superficie, variable suivant les régions, n'est jamais sensiblement inférieure ni supérieure à une dizaine d'hectares. Le rendement des récoltes ne dépassant pas quatre à cinq quintaux à l'hectare, le khammâs ne retire, en moyenne, de la récolte, qu'une dizaine de quintaux, ce qui représente la quantité de grain indispensable à la consommation d'une famille moyenne.

Pendant les siècles qui ont précédé l'occupation française la part du khammâs n'a certainement pas été plus considérable. A la vérité, les surfacesensemencées et les rendements des récoltes étaient probablement plus élevés. La densité de la population, autrefois très faible, permettait de choisir parmi de vastes espaces libres, les terres les plus fertiles et les plus faciles à cultiver avec le capital et les procédés rudimentaires en usage.

Mais ces avantages se trouvaient largement compensés par les pertes provenant des pillages et des dévastations chroniques auxquels la conquête a mis fin. Fellâh et khammâs partageaient ces dangers et se prêtaient un mutuel appui, pour en éviter comme pour en supporter les coups. Leur prévision exigeait la formation par le fellâh, sur l'excédent des consommations de l'association, d'importantes réserves constituant un fonds d'assurance contre les événements calamiteux. Lorsque, d'aventure, la part du khammâs dépassait les besoins

de sa consommation, prélèvement devait être fait du surplus dans l'intérêt commun.

N° 136. La généralité même de cette règle indique qu'elle devait comporter quelques exceptions. Par suite de la tendance des groupements organisés à l'autonomie et à l'indépendance économique, la culture des céréales était partout pratiquée où le climat et le terrain la rendaient possible. Ainsi le domaine d'application de la khammàs s'étendait sur des régions très vastes et très diverses où les besoins auxquels répondait cette institution ne pouvaient se faire sentir avec la même acuité. Comme la rémunération du cinquième représentait l'expression minima du rapport de l'offre à la demande de travail, toute cause de nature à modifier l'un des termes du rapport ne pouvait qu'agir dans le sens de l'augmentation de la part du khammàs. C'est, en effet, ce qui s'est produit dans deux cas différents.

Dans certaines régions les khammàs ont profité d'un régime d'insécurité moindre. L'aide et l'appui du fellâh leur sont devenus d'un moindre secours. Des récoltes plus sûres et plus abondantes leur ont permis de mettre en valeur pour leur propre compte de nouvelles terres. Le nombre des khammàs a dès lors diminué et, pour s'en procurer, les fellâhs ont dû leur abandonner une part plus considérable. Le fait a été observé à plusieurs reprises, pendant des périodes de paix, dans les plaines fertiles de la Tunisie.

Dans d'autres régions, au contraire, l'aridité des terres rendant la culture des céréales difficile et peu rémunératrice, la part du khammâs, insuffisante à nourrir ce dernier, a dû être augmentée par le fellâh. C'est ainsi que dans quelques régions du département d'Oran le khammâs, bien qu'ayant conservé ce nom, ce qui prouve qu'à l'origine sa part dans l'association était certainement du cinquième, reçoit depuis un temps immémorial les trois onzièmes de la récolte. En Tunisie, aux environs de Sfax, le khammâs reçoit le quart. En Kabylie, la part de l'akhammâs est demeurée en apparence fixée au cinquième ; mais nous avons vu qu'en réalité ce cinquième se trouve de beaucoup augmenté par un certain nombre de prestations supplémentaires provenant du fellâh.

Notes bibliographiques (III).

N° 125. Cf. BUCHER, *Etude*, II, 54 à 56.

N° 126. Cf. 2^e partie, n° 105.

N° 127. Cf. BUCHER, *Etude*, II, 54, 55 ; *Etude*, VI, 233, 235, 238. Du même auteur, cf. également, *Les formes d'industrie dans leur développement historique* « in *Revue d'économie politique* » 1892, t. VI ; *La division du travail et la formation des classes sociales* « *Revue d'économie politique* », 1893 t. VII.

N° 128. Cf. BUCHER, *Etude*, II, 55.

N° 129. Cf. BUCHER, *Etude*, II, 55, 56 ; SCHMOLLER, *La division du travail étudiée au point de vue historique*, « *Revue d'économie politique* 1889 », t. III, 577, 578 ; Sur l'esclavage en pays musulman, cf. HOUDAS, *L'Islanisme*, 219.

N° 130. Cf. BUCHER, *Etude*, II, 56 et s., 64 et s. ; SCHMOLLER, *La division du travail étudiée au point de vue historique*, « *Revue*

d'économie politique », 1889 t. III, 577, 578 ; HOUDAS, *L'Islamisme*, 211 ; JAUSSEN, *Les Arabes au pays de Moab*, 125, 224 et s., 243, 127 et s., 69, 237 ; MUSIL, *Arabia Petroea*, 362, 366 et s., 334 et s.

N° 131. I. HAMET, *Etude sur la condition des métayers indigènes en Algérie*, 517 ; MASQUERAY, *Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie*, 116 à 118.

N° 132. Cf. P. V. des délibérations de la conférence consultative, *Journal Officiel Tunisien*, 8 février 1907, 107 ; HAMET, *Etude sur la condition des métayers indigènes en Algérie*, 520 ; SAURIN, *Les contrats de culture indigène en Tunisie*, 36, 27.

N° 134. BOYER-BANSE, *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, 104.

N° 135. R. MARÈS, *Notice agronomique sur la Tunisie*, 7 ; VAN Vollenhoven, *Essai sur le fellâh algérien*, 222 à 224 ; SAURIN, *Les contrats de culture indigène en Tunisie*, 37 ; BOYER-BANSE, *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, 112, 113.

N° 136. R. MARÈS, *Notice agronomique sur la Tunisie*, 7, 50, 51 ; SAURIN, *Les contrats de culture indigène en Tunisie*, 38, 39 ; BOYER-BANSE, *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, 113 ; MARÈS, *op. cit.*, 87, cf. 2^e partie, n° 64.

IV

L'ASSOCIATION AGRICOLE DANS L'ÉCONOMIE MAUGREBINE

Sommaire.

- N° 137. — Nécessité de préciser le rôle économique et la physionomie de l'association agricole dans l'économie maugrebine.
- I. — N° 138. L'association agricole doit être parfois complétée par l'échange. — N° 139. Développement pris par l'échange dans certaines régions. — N° 140. L'association agricole conserve néanmoins son importance.
- II. — N° 141. Quand l'insécurité diminue des formes nouvelles d'association apparaissent. — N° 142. Développement de l'association en pays berbère. — N° 143. En Tunisie. — N° 144. La physionomie de l'association agricole n'en est point altérée.
- III. — N° 148. Coup d'œil d'ensemble sur l'association agricole.
- Notes bibliographiques. 202

N° 137. A s'en tenir aux développements qui précèdent, on pourrait être tenté de se représenter la société maugrebine comme divisée en une multitude de petites cellules, et le Maghreb comme couvert de grou-

pements autonomes constitués, chacun, d'une famille, c'est-à-dire de parents unis par les liens du sang, et d'esclaves, renforcée et prolongée par un nombre plus ou moins grand d'associés agricoles. Chacun de ces groupements formerait une économie isolée, produisant par ses propres moyens tout ce dont elle aurait besoin pour sa consommation, et demeurerait rigoureusement fermée à toute relation économique extérieure, sauf, dans certaines occasions exceptionnelles, des services rendus sous la condition tacite d'une réciprocité de bons offices au moyen de la réunion des communautés temporaires de travail.

Ce serait, tout d'abord, s'exagérer le rôle et l'importance de l'association agricole que de la croire capable de donner à elle seule satisfaction à tous les besoins de la vie humaine. Une incursion dans le milieu économique maugrebin va nous montrer la portée exacte de l'institution, en nous révélant dans ce milieu l'existence d'un mouvement d'échanges relativement important.

Ce serait, d'autre part, se faire une idée fausse de la physionomie générale de l'association agricole que de l'envisager seulement dans sa forme principale, c'est-à-dire comme une institution destinée à renforcer la famille. Sans doute, l'association-type, représentée par la khammâsâ, n'a jamais rien perdu, dans l'ensemble du Maghreb de son importance et de son utilité. Mais il est des régions dans lesquelles les circonstances politiques ont varié au cours des siècles de l'occupation arabe. Un

régime exceptionnel de paix ayant succédé à l'insécurité générale, des répercussions se sont produites dans le milieu économique et des formes nouvelles d'association ont fait leur apparition.

I

N° 138. Quelque développement économique que l'association agricole puisse faire prendre au groupement autonome, celui-ci ne peut, dans tous les cas, suffire par lui-même à tous les besoins de ses membres. La satisfaction de certains besoins peut être mise en question par des événements calamiteux : intempéries, mortalité du bétail, altération des provisions, maladie des membres du groupement. Il faut alors que cette économie s'adresse à une ou plusieurs économies étrangères pour se faire céder, gratuitement ou non, les biens qui lui sont nécessaires. Cet échange se trouve facilité par la répartition très inégale des richesses offertes par la nature. Ici, tel groupement a ses besoins incomplètement satisfaits. Là, tel autre a plus de biens qu'il n'en peut consommer. L'économie en déficit échange alors les biens qu'elle a en trop pour obtenir ceux qui lui manquent. L'échange comble les lacunes de la production. Il établit une balance entre les excédents et les déficits

qui apparaissent occasionnellement, accidentellement, dans une économie pour le reste autonome.

N^o 139. La répartition inégale des richesses offertes par la nature a même déterminé dans certaines régions du Maghreb un mouvement important d'échanges. Dans le Sud de ce pays se trouvent d'immenses étendues, impropres à toute culture, et parcourues par les nomades éleveurs de troupeaux. Plus au Sud encore, dans les oasis, les cultures fruitières remplacent les céréales. Nomades et habitants des oasis devaient importer du Nord les grains nécessaires à leur consommation. De là, un grand mouvement d'échanges entre les produits du littoral, de la steppe et du désert. Le mouvement de migration des nomades, vers le Nord à l'approche de l'été, vers le Sud à l'approche de l'hiver, coïncidait avec le mouvement des échanges. De longues caravanes s'acheminaient vers le littoral ou le désert, chargées de dattes ou de grains, conduites et protégées par les hordes nomades. A la lisière du désert, aux carrefours des routes suivies par les caravanes, se tenaient les marchés où se pressaient de nombreux commerçants.

Chose remarquable ! C'était précisément dans ces régions de nomadisme où l'insécurité sévissait avec le plus de violence et où le groupement de production avait conservé la forme primitive d'association, particulièrement énergique, de la communauté familiale, que le mouvement des échanges était le plus accentué.

N° 140. Mais, dans l'ensemble du Maghreb, la structure intime de la vie économique demeurait intacte. Chaque économie particulière recevait toujours son impulsion et sa direction des besoins propres de ceux qui la composaient. Ce dont elle avait besoin, elle devait en principe le produire. Quelques produits naturels ou d'une valeur spécifique considérable formaient les rares articles d'échange. Là où la population s'était agglomérée dans quelques centres urbains on rencontrait des marchés où se faisait un commerce très actif, où, même, des professions industrielles ou commerciales avaient fait leur apparition. Mais pour acheter quelque chose il fallait qu'on y fût obligé. Chaque économie cherchait tout d'abord à obtenir du sol ce qui était nécessaire à son entretien ; et ce n'était que lorsqu'elle ne pouvait y trouver la satisfaction de ses besoins qu'elle avait recours à l'échange. La composition du groupement demeurait la même — famille et associés agricoles — et, à l'intérieur de l'économie ainsi formée, l'association agricole conservait la même importance.

II

N° 141. Nous avons vu comment, dans la société maugrebine, la tendance au groupement forme contrepoids à l'insécurité. Que cette insécurité vienne à disparaître

ou à diminuer, aussitôt le lien de dépendance qui assujettit l'individu au groupe se relâche, les initiatives se développent, les relations, les transactions se multiplient entre groupements et entre individus. Les combats font place aux trêves, les champs de bataille se transforment en marchés, le crédit et la spéculation font leur première apparition sous la forme de l'association. Un homme qui possède dans sa famille plus de terres qu'il n'en peut labourer s'associe avec un de ses voisins d'une autre famille qui se trouve dans une situation contraire ; ou bien, deux cultivateurs également pourvus s'entendent pour défricher à frais communs un terrain vague. En même temps commence à se dessiner un mouvement de dispersion tendant à amoindrir le groupement primitif de production pour l'amener progressivement à la « tente » au « feu », c'est-à-dire à la famille moderne, composée du père de famille et, plus généralement, du majeur, maître de ses droits, et des incapables qui suivent sa fortune.

Mais la condition de sécurité, nécessaire au développement des formes nouvelles de l'association, ne s'est trouvée que bien rarement réalisée au Maghreb. Seule la Kabylie et l'Atlas marocain, d'une part, et la Tunisie, d'autre part, occupent à ce point de vue une situation particulière.

N° 142. Le pays berbère Kabylie, Atlas marocain est le milieu par excellence où s'est épanoui le régime de

l'association. Protégés contre l'envahisseur par leurs hautes montagnes, ses habitants se sont trouvés, par contre, fixés en groupements très denses sur un sol pauvre. Les nécessités de l'existence les ont poussés à unir leurs efforts et il en est résulté un développement tout à fait remarquable de l'association. L'union des personnes dans un but et un intérêt communs y a pris toutes les formes répondant à une utilité quelconque, depuis la communauté temporaire de travail et la kham-mâsâ, jusqu'au plus humble des contrats de société.

La plupart des nombreuses sociétés que nous avons envisagées dans notre deuxième partie sous le seul point de vue juridique ont pour but de remédier à l'insuffisance du capital agricole. L'Afrique du Nord est le pays des vaches grasses et des vaches maigres. Sur son sol ingrat, mal arrosé, ravagé par de violents troubles atmosphériques, la culture maugrebine, avec ses procédés rudimentaires, dépend entièrement des lois naturelles de production. La misère et la prospérité des habitants y sont intimement liées au caractère favorable ou défavorable de l'année et les réserves amassées, au lieu d'aller accroître le capital agricole, servent à pallier les effets désastreux des mauvaises récoltes. Quelque rudimentaire et réduit que soit ce capital, l'agriculteur est tellement pauvre qu'il lui manque fréquemment un bœuf, ou les instruments aratoires, parfois même la semence ! Il faudra souvent se mettre à deux et à trois pour le réunir. L'association accroît la force de résistance de l'hum-

ble cultivateur, livré à tous les hasards, à toutes les misères, à toutes les attaques des éléments.

Ces sociétés présentent, d'ailleurs, une autre intérêt qui les fait contracter, même par des propriétaires aisés : celui d'amortir les risques en les dispersant. Mauvaise en tel endroit, sur telle terre, sur telle culture, la récolte sera bonne ailleurs. Le morcellement de la production opère donc ici une sorte de compensation.

D'autres formes de sociétés recouvrent des opérations de crédit. Le cultivateur dans le besoin ne trouve pas toujours un autre cultivateur dans une situation analogue à la sienne. Il est alors obligé de recourir à l'emprunt ; et il n'est pas rare que la société agricole dissimule le prêt à intérêt, prohibé par la loi musulmane comme usuraire.

Enfin, la société agricole était exceptionnellement usitée pour certaines fins particulières. Tel l'amriri, véritable société avec assurance mutuelle, contractée entre deux Kabyles de côtes différents pour faire bénéficier les cultures communes d'une réciproque immunité. Telle encore la société bel-khobzâ, dans laquelle le propriétaire se désintéresse complètement de la culture de sa terre moyennant une part de la récolte, ce qui rapproche beaucoup ce contrat du louage de terres.

N° 143. Le Maghreb présentait un milieu peu favorable au développement de la mghârsâ. L'arbre fruitier est le véritable symbole de la paix, et la perspective des razzias était peu faite pour encourager aux planta-

tions les Maugrebins. L'octogénaire de La Fontaine eût lui-même été de cet avis. Les capitaux engagés par le contrat de mghârsâ sont considérables, étant donné l'éloignement de l'époque du partage. Ils sont d'autant plus considérables que, souvent, le propriétaire, ne pouvant trouver un associé qui dispose de ressources suffisantes pour attendre les premières récoltes, est obligé de prendre un travailleur sans autre fortune que ses bras et de lui faire, pour sa subsistance et celle de sa famille, des avances échelonnées suivant ses besoins et remboursables seulement lors de la dissolution de la société.

Pour toutes ces raisons la mghârsâ n'a guère trouvé d'emploi fréquent ailleurs qu'en Tunisie, parmi les riches et paisibles populations du littoral. Les plantations du Sahel tunisien, et principalement des olivettes de Sfax, ont été effectuées à peu près uniquement suivant ce mode. Dans les régions montagneuses, comme la Kabylie où les populations se trouvaient à l'étroit dans des espaces resserrés et sur un sol difficilement cultivable, la plantation directe a dû sérieusement restreindre l'emploi de la mghârsâ, les propriétaires ne se souciant pas de céder une part de leurs terres pour s'éviter le travail de plantation ; et, d'autre part, nombre de plantations ont pu être aménagées par le greffage des arbres sauvages. Enfin, dans les oasis où le terrain cultivable est plus rare encore et d'autant plus précieux qu'il est conquis péniblement sur le désert, on peut considérer comme certain que la planta-

tion directe a été le mode normal de création des cultures fruitières et la mghârsâ l'exception.

Bien que l'élevage soit d'ordinaire l'affaire du nomade et que le nomadisme soit défavorable au développement des transactions et des relations d'individu à individu, les mêmes circonstances exceptionnelles de sécurité ont permis à une forme de l'association pour l'élevage de prendre naissance, et même d'acquérir en Tunisie un certain développement. Dès avant l'occupation française, une société dont nous avons plus haut étudié le régime juridique était déjà d'un usage assez fréquent. Un propriétaire confiait un troupeau à un berger qui en assumait les soins et la garde, moyennant une rémunération consistant en une avance de vivres et de vêtements, et une part du croît.

N° 144. Mais la physionomie propre de l'association agricole n'est point altérée par ses formes nouvelles. Partout ailleurs qu'en pays berbère et en Tunisie le milieu demeure aussi agité, donc aussi fermé à toute évolution ; c'est la stagnation économique parfaite. Même dans les milieux les plus favorables, faibles enclaves dans l'ensemble du Maghreb, l'altération du type primitif de l'association agricole est presque insensible. Les formes nouvelles ne font, en général, que le compléter en permettant la satisfaction de besoins nouveaux ; elles se juxtaposent à lui sans s'y substituer. Quand elles le remplacent, comme la mghârsâ, c'est pour lui em-

prunter presque entièrement ses caractères. Tout au plus ces relations nouvelles marquent-elles un relâchement du lien qui assujettit l'individu au groupement. Il y a bien là un signe précurseur, un commencement du lent mouvement de transformation qui fait passer une société du stade de l'économie isolée aux stades suivants. Mais ce mouvement ne s'est jamais poursuivi plus loin au Maghreb.

III

N° 145. L'association agricole forme donc un des organes vitaux, une institution à la base même de la société maugrebine. L'institution-mère en est la communauté familiale, fortement constituée, le seul groupement vraiment organisé qui surnage parmi les formidables vagues des invasions arabes. Quand les grands remous ethniques se sont apaisés, quand les races berbère et arabe ont commencé à fusionner et à former la société maugrebine, quand se sont constitués les premiers groupements politiques, alors apparaît l'association agricole. Prolongement et soutien de la famille, elle lui donne le nombre et la force de se maintenir au milieu des agitations continuelles des tribus. Association du capital et du travail dans un but de production, communauté permanente de production et de consommation, elle procure aux associés la satisfaction des besoins primordiaux de l'existence.

Association d'aide et de secours mutuels elle les unit d'une manière durable pour la bonne comme pour la mauvaise fortune ; un souffle chaud de communauté de vie morale la traverse. Pareille à ces organismes primaires, qu'étudie l'histoire naturelle et dans lesquels des fonctions, déjà dissociées chez des êtres d'un développement plus avancé, sont encore assurées par un seul et même organe, l'association agricole remplit à elle seule la majeure partie des rôles nécessaires à la vie sociale, politique et économique.

Il semble bien que la société maugrebine ait alors contenu les germes obscurs, les rudiments incertains d'une féodalité qui n'a jamais eu l'occasion d'acquérir sa forme définitive. Durant les siècles de l'occupation musulmane le Maghreb offre, en effet, le spectacle déconcertant d'une société qui s'ébauche par instants, mais dont la formation est aussitôt arrêtée. Dans la monotonie de cette histoire, à l'anarchie politique correspond la stagnation sociale et économique. Toute évolution, politique, sociale ou économique, se trouve à peu près arrêtée. La machine est pour ainsi dire au point mort. Elle y restera jusqu'au jour où, de l'extérieur, une impulsion viendra la remettre en marche.

Notes bibliographiques (IV.)

- N° 138. Cf. BUCHER, *Etude*, II, 69, 71 et s. ; *Etude*, VII, 263, 271.
 N° 139. Cf. BUCHER, *Etude*, II, 72, 74.

N° 141. MASQUERAY, *Formation des cités chez les populations sédentaires de l'Algérie*, 22, 23. .

N° 142. Cf. HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 468, 469 ; MARÈS, *Notice agronomique sur la Tunisie*, 5 ; VAN VOLLENHOVEN, *Essai sur le fellâh algérien*, 176, 177 ; SAURIN, *Les contrats de culture indigène en Tunisie*, 33 ; cf. 2^e partie, n^{os} 67, 72, 69, 68.

N° 143. Cf. 2^e partie, n° 83 ; POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 178 ; MARÈS, *Notice agronomique sur la Tunisie*, 78 à 80, 94, 95 ; BOURDE, *Rapport sur l'élevage du mouton en Tunisie*, 14, 15, 26.

QUATRIÈME PARTIE

L'Association agricole depuis l'occupation française.

L'arrivée des guerriers vêtus de rouge, annoncés par d'anciennes prédictions, marquait pour le Maghreb le commencement d'une ère nouvelle. Cinquante années de paix ont succédé à la conquête. Une population européenne sans cesse accrue s'est, peu à peu, établie et fixée sur le sol de l'Afrique du Nord, amenant avec elle la civilisation occidentale et ses institutions perfectionnées.

Deux milieux économiques très différents se sont ainsi trouvés juxtaposés : le milieu indigène, avec son économie domestique fermée, caractérisée par la production autonome et la consommation des biens par ceux-là mêmes qui les ont produits ; et le milieu européen, avec une économie beaucoup plus avancée et des phénomènes complexes de circulation et de répartition. Il en est résulté dans le milieu maugrebin des

perturbations profondes qui se sont naturellement répercutées sur l'association agricole, institution à la base même de la société maugrebine. L'association agricole a évolué. Les caractères primitifs se sont altérés pendant que se développaient les formes secondaires, autrefois si peu répandues dans le Maghreb, et que faisaient leur apparition des formes nouvelles d'association

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVOLUTION DU TYPE PRIMITIF DE L'ASSOCIATION AGRICOLE

Sommaire.

N. 146. Double sens de l'évolution.

I. — N° 147. La colonisation. Effets généraux. — N° 148. Colonisation officielle. — N° 149. Colonisation libre. — N° 150. Transformation du milieu. — N° 151. Résultats de la colonisation. Diminution du domaine de l'association. — N° 152. Augmentation du nombre des associés agricoles.

II. — N° 153. Cause d'évolution du régime de l'association : disparition de l'insécurité. — N° 154. Relâchement du lien. Contrainte par corps. — N° 155. Sa suppression en Algérie. — N° 156. Ses résultats. — N° 157. La khammâsâ n'est plus qu'un simple métayage, insuffisant à nourrir le khammâs. — N° 158. — Les salaires offerts par la colonisation. — N° 159. La part qui en revient aux Khammâs. — N° 160. Situations locales.

III. — N° 161. L'évolution en Tunisie. — N° 162. Coup d'œil général.

Notes bibliographiques. 207

N° 146. L'évolution du type primitif de l'association agricole formée par le fellâh et le khammâs s'est accom-

plie dans deux sens différents. La colonisation, c'est-à-dire, l'ensemble des œuvres ayant pour objet l'augmentation du nombre des Européens, l'extension de leurs cultures et, plus généralement, le développement de la civilisation, a abouti à un double résultat : l'association agricole a disparu dans certaines régions pour faire place au salariat, pendant qu'ailleurs le nombre des associés agricoles croissait, au contraire, dans des proportions inquiétantes. D'autre part, les perturbations du milieu économique ont amené des modifications profondes dans la nature et les effets de l'institution.

I

N° 147. La colonisation a implanté sur le sol de l'Algérie 680.239 Européens formant une population agricole de 210.923 individus. La superficie des propriétés européennes était, en 1905, de 1.638.845 hectares presque entièrement répartis dans les territoires du Nord, ceux du Sud étant à peu près complètement livrés au nomadisme et à l'élevage. En ajoutant 2.700.000 hectares de forêts domaniales et communales et 800.000 hectares de biens domaniaux, on arrive à un total de plus de cinq millions d'hectares soustraits à la jouissance des indigènes sur les onze millions d'hectares qui forment approximativement la superficie cultivable

du Tell. Il importe, toutefois, de remarquer que la présence des bêtes fauves et l'absence des chemins empêchaient les indigènes de jouir d'une grande partie des forêts, que la plupart des biens domaniaux ont été remis à la colonisation et que le reste provient, en général, de biens inoccupés, de sorte qu'il y a eu plutôt restriction d'exploitation que de facultés anciennes, manque à gagner que perte effective.

Or, depuis la conquête, la population indigène a augmenté de façon considérable : de 3 millions d'habitants en 1881, elle est passée à 4.418.063 en 1906. A vrai dire, l'augmentation si imposante des chiffres résulte, d'une part, de l'extension constante des territoires du Sud, d'autre part et surtout de ce que les recensements récents ont été mieux faits ; pendant longtemps, il avait fallu s'en tenir à de simples évaluations. Mais, raison faite des exagérations, la progression du chiffre de la population indigène s'explique suffisamment par la disparition des guerres incessantes qui décimaient les tribus et l'atténuation des famines.

En Algérie, pays essentiellement agricole où les agriculteurs forment plus des trois quarts de l'ensemble de la population indigène, la colonisation apparaît donc comme un problème redoutable dont la solution intéresse la vie même de la société indigène ; et l'on conçoit que ses effets se soient fait sentir dans l'ensemble comme dans chacune des parties de cet organisme. Mais il y a lieu, à ce sujet, de distin-

guer entre la colonisation officielle et la colonisation privée.

N° 148. De la conquête à l'année 1871, la colonisation officielle a livré à la population européenne 765.000 hectares de terre. Mais cette colonisation ne s'est guère portée que dans les plaines côtières et sur les coteaux maritimes, toutes régions à peu près vides de population agricole. Le voisinage de la mer n'assurait, en effet, aucun avantage aux indigènes. Les terres, broussailleuses et de faible rendement en céréales, étaient trop souvent menacées de dangereuses incursions. La plaine elle-même, largement ouverte, marécageuse et insalubre, se prêtait difficilement à un établissement à demeure. La fertilité de ses terres profondes et fortes était inutilisable pour l'outillage agricole rudimentaire des fellâhs. L'installation rapide des colons et l'exploitation de plus en plus intensive des terres dans les plaines et vallées du Sahel, de la Mitidja, de Bône, de Philippeville, dans la banlieue oranaise et toute la zone côtière d'Oran au Chéliff, n'ont donc point porté une atteinte douloureuse à l'agriculture indigène.

La situation a changé en 1871. A la suite de l'insurrection 234.375 hectares de terre ont été séquestrés, la plupart en Kabylie. Cette mesure a été sensible à des tribus souvent peu dotées foncièrement, et il en est résulté parfois des déracinements douloureux. Mais, ici encore, il importe de ne rien exagérer. Les terrains sé-

questrés ont été le plus souvent choisis dans les bas-fonds, les vallées et plateaux accessibles à la culture européenne, terres fortes, insalubres, ouvertes à l'ennemi et que, pour toutes ces raisons, les Kabyles avaient abandonnées au parcours des troupeaux. D'une manière générale, l'épreuve de la colonisation n'a été pour la Kabylie qu'une excitation au travail. Partout la colonisation est demeurée stationnaire. Sur certains points, les Kabyles ont même, peu à peu, racheté à haut prix et reconquis les terres qui leur avaient été prises.

De 1871 à 1895, l'administration a encore consacré à la constitution de périmètres de colonisation 176.166 hectares de biens domaniaux, 11.181 hectares de forêts déclassées et 221.824 hectares achetés aux indigènes. La remise à la colonisation de biens domaniaux ne donne lieu à aucune observation, ces biens n'ayant point appartenu aux indigènes. Il n'en est pas de même des achats ; leurs conséquences économiques dépendent de la situation locale. Quelques-uns, faits au sein de groupements ruraux denses et peu munis de terres, ont eu des retentissements considérables. L'estimation des terres s'est faite d'une manière équitable ; mais les propriétaires n'ont pas toujours su faire emploi du capital qui leur était versé. Ils ont rapidement dépensé leur argent en prodigalités puériles et se sont trouvés au bout de quelques mois sans terres et sans ressources. Les compensations opérées en nature n'ont, elles-mêmes, pas toujours réussi. L'éloignement, les difficultés de mise en

valeur ou les changements nécessaires d'exploitation ont souvent rebuté les nouveaux propriétaires qui ont aliéné ces terres auxquelles ils ne pouvaient s'attacher. Le déracinement et l'abandon du sol natal, cultivé depuis des siècles par les ancêtres et pour lequel elles professent une sorte de culte traditionnel, a donc été pour des populations faibles une épreuve morale et sociale dangereuse pour leur équilibre économique. Les propriétaires dépouillés ne se sont pas éloignés. Ils se sont efforcés de reprendre comme locataires ou khammàs leurs anciennes terres, et leur misérable voisinage est devenu un danger permanent pour le colon chez qui ils travaillent, pillent et volent tour à tour.

De 1895 à fin 1905, l'Administration n'a livré à la colonisation que 141.516 hectares. Instruite par ses erreurs mêmes, par les misères et les ruines que son imprévoyance avait amenées parmi les populations agricoles, elle ne procède plus à la création de périmètres de colonisation qu'avec circonspection et en s'entourant de toutes les précautions imposées par les leçons de l'expérience.

N° 149. Dans les premiers temps de la conquête, la colonisation libre avait eu des débuts difficiles. L'insécurité des transactions s'opposait à l'acquisition des terres par les particuliers. En revanche, elle protégeait l'indigène contre la dépossession.

La loi du 26 juillet-1873, corrigée et complétée par la

loi du 28 avril 1887, fut précisément votée dans le but de faire disparaître cet obstacle à la colonisation ; — jusque-là toutes les tentatives faites dans ce sens étaient demeurées sans résultat. On voulait franciser progressivement et rapidement toutes les terres c'est-à-dire, supprimer les anciens droits réels musulmans, soumettre les transactions immobilières à la preuve écrite et à la publicité, bref, assimiler complètement la propriété algérienne à la propriété française. Dans l'esprit du législateur, la délivrance à l'indigène de titres de propriété clairs et précis devait permettre aux Européens d'acquérir en toute sécurité les terres nécessaires à leur établissement en Algérie, tout en procurant au propriétaire un moyen commode de crédit.

On sait les critiques nombreuses et trop justifiées qu'a soulevées l'œuvre de la loi. C'était vouloir aller trop vite en besogne qu'essayer de changer du jour au lendemain les coutumes d'un peuple fanatique et ignorant en lui imposant les institutions d'une nation arrivée à un haut degré de civilisation. Nul essai législatif en Algérie n'a donné lieu à un travail aussi colossal, et nul n'a abouti à un échec aussi lamentable. La loi n'a point donné aux Européens la sécurité dans les transactions ; en revanche, elle a ruiné les indigènes par des aliénations trop faciles et des procédures coûteuses.

Jusqu'alors, en effet, l'état confus de la propriété indigène empêchait le propriétaire de trouver facilement un acquéreur de ses droits, le plus souvent indivis et

mal déterminés. Lorsque, au contraire, l'indigène eut le titre facilement aliénable délivré par l'administration, rien ne l'empêcha plus, dans son imprévoyance du lendemain, de céder son bien contre un argent qu'il dépensait ensuite sans souci de l'avenir. Souvent, même, en prévision de la prochaine délivrance des titres, il contractait des emprunts, qui, non remboursés à l'échéance, entraînaient son expropriation aussitôt après la constatation ou la constitution de sa propriété. Enfin, l'application de la loi française à toutes les terres francisées par les opérations de la loi de 1873 entraînait pour tous les contrats et litiges intéressant ces immeubles des frais hors de proportion avec la valeur de la terre. Des hommes d'affaires s'abattaient sur les douars, acquéraient une part infime d'une grande propriété indivise et demandaient ensuite le partage conformément à la loi française. Le partage en nature étant le plus souvent impossible par suite du grand nombre des intéressés, on voyait s'ouvrir d'interminables et coûteuses procédures de licitation, qui absorbaient en grande partie la valeur de l'immeuble. Les propriétaires, qui ne disposaient pas en général, de capitaux suffisants pour se porter adjudicataires, étaient évincés pour un prix très inférieur à la valeur réelle de l'immeuble, absorbé en grande partie, sinon intégralement, par les frais de procédure, et jetés ainsi dans la plus profonde misère.

Avant la suspension des opérations, en 1890, 2.088.314 hectares ont été ainsi francisés en exécution

de la loi de 1873. La plus grande partie de ces terres, devenues la propriété de spéculateurs dont l'unique désir était de profiter des circonstances pour réaliser un bénéfice, ont été revendues aux indigènes. Malheureusement ces achats ne sont point en même temps des rachats. Ce ne sont point les détenteurs primitifs qui ont repris les terres dont le besoin, l'imprévoyance, les décisions administratives et les procédures les avaient dépouillés. Sur les territoires francisés on trouve aujourd'hui peu d'indigènes ayant conservé leur propriété. Beaucoup sont devenus les khammâs de ceux qui ont racheté les terres dont ils étaient autrefois propriétaires.

N° 130. C'est que l'introduction dans la société indigène de la vie économique moderne y a produit son effet habituel de transformation. Elle a brisé les cadres anciens et rompu l'équilibre traditionnel. Elle a ouvert à l'habileté, à l'économie et au labeur des champs plus vastes pour s'exercer, des chances plus nombreuses de réussir. Mais, en même temps, elle exposait à tous les hasards, à tous les dangers de la concurrence vitale, les faibles, les imprévoyants et les paresseux. Le fellâh a dû se plier aux exigences de la vie nouvelle ; lorsqu'il n'a pas su les comprendre il a couru à sa ruine. Chef de famille, fréquemment retenu au dehors par les marchés, la djema'a, les procès, il s'en remettait à ses parents, fils, frères, neveux, cousins, pour la surveillance des travaux agricoles. Il conservait le même train de dé-

penses, son hospitalité traditionnelle et ses largesses aux parasites, pendant que se tarissaient peu à peu les anciennes sources de revenus. Dans les années difficiles le fellâh n'a pu recourir aux vieilles institutions d'assistance qui portaient autrefois le clan tout entier à aider de ses ressources la famille dans la gêne. Il lui a fallu contracter des emprunts onéreux et sa fortune a peu à peu périclité.

Ainsi s'expliquent l'effondrement de la plupart des fortunes historiques et la transformation en prolétariat d'une partie notable des petits propriétaires dont les terres ont été absorbées par les usuriers. Avant la conquête les institutions du crédit n'avaient pu se développer dans l'insécurité générale. En pays soumis aux Turcs, le prêteur avait pour tout gage la récolte et les bestiaux ; le régime arch rendait la terre inaliénable. En pays insoumis, le cadi était inconnu et les transactions plus difficiles encore qu'en pays soumis. Les emprunts, surtout les emprunts suivis de réalisations de gage, étaient donc peu fréquents. Chacun gardait sa terre. Mais la conquête et l'occupation françaises ont facilité les transactions en rétablissant la sécurité. Des cadis ont été partout installés, des titres sérieux rédigés, d'immenses étendues sont passées du régime arch au régime melk par la francisation des terres. Les prêts aux fellâhs obérés, les saisies et les ventes judiciaires se sont multipliés avec leur conséquence fatale : l'expropriation et la ruine de l'emprunteur. L'usure s'est orga-

nisée au profit de spéculateurs européens et israélites, et surtout de Musulmans accapareurs. De dangereux modes de crédit comme la *rahnîâ* ou antichrèse musulmane, et la *thenîâ* ou vente à réméré la recouvrent, qui se sont rapidement étendus au point de constituer un véritable fléau. On cite des régions dans lesquelles les deux tiers des terres paraissent appartenir à des centaines de propriétaires et sont, en réalité, entre les mains d'un seul. Praticqué par des Européens ou des Israélites sous la forme, notariée ou sous seing privé, de vente à réméré ou d'antichrèse, ou entre indigènes seulement sous la forme de *rahnîâ* ou de *thenîâ*, le nantissement immobilier cache toujours une opération usuraire. Contre une somme toujours très inférieure à sa valeur, le créancier se met en possession et a la jouissance de la terre jusqu'au remboursement de la dette. Le créancier qui est censé avoir avancé l'argent sans intérêt en retire donc, en réalité, dans des conditions de sécurité uniques, un taux qui monte facilement jusqu'au 60 0/0. Bien mieux ! Dépossédé de sa terre et privé de sa seule source de revenu, le débiteur n'a plus aucun moyen de trouver les ressources nécessaires à l'acquittement de sa dette. Lorsque le créancier le met en demeure de se libérer sous peine d'exécution forcée, l'emprunteur, désespérant dans son fatalisme de pouvoir jamais rentrer en possession de son bien, préfère, pour éviter des frais plus élevés, délaisser sa propriété contre l'abandon des poursuites et une légère indemnité.

Depuis la conquête la société indigène a vu se former rapidement un certain nombre de fortunes nouvelles nées du négoce, de l'économie et des avances à gros intérêts. Mais la plupart des grandes fortunes foncières récemment acquises par les indigènes ont la même origine : l'installation d'un créancier sur une part de copropriété indivise, l'extension de la même opération aux autres copropriétaires jusqu'à élimination de tous les anciens occupants, enfin l'adjudication à son profit des terres convoitées. Sur certains points l'accaparement des terres par les gros propriétaires musulmans au détriment de leurs coreligionnaires a amené la constitution de vastes latifundia autrement absorbants que la colonisation officielle, et même que la colonisation libre, et la grande propriété tend, dans nombre de douars, à se substituer à la petite propriété. Le résultat le plus fréquent de cet accaparement opéré par de notables indigènes ou des usuriers israélites a été le maintien des anciens propriétaires sur leur sol au titre nouveau de khammàs. Quand l'acquisition a été faite par un Européen, le fellâh exproprié est quelquefois devenu un journalier.

N° 151. La colonisation, avons-nous dit, s'est principalement développée dans les plaines avoisinant la mer, où se trouvaient les terres les plus fertiles. A peu près incultes et inexploitées avant la conquête, ces terres ont été livrées à une culture intensive incompatible avec

l'association au cinquième, vieille institution trop simple pour pouvoir embrasser tous les travaux que nécessite une exploitation européenne. Le louage d'ouvrage a donc remplacé l'association agricole dans toutes les régions de riches cultures : Sahel, Mitidja, plaines de Bône et de Philippeville, zone côtière d'Oran ; et c'est par millions que, de nos jours, les indigènes y reçoivent des salaires en échange de leur main-d'œuvre. La statistique de 1908 indique une population indigène ouvrière agricole de 483.851 individus, dont 180.788 hommes. Mais parmi ces ouvriers agricoles bien peu sont des salariés, c'est-à-dire des individus vivant uniquement de leur travail rémunéré en argent. La généralité est composée d'indigènes demandant simplement à un travail temporaire, un appoint de ressources.

Le colon use du faire-valoir direct toutes les fois qu'il le peut, car la supériorité de ses cultures lui assure de forts rendements. Au cas contraire, il loue ses terres riches et donne à khammâsâ ses terres pauvres. Sa tendance naturelle, fort explicable étant donné la mauvaise foi, l'inhabileté et l'indolence du khammâs, est de ne considérer ce métayage que comme un pis-aller peu souhaitable. Dans une certaine mesure les fermiers ont donc remplacé en Algérie les khammâs. La statistique de 1908 indique pour cette catégorie une population de 141.473 individus, dont 60.582 hommes. Mais nous avons de bonnes raisons de considérer comme exagéré

ce chiffre — d'ailleurs donné comme très approximatif et à titre de simple indication par l'Administration elle-même. Il est difficile au colon de trouver un locataire indigène qui présente les garanties indispensables ; et ce dernier n'a lui-même que rarement une éducation économique suffisante pour trouver avantage à un mode d'exploitation qui l'oblige à convertir en argent une partie des produits de sa culture.

L'effet direct de la colonisation a donc été une diminution des étendues formant le domaine de l'association agricole. La culture européenne lui a substitué dans les terres riches, particulièrement dans les régions indiquées plus haut, le louage d'ouvrage et la location des terres. Elle l'a laissé subsister dans les terres pauvres. Mais la mesure de ce resserrement du domaine de l'association agricole est impossible à évaluer, même très approximativement, en l'absence actuelle de toute donnée statistique susceptible de servir de base.

N° 152. En sens inverse, la colonisation a amené un accroissement important du nombre des khammàs.

On connaît les effets désastreux de la loi de 1873 qui a livré à la spéculation la plupart des terres francisées. Nous avons vu, d'autre part, les dangereux résultats de l'extension prise, depuis la conquête, par les modes de crédit reposant sur le nantissement immobilier — rahnîàs et thenîàs. Les deux maux ont engendré les mêmes conséquences : ruine et transformation en prolétaires

d'un nombre imposant de propriétaires qui, dépouillés de leurs terres et privés de leur seule source de revenus, se sont efforcés de demeurer comme khammàs sur leurs anciennes terres ou sur des terres voisines.

La statistique de 1908 évalue à 1.107.051 individus, sur une population agricole de 3.421.671 âmes, le chiffre des métayers ou khammès. Mais ces chiffres sont expressément mentionnés comme de simples indications. Seraient-ils exacts que, par suite de l'inexistence de toute statistique avant une époque récente, ils ne nous serviraient de rien pour estimer l'augmentation du nombre des khammàs depuis la conquête. Tout ce que l'on peut donc affirmer c'est que, sous la double influence de la colonisation et de l'accroissement de la population, le nombre des associés agricoles n'a pu qu'augmenter dans des proportions considérables.

II

N° 153. Née de l'insécurité et destinée à la combattre, l'association agricole, au lendemain de la conquête et dès la pacification achevée, avait perdu la raison première de son existence. Disparue la nécessité de l'union pour la défensive comme pour l'offensive, pour la bonne comme pour la mauvaise fortune, le lien de solidarité quasi-familiale qui rattachait les associés d'un même

groupe devait fatalement se desserrer. La sécurité des relations et la facilité des transactions allaient permettre à l'individualisme de se faire jour à travers la traditionnelle institution de l'association agricole. Celle-ci devrait évoluer ou disparaître.

Mais une institution vieille de plusieurs siècles ne disparaît ni n'évolue brusquement. Elle possède, au contraire, une force acquise qui la fait parfois survivre alors même que les raisons qui l'ont fait apparaître ne sont plus depuis longtemps. Ses caractères distinctifs ne s'atténuent et s'effacent que peu à peu. C'est pourquoi, dans le milieu musulman, essentiellement conservateur et traditionaliste, on retrouve, de nos jours encore, en Algérie et en Tunisie, l'association agricole et la communauté de famille avec tous leurs caractères primitifs, institutions désuètes ayant perdu la plupart de leurs avantages économiques d'autrefois. Mais une évolution générale s'est accomplie, lentement, insensiblement, mais avec la sûreté des phénomènes économiques. La communauté de famille s'est, de plus en plus, cantonnée dans les steppes où elle se trouve maintenant menacée de disparaître en même temps que le nomadisme. Quant à l'association agricole, elle a subsisté, mais nous allons voir que son régime et sa nature se sont complètement modifiés.

N° 154. Avant la conquête les khammàs se succédaient de père en fils auprès de la même famille de

fellâhs. Quand l'année avait été mauvaise, le fellâh faisait, sur ses réserves, les avances nécessaires au khammas pour attendre la récolte suivante. Les services de ce dernier l'en rembouraient toujours, d'une manière ou l'autre et dans un temps plus ou moins long.

La paix française, en assurant la sécurité, relâcha le lien de l'association, rendit moins solidaires les intérêts du fellâh et du khammàs, et même, par certains côtés, divergents. La tradition voulait que le fellâh avançât au khammàs, sur le produit à venir de la récolte, les sommes qui lui étaient nécessaires. La khammàsà constituait donc un moyen excellent de crédit pour un homme dénué de ressources, cherchant à se procurer sa subsistance jusqu'à la récolte, ou encore une somme d'argent dont il avait immédiatement besoin. Le plus souvent, la part du khammàs dans la récolte ne suffisait point à rembourser le fellâh de ses avances, et, dans son incapacité de se libérer, le débiteur n'avait d'autre ressource que de renouveler son contrat. S'il tentait de s'échapper ou s'il refusait de travailler, il y était contraint par corps, conformément au droit musulman. L'homme et sa famille formaient le gage du créancier et l'autorité devait prêter main-forte à ce dernier lorsqu'il le demandait. La généralité des khammàs se trouvaient ainsi attachés à la glèbe par le lien d'une dette, et réduits à demeurer au service du même fellâh durant des années. La difficulté même de leur libération la leur faisait paraître impossible. Leur disposition naturelle

à l'insouciance du lendemain et l'accoutumance aidant, ils finissaient par se complaire dans cette vie où, en échange d'un travail de quelques mois chaque année, leur existence se trouvait assurée sans grands efforts.

N. 155. Nous avons vu, dans notre deuxième Partie, que la jurisprudence et l'administration algérienne ont été amenées à interpréter comme s'appliquant en matière indigène la loi abolitive de la contrainte par corps du 22 juillet 1867. On a contesté autrefois, en Algérie, la légalité de la suppression de la contrainte par corps en matière indigène ; mais cette controverse ne présente plus aucun intérêt. Nous n'avons pas non plus à examiner d'une manière générale, mais seulement dans la matière spéciale de la khammâsâ qui doit seule nous retenir pour l'instant, l'opportunité et les résultats de cette mesure. Il est certain que l'abolition de la contrainte par corps, inspirée d'ailleurs de principes excellents, est allée à l'encontre des coutumes ancestrales de la société musulmane algérienne. L'emprisonnement pour dettes constituait la garantie indispensable du fellâh contre le manque de fidélité du khammâs à ses engagements, chose fréquente dans un milieu de moralité peu épurée. En supprimant cette garantie on a porté atteinte au crédit même du khammâs. Il en est résulté une modification nouvelle du régime de la khammâsâ. Le fellâh qui, autrefois, ne craignait point de faire des avances considérables au khammâs, ne lui a plus désor-

mais ouvert de crédit que dans la mesure des garanties qu'il lui offrait, c'est-à-dire, en général, jusqu'à concurrence du cinquième de la récolte, en échelonnant ces avances au fur et à mesure que les travaux de culture s'accomplissent. Par contre coup, le contrat qui, avant la conquête, durait souvent toute une vie, quelquefois plusieurs générations, et, après la conquête, plusieurs années, prend en principe fin à la récolte.

N° 156. Exception faite pour le Berbère chez qui des siècles d'existence difficile dans des montagnes arides ont développé d'une manière remarquable le goût du travail et l'âpreté au gain, l'indigène producteur se distingue par une intelligence bornée, une apathie générale qui l'amène à cet état de résignation contemplative que l'on nomme fatalisme, et une paresse incoercible, mère d'une longue série de vices : dissimulation, mal-honnêteté, méfiance, imprévoyance, amour de la luxure et de la ripaille. Son principal objectif est de vivre des produits naturels du sol. S'ils sont insuffisants ce n'est qu'à regret qu'il consent à aider la nature. Aussi la privation de l'appui du fellâh a-t-elle été d'autant plus sensible au khammàs qu'il était, depuis des siècles, habitué à y compter. Dans les débuts il en est résulté une crise ; des khammàs se sont trouvés réduits à la misère et à la famine et obligés de demander leur existence à toutes sortes de moyens, d'où une recrudescence du banditisme. Par la suite l'équilibre s'est rétabli ; mais le ré-

gime de la khammàsà ne s'est point amélioré au profit du khammàs. Tous les auteurs qui se sont occupés de dresser dans une localité déterminée le budget d'un khammàs arrivent aux mêmes conclusions : En moyenne ce tenancier laboure et ensemence en blé et orge une superficie de 10 hectares dont le rendement est de 50 quintaux, sur lesquels 10 quintaux lui sont attribués. Or, ces 10 quintaux représentent la consommation annuelle d'une famille moyenne, au taux minimum d'entretien. Force est donc au khammàs de chercher ailleurs le complément de ressources qui lui est indispensable ; il faut nécessairement qu'il dispose d'une autre source quelconque de revenus : par exemple, un troupeau lui appartenant ou remis à cheptel par le fellâh, dont les produits et le croît viendront, en totalité ou en partie, équilibrer son budget. Encore faut-il supposer un khammàs non obéré ; et nous avons vu qu'en général le khammàs a reçu des avances durant le courant de l'année. Le prélèvement de ces avances, qui sont pour le fellâh une tentation d'usure à laquelle il ne résiste pas toujours malgré la prohibition religieuse, diminue d'une manière considérable, et va parfois jusqu'à absorber intégralement la part de récolte du khammàs. Celui-ci vit donc toujours sur l'avenir, un avenir incertain et aléatoire puisqu'il suppose un fellâh disposé à faire son associé des avances. Dans les bonnes années le khammàs pourrait constituer quelques réserves, mais l'amour de la ripaille l'emporte et c'est tout au plus si les avances

diminuent. Vienne une année déficitaire et les avances du fellâh, atteint lui-même plus ou moins, se font plus rares et moins importantes. Certains produits naturels du sol, malvacées, carduacées, choux palmistes, racines diverses, suppléent le manque de céréales. Mais là encore la colonisation, en interdisant aux indigènes l'accès et l'usage de vastes étendues, les a privés de ressources sur lesquelles ils étaient habitués à compter. Que plusieurs mauvaises récoltes se suivent, et la hideuse famine fait son apparition. Mais ce mal intermittent contre lequel l'administration française dispose aujourd'hui de remèdes de plus en plus efficaces exerçait avant la conquête des ravages beaucoup plus considérables. Ce qui est, au contraire, un mal nouveau et permanent, c'est l'état précaire, voisin de la misère, où se trouvent les khammàs pendant les années moyennes. Ceux qui meurent de faim sont rares, mais ceux qui meurent des suites de privations sont innombrables.

N° 137. Ainsi, le fellâh et le khammàs qui associaient étroitement leurs intérêts et unissaient leurs existences dans une communauté de vie matérielle et morale, ont peu à peu desserré leurs liens de solidarité. Le khammàs a néanmoins subsisté ; mais le caractère quasi-familial des relations entre khammàs et fellâh a généralement disparu. Aux sentiments d'entraide et d'assistance contre la vicissitude commune, qui formaient autrefois l'essence même de l'association et faisaient de celle-ci

une sorte de prolongement de la famille, s'est substitué le lien d'un simple métayage. Le khammâs n'est plus pour le fellâh qu'un salarié en nature, rémunéré sur une part des produits, étranger à la famille.

L'état économique des populations musulmanes soumises à l'influence française ne s'est pas encore sensiblement modifié depuis la conquête. Le passage du stade de l'économie domestique autonome à l'économie nationale, qui met d'ordinaire des siècles à s'effectuer, constituait un fossé trop profond à franchir, et son accomplissement dans ce court intervalle aurait entraîné une véritable révolution économique. C'est d'ailleurs un fait bien connu que l'économie isolée et l'économie nationale ne représentent point une gradation dont les différents degrés s'excluent nécessairement l'un l'autre. Le milieu algéro-tunisien en fournit une fois de plus la preuve. A côté de la société européenne parmi laquelle fonctionnent tous les rouages perfectionnés de l'économie moderne, les indigènes, comme par le passé, cherchent avant tout à se suffire par leurs propres moyens, à produire tout ce qu'ils doivent consommer, et ne demandent à l'échange que le surplus.

Dans un pareil milieu on conçoit qu'il n'y ait pas encore place pour le salarié, c'est-à-dire pour l'homme vivant au jour le jour de la rémunération en argent de son travail. Cette rémunération ne peut se faire qu'en nature, sur une part des produits. L'exploitation directe des terres par le propriétaire aidé d'ouvriers agricoles

se trouve, d'une manière générale, impossible. La location des terres est elle-même à peu près impraticable, étant donnés les hasards auxquels sont soumises les récoltes, le manque de garanties présentées par le locataire indigène et la difficulté qu'éprouverait ce dernier à convertir en argent ses produits. Le mode normal du faire-valoir est l'exploitation à part de fruit, et l'association agricole la forme ordinaire de la coopération du travail et du capital. Cette association respecte les habitudes de l'indigène. Elle convient également au fellâh à qui elle épargne la plupart des travaux de culture, et au khammâs à qui elle laisse une grande latitude pour la tâche à accomplir et dont elle n'exige qu'un travail non soutenu, coupé de longs repos et, en définitive, peu élevé. Comme par le passé il est toujours de bon ton de prendre un khammâs et la même tradition se retrouve chez les métayers. Tel tenancier au cinquième, non obéré, cédera volontiers la moitié de sa part pour rémunérer le concours d'un métayer plus pauvre que lui.

N° 158. Pour toutes ces raisons la khammâsâ a subsisté, en dépit des modifications survenues dans son régime et de son insuffisance à assurer l'entière satisfaction des besoins du khammâs. Mais celui-ci s'est trouvé obligé de chercher ailleurs le complément de ressources indispensable à son existence. La proximité des périmètres de colonisation lui offrait, en compensation, certains avantages économiques sous la forme de débouchés

nouveaux pour certains produits : poules, œufs, gibier, bois, utensiles divers confectionnés, et il en a profité dans une faible mesure. Mais la colonisation lui offrait surtout des salaires en échange de sa main-d'œuvre.

D'après l'évaluation de Glorieux le total des sommes reçues à ce titre par les indigènes s'élèverait, tant en salaires agricoles que non agricoles (commerce, industrie, administration et services publics), à 60 millions environ par an. Il est très difficile, on le conçoit, de préciser avec une rigoureuse exactitude une semblable estimation, et cette approximation nous paraît suffisante. Mais il faut, alors, défalquer la presque totalité des salaires non agricoles dont une très faible partie seulement est perçue par la population agricole indigène. C'est pourquoi Lecq ramène à 45 millions, pour les seuls salaires agricoles, l'évaluation de Glorieux. Selon Peyerrimhoff, la réalité doit correspondre à 50 millions environ.

N° 159. Il est impossible de déterminer d'une manière exacte la part qui, sur ce chiffre, revient aux khammâs. Du moins peut-on affirmer sans craindre l'erreur que la majeure partie leur en est versée.

A s'en tenir à la statistique de 1908, on trouverait, il est vrai, en Algérie, une population ouvrière agricole de 483.851 individus, parmi lesquels 180.788 hommes. Mais, si l'on entend par ouvrier agricole l'indigène vivant au jour le jour du travail de ses bras, rémunéré en

argent, ce chiffre est manifestement erroné. La caractéristique de la main-d'œuvre agricole est d'être temporaire, intermittente. Celle de l'indigène est, au surplus, tellement imparfaite que le colon lui préfère généralement la main-d'œuvre italienne ou espagnole. Rares sont les indigènes attachés d'une manière continue à une exploitation agricole. Cela ne se voit guère que dans les régions de culture intensive, c'est-à-dire dans quelques districts isolés et peu étendus. Pour tous les travaux de l'agriculture auxquels son personnel ordinaire ne peut suffire, vendanges, moissons, etc., le colon s'adresse aux indigènes du voisinage. Il trouve là une première réserve importante de main-d'œuvre parmi les khammàs et les petits agriculteurs presque complètement inoccupés dans l'intervalle des labours et des moissons, et qui sont heureux de se procurer par quelques journées de travail un appoint de subsistances. Quand cette main-d'œuvre est insuffisante par suite de sa mauvaise qualité, de l'importance des travaux, ou de l'inexistence de besoins actuels et supérieurs chez les indigènes, trop imprévoyants pour songer à l'avenir, le colon fait appel à une main-d'œuvre étrangère à la localité, qui s'est développée depuis quelques années d'une manière remarquable, avec des caractères particuliers.

Aux époques de l'année qui correspondent à la moisson et aux vendanges, des centaines de travailleurs se réunissent dans les tribus, et partent sous la conduite d'un chef offrir au loin leurs services pour de l'argent.

En Algérie, ce sont les Kabyles qui se déplacent ainsi le plus volontiers ; dans le département d'Oran, les indigènes des tribus berbères de la région frontière du Maroc et les nègres du Gourara et du Touat. Mais cette coutume tend à se généraliser à mesure que grandissent, d'une part, l'utilité de cette main-d'œuvre pour le colon, de l'autre, les besoins des indigènes. Toujours, d'ailleurs, la composition de ces troupes errantes d'ouvriers agricoles demeure la même : Ce sont, pour la plus grande part, des khammàs à la recherche d'un appoint de ressources ; pour le reste, des petits propriétaires momentanément dans la gêne. D'une manière générale l'indigène ne se résout au travail que contraint par la nécessité. Il est naturellement *chemmàs*, « buveur de soleil », et c'est pourquoi, suivant les années d'abondance ou de disette, la main-d'œuvre disponible se raréfie ou augmente dans de formidables proportions.

N° 160. Tel est le spectacle d'ensemble. Il faut mettre à part certaines situations locales qui présentent un aspect contradictoire.

Le Maghreb, partagé sur toute sa longueur par deux chaînes de montagnes qui le divisent en bandes longues et étroites, séparées en une série de compartiments, forme un ensemble à la fois homogène et hétérogène. Et l'hétérogénéité de l'Islam algérien n'apparaît nulle part plus qu'en matière économique. Entre les montagnards Kabyles et les habitants des plaines les siècles

ont creusé un abîme. A l'étroit sur ses pics stériles, le montagnard devait, pour vivre, féconder un sol ingrat auquel ses peines et son indépendance chèrement acquise dans les combats le faisaient étroitement s'attacher. L'homme des plaines poussait devant lui ses troupeaux dans les espaces fertiles. Toujours inquiet du lendemain, il ne pouvait se fixer à la terre et se fier à elle pour le nourrir. Demi-nomade, demi-sédentaire, il morcelait sa production par des associations dont le but principal était d'accroître sa puissance offensive et défensive.

La colonisation a eu pour effet de fixer définitivement au sol la plupart de ces populations. Parmi elles il en est de molles, de fantasques, de paresseuses, d'incapables qui, devant les facilités d'aliénation accordées par la loi de 1873, ont abandonné leurs terres avec d'autant plus de facilité qu'elles ne se sentaient nullement le goût de les exploiter. Actuellement, leur situation économique est misérable. Il leur est impossible de maintenir leur cheptel sur des parcours réduits et entourés de fermes, à plus forte raison de le développer dans la mesure des besoins croissants d'une population qui prolifie. L'extension des cultures qui s'est produite sous la poussée des besoins est insuffisante à compenser la perte de vastes étendues. D'autre part, le colon, que cette main-d'œuvre indolente ne peut satisfaire, préfère s'adresser aux Kabyles ou aux Marocains pour la moisson et les vendanges, et aux Espagnols ou aux Italiens

pour les défrichements. Transformés par la nécessité, les plus laborieux sont devenus les quelques salariés indigènes attachés aux exploitations d'une manière continue dans le pays même ou dans le voisinage. Les autres ont été obligés de quitter en grand nombre le douar pour aller chercher dans les villes des moyens d'existence incertains.

La colonisation a déraciné les populations faibles et mal préparées à la concurrence économique. C'est le cas de la partie centrale du département d'Oran dans laquelle les populations, d'origine arabe et de mœurs pastorales, ne se plient que lentement à la vie sédentaire. C'est aussi le cas d'une partie de la vallée du Chélif où les indigènes du Dahra remplacent peu à peu, chez beaucoup de colons, les populations autochtones, indolentes et sans ressort.

III

N° 161. L'occupation française a amené en Tunisie 160.373 Européens formant une population rurale de 16.400 individus, répartie sur 822.563 hectares auxquels il faut ajouter 676.505 hectares de terrains domaniaux boisés. Les indigènes tunisiens ont donc perdu, sur les 3 millions d'hectares cultivables et les 5 millions d'hectares de terres de parcours qui devaient former la superficie exploitable par la population indigène avant l'occupation, la jouissance de 1.500.000 hectares environ.

Pendant ce temps cette population, estimée à 900.000 individus en 1889, montait en 1909 à 1.706.832 âmes ; mais les remarques que nous avons faites pour l'accroissement de la population indigène algérienne s'appliquent également à la Tunisie. La population agricole indigène peut être approximativement évaluée, en retranchant du chiffre total les agglomérations urbaines, à 1.500.000 habitants.

La colonisation libre, favorisée par la loi foncière de 1885 qui permet d'établir en quelques mois un titre de propriété à l'abri de toute contestation, a pris dès les débuts un essor considérable. 500.000 hectares environ ont été ainsi acquis directement aux indigènes par des Français. Mais, nulle part, le sol n'a été morcelé. En Tunisie le petit colon français est encore l'exception. On n'y trouve que le domaine moyen de 100 à 300 hectares, le grand vignoble de 40 à 400, et le domaine géant de 1.000 à 100.000 hectares. Les colons sont restés isolés ; ils n'ont point amené avec eux de paysans français. Des chefs de culture, presque tous célibataires, surveillent chacun 15 à 20 ouvriers indigènes ou italiens occupés aux travaux agricoles. Souvent, aussi, le colon s'est contenté de louer ses terres aux indigènes sans les déplacer par ses cultures. Ainsi s'explique la faiblesse du chiffre de la population rurale française : 4.400 individus pour 697.000 hectares ! Sur les 83.125 hectares de terre acquis par les Italiens et peuplés de 12.000 individus, ceux-ci ont au contraire expulsé les indigènes. Ils font

valoir directement leurs lots — 8 à 10 hectares au maximum — et, lorsqu'ils ont besoin de main-d'œuvre, ils trouvent des auxiliaires en grand nombre parmi leurs compatriotes plus pauvres encore qu'eux.

La colonisation officielle n'a commencé que vers 1892 et ce n'est même que quelques années plus tard qu'un sérieux effort a été tenté par la Direction de l'Agriculture. Le décret du 1^{er} septembre 1897 a créé un fonds spécial de colonisation et de emploi domanial, ayant pour objet l'achat des terres destinées à être alloties et revendues aux Français. De 1892 à fin 1908, l'Etat a délivré dans le Nord de la Régence 1.281 lots formant 113.000 hectares prélevés, en majeure partie sur les terrains domaniaux, le reste sur les habous publics.

Le peuplement européen et les aliénations de terres n'ont donc point eu en Tunisie les douloureuses répercussions relevées dans le milieu indigène algérien. Pareillement, on n'y a point observé comme aussi dangereux le phénomène de la ruine et du dépouillement des petits propriétaires au profit d'accapareurs musulmans. Dans les régions peuplées du littoral où s'était formée une classe de fellâhs aisés, l'usure a sévi, mais elle s'y est localisée. Tout le reste du pays est divisé en grands domaines rarement exploités par le propriétaire lui-même et cultivés, soit par des locataires louant 10 à 30 hectares, soit par des petits bourgeois employant chacun un certain nombre de khammâs. En Tunisie comme en Algérie, sous la double influence de la colonisation et de

l'augmentation de la population, le domaine de la khammàsà l'a donc certainement diminué d'étendue pendant que croissait, au contraire, le nombre des associés agricoles. Mais dans quelle mesure ? Il est plus difficile encore qu'en Algérie de l'évaluer d'une manière quelconque. Tout ce que l'on peut affirmer, c'est que dans la Régence le mouvement est beaucoup moins prononcé.

Les modifications du régime de l'association agricole se sont elles-mêmes accomplies avec une grande lenteur. Tout d'abord, certaines régions de la Tunisie — et même, pendant certaines périodes, le pays tout entier — avaient connu des époques de paix durable. Parmi ces populations relativement paisibles l'évolution de la khammàsà était ainsi préparée de longue main ; les intérêts du fellâh et du khammàs se sont donc dissociés de manière beaucoup moins brusque. D'autre part, si le khammàsà n'a pas tardé à se transformer en un simple métayage, la contrainte par corps a continué, jusqu'à ces derniers temps, d'assurer l'exécution des obligations du khammàs. Celui-ci, rivé au fellâh par une dette qui s'enflait démesurément pendant les années de disette et dont il ne pouvait se libérer que grâce à une série de bonnes récoltes, trouvait du moins dans ses chaînes la garantie de son existence. Aussi la récente suppression de la contrainte par corps en Tunisie est-elle beaucoup discutée quant à son opportunité. Nous croyons qu'elle aura les mêmes résultats qu'en Algérie : la khammàsà deviendra

insuffisante à assurer l'entière satisfaction des besoins du khammàs et celui-ci devra demander à la colonisation un appoint qui lui sera attribué sous forme de salaires. Jusqu'à présent la main-d'œuvre indigène n'est guère fournie que par des étrangers, Kabyles, Marocains, Tripolitains, Fezzanis, Touatis. Un certain nombre de khammàs se sont pourtant libérés de leur dette envers le fellâh en travaillant chez le colon.

N° 162. En définitive, l'évolution du type primitif de l'association agricole s'est accomplie parallèlement et dans le même sens, quoique dans des conditions et à des degrés différents en Algérie et en Tunisie. Il a disparu de certaines régions ; il s'est multiplié ailleurs, mais en changeant de caractère. Institution quasi-familiale à l'origine, il s'est transformé après la conquête en un simple contrat de travail à forme de métayage. Ce mode d'association du travail et du capital ne suffisant plus lui-même à assurer entièrement l'existence du khammàs, celui-ci a dû demander le complément nécessaire aux salaires de la colonisation. Mais la khammàsà n'en est pas moins demeurée le principal moyen d'existence de toute une population de prolétaires agricoles, 1 million à 1.500.000 individus. Les salaires de la colonisation ne sont qu'un appoint — souvent indispensable, mais non toujours — auquel le khammàs fait appel en cas de besoin, une sorte de régulateur d'équilibre. Dans la société algéro-tunisienne l'institution reste solidement assise, bien

adaptée au milieu économique, fortement enracinée dans les goûts, les coutumes et les traditions indigènes. Les crises qui ont accompagné son évolution montrent seulement les dangers d'une législation dont les dispositions n'ont pas suffisamment tenu compte de l'état social et économique des populations pour lesquelles elle était édictée. L'évolution elle-même montre l'inutilité et la vanité des espérances de ceux qui, au lieu d'aider l'œuvre du temps, prétendent lui faire violence. Le progrès est fait de longs efforts. Il ne procède point par bonds désordonnés, mais par échelons. A l'instar de la nature, il attend que, de la fonction préexistante, surgisse, à l'heure où il devient vraiment nécessaire, l'organe adéquat à la fonction.

Notes bibliographiques du chapitre premier.

N° 147. Chiffres cités : *Statistique générale de l'Algérie*, 1905, 1906, 1908 ; LARCHER, *Traité de législation algérienne*, I, n° 29 ; WAHL, *L'Algérie*, 242 et s. ; PEYERIMHOFF, *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle*, I, 175 ; HAMET, *Etude sur la condition des métayers indigènes*, 515, 516.

N° 148. PEYERIMHOFF, *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle*, I, 39 ; II, 72, 176 ; BOYER-BANSE, *La condition économique des populations agricoles indigènes dans le département d'Alger*, 10, 11 ; PEYERIMHOFF, *op. cit.*, 177 ; *Enquête sur la propriété indigène*, 127, 128 ; PEYERIMHOFF, *op. cit.*, 178, 179, 177, note 1.

N° 149. PEYERIMHOFF, *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle*, 176, 177 ; LARCHER, *Traité de législation algérienne*, II, n° 730 et s. ; COLIN, *Quelques questions algériennes*, 119 et s. ; POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 431, 447, 448, 452 ;

Chiffre cité : Exposé de la situation de l'Algérie, 1893, 112 ; cf. « Journal officiel » *Débats parlementaires Sénat*, Séance 13 février 1894, 121 et s. ; Enquête sur la propriété indigène, 130 ; PEYERIMHOFF, *op. cit.*, 185, 187 ; VAN VOLLENHOVEN, *Essai sur le fellâh algérien*, 242, 243 ; POUYANNE, *op. cit.*, 931.

N° 150. PEYERIMHOFF, *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle*, 194, 195 ; I, HAMET, *Etude sur la condition des métayers indigènes*, 517, 516 ; POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 922 ; PEYERIMHOFF, *op. cit.*, 194, 195 notes 1 et 2, 199 ; cf. OUALID, *Le nantissement immobilier en droit indigène algérien*. Enquête sur la propriété indigène, 131 ; POUYANNE, *op. cit.*, 918 et s. ; PEYERIMHOFF, *op. cit.*, 187.

N° 151. VAN VOLLENHOVEN, *Essai sur le fellâh algérien*, 242, 243, 245, I ; HAMET, *Etude sur la condition des métayers indigènes*, 520, 521 ; BOYER-BANSE, *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, 114.

N° 153. BOYER-BANSE, *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, 104 et s. ; BERNARD et LAGROIX, *L'Evolution du nomadisme*, 107.

N° 154. DURIEU de LEYRITZ, *La contrainte par corps en droit musulman*, R. A. 1894, I, 73 et s. ; VAN VOLLENHOVEN, *Essai sur le fellâh algérien*, 244 ; POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 206 ; HANOTEAU et LETOURNEUX, *La Kabylie*, II, 460 ; I. HAMET, *Etude sur la condition des métayers indigènes*, 517, 520.

N° 155. POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 158, note 2, cf. 2^e partie, n° 61, Circulaire du général Chanzy à Messieurs les Généraux et Préfets de l'Algérie, octobre 1873, in *Hugues et Lapra Code algérien*, 48, Circulaire du Préfet d'Alger, 18 mars 1875 in *Hugues et Lapra*, *op. cit.*, 368, 369.

N° 156. VAN VOLLENHOVEN, *Essai sur le fellâh algérien*, 166 et s. ; Budget d'un khammâs : VAN VOLLENHOVEN, *op. cit.*, 244, 245, 230 ; MARÈS, *Notice agronomique sur la Tunisie*, 7 ; PENSA, *L'Avenir de la Tunisie*, 78, 79 ; ROLLAND, *L'enseignement agricole des indigènes de l'Algérie*, 233, 236 ; POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 217 ; BOYER-BANSE, *La condition économique des populations agricoles indigènes dans le département d'Alger*, 8, 9, 10.

N° 157. I. HAMET, *Etude sur la condition des métayers indigènes*, 520 ; LESUEUR, *Les associations agricoles de la Tunisie*, 1525 ; Mo-

RAND, *La famille musulmane*, 107 ; BOYER-BANSE, *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, 91, 148, 110 ; VAN VOLLENHOVEN, *Essai sur le fellâh algérien*, 222, 224, 176, 177, 178.

N° 158. PEYERIMHOFF, *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle*, 180 ; BOYER-BANSE, *La condition économiques des populations agricoles indigènes dans le département d'Alger*, 17 ; ROLLAND, *L'enseignement agricole des indigènes de l'Algérie*, 235, 236 ; GLORIEUX, *La colonisation française dans ses rapports avec les indigènes algériens* ; PEYERIMHOFF, *op. cit.*, 120, 186, note 3.

N° 159. VAN VOLLENHOVEN, *Essai sur le fellâh algérien*, 246, 247 ; BOYER-BANSE, *La condition économique des populations agricoles indigènes dans le département d'Alger*, 6, 19 ; *La propriété indigène dans l'arrondissement d'Orléansville*, 91, 150, 149.

N° 160. VAN VOLLENHOVEN, *Essai sur le fellâh algérien*, 323 et s. ; POUYANNE, *La propriété foncière en Algérie*, 178 ; *Enquête sur la propriété indigène*, 130 ; PEYERIMHOFF, *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle*, 183, 187.

N° 161. SAURIN, *Le peuplement français de la Tunisie*, 385, Statistique de la Tunisie, 1909, 187, 188, 25 et s. ; MARÈS, *Notice agronomique sur la Tunisie*, 1 ; SAURIN, *op. cit.*, 225, 226, 173, 174, 255, 267, 298, Statistique de la Tunisie, 1909, 187, 188. Statistique, *loc. cit.*, ; SAURIN, *op. cit.*, 269, 270, 256 ; SAURIN, *op. cit.*, 392, 393, 446. Direction de l'Agriculture, *Notice sur la Tunisie*, 93, 94, 95 note 1 ; SAURIN, *op. cit.*, 57, 102, 266, 401, 402, 403 ; ZAOUCH, *Journal officiel Tunisien*. 8 février 1908, 177 ; PENSA, *L'Avenir de la Tunisie*, 85 ; ZAOUCH, *loc. cit.*, 177 ; MARÈS, *Notice agronomique sur la Tunisie*. 12, 13, 7 ; LESUEUR, *Les associations agricoles de la Tunisie*, 1525 ; PENSA, *L'Avenir de la Tunisie*, 83, 84, 94 ; La Tunisie, 48, 49 ; SAURIN, *op. cit.*, 89, 90, 207, 255, 401, 402, 403, 384.

CHAPITRE II

DÉVELOPPEMENT DES FORMES SECONDAIRES DE L'ASSOCIATION AGRICOLE

Sommaire.

- N° 163. Causes du développement des formes secondaires. —
N° 164. Diversité et multiplicité des sociétés agricoles. Buts
variables poursuivis.
- I. — Association pour l'élevage. — N° 165. L'association pour
l'élevage chez les sédentaires. — N° 166. Chez les nomades.
— N° 167. Entre Européens et indigènes. — N° 168. L'avenir
de l'association pour l'élevage.
- II. — Mghârsâ. — N° 169. Son rôle dans l'histoire économique
du Maghreb. — N° 170. L'occupation française. Les espérances
fondées sur la Mghârsâ. — N° 171. Réalisation partielle. —
N° 172. Inconvénients de la mghârsâ pour la population de
grands domaines. — N° 173. Son remplacement probable par
la plantation directe. — N° 174. Inconvénients de cette dispa-
rition. — N° 175. Perspectives ouvertes à la mghârsâ en Algé-
rie et en Tunisie.
- Notes bibliographiques. 257

N° 163. Avant la conquête l'association agricole au
Maghreb était, avons-nous vu, représentée par une

forme générale et à peu près unique, l'association au cinquième ; et c'est tout au plus si nous avons pu signaler dans des milieux exceptionnellement favorisés — Tunisie et pays herbère — quelques sociétés agricoles, timides apparitions du crédit et de la spéculation. L'occupation française a permis au contraire à ces formes secondaires de l'association de prendre un développement remarquable. La disparition de l'insécurité a libéré l'individu de la subordination nécessaire au groupement, et l'association s'est transformée en une libre adaptation du groupement aux besoins de l'associé, qui doit en tirer le profit et la force qui lui manqueraient dans l'isolement. Dès lors l'association a pris toutes les formes, s'est pliée à toutes les nécessités.

N° 164. Ainsi s'expliquent ces formes multiples et diverses de sociétés agricoles dont nous avons étudié le régime juridique dans la deuxième partie de cette étude, associations bizarres qui morcellent l'effort et compliquent la production. Les raisons en sont nombreuses et variables. L'agriculteur est pauvre, et il est rare qu'avec sa terre il possède de quoi la mettre en valeur. Une partie du capital agricole, pourtant bien rudimentaire et réduit, lui fait généralement défaut : tantôt la charrue en bois avec son mince soc en fer, tantôt un bœuf, tantôt les harnais. Ou bien, c'est la connaissance des travaux de culture qui lui manque : il sait moissonner mais non labourer, il sait labourer mais non semer. Il redoute aussi les

caprices de la nature contre lesquels il se sent désarmé. L'agriculture maugrebine est une loterie dangereuse : il préfère disperser ses mises en les limitant, quitte à partager ses gains. L'association est enfin pour le fellâh un moyen d'autant meilleur de faire fructifier ses capitaux qu'il sait fort bien profiter de la misère de ses coreligionnaires pour dissimuler des prêts usuraires sous les apparences de ce contrat. Et toutes ces raisons d'association : manque de capitaux, risques climatiques, crédit, spéculation, usure, se trouvent encore renforcées par l'attachement traditionnel au travail en commun et la répulsion pour l'effort continu. L'association semble être devenue chez le Maugrebin, non seulement une habitude enracinée, mais encore un caractère ataviquement transmis. Le travail par équipes, alterné et coupé de longs repos, est si bien dans les goûts de l'indigène qu'on voit souvent des khammàs céder la moitié de leur part à d'autres khammas plus pauvres encore, à seule fin de se décharger sureux d'une partie des travaux. Sociétés de fellâhs, sociétés de khammàs, partout l'association. Partout l'agriculture offre le spectacle d'une multitude de cellules qui se reproduisent.

Parmi les formes de l'association agricole qui se sont développées depuis la conquête, seules appellent des observations particulières l'association pour l'élevage et la mgharsâ.

I. — Association pour l'élevage

N° 165. Avant l'occupation française l'élevage se prêtait fort peu à l'association. Les nomades formaient de grandes communautés où chacun prenait sa part des soins à donner au bétail. Dans les groupements sédentaires mêmes, l'insécurité obligeait parfois les différentes unités à s'unir pour la garde en commun des troupeaux.

Le rétablissement de l'ordre a eu pour conséquence immédiate le développement de l'association pour l'élevage. Pour l'indigène le bétail est la première richesse après la terre ; et bien misérable est celui qui n'en possède point quelques têtes. Les plus pauvres se réunissent à deux ou trois pour faire l'acquisition d'une vache ou d'un mulet. Les fellâhs aisés, aussi bien que les plus riches, apportent volontiers leurs capitaux dans des associations de ce genre afin de se décharger d'une grande part du travail et du souci. Les Européens, eux-mêmes, s'associent avec les indigènes, leur confient la garde d'un troupeau moyennant une part de croît et, pourvu qu'ils sachent exercer sur leurs associés une surveillance active, trouvent là un emploi rémunérateur de leur argent.

N° 166. Comme par le passé le nomade demeure l'éleveur par excellence. Le nomadisme est, avant tout, une affaire de climat et il n'a point été possible d'influen-

cer le régime climatique des steppes. Sur ces vastes étendues toute une population de pasteurs se livre encore à l'élevage du cheval, du chameau, et surtout du mouton. Mais une lente transformation s'est accomplie dans les mœurs des tribus nomades algériennes et tunisiennes. La crainte des rezzous n'oblige plus les indigènes à vivre groupés en communautés nombreuses. Les troupeaux partent seuls au loin sous la conduite de quelques bergers, suivis à distance par la horde qu'ils rejoignent en des endroits convenus. Suivant l'expression consacrée on « divise la tente ». Pour la même raison les propriétaires n'hésitent plus à donner leurs troupeaux à cheptel à des bergers associés qui les conduisent dans le Sud, et en partageant le croît et les profits à leur retour dans les Tell. Lorsqu'une sécheresse inattendue a brûlé les pâturages d'une région, les propriétaires confient aux mêmes conditions leurs troupeaux à des bergers qui partent à la recherche de pacages. Il existe même, aux confins du désert, certaines tribus errantes dont les hommes font ainsi métier de bergers et ont acquis une véritable réputation d'habileté dans cette profession. Ces associations pour l'élevage, très fréquentes aujourd'hui, sont appelées *qrâdh* (commandite) en Tunisie, et *a'zibâ* ou *a'zîlâ* en Algérie.

N° 167. Les Européens se livrent à l'élevage du mouton dans le Tell mais, jusqu'à présent, ils n'y ont pris aucune part en pays nomade. Ils se contentent d'acheter

aux nomades leurs moutons et de les expédier en France pour la boucherie, en ménageant parfois, pour les engraisser, un certain intervalle entre l'achat et la revente. Il ne semble pas, d'ailleurs, que les Européens puissent jamais se livrer à l'industrie pastorale dans les steppes mêmes. La vie nomade, avec ses déplacements annuels de plusieurs centaines de kilomètres, comporte des souffrances et des privations trop rudes et trop pénibles. Pareille existence n'est plus possible quand on en a connu une autre.

Mais le colon pourrait participer à l'élevage d'une autre manière. Il pourrait donner à cheptel à des indigènes qui les conduiraient dans le Sud des troupeaux dont le bénéfice se partagerait au retour dans la région tellienne. Dans le Sersou et l'Ouarsenis quelques colons emploient déjà ce procédé pour se livrer à l'industrie pastorale. Mais une difficulté pratique reste encore à résoudre, à savoir : les garanties du colon contre la malhonnêteté du berger. Outre la connaissance des pâturages, la fidélité est une qualité indispensable à ce dernier pour que le colon puisse lui confier sa propriété. Or, le colon ne possède guère que des garanties morales. Il peut connaître les antécédents du berger, sa famille, sa tribu ; il peut, à la rigueur, le faire espionner par les autres bergers ses compagnons. Il sait les intempéries de la saison et la proportion normale dans laquelle les bêtes ont pu périr ; mais lorsque cette proportion se trouve dépassée le berger apporte toujours les justifications nécessaires

et le propriétaire éprouve la plus grande difficulté à réunir les preuves de la fraude de son associé. Entre indigènes une assez grande honnêteté peut aisément se rencontrer ; mais voler un chrétien est un acte pour lequel un indigène trouve facilement des complaisances parmi ses coreligionnaires. On conçoit donc que les colons ne se soient pas plus hâtés de porter leurs efforts sur l'élevage en commun avec les indigènes. Mais les difficultés n'ont rien d'insurmontable. Une connaissance plus approfondie du caractère et des habitudes indigènes permettra au colon d'organiser une surveillance plus efficace, et l'on peut entrevoir un avenir où la collaboration et l'association de l'indigène produiront, ici comme ailleurs, les plus heureux résultats. L'Européen pourrait mettre en réserve des approvisionnements pour la saison sèche ; pendant l'hiver et le printemps les troupeaux, conduits par les bergers dans les steppes, profiteraient des pâturages du Sud.

Alors que sous l'influence de causes diverses les espaces réservés à la transhumance tendent à se restreindre au profit des cultures indigène et européenne et de la reconstitution des forêts, une meilleure utilisation des surfaces dont elle dispose permettrait à la richesse ovine de l'Afrique du Nord de s'accroître néanmoins.

N° 168. Des conséquences sociales de premier ordre résulteraient même de cette transformation. « Confier

« des troupeaux à des bergers, disent Augustin Bernard
 « et Lacroix, c'est peu de chose en apparence : c'est, en
 « réalité, la fin de la vie en tribu à laquelle se substitue
 « la division du travail. Si garder un mouton et le faire
 « transhumér devient un métier, c'en est fait de la vraie
 « vie nomade pastorale. » L'Algérie et la Tunisie semblent
 ainsi devoir lentement s'acheminer vers l'état de l'Es-
 pagne, de l'Italie et de la Provence, où la transhumance
 s'accomplit régulièrement, mais sans nomades, c'est-à-
 dire sans tribus entières se déplaçant suivant les saisons.

II. — Mghârsâ.

N° 169. Nous avons vu le faible rôle joué par la mghârsâ dans l'histoire économique du Maghreb. Les plantations n'ont guère trouvé de milieu favorable que dans les oasis ou sur les montagnes. Or, le terrain y présentait trop de valeur pour que le propriétaire en cédât une part à seule fin de s'éviter les travaux de culture. Seul le Sahel tunisien avait pu réunir les conditions nécessaires au développement de la mghârsâ. Les plantations y avaient été opérées à peu près suivant ce seul mode. Sur le littoral, de Bizerte à Sousse et à Sfax, et principalement autour de ces deux dernières villes, d'habiles agriculteurs, en grande partie des Maures chassés d'Espagne, avaient constitué une véritable forêt d'arbres fruitiers. En 1881, au moment de l'occupation française, les vergers des

environs de Sfax couvraient déjà une superficie de 18.000 hectares.

N° 170. L'occupation française a donné à la culture de l'olivier un essor considérable. Il existe actuellement en Tunisie plus de 10 millions d'oliviers répartis sur près de 200.000 hectares. Les principaux centres de culture sont les régions de Bizerte, Tunis, Zaghouan, le Cap Bon, le Sahel de Sousse, Sfax, le pays des Matmata, Djerba et Zarzis. Les plantations du Sud dont l'importance est très grande se sont constituées en majeure partie depuis 1892 aux environs de Sfax. En vertu du décret 8 février 1892, 112.000 hectares de terres y ont été aliénées à cet effet par l'Etat, au prix uniforme de 10 francs l'hectare. Dans un ouvrage publié en 1893, M. Bourde, alors Directeur de l'Agriculture en Tunisie, exposait les possibilités économiques ouvertes aux plantations d'oliviers. Selon l'auteur la perspective s'ouvrait sur la reconstitution de l'ancienne forêt d'oliviers de la Byzacène, détruite lors des invasions arabes. La qualité supérieure des huiles tunisiennes et leur faible prix de revient, obtenu grâce au système de la mghârsâ, assuraient dans l'avenir aux cultures fruitières du centre de la Tunisie des débouchés suffisants dans le commerce international des matières oléagineuses.

N° 171. Ces prévisions ne se sont réalisées qu'en partie. De 1893 à 1900 les surfaces plantées ont été

accrues dans des proportions considérables. La forêt d'oliviers qui s'arrêtait en 1893 à 15 kilomètres de Sfax et couvrait à peine 35.000 hectares, dépassait en 1900 190.000 hectares et atteignait près de 3 millions et demi d'arbres. Mais, en même temps, les circonstances économiques s'étaient modifiées. Alors que la plantation ne portait que sur une faible étendue, une quinzaine d'hectares environ pour chaque mghârsî, la mghârsâ était le mode de culture le plus simple et le plus économique. Les avances à faire par le propriétaire ne dépassaient pas 1 fr. 60 par pied d'olivier. Mais, les demandes devenant plus nombreuses et les offres plus rares, le mghârsî a exigé jusqu'à 2 francs et plus par pied d'olivier. On avait tout d'abord espéré que chaque mghârsî, après avoir complanté un lot de 10 à 15 hectares, en reprendrait dans les mêmes conditions un deuxième, puis un troisième. Cet espoir ne s'est réalisé que pour un petit nombre d'entre eux. La propriété de 150 à 200 oliviers procure à l'indigène une aisance dont il se contente. Le travail d'une trentaine d'hectares lui suffit donc, en général, et, dès lors, il est d'autant moins tenté d'agrandir son bien qu'il possède souvent, en surplus des oliviers, un jardin dont la culture lui procure des légumes, et quelques terres qu'il ensemence en céréales. Ainsi les mghârsîs, et surtout les bons mghârsîs, sont devenus de plus en plus rares.

N° 172. La difficulté de se procurer des mghârsîs, la

hausse du prix de revient qui, de 3 francs par pied d'olivier en 1893, s'est élevé, dès 1900, à 7 fr. 22, et la formation et l'exploitation de grands domaines ont incité les gros propriétaires à substituer la plantation directe à la plantation en commun. Dans ce système le prix de revient de chaque olivier est de 7 fr. 79, d'où une différence de 0 fr. 57 en faveur de la mghârsâ. Mais le chiffre des avances est beaucoup moins élevé ; pour un domaine de 1.000 hectares, l'exploitation par mghârsâ demande, dès la première année, 59.000 francs d'avances, contre 22.260 francs dans la culture directe ; et le total des avances pendant dix années est de 105.000 francs contre 70.000. D'autre part, la délimitation des parcelles revenant aux mgharsîs entraîne des frais importants ; un domaine de 1.000 hectares remis à 100 mghârsîs se trouve divisé en 200 parcelles de cinq hectares chacune ! Autre inconvénient : les parcelles revenant au propriétaire se trouvent séparées les unes des autres. Il est vrai qu'on peut y remédier en divisant le domaine à complanter en bandes parallèles, chacune devant former un lot de mghârsâ, et en introduisant dans les contrats une clause stipulant : 1° que le partage se fera en même temps pour tous les mgharsîs, de manière que les lots leur revenant soient situés d'un même côté d'une ligne coupant les bandes parallèles par le milieu ; 2° que les deux groupements de parcelles ainsi formés de part et d'autre de la ligne seront, au préalable, tirés au sort entre l'ensemble des mgharsîs, d'une part, et le propriétaire,

d'autre part, qui se trouvera ainsi recevoir en partage une ligne de parcelles d'un seul tenant ; 3° qu'enfin les parcelles revenant aux mghârsis seront tirées au sort entre eux. Mais ces dispositions exigent des terres de mêmes nature et qualité, conditions presque impossibles à réaliser par un domaine de plusieurs centaines d'hectares.

N° 173. Ainsi battue en brèche par l'exploitation directe qui s'est substituée à elle sur les grands domaines, la mghârsâ est néanmoins demeurée d'un usage commun sur les petites propriétés. Mais une crise nouvelle de la mghârsâ est à prévoir par suite de la suppression de la contrainte par corps qui constituait jusqu'ici la garantie du propriétaire contre l'inexécution des obligations du mghârsi. Cette mesure aura-t-elle le même résultat qu'en matière de khammâsâ à savoir : la diminution des avances en même temps que celles des garanties ? On peut se demander si la suppression des avances n'ira pas jusqu'à entraîner la disparition de la mghârsâ elle-même, et son remplacement total par l'exploitation directe.

Dans la khammâsâ le fellâh continue comme par le passé à faire des avances à son khammâs ; mais il les proportionne au travail déjà accompli et les récupère au bout de l'année. Les labours et les semailles terminés, le khammâs, s'il avait des vellétés de quitter le fellâh, serait retenu par l'espérance de la récolte prochaine, d'autres avances à recevoir avant cette récolte et, enfin,

par la difficulté de retrouver ailleurs les mêmes avantages. Il n'en est point de même dans la mghârsâ. Le capital dont il est nécessaire de faire l'avance dès la première année est fort loin de trouver son équivalence dans les travaux accomplis dans le même intervalle. D'autre part, nous avons vu que les bons mghârsîs sont devenus rares. Il est donc à craindre que la seule responsabilité civile du mghârsî ne soit qu'une garantie illusoire contre l'inexécution de ses engagements, et qu'elle ne l'incite au contraire à abandonner son associé après avoir reçu quelques avances en échange des premiers travaux. La perspective lointaine de la propriété de plusieurs hectares d'oliviers lui fera rarement accepter dix années de labeur; et il arrivera même qu'après plusieurs mois de travail le mghârsî abandonnera brusquement tout travail, à son détriment personnel aussi bien qu'au préjudice du propriétaire fort embarrassé de lui trouver un remplaçant. Le caractère aléatoire de l'exploitation par mghârsâ détournera donc de plus en plus les propriétaires de ce procédé, pour les inciter à la plantation directe.

N° 174. L'avenir de la mghârsâ paraît d'autant plus compromis que le commerce des huiles d'olive de la Tunisie semble traverser en ce moment une crise de surproduction due à la concurrence victorieuse de produits similaires étrangers. Il se peut qu'à la faveur du ralentissement qui va s'opérer dans les plantations la crise de la

mghârsâ passe inaperçue ou presque. Mais, que les cultures fruitières de la Tunisie soient ou non destinées à reprendre leur essor, la disparition de la mghârsâ n'en sera pas moins regrettable. Cette association a pu donner lieu à des abus. On a vu des propriétaires dissimuler sous des avances exagérées des opérations usuraires, escomptant l'impossibilité pour les mghârsîs de se libérer à l'expiration du contrat et que, dès lors, les parts de ceux-ci leur reviendraient en remboursement. On en a vu d'autres, jugeant l'état d'indivision plus favorable à leurs intérêts, s'efforcer de le prolonger en s'opposant par tous les moyens au partage que demandait le mghârsî. Il n'en est pas moins vrai que, dans l'ensemble, la mghârsâ a donné des résultats économiques et sociaux d'une importance indéniable. Elle a, tout d'abord, favorisé la constitution de la plus grande partie de la forêt d'oliviers tunisienne. Outre la création de cette richesse nouvelle, elle a ensuite élevé la condition de nombreux indigènes dont elle a fait des petits propriétaires. D'après les évaluations de Bourde, 5.000 agriculteurs de Sfax et 2.000 habitants de la tribu des Metellit formaient en 1892 une réserve importante de mghârsîs. Nous avons vu que cette réserve se trouve aujourd'hui à peu près épuisée. La disparition de la mghârsâ serait donc à regretter pour bien des raisons.

N° 175. Le développement considérable de la plantation en commun sur certains points de la Tunisie n'a eu

aucun écho dans le reste du pays. En Algérie, si les cultures fruitières se sont fort accrues depuis la conquête, cet accroissement est surtout le fait des Européens. En Kabylie, sur le versant sud des montagnes qui bordent le Sahara et, à la limite des régions désertiques, dans les oasis dont le climat est trop froid l'hiver pour les dattiers, on trouve d'abondantes cultures fruitières indigènes. Mais, pas plus après qu'avant la conquête, la mghârsâ n'a été employée dans toutes ces régions à cause de la trop grande valeur de la terre. Les conditions favorables à l'emploi de la mghârsâ se trouvent pourtant réunies dans certaines parties des steppes algériennes, notamment sur les plateaux de la Numidie et dans les plaines irrigables. Malheureusement, les indigènes y sont encore complètement ignorants des procédés de la culture fruitière. D'autre part, les grandes indivisions de la propriété constituent un obstacle très sérieux au développement de ces cultures. Comment le propriétaire indivis, dans son incertitude du lendemain, se sentirait-il le courage de tenter l'effort de prévoyance nécessaire au planteur d'arbres ? Un dernier obstacle aux plantations résulte enfin de l'insécurité persistante. Si les rezzous ont disparu, les vergers qui existent n'en sont pas moins au pillage. Spectacle peu encourageant pour ceux qui se sentiraient des velléités de planter ! Garder des fruits est chose malaisée, garder des céréales est chose autrement facile. On préfère donc ensemençer la terre ; et c'est pourquoi les fruits

manquent, en général, sur tous les marchés algériens.

Un enseignement agricole rudimentaire aurait facilement raison de la routine des indigènes. Des mesures de protection plus efficaces de la propriété pourraient être prises par l'administration contre l'insécurité. Quant aux indivisions, l'insuccès des lois foncières de 1873 et 1887 a montré quelle difficulté il y a à les briser. Mais on peut espérer que l'accroissement de la population et le resserrement des indigènes sur leurs terres, en obligeant ces derniers à se créer des ressources nouvelles, amèneront comme en Kabylie la cessation des indivisions. De ce côté des perspectives demeurent donc ouvertes à la mgharsâ.

Notes bibliographiques du chapitre deuxième.

N° 163. Cf. 3^e partie.

N° 164. Cf. 2^e partie.

N° 165. BERNARD et LACROIX, *Evolution du nomadisme*, 29, 99, 107.

N° 166. BERNARD et LACROIX, *Evolution du nomadisme*, 36 ; BEN CHOAIB, *Usages de droit coutumier dans la région de Tlemcen*, 41, 42 ; BOURDE, *Rapport sur l'élevage du mouton en Tunisie*, 11, 12 ; PENSA, *L'Avenir de la Tunisie*, 91, 92 ; N° 167 ; BERNARD et LACROIX, *Evolution du nomadisme*, 159, 160 ; COLIN, *Quelques questions algériennes*, 88 et s. ; BOURDE, *Rapport sur l'élevage du mouton en Tunisie*, 11, 16 ; BERNARD et LACROIX, *op. cit.*, 159, 160.

N° 168. BERNARD et LACROIX, *Evolution du nomadisme*, 107 ; Sur l'association pour l'élevage, cf. également, Ch. GÉNIAUX, *Comment on devient colon*, Paris, 1908, 117 et s.

Milliot.

N° 169. BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières*, 27, 28, 29.

N° 170. Notice sur la Tunisie, 58, 93, 94, 95 ; BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières*, 57 et s.

N° 171. MINANGOIN, *Culture de l'olivier dans le centre de la Tunisie*, 2, 3.

N° 172. MINANGOIN, *op. cit.*, 3 à 6, 11, 12.

N° 173. CHATEL, *Etude sur les contrats de mghârsâ et de mouçakate*, 551 note 1, cf. 2^e partie, n° 61.

N° 174. BOURDE, *Rapport sur les cultures fruitières*, 38, 39 ; ZAOUCH, *La condition des métayers indigènes en Tunisie*, 499, 500 ; PENSA, *L'Avenir de la Tunisie*, 89 à 91 ; BOURDE, *op. cit.*, 56.

N° 175. BERNARD et LACROIX, *Evolution du nomadisme*, 195 ; BOYER-BANSE, *La condition économique des indigènes dans le département d'Alger*, 21, 22 ; cf. également : l'abricotier, le figuier, le châtaignier en Algérie Gouvernement Général de l'Algérie Direction de l'Agriculture Alger, 1905, Bulletin, n^{os} 40, 37, 38 ; cf. également, H. LEGQ, *Culture de l'olivier et fabrication de l'huile*, in « Congrès oléicole de Sousse, Compte rendu général » Tunis, 1911, 220, 221, 222 et MINANGOIN, *Culture de l'olivier dans les différentes régions de la Tunisie*, Bulletin de la Direction de l'Agriculture, 2^e trimestre 1909.

CHAPITRE III

LES FORMES NOUVELLES DE L'ASSOCIATION AGRICOLE

Sommaire.

N° 176. Énumération et caractères des formes nouvelles.

- I. — Sociétés indigènes de Prévoyance, de Secours et de Prêts mutuels. — N° 177. Origine et développement de l'institution. Résultats généraux. — N° 178. Son fonctionnement. — N° 179. Opérations des Sociétés de Prévoyance. — N° 180. Leurs imperfections. Pauvreté. — N° 181. Complexité de fonctionnement. — N° 182. Rétribution relativement exagérée du trésorier. — N° 183. Disparition dans les départements de Constantine et d'Alger, des opérations en nature Les réserves du département d'Oran et des territoires du Sud. — N° 184. Appréciation d'ensemble de l'institution. — N° 185. Les Sociétés de Prévoyance en Tunisie.
- II. — Les Caisses de crédit agricole mutuel. — N° 186. But et fonctionnement.
- III. — Mutuelles-Labours. — N° 187. Fonctionnement. Avantages de l'institution.
- IV. — Syndicats d'arrosage. — N° 188. L'initiative indigène. — N° 189. L'œuvre du Gouvernement de la Régence. — N° 190. Résultats.
- V. — Associations dues à l'initiative privée. — N° 191. Créations récentes en Algérie et en Tunisie.

Appendice au chapitre III. — Les associations agricoles entre Européens et indigènes au Maroc. — N° 192. La Kholthá. Son utilité. Ses abus. Son avenir. Notes bibliographiques . 176

N° 176. Les dévastations et la léthargie de l'occupation arabe n'avaient point empêché la naissance de certaines institutions, twizâ, sarhâ et silo de réserve, qui montrent que les populations maugrebines ne répugnaient pas à l'idée moderne de mutualité. A la faveur de la sécurité qui a suivi la conquête l'individualisme s'est développé, effaçant graduellement ces institutions ancestrales, en même temps qu'une âpre concurrence mettait aux prises Européens et indigènes, dépossédait ces derniers de leurs terres et les réduisait à la condition de prolétaires. Dans l'impossibilité d'entraver le développement de la civilisation, l'administration s'est du moins attachée à encourager la production indigène par un ensemble de mesures tutélaires. Certaines de ces œuvres ont abouti à la formation de vastes groupements à base d'association. Il faut, à vrai dire, s'arrêter au mot pour faire entrer ces institutions dans le concept moderne d'association ; nous verrons que, le plus souvent, l'adhésion des sociétaires est forcée et la cotisation perçue comme un impôt. Il nous semble néanmoins impossible de ne pas en faire ici un exposé succinct, car les groupements mutualistes créés par l'Administration ne sont guère que le développement et l'adaptation d'anciens usages aux besoins nouveaux.

Ce sont les Sociétés indigènes de Prévoyance, de Se-

cours et de Prêts mutuels, les Caisses de crédit agricole mutuel, les Mutuelles-Labours, et les Syndicats d'arrosage.

Enfin, à côté du mouvement associationniste agricole issu de l'initiative administrative, un autre mouvement dû à l'initiative privée commence à se dessiner parmi les indigènes. Indépendamment des associations formées par les Européens, dont nous n'avons pas à nous occuper ici, bien que nombre d'entre elles aient été ouvertes aux indigènes, on peut signaler, en effet, quelques groupements spécialement organisés dans l'intérêt de ces derniers (1).

I. — Sociétés indigènes de Prévoyance, de Secours et de Prêts mutuels.

N° 177. L'origine de cette institution se trouve dans le silo de réserve. Avant la conquête, les fellâhs aisés donnaient volontiers pour les pauvres une part de leur récolte, et les offrandes recueillies, conservées dans des

(1) M. Pasquier-Bronde, avocat à la Cour d'appel d'Alger, a soutenu, le 5 décembre 1911, devant cette faculté, une thèse ayant pour sujet le régime des associations en Algérie.

Au chapitre XI de cet ouvrage, on trouvera une critique fort judicieuse des formes nouvelles de l'association agricole chez les indigènes, avec des renseignements beaucoup plus détaillés et circonstanciés que l'exposé succinct que nous en donnons. Nous remercions l'auteur d'avoir bien voulu nous en faire part.

silos, étaient distribuées aux plus nécessiteux dans les années de disette et de calamité.

Le capitaine Lapasset, commandant le bureau arabe de Ténès, avait proposé, dès 1847, de remettre en vigueur cet ancien usage. Les horreurs de la famine de 1867 firent accepter ce projet et, en 1869, la société de Miliana fut autorisée. Boghar suivit en 1874, Médéah en 1875, Orléansville en 1876, Palestro en 1882, Boghari en 1884. Dès 1882 on avait ajouté aux silos de réserve des caisses ; le 9 mai 1884, le Gouvernement prescrivit la création de Caisses de Prévoyance dans toutes les communes de l'Algérie. Au 31 décembre 1889, la colonie comptait déjà 68 Sociétés avec 159.000 sociétaires et un capital de 3.224.500 francs. La loi du 14 avril 1893 leur octroya la personnalité civile et un arrêté du Gouverneur général du 7 décembre 1894 les organisa définitivement. Depuis, les Sociétés indigènes de Prévoyance ont progressé de la façon la plus régulière. De 239.661 membres et 4.860.962 francs de capital en 1893, elles sont passées à 272.626 membres et 7.000.821 francs en 1897. En 1901, 137 Sociétés se partageaient 363.095 sociétaires et 9.632.393 francs. En 1906, ces chiffres montaient respectivement à 182 Sociétés, 466.157 sociétaires et 15.208.897 francs de capital ; en 1908 à 190 Sociétés, 515.252 sociétaires et 18.269.846 francs de capital (1).

(1) En 1910, 21 millions et demi et 540.850 sociétaires. L'accroissement annuel du fonds social est passé de 500.000 francs en 1896-1897 à 1.600.000 francs.

L'analyse de ces chiffres montre d'une manière frappante l'échec relatif de l'institution en territoire de plein exercice. Sur les 267 communes de plein exercice d'Algérie, on compte seulement 98 Sociétés et 29.743 sociétaires répartis à peu près également entre les trois départements. Sur les 92 communes mixtes ou indigènes des territoires du Nord, on compte au contraire 81 Sociétés et 407.822 sociétaires ; sur les 12 communes mixtes ou indigènes des territoires du Sud, 11 Sociétés et 77.692 sociétaires. Les chiffres sont plus éloquents encore lorsque, dans une même localité, fonctionnent deux Sociétés de Prévoyance, l'une en commune mixte ou indigène, l'autre en commune de plein exercice. Ainsi, la Société de Prévoyance de la commune de plein exercice de Palestro compte 577 sociétaires et 10.486 francs de capital, soit 18 francs par tête environ, alors que, dans la commune mixte, la Société de Prévoyance réunit 6.726 sociétaires et 200.429 francs, soit 30 francs par tête environ. Même disproportion entre les Sociétés des communes mixte et de plein exercice de Boghari. La première réunit 3.567 sociétaires avec un capital de 484.049 francs, soit 135 francs par tête ; la deuxième, 152 sociétaires et 8.944 francs, soit 58 francs par tête. La raison en est, d'abord, que les fellâhs sont moins nombreux en territoire de plein exercice qu'en territoire mixte ; ensuite et surtout, que les maires mettent moins d'ardeur à la propagande que les administrateurs. Les premiers attendent que l'indigène manifeste le

désir de devenir membre ; les seconds l'inscrivent d'office.

N° 178. Comme leur nom l'indique les Sociétés de Prévoyance ne distribuent aucun dividende. Leurs bénéfices forment des réserves pour l'avenir. La Société est administrée par un conseil où siègent les adjoints indigènes, chefs des douars. Le président de ce conseil est le maire ou l'administrateur. Le trésorier est le receveur des contributions diverses, et les fonctions de secrétaire sont remplies par le secrétaire de la commune. Seuls ces deux derniers fonctionnaires sont rétribués. Au-dessous de ce conseil d'administration, siègent, dans les douars, des conseils de section, présidés par l'adjoint indigène assisté de la djema'â et d'un secrétaire, qui ont pour mission d'instruire pour avis et renseignements les demandes de prêts et de secours faites par les sociétaires. Peuvent devenir sociétaires tous les agriculteurs indigènes de la commune, mais les agriculteurs seulement, moyennant une cotisation fixée annuellement par le conseil d'administration et versée en argent ou en nature. Les prêts sont consentis aux seuls membres de la Société, au taux uniforme de 5 0/0, sur la proposition du conseil d'administration. Leur durée est, en principe, d'une campagne agricole de huit à dix mois ; elle ne peut jamais dépasser trois ans. Enfin, des dégrèvements et des secours peuvent être accordés à titre exceptionnel par le conseil d'administration.

N° 179. L'activité de ces Sociétés est remarquable. Les prêts de l'exercice 1907-1908 s'élèvent à 8.903.533 fr., soit près de la moitié de l'actif social. Certaines Sociétés prêtent même résolument la presque totalité de leur capital. C'est ainsi que Fort-National consent 180.717 francs de prêts avec 200.405 francs de capital et la Société du Haut-Sebaou 199.500 francs de prêts avec 200.405 francs de capital. Ces prêts sont affectés à l'achat de semences, d'animaux de labour, de charrues françaises. Quand la récolte est mauvaise, les conseils d'administration prorogent d'une année le délai de remboursement d'un certain nombre d'avances. C'est ce qui a été fait en 1908. D'autre part, les Sociétés ont accordé aux sociétaires malheureux 40.664 fr. 30 de secours non remboursables, et consentis dans le seul département de Constantine où la récolte avait été décidément déficitaire 3 millions d'avances environ pour préparer la campagne agricole de 1909. L'expérience montre que ces opérations hardies n'ont rien de téméraire. Les recouvrements s'effectuent en général sans difficulté, et un peu de bonne volonté de la part du président suffit pour que les retardataires s'exécutent. La responsabilité de la djema'â qui donne son avis favorable aux prêts n'est, en fait, jamais invoquée. Et l'augmentation toujours croissante du nombre des sociétaires montre que les services rendus par les Sociétés de Prévoyance sont de plus en plus appréciés des indigènes.

N° 480. Les Sociétés de Prévoyance n'en présentent pas moins des imperfections qu'il importe de mettre en lumière. Sans revenir sur leur rareté en territoire de plein exercice, on peut leur reprocher d'une manière générale leur pauvreté. Le chiffre énorme de leur capital — 48 millions — n'est imposant que par sa masse, car il ne représente guère que 35 francs pour chacun des 515.252 sociétaires, c'est-à-dire une somme insuffisante pour parer à tous les besoins. La culture indigène subit des variations considérables suivant l'abondance des pluies ou la sécheresse. Or, la sécheresse se prolonge souvent durant plusieurs années. Alors les mauvaises récoltes se suivent. Le capital de la Société, qui se trouve fortement engagé dès la première année, ne peut, les années suivantes, fournir des avances proportionnées aux besoins grandissants des sociétaires, et la hideuse famine fait son apparition. En 1909, les Sociétés indigènes de Prévoyance n'ont pu que pallier la misère, et les secours mêmes du Gouvernement ont été impuissants à enrayer complètement le fléau qui, pendant des siècles, a désolé l'Afrique du Nord. Mais le chiffre de 35 francs qui représente les disponibilités de chaque sociétaire est le résultat d'une progression régulière, partie de 20 francs en 1893, et qui a atteint successivement 25 francs en 1897, 26 francs en 1901, 32 francs en 1906 et 35 francs en 1908. Dans ces conditions, il est possible d'affirmer que l'insuffisance des Sociétés de Prévoyance est destinée à disparaître avec le temps, pour leurs capi-

taux comme pour leur nombre. Cette insuffisance disparaîtrait même beaucoup plus vite si les ressources des sociétés n'étaient pas uniquement constituées avec des cotisations. On pourrait développer leurs ressources et en faire de véritables banques agricoles, en leur permettant d'entrer en relations avec les Banques. Déjà, en 1894, la question avait été posée. La Banque de l'Algérie offrait, si l'on déposait chez elle les réserves en argent des Sociétés, de leur avancer plusieurs fois la valeur des sommes à elle confiées en dépôt. Peut-être le moment serait-il venu d'envisager à nouveau cette question.

N° 181. La complexité du fonctionnement de l'institution donne matière à un autre reproche : celui de favoriser la corruption et les complaisances. Régulièrement, l'emprunteur doit adresser sa demande au président de section qui la transmet au conseil de section pour avis et renseignements. La demande, ainsi instruite, est soumise au président du conseil d'administration, discutée par ce conseil qui autorise le prêt, et retournée par la même voie au président de section. Outre les longueurs inévitables, une pareille procédure est pour les chefs indigènes l'occasion de complaisances grassesment rétribuées. On a cité des tarifs suivant lesquels s'obtenait le consentement des divers intermédiaires. Les amis et parents du président de section obtiennent aisément les prêts souhaités, lors même qu'ils n'en ont au-

cun besoin. Les ennemis, même nécessaires, sont systématiquement écartés. L'expérience des procédés indigènes de répartition de l'impôt aurait dû pourtant faire prévoir et éviter ce vice dans les opérations des Sociétés indigènes de Prévoyance. Pour remédier à ces abus, nombre de présidents violent délibérément la loi et simplifient la procédure, en supprimant les intermédiaires autres que le président de section et en contrôlant directement ses affirmations. L'Administration s'est elle-même émue de l'usage qui s'était établi dans certaines Sociétés de consentir à des agriculteurs des prêts trop importants, pratique contraire au but de l'institution qui est surtout de venir en aide aux fellâhs peu fortunés. Et une circulaire du Gouverneur Général aux Préfets et Généraux, en date du 25 août 1908, a fixé à 1.500 francs le nombre total des prêts qui peuvent être annuellement consentis à un seul sociétaire, sauf des cas absolument exceptionnels.

N° 182. Seules sont rétribuées les fonctions de secrétaire du conseil d'administration et de trésorier. La rémunération du premier est comprise parmi les frais d'administration, qui s'élèvent pour l'ensemble des Sociétés de Prévoyance à 118.989 francs pendant l'année 1908. Ce chiffre est très raisonnable si l'on songe aux opérations longues et délicates auxquelles donnent lieu les prêts. La rétribution du trésorier, qui s'opère en remises, est indiquée à part et s'élève pour le même exer-

cice à 105.108 francs. Peut-être la trouvera-t-on, comme nous, exagérée par rapport aux frais d'administration. Le travail du trésorier n'est certainement pas supérieur à celui du secrétaire pour les opérations en argent. Quant aux opérations en nature, l'administrateur, aidé du caïd, en est seul chargé et il est seul responsable de la comptabilité-matières. Quand les prêts et les cotisations sont consentis et versés en grains, c'est donc l'administrateur qui assume toutes les charges, alors que le receveur des contributions diverses continue à percevoir ses remises !

N° 183. La loi du 14 avril 1893 et les règlements intervenus pour son application avaient prévu pour les Sociétés indigènes de Prévoyance la constitution de réserves en nature ; mais ces dispositions n'ont pas, en général, été appliquées. La formation de ces réserves présente, en effet, quelques difficultés. Elle nécessite l'immobilisation d'une partie du capital pour la construction de silos étanches en maçonnerie, les grains s'avarant rapidement dans les silos indigènes. Les grains versés par les indigènes pour l'acquittement de leurs cotisations ne sont pas tous de la même qualité et ne peuvent être mélangés. Enfin, dans la comptabilité, les évaluations doivent se faire en quintaux ; or, les indigènes ne connaissent comme mesure que le double décalitre dont le poids varie avec la qualité du grain, d'où une complication des comptes.

Pour toutes ces raisons les opérations en nature ont

peu à peu diminué et même, en bien des communes, disparu et fait place aux opérations en argent. Dans le département de Constantine les Sociétés ne possèdent aucun silo et on en est encore aux projets de construction. Dans le département d'Alger six Sociétés, au 30 septembre 1908, possédaient en silo des grains dont l'estimation ne s'élevait qu'à 106.284 francs ; et on commence seulement à bâtir quelques silos. Pourtant le Gouvernement général avait à plusieurs reprises, par des circulaires, rappelé les avantages qui devaient faire maintenir le principe de la cotisation en nature : Les grains en silo représentent une richesse tangible dont les indigènes surveillent avec intérêt la progression ou la diminution. Les emprunts en nature conviennent beaucoup mieux à ces primitifs ; l'emploi des capitaux avancés est beaucoup plus judicieux. La cotisation en espèces leur apparaît au contraire comme un impôt, et le prêt en argent comme une faveur administrative, un secours dont il importe de profiter. — Mais l'Administration a eu le tort de ne point veiller à ce que ces sages conseils fussent suivis. Seul le département d'Oran comptait, en 1908, 45 Sociétés possédant en silos une quantité de grains estimée 1.617.458 francs. Au 30 septembre 1909, la valeur des silos s'élevait à 262.585 francs ; leur contenance pouvait être évaluée à 130.000 hectolitres environ.

Les Sociétés indigènes de Prévoyance des territoires du Sud poursuivent depuis 1907 l'exécution d'un programme de construction de silos. Les indigènes de ces

régions ne récoltent point les céréales nécessaires à leur consommation et le mouvement d'échanges qui les leur procure est l'occasion d'accaparements dont les auteurs profitent de la situation précaire des indigènes pour leur consentir des avances usuraires. Les Sociétés de Prévoyance s'efforcent de lutter contre ces pratiques en achetant des céréales et en les revendant aux sociétaires. Mais, prises au dépourvu à la suite de mauvaises récoltes, il leur est arrivé de payer des grains à des prix exorbitants ; et il leur a même été parfois impossible de s'en procurer. Le but qu'elles cherchent à atteindre par la construction de silos est d'arriver, en achetant des grains dans le Tell au moment de la récolte, à constituer des approvisionnements suffisants pour assurer l'ensemencement d'une campagne agricole et la subsistance des familles des sociétaires pendant six mois. Ces approvisionnements seront renouvelés, à raison d'un tiers chaque année, par le jeu normal des prêts et des cotisations. L'administration espère ainsi pouvoir livrer en hiver le blé et l'orge à 25 et 10 francs l'hectolitre, alors qu'à la même époque les prix varient sur le marché de 35 à 50 francs pour le blé, et de 15 à 25 pour l'orge.

N° 184. Les Sociétés de Prévoyance font de louables efforts pour combattre l'usure. Elles mettent à la disposition des sociétaires une somme, chaque année plus considérable, pour leur alimentation et les ensemencements. Comme c'est dans les moments les plus difficiles

que l'usure devient le plus redoutable, le nombre des pratiques usuraires dont les indigènes sont trop souvent victimes a diminué dans des proportions sensibles partout où les Sociétés de Prévoyance se sont développées. On cite même des circonscriptions dans lesquelles les autorités locales signalent la disparition complète des opérations usuraires et leur remplacement par les transactions normales et honnêtes.

Le rôle des Sociétés de Prévoyance ne se borne d'ailleurs pas à faciliter les avances de grains aux nécessiteux. Elles achètent à des prix très bas, grâce à l'importance des commandes, et revendent à bon compte aux indigènes des instruments aratoires, charrues françaises, herses, rouleaux et, par là, contribuent à accroître les moyens de production dont disposent les indigènes. Les maires et les administrateurs encouragent et appuient l'adoption des mesures rationnelles de culture. Des progrès décisifs ont été accomplis dans ce sens. Dans le seul département d'Oran, 10.908 charrues françaises ont été achetées pendant les trois années 1900 à 1902 par les indigènes, dont plusieurs milliers acquises par l'intermédiaire des Sociétés de Prévoyance. En 1908, les indigènes possédaient en Algérie 31.367 charrues françaises. Il est à désirer que les Sociétés de Prévoyance tendent leurs efforts dans cette direction, plutôt qu'à la répartition annuelle de petits crédits individuels, de 20 à 30 francs en moyenne, qui ne répondent à aucun besoin déterminé et dont l'efficacité est à peu près nulle.

En somme, les Sociétés indigènes de Prévoyance forment maintenant une institution établie sur des bases solides et durables. En dépit des imperfections actuelles, elles ont rendu dans l'ensemble de l'Algérie, et surtout dans les communes où leur création est déjà ancienne, des services très appréciables et qui semblent appelés à grandir encore. Mais, si le progrès est continu, il est trop lent ; et le moment semble venu d'en hâter la marche.

N° 183. En Tunisie, la première Société indigène de Prévoyance a été créée en 1894. L'administration avait été amenée à prendre la même initiative qu'en Algérie à la suite d'une série de mauvaises récoltes qui l'avaient obligée à consentir aux fellâhs nécessiteux de fortes avances de semences. Dans chaque caïdat où l'œuvre trouverait des adhérents une Société devait être formée, présidée par la Caïd assisté d'un conseil de six notables indigènes, et surveillée par le contrôleur civil. Le fonds de réserve de chaque Société de Prévoyance serait constitué par une cotisation en nature qui ne pourrait être inférieure à une demi *ouïbâ* de blé, c'est-à-dire 18 litres, et une demi *ouïbâ* d'orge, livrables après le dépiquage des grains. Les prêts, consentis en principe pour l'ensemencement, le pourraient être aussi pour leur nourriture aux membres sociétaires atteints par la maladie ou victimes d'un accident. Remboursement devait en être fait avec majoration d'un sixième à la récolte.

Par suite d'une administration défectueuse, l'œuvre

n'obtint jusqu'à ces dernières années que des résultats médiocres. En 1905, 18 Sociétés réunissaient péniblement 25.000 sociétaires avec un capital de 136.280 francs, dont 72.400 francs en grains, soit 3 francs par tête environ. Et la même année le Gouvernement Tunisien était obligé d'avancer aux fellâhs nécessiteux 25.950 quintaux de blé et 10.156 d'orge, tant pour leurs ensemencements que pour leur alimentation.

Le décret du 20 mai 1907 a organisé dans chaque caïdat de la Régence une Société de Prévoyance et, au 31 décembre 1909, l'actif de ces Sociétés atteignait 1.637.578 francs. Ces résultats peuvent être considérés comme très satisfaisants pour une période de deux ans et demi à peine. Pendant l'année 1908, année de disette, les Sociétés ont été d'une aide précieuse pour conjurer les effets de la crise. Toutefois, l'expérience a montré que ces groupements ne pourront se passer des secours du gouvernement que lorsqu'ils disposeront d'un actif minimum de quatre millions. A cet effet un décret du 31 décembre 1909 a déclaré l'accession aux Sociétés obligatoire pour tous les indigènes, aussi bien ceux inscrits au rôle des divers impôts fonciers visés par le décret du 20 mai 1907 que ceux inscrits au rôle de l'impôt de capitation appelé *medjba*. Les cotisations facultatives ont donc été transformées en centimes additionnels (0 fr. 08) pour les impôts fonciers, et en une somme fixe de 0 fr. 50 pour la *medjba*. Le rendement est évalué dans le budget de 1910 à 498.000 francs. Si ce chiffre

est maintenu, le capital de quatre millions, jugé nécessaire pour que les Sociétés de Prévoyance puissent se passer de l'assistance du Gouvernement, sera donc atteint dans quatre ans.

II. — Les Caisses de crédit agricole mutuel.

N° 186. L'insuffisance des Sociétés indigènes de Prévoyance à assurer au moyen de leurs ressources le crédit à la production a donné à l'administration algérienne l'idée de les compléter par l'organisation du crédit mutuel. Elle a donc provoqué, depuis quatre ans, la formation d'une soixantaine de caisses locales indigènes, rattachées à huit caisses régionales. Ces caisses se présentent comme des annexes des Sociétés de Prévoyance destinées à procurer au fellâh un crédit variant, suivant les Sociétés, de 1.500 à 3.000 francs. Elles puisent leurs ressources dans une participation aux avances gratuites consenties sur la totalité de la Banque de l'Algérie.

L'institution est encore de création trop récente pour qu'on puisse juger ses résultats. Mais il semble, tout d'abord, que les administrateurs des Sociétés de Prévoyance soient peu qualifiés pour des opérations de banque. D'autre part, simples annexes des Sociétés de Prévoyance, les Caisses de crédit agricole mutuel ne peuvent que réunir tous les défauts que nous avons relevés dans le fonctionnement de ces dernières en les

exagérant à cause de l'importance plus grande de leurs opérations.

III. — Mutuelles-Labours.

N° 187. Les indigènes qui ont fort bien compris les avantages du crédit mutuel agricole étaient, jusqu'à ces dernières années, demeurés réfractaires à l'assurance. L'institution, trop compliquée pour leur mentalité primitive, demandait à être adaptée à leurs mœurs et à leurs traditions. C'est pourquoi le Gouvernement général a essayé d'organiser en mutuelles-labours les indigènes membres des Sociétés de Prévoyance.

Il s'est formé à cet effet, dans le département de Constantine, un certain nombre de caisses locales d'assurances, qui, moyennant une prestation en nature effectuée sur une parcelle de terre dont le revenu alimente un fonds de prévoyance, assurent au sociétaire sa récolte ou son cheptel contre la grêle ou la mortalité.

Cette forme d'assurance présente l'avantage de la simplicité. Elle ne demande aucune cotisation en argent, aucune mise de fonds susceptible de faire reculer le fellâh devant une augmentation de charges. Enfin elle présente une grande analogie avec la vieille coutume de la twizâ. Il semble donc qu'elle doive être volontiers admise par les indigènes. A Alger s'est fondée, en 1907, sous le nom de « Caisse centrale Algérienne et Tunisienne » une société d'assurances, de réassurance et de

fédération à forme syndicale et à cotisations fixes, qui se propose de créer sur tout le territoire algérien et tunisien des caisses locales d'assurances qui seront ses filiales.

Deux de ces caisses ont déjà fonctionné à Rouached et à Lucet, dans le département de Constantine, et, en présence des résultats obtenus, le Gouvernement a préconisé la création de sociétés de ce genre pour compléter les Sociétés de Prévoyance. Les instructions administratives sont en voie d'exécution.

IV. — Syndicat d'arrosage.

N° 188. A l'époque romaine les cultivateurs savaient déjà associer leurs efforts pour la construction des ouvrages d'irrigation. Chaque agglomération formait une sorte de syndicat agricole ; et l'aménagement, par ces groupements, des cours d'eau et des sources dont ils pouvaient disposer n'a pas peu contribué à la prospérité de leur colonie africaine.

Les Musulmans n'ont profité qu'imparfaitement de l'exemple de leurs devanciers. Ils ont pourtant marché parfois sur les traces des Romains et accompli en commun des travaux rudimentaires en vue de l'irrigation. Ainsi, à Kebili, les propriétaires d'une source, réunis, ont construit une canalisation en terre qui distribue l'eau proportionnellement à l'étendue de chaque propriété.

Les barrages de l'Oued Gabès ou de l'Oued Beni-Ahmed, qui irriguaient l'oasis de Gabès, ont été aménagés dans les mêmes conditions.

N° 189. Le Gouvernement de la Régence poursuit dans le Sud Tunisien l'exécution d'un programme de grands travaux hydrauliques destinés à restaurer son antique prospérité. Ces travaux sont accomplis avec l'aide et l'appui de syndicats indigènes. Mais, même réunis en associations syndicales, les propriétaires indigènes ne pourraient en embrasser et supporter les charges. Dès que l'entreprise présente un intérêt collectif, les syndicats s'adressent à l'Etat qui fait exécuter à ses frais les travaux d'aménagement des eaux. Ses avances lui sont ensuite remboursées par annuités.

Le fonctionnement du syndicat suppose, d'abord, l'intervention d'un règlement constitutif, sous forme notariée, dans lequel les propriétaires définissent leur situation réciproque et s'engagent à rembourser dans un délai déterminé les avances faites par l'Etat. L'association est administrée par un conseil de quatre membres choisis parmi les plus imposés des propriétaires de terrains arrosés, présidé par le cheikh. Ce dernier administre le syndicat, veille à l'intérêt général, vérifie l'exécution des travaux et assure la répartition équitable des eaux avec le concours des *amtns* et des gardiens d'arrosage. L'arrosage s'opère conformément au tableau de

distribution accepté par le syndicat et arrêté par le Directeur des Travaux Publics.

Les sociétaires livrent gratuitement le terrain nécessaire à l'exécution des travaux. Le syndicat n'exécute que les travaux généraux d'entretien. Tous les autres ouvrages ou installations destinés à l'utilisation de l'eau dans chaque propriété sont exécutés par chaque propriétaire.

N° 190. Les résultats obtenus par ces associations sont excellents, tant au point de vue moral que matériel. L'expérience, tentée pour la première fois à Zarzis en 1910, a démontré que, malgré la complexité de son organisation, le syndicat d'arrosage peut rendre des services aux indigènes. Huit syndicats se sont ainsi formés à Zarzis, Métouia, Oudref, And-Zerigue, Houmt-Souk, Grennouch et Bou-Chema. D'autres syndicats sont en formation, à Kebili et à Bazma. Le barrage de Sidi-el-Bey, d'abord construit en terre et en fascines par les indigènes, a été reconstruit en maçonnerie par l'Etat. La part contributive des indigènes a été de 12.000 francs, représentant 40 0/0 de la dépense. Deux autres syndicats ont été formés dans le contrôle de Thala. Enfin, les syndicats dits de l'Oued Zéroud et de l'Oued Marguellil inondent dans la plaine de Kairouan des surfaces respectives de 2.092 et 4.600 hectares.

V. — Associations dues à l'initiative privée.

N° 191. Sur l'initiative de colons préoccupés de la situation misérable du fellâh indigène, quelques associations se sont organisées :

Un syndicat agricole indigène a été formé dans le département d'Oran, à Ammi-Moussa, en 1909. Il compte 778 adhérents ; une dizaine de colons en constituent les cadres. L'association se propose l'amélioration de l'élevage du mulet par l'achat de baudets-étalons, et le sélectionnement des semences. Elle a organisé en 1910 un concours agricole exclusivement indigène qui a eu un plein succès.

Dans le département de Constantine, le Comice agricole de Sétif vient de tenter un essai de coopératives indigènes d'exploitation, de caractère très original. Le but consiste à doter les indigènes d'un outillage agricole perfectionné et à leur faire adopter des méthodes culturales plus rationnelles. Le moyen employé est la formation de groupes librement formés, appelés à exploiter en commun des terrains concédés ou loués. C'est la coopération intégrale. L'essai est d'autant plus intéressant qu'il s'inspire des principes des vieilles institutions de la communauté familiale et de l'association agricole, en les adaptant au milieu nouveau.

En Tunisie, les indigènes de Gabès viennent de former

une association coopérative d'horticulture pour l'achat et la vente de leurs produits, l'achat en commun du matériel et le développement des cultures fruitières et maraîchères. Le Bulletin mensuel de l'association est publié en arabe et en français.

APPENDICE AU CHAPITRE III

N° 192. L'article 11 du traité de Madrid de 1880 reconnaît aux Européens le droit de détenir des terres au Maroc à titre de propriétaire, à condition que l'achat ait été effectué avec l'autorisation du Gouvernement Marocain et suivant les formes prescrites par les lois du pays. Ce droit est toujours demeuré illusoire, tant par suite de la mauvaise volonté des autorités marocaines que de l'insécurité des transactions. L'acte d'Algésiras n'ayant accordé [aux Européens le droit d'acquérir des terres sans l'autorisation du Sultan que dans un rayon de 10 kilomètres autour des ports, le seul procédé qui permette aux Européens de créer des entreprises agricoles est l'association avec les indigènes. Ceux-ci recherchent ces associations qui leur procurent des capitaux ; mais ils recherchent surtout la protection de l'Européen et le titre de « protégé » qui les soustrait à l'autorité et aux exactions des caïds.

La *kholtthâ* ou société entre un Européen et un indi-

gène est constatée par deux *a'doul* dont les signatures sont légalisées par le cadi autorisé par le caïd. L'acte est ensuite enregistré à la légation européenne.

Les effets du contrat et les obligations des parties sont les mêmes qu'entre indigènes. Toutes les formes de sociétés peuvent être contractées ; mais, généralement, les Européens s'associent à moitié avec des indigènes dont ils ont déjà fait leurs protégés. Ils leur remettent la somme d'argent nécessaire à l'achat des semences ou des animaux objet du contrat, moyennant quoi ils ont droit à la moitié des produits. Loyalement exécuté, le contrat peut donner des bénéfices importants, variant de 15 à 50 0/0. Mais, trop souvent, les bénéfices se trouvent ailleurs. Les indigènes recherchent, en effet, les associations, beaucoup moins pour les capitaux qu'elles leur procurent que pour le titre de « protégé ». Aussi consentent-ils souvent à leurs protecteurs des avantages importants, qui ont incité les Européens à trafiquer de la protection et de l'association. Des abus honteux se sont produits, auxquels il n'a été encore qu'imparfaitement remédié, mais qui sont appelés à disparaître prochainement. Il est probable que l'association agricole obéira ensuite à des influences semblables à celles qu'elle a subies en Algérie et en Tunisie.

Notes bibliographiques du chapitre troisième

N° 176. Cf. 2^e partie, n° 105, 3^e partie n°s 122, 127, 128.

N° 177. Exposé de la situation générale de l'Algérie, 1889,

XVII, XIX ; Statistique générale de l'Algérie 1906, 142 ; Statistique, 1908, 130 ; Rapport sur les Sociétés de Prévoyance 1907, 1908, 6 ; Statistique 1908, 146.

N° 179. Rapport sur les Sociétés de Prévoyance 1907-1908, 9, 15, 33, 25.

N° 181. Cf. Enquête sur l'état de la propriété indigène in « Revue Algérienne et Tunisienne de législation et de jurisprudence » 1903, 1^{re} partie, Rapport sur les Sociétés de Prévoyance, 1907-1908, 50.

N° 182. Rapport sur les Sociétés de Prévoyance, 1907-1908, 24, 25.

N° 183. Rapport sur les Sociétés de Prévoyance, 1907-1908, 32 et s., 27 ; Exposé de la situation générale des territoires du Sud de l'Algérie, 1906, 55 à 58, 1907, 52 à 56.

N° 184. Chiffres cités : PEYERIMHOFF, *Enquête sur les résultats de la colonisation officielle*, 184 ; Statistique générale de l'Algérie, 1908, 240 ; Sur les Sociétés de Prévoyance, cf. encore : A. de PEYRE, *Les Sociétés indigènes de Prévoyance*, Alger, 1900 et les Rapports sur les opérations des Sociétés indigènes de Prévoyance Alger, 1897-1907.

N° 185. LESUEUR, *Les associations agricoles en Tunisie*, 35 et s. ; Rapport sur la situation de la Tunisie 1909 18, 19 « Journal officiel tunisien » 4 septembre 1909, 836 et 29 juillet 1908, 739.

N° 187. Exposé de la situation générale de l'Algérie, 1909, 320, 321.

N° 188. LESUEUR, *Les associations agricoles en Tunisie*, 40 et s.

N° 189. LESUEUR, *Les associations agricoles en Tunisie*, 40 et s.

N° 190. LESUEUR, *Les associations agricoles en Tunisie*, 41, 52 ; Bulletin mensuel de l'Office du Gouvernement tunisien, 15 mars 1911, 53, 54.

N° 191. Bulletin mensuel de l'Office du gouvernement Tunisien 15 mai 1911, 104.

N° 192. A. de MONTALEMBERT, *La protection et les associations agricoles au Maroc*, Bulletin du Comité de l'Afrique française, 1907. Supplément 109 à 115 ; VAFFIER-POLLET, *L'agriculture et l'élevage au Maroc*, Bulletin du Comité de l'Afrique française, 1906, Supplément 203 à 209, 234 à 239, 263 à 265 ; MICHAUX-BELLAIRE et BRUZEUX, *Contribution à l'étude du droit coutumier du Nord-Marocain*, 342.

CONCLUSION

L'étude de l'association agricole chez les Musulmans du Maghreb est surtout un problème d'histoire. Il nous a fallu l'aborder par le côté juridique ; mais le problème juridique était commandé par le problème politique et économique.

Evoquant la splendeur de la civilisation arabe et sa décadence, on s' imagine trop volontiers qu'avant l'arrivée des Français le Maghreb était un empire croulant en ruines, une société en décomposition. Le Maghreb était, au contraire, une société en voie de formation, ébauchée par instants, mais dont les parties n'avaient pu encore arriver à se joindre en un assemblage cohérent. Dans son histoire on voit, à tout instant, des groupements plus ou moins importants, plus ou moins compacts, se former autour d'un homme, d'une tribu, se morceler bientôt, s'entredétruire, se substituer les uns aux autres et, finalement, disparaître.

Dans ce milieu sans cesse agité par la fermentation

d'éléments divers l'association agricole forme l'étai, le soutien indispensable de la famille. Renforcée par ses « associés » la famille constitue un organisme complet et indépendant, se suffisant à lui-même, protégeant la vie de chacun de ses membres et produisant par ses propres moyens tout ce qui leur est nécessaire. L'existence de certaines relations d'échange entre ces diverses unités, et leur réunion en groupements plus vastes, mais plus relâchés, moins cohérents, dans des circonstances graves ou pour certaines fins particulières, n'entame en rien cette autonomie. L'association agricole n'en demeure pas moins la véritable cellule sociale, politique et économique.

Il semble bien qu'alors la société maugrebine contienne les germes obscurs, les rudiments encore incertains d'une féodalité. Toujours est-il que cette féodalité n'a jamais pu acquérir sa forme définitive. Pendant plusieurs siècles le Maghreb offre, en effet, le spectacle déconcertant d'une société dans laquelle toute évolution politique, sociale ou économique se trouve à peu près arrêtée. Le progrès est, pour ainsi dire, au point mort.

Survient la conquête française. Des perturbations profondes se produisent dans l'économie maugrebine, et se répercutent sur l'association agricole. L'association agricole évolue. Ses caractères primitifs s'altèrent, sa nature et ses effets se modifient. La sécurité relâche le lien qui unissait le fellâh à son « associé » et réduit peu à peu ce dernier au rang de simple métayer. L'augmentation de

la population indigène et sa dépossession des terres par les Européens accroissent le nombre des khammàs, pendant que la khammàsà disparaît de certaines régions. L'association devient insuffisante à assurer l'existence du khammàs et celui-ci doit chercher dans les salaires que lui offre la colonisation un appoint indispensable de ressources.

En même temps que s'altère le type primitif, d'autres formes de l'association agricole qui, jusque-là, n'avaient fait qu'une timide apparition dans le milieu maugrebin prennent un développement rapide. La sécurité libère l'individu de la subordination au groupe, laisse le champ libre à son initiative. Aussitôt relations et transactions se multiplient. L'association agricole épouse toutes les formes, sa plie à toutes les nécessités. L'effort de production se morcelle en une multitude de sociétés agricoles, dont les unes remédient à la pauvreté de l'agriculture, suppléent à l'insuffisance de son capital agricole, accroissent sa force de résistance aux hasards redoutables de la culture, et les autres recouvrent des opérations de crédit et de spéculation. Quelques-unes de ces formes, comme la société pour l'élevage et la société à complant, semblent même appelées à jouer un rôle social et économique de premier ordre.

Ce développement des formes secondaires de l'association agricole n'en est pas moins une compensation insuffisante aux troubles jetés dans l'économie maugrebine par l'altération du type primitif. Les khammàs for-

ment un peuple de miséreux qui se trouve d'une manière permanente dans un état précaire, voisin de la misère ; lorsque plusieurs mauvaises récoltes se suivent la famine apparaît avec son cortège d'horreurs. L'administration française s'inspire alors d'usages anciens presque tombés en désuétude, les remet en vigueur en les adaptant aux besoins nouveaux et fonde les Sociétés indigènes de Prévoyance, de Prêts et de Secours mutuels. Nous avons vu fonctionner cette institution, jugé ses résultats et envisagé son avenir. Elle atténue les écarts de la production agricole d'une manière sensible mais insuffisante ; et cette insuffisance ne paraît devoir disparaître qu'avec une grande lenteur.

En somme, l'évolution rapide subie depuis la conquête par l'association agricole est le résultat d'une série de perturbations qui se sont produites dans le milieu maugrebin. Les unes étaient inéluctables. Les autres tiennent à des mesures hâtives, arrêtées dans des idées préconçues et sans tenir un compte suffisant de l'état social et économique des populations pour lesquelles elles étaient édictées. L'Algérie a été pendant trop longtemps une sorte de champ d'essais législatifs, en grand nombre inutiles, parfois dangereux. Ces échecs successifs seraient humiliants pour le vainqueur s'il ne fallait considérer les difficultés auxquelles il s'est heurté dans sa complète ignorance des hommes et des choses du Maghreb. Ils lui ont du moins montré quelles difficultés et quels dangers il y a à vouloir franchir d'un seul coup le fossé qui sépare

les deux civilisations. Ce résultat, pour être négatif, n'en a pas moins sa valeur ; et l'expérience n'aura pas été trop chèrement acquise si l'on veille dans l'avenir à n'en point oublier les leçons.

La production et la consommation indigènes paraissent avoir atteint vers 1905-1906 un certain état d'équilibre dont les événements ont démontré l'instabilité : il a suffi de plusieurs mauvaises récoltes successives de céréales pour qu'en 1909 les hideurs de la famine fissent une réapparition. D'autre part, le mouvement de dépossesion des fellâhs et d'accaparement de leurs terres, qui s'était ralenti pendant la crise agricole de ces dernières années, a brusquement repris en une véritable ruée de spéculation à la suite de la fructueuse campagne viticole de 1910. Pour endiguer le mouvement, il a fallu appliquer avec la dernière rigueur les prescriptions protectrices de la loi du 16 février 1897. Mais, à procéder plus lentement et sans à-coup, [la transformation économique ne s'en poursuivra pas moins d'une manière continue. La population européenne agricole augmente sans cesse et commence à se trouver à l'étroit sur ses terres. Pendant ce temps, l'excédent des naissances indigènes sur les décès est, pour la seule Algérie, de 35.000 âmes environ chaque année, et ce nombre paraît devoir augmenter encore. Si les disponibilités de la khammâsâ, déjà insuffisantes, vont encore se restreignant, les khammâs ne devront-ils pas de plus en plus faire appel aux salaires offerts par la colonisation ? Ces salaires intermittents et

variables suffiront-ils à faire vivre un nombre croissant de prolétaires ? et, dans l'affirmative, n'y a-t-il point à redouter la formation au sein de la population indigène d'une classe nombreuse et misérable de salariés agricoles ? Derrière l'évolution de l'association agricole c'est la question de l'avenir économique des populations indigènes qui se pose.

En l'état de choses actuel l'association à part de fruit est, après l'exploitation directe, le mode à peu près unique du faire-valoir indigène. L'institution demeure solidement assise, bien adaptée au milieu, conforme aux traditions, enracinée dans les habitudes et les goûts des indigènes. Elle est la principale ressource de toute une population de prolétaires agricoles pour lesquels les salaires de la colonisation ne représentent encore qu'un appoint. Or, le Maghreb n'apparaît point comme un milieu favorable aux bouleversements économiques. Si l'évolution du milieu économique doit acheminer l'association à part de fruit vers le louage d'ouvrage, et les khammàs vers le salariat, bien des années s'écouleront avant que soit accomplie cette transformation. Mais accomplira-t-elle, même avec une grande lenteur ? Il est permis d'en douter.

Comprimées un instant par une poussée d'individualisme après les perturbations produites par la conquête, les idées de solidarité et de mutualité qui avaient donné naissance à la vieille association agricole, n'ont point disparu. On en a la preuve dans la facilité avec laquelle

les populations indigènes ont accepté les créations mutualistes de l'Administration française, en dépit de leurs imperfections. A cela rien d'étonnant. La religion musulmane, si favorable à ces mêmes idées, n'a nullement souffert de la conquête, et l'on sait l'emprise qu'elle exerce sur l'âme des indigènes. Et, d'autre part, les difficultés mêmes en présence desquelles se trouvent les indigènes sont bien faites pour maintenir, et même développer chez eux un état d'esprit éminemment favorable à l'idée d'association. Si la lutte économique, toujours plus âpre et plus ardente, les place dans une situation aussi dangereuse pour leur existence que les luttes politiques d'autrefois, pourquoi, dans des circonstances semblables, ne trouveraient-ils point à semblables maux semblables remèdes ? L'initiative du Comice agricole de Sétif montre que, non seulement l'Administration, mais encore les colons eux-mêmes s'en préoccupent. La même initiative nous donne le droit de nous demander si nous n'assisterons pas alors à une véritable renaissance des institutions ancestrales de la communauté familiale et de l'association agricoles simplement adaptée, au nouveau milieu.

Pourquoi pas ? Les procédés savants et compliqués de nos sociétés modernes ont souvent de curieuses ressemblances avec les moyens primitifs des sociétés barbares. Et ce ne serait pas la première fois que les économistes auraient signalé (1) dans le développement historique des

(1) Gide Ch. *Principes d'économie politique*, Paris, 1908, 284.

peuples « cette marche singulière de l'esprit humain, qui, « parvenu au terme de sa carrière, semble revenu tout « près de son point de départ, ayant décrit ainsi, sinon « un de ces grands cercles qui avait si fort frappé l'imagination de Vico, du moins une courbe en forme de « spirale ascensionnelle ».

Vu, le Président,

PAUL. LESEUR.

Vu, le doyen,

G. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,

Le Vice-Recteur de l'Accadémie de Paris.

L. LIARD

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE	VII
BIBLIOGRAPHIE	XI

INTRODUCTION

I. — N° 1. Caractère religieux des institutions islamiques. — N° 2. I ^{re} partie : L'association agricole dans le droit religieux.	
II. — N° 3. Immutabilité du droit religieux. — Son remplacement progressif par un droit profane. — N° 4. II ^e partie : L'association agricole dans le droit positif maugrebin.	
III. — N° 5. III ^e partie : L'association agricole dans l'économie maugrebine.	
IV. — N° 6. IV ^e partie : L'association agricole depuis l'occupation française	1
Notes bibliographiques.	7

PREMIÈRE PARTIE

L'association agricole dans le droit religieux.

N° 7. De quelques caractères généraux du droit musulman : absence de formalisme. — N° 8. Prohibition de l'usure et de l'aléa. Ses conséquences. — N° 9. Analyse et synthèse. — N° 10. Plan de la I ^{re} partie	9
Notes bibliographiques:	15

CHAPITRE I

LA MOUZARA'A (CONTRAT D'ENSEMENCEMENT EN COMMUN).

N° 11. Nature du contrat. — N° 12. Histoire. — N° 13. Formes licites. — N° 14. Conditions de validité. — N° 15. Moment où il est « noué ». — N° 16. Effets. Prestations réciproques. La main-d'œuvre. — N° 17. Fin du contrat. Annulation. — N° 18. Perte de la récolte. — N° 19. Mauvaise qualité des semences. Fraude dans leur fourniture. — N° 20. Irrévocabilité du contrat « noué ». — N° 21. Définition de la mouzâra'a	17
Notes bibliographiques.	32

CHAPITRE II

LA MOUSAQA (CONTRAT D'IRRIGATION EN COMMUN).

N° 22. Définition. — N° 23. Histoire. — N° 24. Objet du contrat : « nourriture » des arbres. — N° 25. Exceptions pour certaines plantes. — N° 26. Pour les « terres blanches ». — N° 27. Capacité des parties. — N° 28. Formation du contrat. Formule. — N° 29. Obligations réciproques. — N° 30. Durée du contrat. — N° 31. Résiliation. Inexécution. — N° 32. Nullité. — N° 33. Nature de la mousâqâ.	34
Notes bibliographiques.	48

CHAPITRE III

LA MOUGHARASA (CONTRAT DE COMPLANT).

N° 34. Définition. Nature. — N° 35. Histoire. — N° 36. Apports réciproques des parties. — N° 37. Formation du contrat. — N° 38. Exécution. — N° 39. Durée. — N° 40. Partage. Nature du droit du planteur. — N° 41. Risques. — N° 42. Nullité	51
Notes bibliographiques.	61

CHAPITRE IV

L'ASSOCIATION AGRICOLE DANS LE DROIT RELIGIEUX.

N° 43. — La société pour l'élevage. — N° 44 et 45. L'association agricole dans le droit religieux ✓.	63
Notes bibliographiques.	68

DEUXIÈME PARTIE

L'association agricole dans le droit positif.

N° 46. Le fiqh et le droit vivant. — N° 47. La société agricole. Théorie et pratique. — N° 48. L'action du pouvoir séculier. — N° 49. La coutume dans le droit musulman. — N° 50. L'Ourf maghribi. — N° 51. Plan de la 2 ^e partie.	69
Notes bibliographiques.	76

CHAPITRE I

LA MZARA'Â.

N° 52. Mzâra'â et cherkâ. Plan du chapitre.

I. — Premier groupe des contrats de société pour l'ensemencement.

§ 1. — Khammâsâ. — N° 53. Définition et généralités: — N° 54. Formation du contrat. — N° 55. Obligations du fellâh. — N° 56. Obligations du Khammâs. — N° 57. De l'akhammâs chez les Kabyles. — N° 58. Responsabilité. Contestations. — N° 59. Inexécution des obligations. Maladie, absence, décès, etc. — N° 60. Partage. — N° 61. Fin de la khammâsâ. — N° 62. Akhammâs a'zrî.

§ 2. — Société au demi-quint (nouç khoms). — N° 63. Son utilité.

II. — Deuxième groupe des contrats de société pour l'ensemencement.

§ 1. — Première forme licite de la mouzâra'â. — N° 64. Société bel-ferd, amriri, toucherka-n-tefellaht.

§ 2. — Contrats des deuxième, troisième et quatrième formes licites de la mouzâra'â. — N° 65. Renvoi. — N° 66. Kedhia'. — N° 67. Variantes illicites. — N° 68. Amenacef.	
§ 3. — Formes spéciales. — N° 69. Société bel-khobzâ. — N° 70. Asedheref. — N° 71. Airi-n-temguert bouzguer. — N° 72. Thikchi-n-ezzeria'.	
III. — Coup d'œil rétrospectif. — N° 73. — Mouzâra'â et mzâra'â. Différences	79
Notes bibliographiques.	105

CHAPITRE II

LA MSAQA.

N° 74. Généralités. — 75. Preuve. — N° 76. Apport de l'associé principal. — N° 77. La main-d'œuvre. — N° 78. Le partage. — N° 79. Risques. — N° 80. Fin de la société. — N° 81. Différence entre la msâqâ et la mousâqâ. — N° 82. Elargissement de la notion de mousâqâ. — N° 83. Pénétration de la mzâra'â et de la msâqâ	108
Notes bibliographiques.	119

CHAPITRE III

LA MGHARSA.

N° 84. Définition. Appellation. Preuve. — N° 85. Apports réciproques des parties. — N° 86. Durée du contrat. — N° 87. Droits des associés au partage. — N° 88. Causes de résiliation. — N° 89. Aleqem-en-thamgharsith. — N° 90. Faibles différences entre la moughârasâ et la mghârsâ. Explication.	121
Notes bibliographiques.	128

CHAPITRE IV

LA SOCIÉTÉ POUR L'ÉLEVAGE (CHEKA FI-L-MAWACHI).

N° 91. La société pour l'élevage dans le fiqh et dans l'ourf. — N° 92. Objet. Preuve. Contestations. — N° 93. Formes.	
---	--

— N° 94. Devoirs de l'associé-éleveur. — N° 95. Ses droits sur les produits des animaux. — N° 96. Sur leur travail.	
— N° 97. Durée du contrat. — N° 98. Le partage. N° 99. Responsabilités et risques. — N° 100. Causes de dissolution. — N° 101. Le contrat de garde des troupeaux . . .	130
Notes bibliographiques.	141

CHAPITRE V

L'ASSOCIATION AGRICOLE DANS LE DROIT POSITIF.

N° 102. Les sociétés agricoles dans le fiqh Rappel. —	
N° 103. Le rôle de la coutume. — N° 104. La société agricole dans le droit coutumier. — N° 105. L'association agricole. — N° 106. Autorité morale du fiqh . . .	144
Notes bibliographiques.	151

TROISIÈME PARTIE

L'association agricole dans l'économie maugrebine.

I

COUP D'ŒIL SUR L'HISTOIRE GÉNÉRALE DU MAGHREB

N° 107. Etat économique de l'Afrique septentrionale à l'époque des premières invasions arabes. La légende. —	
N° 108. La vérité historique. Prospérité pendant l'occupation romaine, du n° au iv ^e siècle. Décadence. —	
N° 109. Les invasions arabes. L'invasion hilalienne. —	
N° 110. Ruines des cultures. — N° 111. Retour au nomadisme. Son étendue. — N° 112. L'agriculture maugrebine. Demi-sédentaires. Sédentaires. — N° 113. Etat politique du Maghreb au xv ^e siècle. Unité de religion. Synthèse des deux races. — N° 114. Anarchie politique. — N° 115.	
L'influence des circonstances géographiques.	155
Notes bibliographiques.	163

II

LA COMMUNAUTÉ FAMILIALE

N° 116. Nécessité du groupement agricole.

I. — La communauté familiale. — N° 117. Le prototype du groupement agricole : La communauté familiale. — Son fonctionnement. — N° 118. Son existence dans le milieu berbère primitif. Son développement à la suite de l'invasion hilalienne.

II. — Evolution de la communauté familiale. — N° 119. Causes générales de la dispersion des communautés familiale. — N° 120. Causes particulières au milieu mauregabin. Formation de la tribu. — N° 121. Régime de la propriété. Indivision. — N° 122. Réaction sur la tendance à la dispersion. Régime successoral. Insécurité. — N° 123. Résultante des deux tendances contraires : l'association agricole. 164

Notes bibliographiques. 173

III

L'ASSOCIATION AGRICOLE

N° 125. Dangers de la dispersion des communautés familiales et moyens de les éviter.

I. — N° 126. Les communautés temporaires de travail. — N° 127. Leur rôle économique. — N° 128. Leur insuffisance.

II. — N° 129. L'esclavage. Son rôle effacé dans le milieu mauregabin. — N° 130. Le servage. Son incompatibilité avec le caractère démocratique de la société musulmane. Son remplacement par l'association agricole. — N° 131. Les « associés ». Le fellâh. Nécessité pour lui de l'association agricole. — N° 132. L'associé agricole. — N° 133. Rôles multiples de l'association agricole. — N° 134. Sa physiologie principale. Les domaines respectifs de l'association agricole et de la communauté familiale au Maghreb. — N° 135. Causes de la fixation générale de la rémuné-

ration de l'associé au cinquième. — N° 136. Exceptions à la règle générale. Leurs causes.	174
Notes bibliographiques.	189

IV

L'ASSOCIATION AGRICOLE DANS L'ÉCONOMIE MAUGREBINE

N° 137. Nécessité de préciser le rôle économique et la physionomie de l'association agricole dans l'économie maugrebine.	
I. — N° 138. L'association agricole doit être parfois complétée par l'échange. — N° 139. Développement pris par l'échange dans certaines régions. — N° 140. L'association agricole conserve néanmoins son importance.	
II. — N° 141. Quand l'insécurité diminue des formes nouvelles d'association apparaissent. — N° 142. Développement de l'association en pays berbère. — N° 143. En Tunisie. — N° 144. La physionomie de l'association agricole n'en est point altérée.	
III. — N° 148. Coup d'œil d'ensemble sur l'association agricole.	191
Notes bibliographiques.	202

QUATRIÈME PARTIE

L'association agricole depuis l'occupation française.

CHAPITRE I

L'ÉVOLUTION DU TYPE PRIMITIF DE L'ASSOCIATION AGRICOLE

N° 146. Double sens de l'évolution.	
I. — N° 147. La colonisation. Effets généraux. N° 148. Colonisation officielle. — N° 149. Colonisation libre. — N° 150. Transformation du milieu. — N° 151. Résultats de la colonisation. Diminution du domaine de l'association. — N° 152. Augmentation du nombre des associés agricoles.	

II. — N° 153. Cause d'évolution du régime de l'association : disparition de l'insécurité. N° 154. Relâchement du lien. Contrainte par corps. — N° 155. Sa suppression en Algérie. — N° 156. Ses résultats. — N° 157. La khammâs n'est plus qu'un simple métayage, insuffisant à nourrir le khammâs. — N° 158. Les salaires offerts par la colonisation. — N° 159. La part qui en revient aux Khammâs. — N° 160. Situations locales.	
III. — N° 161. L'évolution en Tunisie. — N° 162. Coup d'œil général.	207
Notes bibliographiques.	239

CHAPITRE II

DÉVELOPPEMENT DES FORMES SECONDAIRES DE L'ASSOCIATION AGRICOLE

N° 163. Causes du développement des formes secondaires. — N° 164. Diversité et multiplicité de sociétés agricoles. Buts variables poursuivis.	
I. — Association pour l'élevage. — N° 165. L'association pour l'élevage chez les sédentaires. — N° 166. Chez les nomades. — N° 167. Entre Européens et indigènes. — N° 168. L'avenir de l'association pour l'élevage.	
II. — Mghârsâ. — N° 169. Son rôle dans l'histoire économique du Maghreb. — N° 170. L'occupation française. Les espérances fondées sur la mghârsâ. — N° 171. Réalisation partielle. — N° 172. Inconvénients de la mghârsâ pour la plantation de grands domaines. — N° 173. Son remplacement probable par la plantation directe. — N° 174. Inconvénients de cette disparition. — N° 175. Perspectives ouvertes à la mghârsâ en Algérie et en Tunisie.	242
Notes bibliographiques.	258

CHAPITRE III

LES FORMES NOUVELLES DE L'ASSOCIATION AGRICOLE.

N° 176. Énumération et caractères des formes nouvelles.	
I. — Sociétés indigènes de Prévoyance, de Secours et de	

Prêts mutuels. — N° 177. Origine et développement de l'institution. Résultats généraux. — N° 178. Son fonctionnement. — N° 179. Opérations des Sociétés de Prévoyance. — N° 180. Leurs imperfections. Pauvreté. — N° 181. Complexité de fonctionnement. — N° 182. Rétribution relativement exagérée du trésorier. — N° 183. Disparition dans les départements de Constantine et d'Alger, des opérations en nature. Les réserves du département d'Oran et des territoires du Sud. — N° 184. Appréciation d'ensemble de l'institution. — N° 185, Les Sociétés de Prévoyance en Tunisie.	
II. — Les Caisses de crédit agricole mutuel. — N° 186. But et fonctionnement.	
III. — Mutuelles — Labours. — N° 187. Fonctionnement. Avantages de l'institution.	
IV. — Syndicats d'arrosage. — N° 188. L'initiative indigène. — N° 189. L'œuvre du Gouvernement de la Régence. — N° 190. Résultats.	
V. — Associations dues à l'initiative privée. — N° 191. Créations récentes en Algérie et en Tunisie. —	
Appendice au chapitre III. Les associations agricoles entre Européens et indigènes au Maroc. — N° 192. La Kholthâ.	
Son utilité. Ses abus. Son avenir	259
Notes bibliographiques.	283
CONCLUSION.	285

